3 1761 [illegible]3274
D
DS
773
F3
1914

87/629/18

(26)

F. FARJENEL

A travers la Révolution chinoise

Mes séjours
dans le Sud et dans le Nord.
L'Évolution des mœurs.
Entretiens avec les chefs des partis.
L'Emprunt inconstitutionnel.
Le coup d'État.

Treize gravures
et une carte

Librairie Plon

A TRAVERS
LA
RÉVOLUTION CHINOISE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Le Peuple chinois, ses mœurs et ses institutions.... 4 fr.
(Couronné par l'Académie française.)
(Paris, 1904, Rivière, 30, rue Jacob.)

La Morale chinoise, fondement des Sociétés d'Extrême-Orient..... 6 fr
(Paris, 1907, Giard et Brière, rue Soufflot.)

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 19637.

A TRAVERS
LA
RÉVOLUTION CHINOISE

MES SÉJOURS DANS LE SUD ET DANS LE NORD
L'ÉVOLUTION DES MOEURS
ENTRETIENS AVEC LES CHEFS DES PARTIS
L'EMPRUNT INCONSTITUTIONNEL — LE COUP D'ÉTAT

PAR

FERNAND FARJENEL

PROFESSEUR AU COLLÈGE LIBRE DES SCIENCES SOCIALES

Avec treize gravures
ET UNE CARTE

Troisième édition

PARIS

LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1914

Tous droits réservés

LIBRARY
SEP 7 1972
UNIVERSITY OF TORONTO

DS
773
F3
1914

Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

Copyright 1914 by Plon-Nourrit et Cie.

PRÉFACE

La révolution chinoise, qui depuis deux années transforme une si grande partie de l'Asie, est un fait considérable dont tous les peuples sentiront bientôt le contre-coup.

La rapidité des communications a rendu maintenant la terre petite, et le peuple chinois, avec sa population de 400 millions d'hommes qui représente le quart de l'humanité, ne peut évoluer sans que ce phénomène n'ait de graves conséquences pour le reste du monde.

A l'heure présente, mœurs, coutumes, vie familiale et sociale, tout change en Chine, les partis politiques y poursuivent les plus âpres luttes; deux années ont vu déjà deux guerres civiles déchirer le pays; la dictature y a étouffé la liberté, l'Europe et le Japon sont entrés en lice, intervenant dans ces événements, et l'on peut redouter qu'ils n'en viennent aux mains quelque jour.

Tous ces faits, pourtant si considérables, sont peu ou mal connus en dehors du cercle étroit de

quelques rares spécialistes; aussi, j'espère que le présent ouvrage, qui en contient le récit, sera bien accueilli du public.

Ce récit est celui d'un spectateur et d'un témoin.

En effet, pendant la révolution chinoise, je parcourais l'Extrême-Orient et notamment la Chine où j'ai suivi pour ainsi dire pas à pas la marche des événements en Indochine, au Yunnan, dans le sud, dans le centre et dans le nord du pays bouleversé.

Pour narrer avec toute l'ampleur voulue l'évolution d'un phénomène aussi considérable, il faudrait plusieurs volumes; j'ai dû, voulant observer une brièveté qui me paraissait nécessaire, me borner à présenter le tableau ou le récit des faits, permettant de bien comprendre dans sa genèse et dans son développement ce qu'est la révolution chinoise.

L'heure n'est pas venue, d'ailleurs, d'écrire toute l'histoire de cette crise, observée avec l'intérêt que peut apporter à une telle enquête un homme dont la plus grande partie de la vie a été consacrée à l'étude de la langue, de la littérature, de l'histoire, de la philosophie et des lois d'un pays si curieux, dans lequel il possède de nombreuses et anciennes relations.

Bien que, en dehors des tableaux pittoresques ou tragiques dont j'ai essayé de reproduire l'aspect, on trouve dans les pages qui vont suivre le récit de faits historiques, ceux-ci ne sauraient constituer

'histoire complète d'une révolution accomplie dans un pays si vaste, surtout en ce qui concerne les événements extraordinaires qui ont donné lieu à la deuxième guerre civile, et où la politique européenne a joué un si grand rôle.

Seuls, l'historien écrivant lorsque le temps a fait son œuvre, ou le polémiste, combattant pour les intérêts publics, peuvent déchirer complètement le voile qui cache les dessous où se déroulent les conflits entre les passions désintéressées et les cupidités avides constituant la trame de la vraie histoire.

Toutefois, les membres de notre Parlement, Chambre et Sénat, qui s'intéressaient à mon voyage et m'avaient chargé de leur dire ce qu'était au juste cette révolution chinoise, désiraient que j'exposasse l'ensemble des événements graves accomplis en ces derniers mois.

J'ai donc poussé mon récit jusqu'à la consommation complète du coup d'État de novembre 1913, et j'ai dû expliquer avec quelque développement certains côtés de la politique financière suivie dans l'affaire de l'emprunt chinois : emprunt qui a été la cause déterminante principale de la deuxième guerre civile, des massacres et du coup d'État.

En cette matière délicate, je me suis efforcé de faire passer les documents sous les yeux du lecteur, afin que celui-ci pût porter lui-même son jugement sur les faits et sur une politique dans laquelle des

intérêts français considérables, aussi bien matériels que moraux, sont engagés.

La connaissance de cette politique est nécessaire pour bien comprendre le développement des événements qui agitent actuellement l'Extrême-Orient, et qui peuvent faire de celui-ci le champ clos de conflits redoutables.

Il faut espérer que, malgré les fautes commises, cette dernière éventualité ne se réalisera pas et que les Européens résidant en Chine n'auront pas dès lors à en souffrir.

Les Européens agglomérés dans ces curieuses Républiques internationales que constituent les concessions étrangères placées au cœur de la Chine, et les missionnaires répandus dans tout ce pays, se trouvent en effet au milieu d'une véritable mer humaine; une tempête pourrait les y engloutir.

En terminant, qu'il me soit permis ici de remercier ceux d'entre eux qui m'ont si bien accueilli, ainsi que mes compatriotes résidant en Chine et en Indochine, et particulièrement M. le Gouverneur général de notre grande colonie qui a bien voulu faciliter ma tâche.

Je dois également remercier le fidèle compagnon de mes courses à travers l'Asie, mon neveu, M. Ernest Farjenel, qui m'accompagnait en qualité de correspondant de la *France Militaire*; son concours m'a été des plus précieux non seulement aux heures difficiles ou dangereuses comme

il s'en rencontre toujours lorsqu'on séjourne longtemps au milieu de l'anarchie des populations ou des troupes révoltées, mais aussi dans les temps plus calmes, où, poursuivant nos études, son esprit observateur et réfléchi apportait une utile contribution à mes travaux.

Pendant la fin de l'année 1911 et toute l'année 1912, nous ne nous sommes pas quittés, partageant, quand il y avait lieu, les mêmes inquiétudes.

Ce n'est pas sans émotion que je revis en pensée ces jours où nous traversâmes ensemble la révolution chinoise, dont on trouvera plus loin le récit.

F. F.

A TRAVERS
LA RÉVOLUTION CHINOISE

CHAPITRE PREMIER

LES CHINOIS EN INDOCHINE

De Marseille en Malaisie. — Les Chinois à Singapore. — Saigon et ses boutiques. — « Commande qui qu'on veut. » — Les écoles chinoises. — Cholon ville chinoise. — La valeur du sol. — L'enthousiasme révolutionnaire. — Les manifestations pour la République. — En Annam. — Les Chinois au Tonkin. — La fête de la révolution à Hanoï. — La femme chinoise quitte sa réclusion millénaire.

Lorsque nous quittâmes la France, dans l'automne de 1911, on ne savait presque rien des grands événements qui commençaient à se dérouler en Chine.

On croyait que les combats, annoncés par de brèves dépêches, n'étaient que des révoltes sans lendemain comme il y en a quelquefois dans les pays où le pouvoir absolu comprime la liberté.

Ce fut à Colombo que des journaux anglais nous annoncèrent une véritable révolution. Mais, au départ, nous ne pensions pas que nous dussions avoir la bonne fortune d'assister, en Extrême-Orient, aux curieux spectacles dont nous fûmes les témoins.

Nous nous laissions aller au plaisir d'observer curieusement le tableau toujours nouveau et toujours quelque peu émotionnant des derniers adieux. Une mère, une sœur sont là sur le pont; elles pleurent en serrant sur leur cœur un

jeune homme partant au bout du monde pour de longues années; elles voudraient rester encore; mais la cloche sonne, il faut descendre. On retire l'escalier volant, on largue la dernière amarre, et la ville flottante s'ébranle glissant doucement sur les flots. Nous passons au milieu de la forêt des cheminées et des mâts de tous ces énormes navires qui remplissent les bassins de la Joliette. Les mouchoirs s'agitent sur le quai et sur le pont; ceux qui sont restés à terre n'apparaissent plus que comme de minuscules taches noires surmontées d'un point blanc. Le paquebot franchit les passes, s'avance vers la haute mer en augmentant sa vitesse. Marseille, ses monuments, ses toits, sa Vierge dorée qui domine la rade, ses îles avancées dont les bâtisses sont éclairées par le soleil, tout diminue, tout s'estompe, s'efface et bientôt disparaît sous l'horizon, tandis que nous voguons sans arrêt sur une mer d'azur.

La première escale, Port-Saïd, nous rappelle que l'Angleterre est la reine des mers, car ici son pavillon est représenté d'une façon toute spéciale et la ville est pavoisée à ses couleurs.

Voici toute une escadre de vaisseaux de guerre britanniques dont les coques grises se profilent sur les flots, dans la rade. Elle accompagne un grand navire blanc où se trouve le roi, qui va se faire couronner aux Indes.

Notre paquebot pénètre avant le bateau royal dans le canal, œuvre française, à l'entrée duquel se dresse la statue de M. de Lesseps. Il défile devant le roi, qui nous salue tandis que passagers et équipage poussent des hurrahs polis : « Vive l'entente cordiale ! vive l'Angleterre ! »

Nous retrouvons encore à l'autre bout du canal, à Suez, des cuirassés anglais postés là comme de noirs oiseaux immobiles; ils attendent le roi pour lui faire escorte à travers la mer Rouge et l'océan Indien.

Le prestige du pavillon britannique, le déploiement de tant de puissance militaire n'empêcheront pas les Hindous

de manifester leurs sentiments d'hostilité contre la couronne. A Dehli, avant la cérémonie, trois incendies successifs des tentes et des estrades rappellent à l'observateur les termes angoissants du problème colonial et mondial d'aujourd'hui, que nous allons retrouver là-bas, en Extrême-Orient.

Tandis que nous réfléchissons à ces questions d'aujourd'hui et de demain, tandis que nous nous en entretenons avec nos compagnons de voyage, nous jouissons des admirable soirs de l'Egypte où, dans un ciel d'or, passent d'interminables files triangulaires de canards sauvages. Puis viennent les couchants empourprés de l'océan Indien, les nuits transparentes et lumineuses de Ceylan; là, la lune, dans un ciel parsemé d'étincelantes et d'innombrables étoiles, irise d'argent le flot noir; puis encore, voici Malacca, Java, les Iles, et enfin Singapore, le commencement de l'Extrême Asie.

Avec leur génie maritime, les Anglais ont su jalonner, aux bons endroits, les routes du monde.

*
* *

C'est ici, à un degré et demi de l'équateur, que nous apparaissent, en nombre, les premiers spécimens de la race chinoise, envahissante et prolifique, qui s'accommode de tous les climats.

Combien sont-ils?

Plusieurs centaines de mille. Leur ville à eux s'allonge non loin de la rade. Leurs magasins, leurs boutiques sans devanture, leurs échoppes, leurs restaurants en plein vent, où, le torse nu, par la chaleur étouffante, ils mangent leur riz, donnent déjà l'impression de cet océan humain de race jaune dont les centaines de millions couvrent sans fin les territoires de l'Asie orientale.

Le traîneur de pousse-pousse, tout ruisselant de sueur,

vêtu simplement d'un caleçon, et qui nous entraîne au galop dans sa voiture légère aux roues caoutchoutées, est un Chinois. Des Chinois encore, nous en trouverons dans la ville anglaise dont les constructions massives et lourdes rappellent Londres. Dans les magasins, commis, caissiers, en robe bleu ciel, la tête rasée et la natte dans le dos, vous servent, souriants et impassibles.

A la poste anglaise, un seul Anglais; tous les commis que nous apercevons sont des Chinois qui parlent la langue de Shakeaspeare.

Ils sont dix millions ainsi en dehors de la mère patrie qui vivent, travaillent, commercent et gagnent de l'argent non seulement à Singapore, mais à San-Francisco, à Batavia, aux Philippines.

Il en est de même de leurs frères d'Indochine, vers laquelle nous repartons laissant dans la nuit les côtes de la Malaisie parsemées des étoiles lumineuses des phares.

Nous voici de nouveau sous le ciel de feu et bientôt les collines boisées du cap Saint-Jacques apparaissent. Nous sommes arrivés en Cochinchine.

Il faut six heures pour remonter la rivière de Saïgon, bordée de palétuviers et de rizières aux verts crus. Avec quelle satisfaction, après un mois de bateau, on met le pied dans la capitale de Cochinchine, malgré la chaleur ardente et lourde et le soleil meurtrier, en plein hiver.

Saïgon est bien une ville française, ses rues, ses monuments portent la marque de notre génie, et, pour le cachet artistique, le dessin de ses voies, Singapore ne peut rivaliser.

A Saïgon, de tous côtés nos yeux rencontrent des Chinois, vêtus à l'européenne pour la plupart.

Dans la rue animée de la ville, la rue Catinat, une réduction de nos grands boulevards avec leurs cafés et leurs boutiques, leurs arbres sur le trottoir, les magasins chinois ne manquent pas.

Ils rivalisent avec ceux des « malabars », c'est-à-dire des Hindous de Pondichéry ou de Chandernagor, noirs et la tête rasée, qui se tiennent les jambes croisées, assis sur leur comptoir dans la boutique, où ils changent la monnaie et prêtent à usure à l'indigène.

Voici les tailleurs vêtus de blanc, qui confectionnent des habits pour les Européens, des bijoutiers, nus jusqu'à la ceinture et le torse luisant; ils soudent ou gravent des bijoux d'or ou d'argent, des horlogers réparent des montres ou des pendules. Dans les hôtels, dans les restaurants, les garçons sont souvent chinois; ils viennent pour la plupart de la grande île de Hainan, située à l'entrée du golfe du Tonkin; vêtus de blanc, peignés avec une raie sur le côté de la tête, ils circulent dans les salles sous les ventilateurs en marche, qui font descendre du plafond l'air indispensable aux dîneurs.

— Pourquoi as-tu fait couper ta natte? demandons-nous à celui qui nous sert, dont la chevelure d'un noir bleu pommadée à souhait n'a plus rien de chinois.

— C'est un signe, me répond-il.

— Mais encore, quel signe?

— Le signe de : « Commande qui qu'on veut! »

Cette conversation en français nous avertit que ces boys chinois sont antimandchoux, révolutionnaires, peut-être républicains, puisque aussi bien la natte de cheveux pendant de la tête rasée sur le dos jusqu'au bas des reins et graissant la longue robe de soie ou de coton, est le symbole de la servitude sous la dynastie étrangère.

Très rares en effet sont les Chinois qu'on peut apercevoir avec une natte dans les rues de Saïgon; quelques jours avant notre arrivée, ils ont tous fait couper cet appendice et adopté le chapeau européen,

Tous les Chinois que nous rencontrons et interrogeons à Saïgon et dans les pays environnants sont des méridionaux, c'est-à-dire qu'ils sont, pour la plupart, progressistes,

modernistes, et souvent révolutionnaires. Ils sont groupés en corporation et en sociétés secrètes, car tout Chinois a le sens inné de l'association.

La corporation des marchands a voulu fonder une école à Saïgon même, où l'enseignement serait tout à fait moderniste. Je vais la visiter.

*
* *

Les instituteurs viennent de Canton et cela coûte fort cher à la corporation : 4 000 piastres par an; aussi parle-t-on de la supprimer.

Le délégué du conseil d'administration des actionnaires de cette école est là et il s'afflige de la possibilité de cette suppression.

Les écoles chinoises qui ont du succès sont naturellement les moins coûteuses, celles où l'instituteur enseigne les petits enfants selon la vieille méthode d'enseignement individuel, par laquelle chaque bambin apprend en chantant à tue-tête les caractères d'écriture sans se soucier du voisin.

Il y a à Saïgon douze écoles chinoises où l'on suit cette méthode surannée et aujourd'hui condamnée par tous les pédagogues chinois modernistes.

Entrons donc dans l'une d'elles.

Au fond d'une boutique, où le génie protecteur des bonnes affaires trône derrière son brûleur d'encens, une porte s'ouvre sur un escalier sombre. Nous grimpons dans la nuit, et, au premier étage, nous débouchons dans la classe pleine de lumière.

L'instituteur, un jeune homme, le buste nu, nous voyant entrer, se hâte, par politesse, de revêtir sa robe. Dans la salle aux murs gris, et quelque peu enfumés, les bruits de la rue montent par la fenêtre ouverte; une quinzaine de gamins à la mine futée copient au pinceau de vieux livres.

L'instituteur lisait quand nous sommes entrés, et d'un coup d'œil nous voyons le titre : *l'Avant-garde de la Révolution.*

Cela n'est pas étonnant, car nous constaterons par la suite qu'en Chine, comme en France, le monde des jeunes maîtres d'école a des idées avancées.

Après avoir interrogé et fait réciter quelques bambins, nous prenons congé du maître; nous passons devant le petit poussah pansu aux pieds duquel brûle une baguette d'encens piquée dans la cendre, et nous partons non sans répondre aux salutations polies du commerçant et de ses commis.

Plus tard nous constaterons que les autres écoles chinoises sont analogues.

*
* *

La vie politique chinoise a son centre à Cholon, à six kilomètres de Saïgon, ville à laquelle conduit une route où les autos filent comme le vent.

Cholon est une cité moderne sous la haute administration française. C'est une grande ville, avec boulevards, avenues, promenades, dont les quarante kilomètres de rues sont éclairés à l'électricité.

La population varie continuellement, car les Chinois ici se déplacent beaucoup, vont et reviennent dans leur pays : mais tout le monde s'accorde à dire que leur nombre approche de deux cent mille individus.

Pagodes ornées de faïence multicolore et de dorures, nombreuses boutiques aux devantures ouvertes, devant lesquelles se balancent les enseignes, théâtre vaste où la multitude des acteurs masqués pousse des cris effrayants, donnent bien l'idée de la cité chinoise, mais non plus de la cité moyenâgeuse aux rues étroites, sales et puantes : c'est la ville moderne aux larges voies inondées de soleil.

Les restaurants, les rôtisseries, à la porte desquelles sont suspendus les canards laqués tout luisants, dont les Chinois sont si friands, abondent. Nous pénétrons dans les cuisines de l'un d'eux, le patron accueillant nous guide et nous voyons préparés pour la cuisson d'innombrables petits pâtés; tout cela est propre, ce qui prouve que le Chinois de Cholon est, à certains égards tout au moins, progressiste.

Le théâtre est très achalandé; on y joue, en plein jour, des pièces historiques; les acteurs, tragiquement peinturlurés, se démènent bruyamment sur la scène, et comme ils jouent en dialecte cantonais, je n'y puis rien comprendre.

Quel curieux spectacle que celui des coulisses où tant d'oripeaux carnavalesques sont suspendus pour des pièces futures! Les comédiens s'y fardent, se peignent le visage. Les femmes ne paraissant point sur les planches, leurs rôles sont tenus par de jeunes hommes. Ils vont, viennent, rient en circulant au milieu des pots de fards et de pommades.

Mais le spectacle le plus intéressant pour le sociologue se trouve dans les rues commerçantes, où règne une incroyable activité.

Les boutiques y sont étroites, car le terrain y est fort cher. Ici, il coûte 250 piastres (soit 625 francs) le mètre carré. Toutes les professions sont représentées dans ces rues pleines d'une foule qui bavarde, palabre, se dispute, crie sous le soleil brûlant.

L'importance de Cholon n'est pourtant pas due à ce commerce de détail, mais aux affaires d'exportation dont il se fait ici un chiffre considérable. Plus de soixante rizeries sont aux mains des Chinois. Leurs agents achètent dans l'intérieur le riz aux cultivateurs annamites; on le transporte par les canaux et les rivières jusqu'à la ville; là, on le décortique.

Les commerçants et industriels chinois sont aussi banquiers et usuriers, ils profitent de l'esprit d'imprévoyance du paysan annamite pour lui faire des prêts ou des avances sur

sa récolte à des taux fantastiques. De grosses fortunes chinoises sont ainsi édifiées. On pourra juger de l'importance de certaines de celles-ci, lorsqu'on saura que le chef d'une de ces maisons, joueur comme tous les Extrême-Orientaux, est renommé pour avoir perdu en une nuit un million de francs aux cartes.

La ville est dirigée par un administrateur français qui remplit les fonctions de maire et qui se loue de l'aide qu'il trouve parmi tous ces Chinois. Ceux-ci, en dehors des impôts auxquels ils sont assujettis, contribuent volontiers de leurs deniers aux œuvres d'intérêt public. Ils ont secondé l'intelligente activité de M. Drouhet, qui est resté longtemps à la tête de l'administration municipale et sous la direction duquel ont été créés des écoles, des hôpitaux, des dispensaires, une maternité, etc... L'hôpital, dont les médecins sont Français, est particulièrement remarquable.

Quoi qu'il en soit, les avantages de la civilisation, la régularité de l'administration, l'honnêteté de la justice, le bien-être que les Chinois trouvent à Cholon, ont produit sur eux le même effet qu'ailleurs. Ils sont modernistes, ennemis des Mandchoux, qui laissent croupir leur pays, qui ne peuvent le rendre fort devant l'étranger; ils estiment que si ce gouvernement de gabegie n'existait plus, alors la Chine pourrait se transformer et tenir dans le monde la place que mérite son importance.

Aussi, lorsque commença la révolution, les Chinois de Cholon souscrivirent-ils en peu de jours plusieurs centaines de mille piastres pour contribuer aux frais du grand mouvement qui commençait.

Les petits commerçants chinois se trouvent partout dans notre colonie. Dans le long territoire bordant la mer, entre la Cochinchine et le Tonkin, qui constitue l'Annam proprement dit, ils sont une cinquantaine de mille qui trafiquent au lieu et place de l'Annamite, lequel n'est qu'un cultivateur ou un lettré.

A Tourane, le port d'Annam, ils exportent la soie et la canelle; à Hué, où réside le jeune roi, ils tiennent les boutiques et savent bien, là comme ailleurs, faire habilement passer dans leurs poches l'argent des indigènes.

Nous étions dans cette curieuse cité asiatique, lors du Têt, époque de fête religieuse annuelle où le jeu est universel.

Devant les boutiques, ce jour-là fermées, une petite table semblable à celle de nos joueurs de bonneteau était dressée; derrière se tenait invariablement un Chinois, à l'œil vif et à l'air impassible, promenant ses longs doigts souples sur les enjeux.

Au Tonkin, contrée frontière de leur pays, la matière exploitable est moins riche et moins facile, aussi n'y sont-ils qu'une vingtaine de mille, et encore on y trouve de quatre à cinq mille agriculteurs, les quinze mille autres s'adonnent au commerce et à l'industrie.

Il va de soi que ceux-là aussi étaient enchantés des événements et de la révolution. Ils n'attendaient pas non plus que la République fût proclamée par toute la Chine pour la célébrer. Il leur fallait absolument manifester leur joie.

Le 16 janvier, trois mois après les premières révoltes, à Hanoï où nous nous trouvions alors, toutes les maisons chinoises étaient pavoisées aux couleurs encore incertaines de la nouvelle République.

Dès l'aube, d'affreux bruits de pétards nous font sursauter dans notre lit.

C'est l'enthousiasme du tailleur et du bijoutier voisin qui éclate, et cela durera jusqu'à la nuit.

Mais c'est surtout dans la ville indigène, où les Chinois sont nombreux, que la manifestation est importante.

Certaines rues, telle la rue des Cantonais, est pavoisée comme une rue de faubourg, à Paris, le 14 juillet; chaque maison a son drapeau. Des lanternes de papier sont accro-

chées aux fenêtres ; de tous côtés on fait éclater des pétards rouges, couleur de bon augure.

La pagode des Cantonais d'Hanoï est située en face de l'école franco-cantonaise ; de chaque côté de la porte d'entrée, des inscriptions parallèles, en beaux caractères symétriques, célèbrent la conquête de l'égalité et de la liberté, la destruction du pouvoir absolu. D'immenses palmes vertes en ombragent les montants. Au centre de la pagode, devant la tablette du patron, des fleurs de diverses couleurs dessinent un grand :

« A la République chinoise ! Dix mille années ! »

Il faut noter qu'en janvier 1912, l'empereur est pourtant toujours sur le trône ; seul, le sud de la Chine a complètement secoué le joug impérial.

*
* *

Pourtant, aucun de ces Chinois ne semble douter du triomphe final de celle-ci ; ils ont bien le sentiment que c'est une ère nouvelle qui commence.

La révolution est, en effet, non seulement politique, mais aussi sociale ; elle touche aux mœurs mêmes.

Toujours la femme chinoise avait été jalousement cachée aux étrangers ; or, ce jour-là, on put voir, avec une certaine surprise, des dames se montrer dans les rues, passer en pousse-pousse, autour du petit lac qui se trouve au milieu de la ville.

Pour notre part, nous ne fûmes pas peu intéressés en regardant des femmes et des jeunes filles chinoises en pantalons de soie verts ou roses, marcher gauchement sur les trottoirs de la rue Paul-Bert, avec cette démarche particulièrement pénible que leur donne le bandage des pieds. Elles regardaient curieusement les étalages, entraient même dans les magasins.

La présence de ces personnes, que leur costume désignait

comme étant de la société choisie des résidents d'Hanoï, en plein jour, dans un lieu public et dans la ville française, était un fait inouï et symbolique. Elle avertissait les observateurs que la société chinoise commençait à modifier également ses habitudes séculaires de claustration de la femme, et c'était là un phénomène d'une grande importance, susceptible d'apporter un peu de lumière sur les sentiments qui engendraient la révolution.

En tous pays les mœurs familiales n'évoluent que très difficilement et très lentement; leur changement ne suit que de fort loin les transformations politiques.

Aussi ce spectacle était-il encore plus suggestif pour nous que le bruit des pétards et des acclamations, que les oriflammes et que les drapeaux déployés, puisqu'il nous annonçait, d'une façon vivante, la naissance de mœurs nouvelles accompagnant les débuts d'une nouvelle société politique.

CHAPITRE II

LA GENÈSE DE LA RÉVOLUTION

Un peu d'histoire. — La Chine ancienne. — La société politique. — Le gouvernement des Mandchoux. — Décadence. — Le plan des révolutionnaires. — Rousseau et Montesquieu. — Le rôle de la presse. — Le mouvement constitutionnel. — Les capitulations de la Cour. — La pétition sanglante. — Les troubles et les grèves du Seutchoenn. — Le début de la révolution.

Quelle est donc cette vieille société que la révolution va détruire?

En Europe, à part quelques spécialistes des choses d'Extrême-Orient, bien peu la connaissent. Il est si difficile, en effet, de lire les livres hiéroglyphiques où se trouve consignée son histoire!

Pourtant, cette histoire est d'un intérêt puissant, elle ne le cède en rien à celle des autres grands peuples du monde.

La Chine a connu des heures prospères et des périodes d'anarchie, elle a été bien et mal gouvernée, elle a eu des tyrans et des princes débonnaires. Vingt-cinq dynasties ont régné sur elle; les hauts faits et les vertus, les fautes et les crimes de ses princes, de ses ministres remplissent de nombreux volumes.

Elle a connu des guerres terribles, des massacres sans pitié; à plusieurs reprises elle a été envahie et gouvernée par des étrangers. Mongols et Tartares se sont assis sur le trône des empereurs chinois.

Malgré tous les changements dynastiques, la société politique demeurait toujours la même.

L'empereur, quel qu'il fût, restait considéré par tous comme un demi-dieu : le fils mystique du Ciel : *Tientzeu,* et comme le père de tout son peuple.

C'était lui le pontife de la nation, qui offrait au ciel la divinité première, le grand sacrifice. Il priait seul pour faire tomber la pluie qui féconde les champs.

Enfermé dans son palais fastueux, entouré de murailles et de fossés, il régnait invisible, vêtu de soie jaune et d'or, au milieu de concubines et d'eunuques.

Sa qualité de patriarche universel lui conférait tous les droits. Il était le propriétaire de toutes choses, les biens de ses sujets étaient les siens, leur vie lui appartenait.

Au-dessous de lui, vice-rois, gouverneurs, préfets, comme lui pontifes, le représentaient et gouvernaient en son nom.

Dans les familles, le père était également investi de l'autorité la plus entière sur les siens, car lui aussi était chef du culte et sacrifiait aux ancêtres.

Ainsi la société chinoise était semblable aux sociétés antiques de l'Europe.

Son histoire commence vingt-quatre siècles avant notre ère.

Depuis cette époque la forme juridique de la société n'a pas changé et il faut venir jusqu'en 1912 pour trouver des lois qui la modifient.

Le nombre des Chinois se développa au cours des siècles d'une façon incroyable sur un immense territoire, si bien que l'exercice d'un pouvoir tyrannique réel était fort difficile. Les liens du gouvernement central et des provinces n'avaient guère de solidité; aucune véritable organisation administrative perfectionnée et minutieuse comme nous en connaissons en Europe n'existait. Les grands fonctionnaires à la tête des provinces ou des préfectures administraient comme des seigneurs féodaux, se contentant d'envoyer à la Cour ce qu'ils pouvaient ne pas retenir par devers eux du produit des impôts, mal perçus. Lorsqu'ils

étaient trop durs, trop exigeants, le peuple manifestait son mécontentement par des grèves et des boycottages et la Cour les changeait de poste.

C'était un minimum de gouvernement.

Le peuple, groupé en corporations et en familles, vivait comme d'innombrables cellules, très mal reliées entre elles, encore plus mal rattachées au gouvernement central. En somme, la Chine n'était qu'un grand corps invertébré, ou semblable à un géant dépourvu de système nerveux.

Les dynasties se succédèrent sans jamais créer d'organisme coordonnateur qui pût relier en un bloc, vivant et capable d'action d'ensemble, ce tout, formidable par sa masse.

La dernière dynastie, celle des Tartares mandchoux, qui prit le pouvoir en 1644, à la suite de dissensions intestines des Chinois, fit preuve de la plus grande incapacité. Elle se contenta d'exploiter le pays, où elle avait placé des garnisons de soldats de sa race, auxquels il était interdit d'épouser des Chinoises.

Au point de vue politique, la Chine vivait pour ainsi dire d'une vie végétative; cette situation eût pu durer des siècles encore sans le contact des étrangers. Ceux-ci apportèrent avec eux des idées nouvelles et forcèrent la Chine à regarder au dehors.

Après la guerre de 1894 avec le Japon, la Cour, humiliée, commença à envoyer des étudiants en Europe, en Amérique, pour y surprendre le secret de la force des étrangers.

Ces étudiants rapportèrent avec eux des conceptions sur le pouvoir et sur le gouvernement des États, sur les droits de l'homme qui devaient faire dans leur pays l'œuvre de destruction qu'elles avaient accomplie en Occident et sortir pour toujours la Chine de son sommeil millénaire.

Quatre ans après la guerre du Japon, l'influence de ces idées se fit déjà sentir. En 1898, un lettré renommé, Kang Youwei, son frère et quelques autres réussirent à per-

suader le souverain de la nécessité de réformer l'État.

L'empereur Kouang Siu, jeune homme d'une santé débile, n'était point un tyran, loin de là. Plein de bonne volonté, il prêta une oreille complaisante au petit groupe des novateurs. Mais ceux-ci, dans leur inexpérience d'idéologues lettrés, voulurent lui faire entreprendre des réformes si radicales pour l'époque, qu'en moins de trois mois tous les intérêts menacés s'alarmèrent, se liguèrent; l'empereur fut réduit à l'impuissance, enfermé dans un pavillon du palais où il demeura jusqu'à sa mort prisonnier de la vieille impératrice Tseushi, sa tante, qui reprit le pouvoir grâce à Yuen Chekai, chef des troupes; celui-ci, en effet, trahissant son maître qui lui avait ordonné de mettre Tseushi et sa camarilla hors d'état de lui nuire, avertit l'impératrice qui put ainsi faire son coup d'État; Kang Youwei s'enfuit au Japon, où il vit encore. Les autres réformistes furent décapités sans jugement et la Chine resta dans les mains incapables et vénales qui la maintenaient dans la corruption et dans l'impuissance.

Mais les idées nouvelles n'étaient point mortes avec le petit groupe qui avait entouré Kouang Siu; elles continuaient leur chemin dans les esprits des jeunes générations; on traduisait les livres des étrangers; Rousseau et Montesquieu apportaient leurs principes d'égalité et leurs vues politiques.

Bientôt les novateurs de 1898 furent dépassés de très loin; les lettrés qui rêvaient d'une monarchie constitutionnelle, rêve qui leur avait coûté la tête, furent remplacés par des hommes désireux de porter le fer rouge dans les plaies de leur pays et d'instituer une république égalitaire.

*
* *

Ceux-ci, groupés dans les sociétés secrètes, que rendent nécessaires les régimes de tyrannie, préparèrent leur œuvre

avec une science remarquable des moyens, science qu'ils avaient étudiée à l'école des révolutionnaires français et russes.

Un docteur en médecine, d'origine cantonaise, fut pendant vingt années l'apôtre de la révolution au dehors. Il parcourut le monde, réchauffant le zèle de ses compatriotes répandus partout. C'est le fameux Sun Yatsen, que l'on peut qualifier justement de « Père de la Révolution » car il avait voué sa vie à celle-ci, cherchant à gagner à sa cause jusqu'aux étrangers eux-mêmes.

Après avoir posé les principes qui devaient inspirer la révolution, lui et ses fidèles conçurent tout un plan d'attaque qui devait renverser la dynastie, faire tomber le pouvoir dans leurs mains et leur permettre de réaliser un programme de relèvement du pays.

Leurs idées devinrent bientôt le credo de toute la jeunesse militante. Elles se répandirent rapidement dans tous les groupes affiliés. En 1904, ils en publièrent l'expression dans un document précieux : *l'Abrégé de la Révolution.*

« La révolution étant faite par le peuple, dit cet abrégé, devra être démocratique c'est-à-dire que tous les citoyens auront les mêmes droits. Un président sera élu par un Congrès. Des Assemblées formées de représentants élus par le peuple prépareront et discuteront la Constitution de la République chinoise. Quand cette Constitution sera promulguée, tous les citoyens devront la respecter et lui obéir. Seront mis hors la loi, tous ceux qui essaieront d'une façon quelconque de rétablir le régime monarchique. »

Ce programme dit encore : « Tous les citoyens doivent également jouir des bienfaits de la civilisation. Les terrains pourront acquérir une plus-value par suite de modifications sociales et économiques. Après expertise on fixera leur prix lequel appartiendra au propriétaire. La plus-value que ces terrains acquerront après l'accomplissement de la révolution fera retour à l'État

pour que tout le peuple puisse en jouir. Ce sera la base de l'État socialiste, qui devra assurer à tous les citoyens des moyens suffisants d'existence.

« Les accapareurs qui nuisent gravement à la vie du peuple, seront mis hors la loi »

On voit que les novateurs distinguaient leur but lointain avec une grande clarté.

Quant à leur mode d'action, ils comptaient atteindre la réalisation de leur dessein en trois étapes successives.

D'abord la première tâche des révolutionnaires devait être de chasser les Mandchoux par la force au moyen d'une armée républicaine composée de tous les officiers et de tous les soldats gagnés à leur cause qu'on affilierait aux sociétés secrètes, de tous les hommes de bonne volonté prêts à se sacrifier pour le bien du pays, et de tous ceux qu'on pourrait enrôler à prix d'argent.

Cette période de guerre devait durer trois ans environ ; ils pensaient que, pour accomplir leur œuvre de destruction dans un pays si étendu et vaincre les résistances qu'ils prévoyaient, ce temps était nécessaire.

Le deuxième stade, d'une durée de six ans, devait être consacré à l'éducation politique du peuple et à l'élection des diverses assemblées nationales et régionales.

Enfin, au bout de ces neuf ans, devait venir le régime constitutionnel définitif.

« Dès que la Constitution sera promulguée, le pouvoir exécutif sera retiré au gouvernement militaire. Un président, des représentants réunis en assemblée, tous élus au suffrage universel, constitueront le gouvernement, qui, lui, sera soumis à une Constitution... Avec le concours de nos 400 millions de concitoyens, la révolution s'accomplira et le régime démocratique sera établi. »

Quand la révolution commencera, ce curieux programme sera suivi ponctuellement, sauf sur quelques points, dont le

suffrage qui ne sera pas universel ; mais au lieu de demander neuf années pour son exécution, il faudra dix-huit mois seulement pour parcourir les deux premières périodes.

*
* *

Tandis que les hommes qui voulaient libérer leur pays de la domination caduque des Mandchoux ignorants et cupides préparaient leur œuvre, le flot des idées roulait dans toute la Chine.

La presse se multipliait, prônait l'égalité, la liberté, la séparation des pouvoirs. Théoriquement, elle n'était pas libre, mais pratiquement on ne pouvait l'empêcher de faire pénétrer dans les esprits les doctrines démocratiques qui justifiaient la révolution.

A Changhaï surtout, sur les concessions internationales, les journaux s'établissaient nombreux à l'abri de l'autorité des mandarins ; de là, ils se répandaient partout, même dans les villes soumises à l'autorité chinoise, ils exerçaient une influence considérable ; ne faisant aucun appel direct à la révolte, ni au mépris des ordres de la Cour, on les laissait circuler et ils répandaient de tous côtés, avec une grande habileté, des idées qui détruisaient mieux le pouvoir par des discussions et des démonstrations philosophiques dont le Chinois est toujours grand amateur, que par de maladroites violences. La faiblesse du gouvernement mandchou était désarmée contre ce mouvement d'idées, dont les étrangers, qui ne lisent point les journaux, ne soupçonnaient pas la puissance.

Voici un spécimen des articles de ce genre, que je lus, il y a bien une douzaine d'années, dans une petite revue écrite en langue parlée à l'usage des gens du peuple, publiée à Hangtchéou, capitale provinciale du Tchékiang et ancienne capitale de la Chine.

« On doit savoir que l'État n'est pas le bien personnel du

souverain qui n'est qu'un homme, mais qu'il est le patrimoine du peuple; celui-ci est le maître de l'État, le souverain n'est pas autre chose qu'un commis qui administre pour le compte du peuple; c'est pourquoi la puissance du souverain a des limites déterminées... »

En ces dix dernières années, dans toute la Chine, la presse broda d'infinies variations sur les théories de Rousseau et de Montesquieu et sur la Révolution française. Elle prôna les idées égalitaires avec une remarquable insistance, démontrant aux lettrés, friands de thèses philosophiques, l'égalité de nature de tous les êtres humains.

De là naquit même le féminisme qui tient une si grande place en Chine et qui eut son rôle militant et combattant pendant la Révolution.

« Lorsque le genre humain vint pour la première fois à la vie, le corps de l'homme et de la femme étaient différents, mais leur nature ne différait pas du tout. D'où vient cette identité de nature? Elle vient du ciel.

« La nature de l'homme et de la femme est la raison universelle du ciel; ce principe céleste est une chose qui n'a ni forme ni figure, c'est pourquoi on ne peut faire de distinction et dire : la nature de l'homme est de telle sorte, celle de la femme de telle autre... »

Qui tient ce langage? La *Peking Niu pao* ou le *Journal des femmes* de Pékin, d'il y a sept ans. Cet organe se publie toujours, non loin de la maison que j'habitais dans cette ville.

On comprend l'influence que de telles théories ont pu exercer en Chine, lorsqu'on connaît le terrain intellectuel dans lequel elles étaient déposées. Depuis des siècles en effet, les premiers mots que lisaient les enfants à l'école étaient les suivants : « La nature humaine est bonne dans son principe, le mal provient de ce que l'homme s'en écarte. »

Cette première phrase du San Tzeu King, ou Livre en

stances de trois caractères, a été apprise par cœur, comme une vérité dogmatique fondamentale, chantée à tue-tête, mille fois dans leur petite enfance, par des centaines de millions de Chinois pendant de nombreuses générations. Quiconque apprend à lire les caractères les plus usuels la connaît parfaitement.

Dans ces conditions, on s'explique sans peine l'incroyable fortune des théories de Rousseau sur l'égalité des hommes, et combien il fut facile aux novateurs d'en faire admettre les conséquences politiques, c'est-à-dire la nécessité de renverser le pouvoir absolu de droit divin, pour instituer une société démocratique.

Les sept cents journaux qui existent en Chine véhiculèrent ces idées dans tout l'empire, travaillant ainsi sans relâche à la destruction des idées monarchiques.

*
* *

En novembre 1908, l'impératrice douairière Tseushi, qui tenait toujours le gouvernail de l'État, meurt; Koang-Siu la suit à deux jours d'intervalle dans le tombeau. Le pouvoir passe aux mains de son neveu et fils adoptif, le jeune Pou-y, âgé de deux ans et demi. En fait, ce sera son père, le prince Tchounn, frère de Koang-Siu, qui régnera sous le titre de Régent et concurremment avec la veuve de l'empereur, l'impératrice Long-Yu, devenue mère adoptive du souverain mineur.

Le prince est un jeune homme d'une trentaine d'années, d'un caractère faible, facilement influençable et peu instruit des choses d'Europe. L'impératrice est une grande femme, lymphatique et molle. Ce sont leurs mains débiles qui vont avoir à résister aux assauts de tant de forces inconnues contre la dynastie.

Après eux, vient le vieux prince King, célèbre par son amour des pots de vin.

Afin de donner une satisfaction au peuple, que l'on ne peut plus contenir, la Cour décide de créer des assemblées consultatives élues dans chaque province.

En octobre 1909, ces assemblées, nommées au suffrage restreint et capacitaire par environ deux millions d'électeurs, tiennent leurs premières séances. Elles manifestent des idées d'indépendance, trouvent qu'on ne leur a pas accordé assez de pouvoir.

La presse critique vivement la longueur du délai de la convocation du Parlement qui doit faire de la Chine une monarchie constitutionnelle. La Chine n'est-elle pas constamment humiliée devant l'étranger, que deviendra-t-elle pendant ces sept années?

Il est toujours imprudent, pour un pouvoir absolu, de convoquer des assemblées élues, quelques précautions que l'on prenne pour limiter leurs droits.

Ces conseils provinciaux ne siègent que deux mois, mais, en se séparant, ils décident de faire une campagne pour la convocation rapide du Parlement.

Ils délèguent à Pékin des représentants qui, accompagnés par des députés des corporations marchandes, présentent à ce sujet une pétition au régent. Celle-ci est repoussée. Les délégués fondent à la capitale un comité permanent. Plusieurs fois, ils reviennent à la charge.

Un jour, on découvre des bombes explosibles dans le palais du prince Tchounn, au grand émoi du pauvre régent.

Pendant que s'accomplissaient ces événements, la Cour croit calmer les impatients en créant une sorte de Parlement fictif, rappelant de loin les Assemblées politiques d'Europe. Elle institua un Sénat nommé par le Trône; mais, obligée à faire des concessions, elle dut consentir à ce que ce Sénat fût composé par moitié de délégués élus par les Conseils provinciaux.

C'était là une grave capitulation. La Cour ouvrait elle-même la porte à l'invasion de l'esprit démocratique.

Les sénateurs doivent être tous agréés par leur souverain, leur rôle est purement consultatif; il n'importe. Les barrières ainsi dressées devant les aspirations populaires sont d'autant plus fragiles que l'autorité qui les élève ne tient plus elle-même debout que par la seule force de l'habitude.

Ce Sénat, le *Tzeutchengyuen*, se composait de deux cents membres, 40 princes et nobles, 6 collatéraux de l'empereur, 35 fonctionnaires, 10 lettrés éminents, 10 notables très riches et les 100 élus des provinces. Le prince Poulounn, cousin du régent, présidait.

Le 3 octobre 1910, cette première assemblée ouvrit ses séances en grande pompe et le régent les inaugura; toutes les troupes formaient la haie sur le passage de son palanquin jaune. Lorsqu'il pénétra dans la salle, contrairement aux coutumes antiques, on ne s'agenouilla pas devant le souverain et l'on écouta debout la lecture de son premier discours du trône.

Quel changement! car d'habitude, les plus grands personnages de l'Etat, quand ils rendaient compte de quelque mission à l'empereur, restaient, des heures entières, prosternés les mains à plat sur le sol et le front sur les marches du trône.

Il eût été dur à la plupart des nouveaux sénateurs nommés par les provinces, et qui, dans les sociétés secrètes, avaient juré par le sang une haine à mort à la tyrannie, de s'aplatir ainsi devant ce représentant de la race usurpatrice détestée.

*
* *

Au sortir même de cette séance, ceux-ci annoncent déjà que la Cour sera forcée de capituler. Des sénateurs nobles en disent autant.

Comment fera le débonnaire et faible prince Tchounn

pour résister à ce courant, lui qui ignore tout de l'histoire des révolutions?

Devants de tels événements, les conseils du vieux diplomate, le prince King, n'ont plus guère de valeur. Ses procédés de corruption, l'achat des consciences, l'octroi de bonnes places, ne peuvent plus s'employer avec efficacité.

Visiblement, la Cour n'a plus de moyens de résistance.

Quatorze jours à peine s'étaient écoulés depuis l'ouverture du Sénat qu'un événement fortuit détermina la deuxième capitulation du pouvoir.

Les Japonais venaient d'annexer la Corée, pays si longtemps tributaire de la Chine, d'où une humiliation vivement ressentie par tous les Chinois qui s'occupaient de politique. Des délégués des provinces mandchoues, voisines de la Corée, accoururent à Pékin pour y exciter la fièvre patriotique.

Des groupes d'étudiants décidèrent que seul le peuple serait capable de sauver la patrie. Armés, ils se rendirent dans la maison où se tenaient les délégués des provinces, chargés de présenter la pétition pour la convocation rapide de l'Assemblée nationale. Là, plusieurs d'entre eux, dans un accès de désespoir, se mutilèrent, se tailladèrent les mains, s'arrachèrent les muscles des cuisses, leur sang jaillissant alla maculer le texte même de la pétition sur une table.

Les représentants, excités par cette scène, sortent; des groupes tumultueux se forment et se dirigent vers le palais du régent, en tête marche un étudiant tenant la pétition ensanglantée.

Mais le prince n'était pas chez lui, il se trouvait alors au palais impérial, où nul n'avait le droit d'entrer sans y être appelé et qui était gardé par de nombreux soldats.

Le prince Sou lui porta, là, la pétition. Le sang qui couvrait ce papier était pour le régent comme un avertisse-

ment. Tchounn n'osa prendre une décision; il s'abrita derrière le Sénat.

Celui-ci se prononça immédiatement. Les membres élus menacèrent de démissionner si l'on ne convoquait pas le Parlement au plus tôt, et toutes les assemblées provinciales devaient les suivre dans leur retraite.

Tout ceci s'exécutait en conformité d'un plan habilement conçu pour faire, le cas échéant, capituler le pouvoir.

Celui-ci se rendit à merci et promit la convocation du Parlement pour l'année 1913. Ne fallait-il pas deux ans pour dresser les listes électorales et faire les élections dans cet immense pays à la population innombrable?

*
* *

Les artisans de ce mouvement n'espéraient pas autre chose de leur succès que l'établissement d'une monarchie constitutionnelle, encore que certains pussent avoir des arrière-pensées.

Le mouvement constitutionnel était l'œuvre de ce que l'on pourrait appeler les classes moyennes, si cette expression était exacte en ce qui concerne la Chine; les nobles, les princes même y participaient comme le firent chez nous les membres de la famille d'Orléans, sous la Révolution. Certains d'entre eux, tel le prince Sou, plus intelligents que les autres, se rendaient bien compte qu'il fallait faire des concessions sous peine de tout perdre.

Mais l'élément d'extrême-gauche, représenté au dehors par le docteur Sun Yatsen et ses amis, demeurait persuadé qu'on ne pourrait tirer rien de bon d'une monarchie constitutionnelle dirigée par les hommes du passé.

Ces républicains poussaient, eux aussi, au mouvement; ils espéraient bien que celui-ci les rapprocherait du but vers lequel ils tendaient sans se lasser : l'établissement en Chine

d'une véritable République. Ils croyaient toujours que leur pays ne pourrait s'arracher aux mains incapables et cupides qui le tenaient sans une lutte sanglante, et ils se préparaient.

Leur heure vint enfin.

Le gouvernement impérial voulut prendre la direction des chemins de fer pour tout le pays et en confier la construction et l'exploitation à des Européens, qui, d'ailleurs, devaient fournir les capitaux nécessaires.

Aussitôt les révolutionnaires représentèrent au peuple que les Mandchoux, éternels exploiteurs des Chinois dont ils absorbaient par l'impôt les forces vives sans rien leur donner en retour, allaient leur forger de nouvelles chaînes et en mettre le cadenas et les clefs dans les mains des étrangers.

De tels discours en Chine produisent toujours leur effet, car le Chinois est extrêmement jaloux de son indépendance. La colère du peuple éclata.

Dans la province de Seutchoenn, qui avoisine le Turkestan, et qui compte près de 70 millions d'habitants, les lettrés manifestèrent violemment dans les rues, les commerçants fermèrent leurs boutiques; des agitateurs se répandirent partout pour soulever la foule. C'était en septembre 1911.

Le vice-roi fut impuissant à empêcher les troubles de s'étendre. Il était désarmé contre les grèves, armes révolutionnaires que les Chinois connaissaient bien avant que les Européens n'en fissent usage. Dans la campagne, cent mille sauniers abandonnèrent le travail pour protester. Bientôt le vice-roi se trouva réduit, enfermé dans Tchengtou, sa capitale, avec ses troupes; celles-ci n'osaient pas se mesurer avec les rebelles armés, qui entouraient la ville, et se trouvaient comme prisonnières de l'émeute.

La situation devenant de plus en plus grave, les Européens résidant dans la région s'enfuirent.

La nouvelle de cette agitation dans l'Ouest se répandit dans tout l'Empire; dans le Sud, où l'esprit antidynastique était depuis longtemps très puissant, les mécontents levèrent la tête. Toute la région située au-dessous du Fleuve Bleu, c'est-à-dire la moitié de l'empire, fut en proie à une sorte de fièvre. Était-ce la grande lutte qui allait commencer? Le mot d'ordre pouvait-il être enfin donné dans toutes les sociétés secrètes où se groupaient les ennemis du trône et des Mandchoux, de commencer avec chances de succès le mouvement libérateur?

Les provinces du Hounan et du Houpé, au cœur du pays, d'où par l'immense Fleuve Bleu et par le chemin de fer elles communiquent avec le reste de la Chine et avec le monde, servaient depuis longtemps de centre pour les conspirations et les complots. Les troupes y étaient très travaillées par les républicains et beaucoup d'officiers gagnés à leur cause.

Aussi est-ce là que la révolution va éclater, est-ce de là qu'elle se précipitera dans la Chine tout entière.

En face de la ville de Hankéou, dont les concessions européennes bordent le fleuve de leurs bâtiments modernes, de l'autre côté de ce puissant Yangtsékiang, qui là, a plus d'un kilomètre de large, se trouve Outchang, la ville préfectorale, résidence du vice-roi qui commande les deux provinces.

Ce vice-roi est un Mandchou : Joueitcheng.

Le 30 septembre ses espions lui apprennent que des conspirateurs sont réunis en grand nombre à Hankéou, sur les concessions étrangères, à l'abri de son autorité, et il en avise le doyen du corps consulaire. On sent qu'il se prépare quelque chose.

Dix jours plus tard une formidable explosion fait trembler la concession russe. Ce sont des bombes que l'on fabriquait dans une officine secrète qui éclatent par maladresse. A cette occasion on découvre un nid de révolutionnaires prêts à la lutte. Le vice-roi en fait décapiter deux et

promener leurs têtes par la ville. On arrête également plusieurs soldats suspects et, malgré les instances de leurs officiers, on les décapite.

Mais ces mesures de rigueur n'intimident pas les soldats, camarades des exécutés; au contraire, ils se rebellent et massacrent tous les Mandchoux de la ville. Outchang tombe en leur pouvoir. Ce jour-là, le 10 octobre 1911, c'est bien la grande révolution qui commence.

CHAPITRE III

LA RÉVOLUTION AU YUNNAN

Le chemin de fer du Yunnan. — Laokay et le *foutoupan*. — Mongtzeu en révolution. — Amitchéou. — L'ascension jusqu'à Yunnanfou, la capitale. — « La révolution, même chose Napoléon. » — Le dictateur et les massacres. — La fuite du vice-roi. — Les idées des révolutionnaires. — Un dîner sous les baïonnettes. — Une course dans la nuit.

Nous pénétrâmes dans la révolution par la province du Yunnan, voisine de l'Indo-Chine, et à laquelle on accède par le nord du Tonkin.

Un chemin de fer, construction hardie et vraiment extraordinaire, y conduit. La ligne part de Haïphong, le port de mer de cette partie de notre colonie; elle traverse les rizières inondées, arrive jusqu'à Hanoï, puis, de là, commence son ascension, car c'est bien une ascension que fait ce long ruban de fer puisqu'il gravit des montagnes de 2 000 mètres de hauteur.

L'Empire est-il encore debout? La République est-elle proclamée dans toute la Chine? On ne sait guère; les Chinois eux-mêmes n'ont que des nouvelles suspectes.

Toujours est-il que le Yunnan est passé au pouvoir des révolutionnaires; déjà de longues théories de fuyards sont descendues; Mandchoux se sauvant du massacre, commerçants chinois redoutant le pillage sont accourus en Indo-chine, ou bien ont traversé celle-ci pour rentrer dans une autre partie de leur pays. Les étrangers les ont suivis, quelques-uns toutefois sont restés, mais les dames résidant à Yunnanfou sont descendues. Dans cette ville, qui est la

capitale provinciale, réside maintenant un dictateur militaire; celui-ci maintient, dit-on, l'ordre d'une main impitoyable; il a constitué une sorte de gouvernement, c'est tout ce que l'on sait.

Nous irons donc voir cette création de l'esprit nouveau, et nous voici commençant notre ascension.

Quel voyage admirable pour l'artiste que celui du haut Tonkin! Ce n'est plus la monotonie des deltas noyés où pataugent les buffles boueux, où les indigènes, à chapeaux coniques, travaillent plongés dans l'eau jusqu'aux cuisses; voici au contraire des terrains vallonnés, des montagnes couvertes de forêts au-dessus desquelles s'élèvent les buées lourdes et chaudes de l'hiver tropical.

On monte toujours, côtoyant le fleuve, au milieu de la verdure des bananiers, des aréquiers, des bambous et des roseaux chevelus.

Voici une petite gare où, il y a peu de jours, le seigneur tigre *(Ongkop)* est venu, à huit heures du matin, emporter pour son déjeuner la chèvre de l'agent de la compagnie. Nous sommes dans le haut Tonkin couvert de forêts giboyeuses, et ces histoires n'étonnent guère.

En une journée, on atteint la frontière à Laokay; une rivière, le Namti, à traverser sur un pont de fer, et l'on est en Chine, au village de Hokéou, c'est-à-dire à la bouche du fleuve, nom exact, car, là, le Namti se jette dans le fleuve Rouge.

*
* *

Nous arrivons le soir, la nuit tombe amenant la mélancolie de son court crépuscule. Avant dîner, nous allons nous promener au bord de l'eau, sur laquelle l'ombre commence à s'étendre.

Comme nous nous sentons loin de la France, ici!

Au moment où nous allons pénétrer dans cet immense

pays où les factions s'entre-tuent dans l'anarchie, où règnent des pouvoirs éphémères et menacés, où la sauvagerie peut si facilement renaître, notre souvenir se porte là-bas, vers les êtres chers que nous avons quittés l'an dernier, à tant de milliers de lieues. Nous parlons d'eux. Tout à coup, le vent nous apporte la voix sonore d'un clocher perché sur la montagne, de l'autre côté du fleuve Rouge.

Il y a là, en effet, une mission catholique; c'est l'heure de l'angélus, dont l'appel nous transporte presque dans la campagne de France. Il nous semble que c'est la voix de ceux que nous aimons, et que notre pensée évoque, qui nous répond ainsi.

Laokay se compose d'une rue, bordée de maisons chinoises et annamites. Quelques bâtiments de construction européenne décèlent la présence des Français.

La résidence de l'administrateur est perchée sur un rocher, mais le cercle est au bord du fleuve. Il y a, en effet, un cercle, où se rencontrent les officiers et les rares Français qui résident dans ce pays perdu. En raison des événements de Chine, un corps de la légion étrangère est venu renforcer la garnison de tirailleurs indigènes. Ces soldats se tiennent prêts à entrer au Yunnan pour le cas où des Français viendraient à être molestés le long de la ligne ou à la capitale.

Après le dîner à l'hôtel, tenu par un Français, servi par des boys annamites, nous allons dans la nuit parcourir l'unique rue de Laokay, les autres voies n'étant guère que des ruelles montueuses. Des Japonaises traînent leurs socques et leurs sandales. Que font-elles ainsi au fond du Tonkin, à l'entrée de la Chine de l'Ouest? Elles charment, paraît-il, ici, les loisirs des légionnaires. Elles entrent dans un bazar japonais, car, dans ce village lointain, il y a un tel établissement; nous aussi nous entrons dans la modeste boutique, pour y acheter de ces cartes postales qu'on trouve aujourd'hui dans les pays les plus reculés.

Le patron nous accueille avec un gracieux sourire; il est vêtu de la robe japonaise, nu-pieds dans ses sandales; comme nous lui adressons la parole en chinois, il nous répond dans le plus pur français. La distinction de son visage nous frappe. Comment cet homme peut-il être marchand de cartes postales dans ce pays reculé qu'est Laokay?

Nous apprendrons par la suite qu'on le soupçonne fort d'être un officier japonais, placé à la frontière en observateur.

Ces « demoiselles Chrysanthème », d'ailleurs, sont, paraît-il, assujetties à une taxe de protection par le gouvernement du mikado. Mais toutes les fois qu'elles apportent un renseignement de quelque valeur, on leur fait remise d'un douzième de la taxe. Par ce moyen, l'administration japonaise est parfaitement renseignée sur tout ce qui se passe en Indochine et en Chine, dans les milieux militaires, car on trouve de ces petits groupes un peu partout aux bons endroits.

Une des autorités de la région nous dira que l'homme du bazar est chargé de colliger les renseignements recueillis par ces dames lors des épanchements de leurs visiteurs.

— Pourquoi ne l'expulse-t-on pas, dis-je?

— A quoi bon, me répond-on, il en viendrait un autre qu on ne connaîtrait pas.

Sur les confins du village, dans la nuit claire, car les buées ont maintenant disparu, se profilent les miradors, sortes de terrasses couvertes d'où nos sentinelles ont les yeux fixés sur la brousse qui a recélé tant de bandits, tant d'irréguliers chinois, et d'où il peut en surgir encore, cette nuit peut-être.

Rentrons, car il n'est pas prudent de s'aventurer ainsi dans l'ombre. Demain nous ferons nos visites à nos compatriotes, au résident, M. Emerich, un lettré et un sage, qui vit philosophiquement dans ce désert dépourvu de distractions et dont les récits sont pleins d'intérêt et d'enseignements.

Avant d'entrer en Chine, il nous faut prendre nos passeports; M. Dupont, le consul de Hokéou, le village chinois perché sur la rive opposée du Namti, nous les prépare. L'agent consulaire habite Laokay depuis de longues années, et il compte y finir ses jours; il a été commerçant dans ces régions, et il connaît bien les Chinois. Ses cheveux blancs nous disent son âge, et à son air aimable, on sent bien qu'il est heureux de faire bon accueil à ses compatriotes.

La révolution a déjà installé dans ce village, sur lequel flotte le drapeau aux cinq couleurs, un de ses représentants, car les autorités impériales se sont enfuies. Nous irons faire une visite, en compagnie de l'aimable consul, au délégué du nouveau gouvernement, si tant est que la Chine ait un gouvernement, car on ne sait si l'on est en république, ou si l'empire tient encore.

Le *foutoupan,* c'est à dire vice-administrateur, a fait préparer nos papiers. Mais il n'a pas encore de formules imprimées et il ne veut pas se servir de celles du gouvernement qui est encore légal à Pékin. On nous donne des passeports tirés à l'encre violette sur de la gélatine et datés de la première année de la grande République chinoise.

Le *foutoupan* nous reçoit dans l'après-midi. Il était journaliste, la révolution en a fait un administrateur; il est secondé par un jeune secrétaire qui parle quelque peu la langue française. En prenant le champagne obligé et en fumant le calumet de la paix sous forme de cigarettes assez fades, nous causons. Visiblement, l'administrateur de la frontière n'est pas très au courant des nouvelles. Dans le chaos de la révolution, il ignore des événements dont nous apportons la nouvelle d'Hanoï, où, sans être très bien informé, on l'est tout de même mieux qu'en ce pays perdu.

Ce Chinois lettré a quitté son costume national, il n'a plus la robe, et il porte, avec quelque gêne, un habit kaki; ses cheveux gris sont coupés court, de même que ceux

du jeune secrétaire dont la raie est impeccable au milieu de ses cheveux noirs; celui-ci a encore conservé la robe bleu clair si seyante.

Ces deux personnages sont évidemment des révolutionnaires de marque, car le poste où on les a placés est difficile; lourdes sont leurs responsabilités.

Ils ont reçu des instructions sévères des chefs révolutionnaires de Yunnanfou. Ils doivent maintenir dans l'obéissance les soldats que l'on voit faire l'exercice dans un champ voisin, empêcher toute incursion sur le territoire de l'Indochine et toute atteinte aux Français qui se trouvent dans ces parages.

Les autorités de Laokay ont averti, en effet, ce *foutoupan* que sa tête répondait de la vie des Français sur la ligne. Ce sont là procédés de révolution, d'une rigueur nécessaire.

Aussi, lorsque ayant traversé le pont de fer jeté sur le Namti, nous entrons définitivement dans son territoire pour gagner Yunnanfou, cet excellent *foutoupan* nous accompagne-t-il de ses vœux les plus sincères. Nous festoierons ensemble au retour, il faut le lui promettre.

Dans la gare de Hokéou des proclamations sont affichées; elles sont datées d'une ère commençant à l'empereur Hoangti qui régnait plus de deux mille ans avant Jésus-Christ. Elles exhortent le peuple au calme et lui annoncent la fin de la tyrannie. Un jeune commissaire chinois, coiffé d'une démocratique casquette de drap, examine nos passeports et nous souhaite bon voyage.

*
* *

Nous voilà en Chine, dans cette province du Yunnan, que certains Français s'imaginaient devoir revenir à la France, car ils considéraient, s'inquiétant peu des droits et des difficultés, que l'empire chinois était un énorme gâteau dont les Européens devaient se partager les morceaux.

Autrefois, pour monter à la capitale provinciale, on ne disposait que d'un sentier muletier grimpant sur les montagnes; il fallait plus d'un mois aux gens pressés pour arriver au but. De tous côtés des précipices, au fond desquels bouillonnent des torrents. On voit dans quelles conditions commodes eût été accomplie une expédition militaire.

On a continuellement taillé la montagne pour y poser la voie unique du chemin de fer qui se déroule comme un serpent, montant en spirale, pour atteindre les deux mille mètres d'altitude où elle doit s'élever avant d'arriver à Yunnanfou.

Il faut renoncer à nombrer les tunnels; on sort de l'un pour entrer dans l'autre : on passe sur des ponts jetés entre des rochers à pic, au-dessus des abîmes, et toujours la voie côtoie le précipice. Quelquefois on aperçoit en contre-bas à quelques cents mètres, comme un joujou d'enfant, la station où l'on est passé quelques heures plus tôt.

De Laokay à Amitchéou, la première étape nocturne, le voyage est admirable et c'est là, à cette période de l'ascension, que l'on commence à s'apercevoir de l'influence de l'altitude sur le climat. Ce n'est déjà plus la végétation tropicale, des chênes apparaissent sur le flanc des montagnes, pleines de gibier.

Mais, quelques heures après avoir quitté le Tonkin, voici une grosse agglomération dans une vallée entourée de collines bleuâtres. C'est Mongtzeu, centre minier où se trouvent des étrangers dont un certain nombre de Français.

A quelques kilomètres de là, les Chinois exploitent une des plus riches mines d'étain du monde et ils sont extrêmement jaloux de leur propriété.

A Mongtzeu, la révolution a déjà fait des siennes. Les soldats y ont procédé à un pillage en règle. Pour effrayer la population et empêcher celle-ci de sortir, ils commencèrent par tirer des coups de fusil dans les rues. Les Européens crurent leur dernière heure arrivée, car on ne connaissait

pas alors le mot d'ordre rigoureux de respecter les étrangers donné par les organisateurs et les chefs de la révolution. Nos compatriotes se rassemblèrent sous la fusillade comme ils purent autour du consul, M. Beauvais; une jeune dame qui habitait assez loin du consulat dut s'enfuir avec ses petits enfants et sa vieille bonne annamite dans l'eau d'une rizière tandis que les balles sifflaient au-dessus de leur tête. Les soldats révoltés pénétrèrent dans diverses maisons étrangères, pillèrent, incendièrent; des protégés français furent grièvement blessés dans cette affaire.

La garnison révolutionnaire de Mongtzeu n'avait donc pas obéi au mot d'ordre, son indiscipline aurait pu provoquer une intervention des troupes françaises, si les autorités de notre pays n'avaient pas montré, dans la circonstance, un grand sang-froid et une véritable intelligence politique.

Le dictateur chinois de Yunnanfou, le général Tsaingo, résolut d'accorder une première satisfaction aux étrangers en infligeant un légitime châtiment aux soldats pillards et aux officiers responsables. La chose n'était point commode, car comment châtier des hommes armés, en défiance?

On procéda donc à la chinoise, par la ruse. Le général Lo descendit avec quelques soldats fidèles de la capitale, et il annonça aux troupes indisciplinées qu'on allait les envoyer combattre les impériaux au Seutchoenn, où se livraient alors des combats. Puis, il invita à dîner les deux officiers considérés comme responsables, et, à la fin du repas, tandis que ceux-ci sortaient dans la rue, les soldats apostés par le général les tuèrent à l'improviste à coups de fusil. Un porteur de chaise et un petit enfant qui passaient eurent la malechance de se trouver sur le chemin des balles, et furent tués également; mais la vie humaine est comptée pour peu de chose en Chine, et en tous pays, en temps de révolution.

La face des révolutionnaires était sauvée; le gouvernement de Yunnanfou pouvait dire : « Nous avons procédé à

un commencement de répression. » Celle-ci devait d'ailleurs être complète.

Lorsque les soldats de Mongtzeu furent arrivés à la capitale, ils ne voulurent pas se séparer de leurs armes; on les laissa tranquilles, mais, un jour, devant la caserne, parut un théâtre ambulant de marionnettes. Les soldats, sans défiance, sortirent curieux. Pendant qu'ils regardaient le spectacle, les officiers passaient dans leur caserne et faisaient emporter leurs armes. Les pillards étaient pris. Les plus compromis furent rapidement décapités; on envoya les autres combattre au loin.

Dans les environs de Mongtzeu, on aperçoit dans la plaine un grand lac et ces rizières qui font du sol comme une sorte de damier dont l'eau, où se reflète le ciel entre les levées de terre, remplit les cases. De loin en loin, des oiseaux noirs sont debout sur ces petites digues, les ailes étendues et immobiles; ils semblent regarder placidement passer le train. Des grues tournoient comme si elles dansaient au ras de terre sur leurs longues pattes.

Puis à ce paysage de plaine les montagnes succèdent, la locomotive reprend ses halètements, comme un homme essoufflé gravissant une côte.

*
* *

Les trains ne marchent pas la nuit sur les bords de ces précipices; il faut coucher en route. Amitchéou est l'étape habituelle. Il est tard quand nous arrivons; vite nous allons à l'unique hôtel tenu par un Chinois à lunettes, vêtu à l'européenne. Quelques maisons bâties pour les agents de la ligne nous rappellent la France par leur architecture.

L'hôtel comporte deux chambres, ce n'est guère; une de celles-ci ayant déjà été retenue, mon compagnon couchera sur un lit de fortune, avec une sorte de nappe posée sur quelque chose de très dur. L'hôtelier nous fait remarquer

qu'il construit d'autres chambres, car il compte sur une nombreuse clientèle lorsque la fin de la révolution aura ramené le calme.

En attendant le dîner, nous allons, par un clair de lune admirable, faire un tour loin de la gare, du côté de la ville chinoise ; des passants circulent, portant des lanternes.

Il y a à Amitchéou des soldats, de ces terribles soldats qui devraient maintenir l'ordre, et en qui personne n'a confiance. Pourvu qu'ils ne se mettent pas, eux aussi, à piller comme à Mongtzeu ! On devise de ces choses en prenant un repas à la française en ce coin reculé de la Chine, chez Prosper Cheng, hôtelier à lunettes d'or. C'est le chemin de fer, de construction et d'administration françaises, qui véhicule ici l'influence de notre civilisation, nos mœurs et notre cuisine. On se couche de bonne heure à Amitchéou et, par prudence, on place son revolver à côté de sa main, en cas de surprise, encore qu'une fusillade pourrait rendre cette précaution inutile.

Rien ne se passe pendant la nuit, mais, dès l'aube, le son assourdissant des clairons résonne dans la rue. Ce sont les soldats, dont on attend toujours quelque méfait ; ils se contentent pour aujourd'hui de faire du bruit, en bons Chinois qu'ils sont. Nul n'a jamais su pourquoi ils faisaient cette musique insolite.

Le train partant de bonne heure, nous voilà traversant une foule chinoise, encombrant les guichets. Quelle innomable pouillerie ! ces villageois ont le génie de la loque. Leurs habits de cotonnade ouatée qui fut bleue sont vraiment sordides. Ne les frôlons point de peur de la vermine qui vit sur eux comme en terre d'élection.

*
* *

A partir d'Amitchéou, la montée est continuelle ; les tunnels se succèdent, on va atteindre la plus haute altitude

avant de redescendre un peu sur le plateau où se trouve Yunnanfou. Au fond de ravins, de misérables cabanes ou de petits villages composés de maisons en pisé rougeoient au soleil. La végétation n'est déjà plus celle de nos climats, nous sommes trop haut.

Mais voici que le train s'arrête. Il faut descendre, la voie est interrompue. En effet, il arrive assez souvent que des éboulements considérables se produisent sur un ou plusieurs points. Des pans de montagnes se déplacent et les ingénieurs doivent recommencer leur travail de Pénélope, le long des abîmes, tailler de nouveau le flanc rocheux de la montagne, rejeter les terres dans les ravins.

Des coolies, d'une saleté qui est tout un poème, les cheveux noirs embroussaillés, se précipitent pour transporter les rares voyageurs du train arrêté, et accomplir ainsi l'opération du transbordement, car, de l'autre côté de l'éboulement, un train nous attend.

Nous nous asseyons donc sur une planchette attachée par des cordes à deux longs bambous, nous nous agrippons à cette espèce d'escarpolette et nos coolies, courant au bord du précipice, nous emportent; ils s'engouffrent en glapissant sous un tunnel, où un porteur d'une torche résineuse nous éclaire et nous enfume. Nous retrouvons enfin la lumière du jour pour courir encore au bord de l'abîme, balancés entre les bambous. Une demi-heure de cet exercice et gens et bagages sont casés dans l'autre train, tandis que se disputent en piaillant nos coolies pouilleux exploités par leur entrepreneur qui conserve par devers lui la plus grosse part de notre munificence.

C'est un des inconvénients du chemin de fer du Yunnan d'être ainsi souvent interrompu et réparé.

Au début de la révolution, la voie fut ainsi impraticable sur soixante kilomètres et les fuyards gagnant le Tonkin circulaient, formant une ligne noire comme des fourmis

gagnant leur trou. Il fallut six mois pour que la ligne pût être livrée de nouveau à la circulation.

C'est entre Amitchéou et Yunnanfou que l'on atteint les cotes les plus élevées. Plus on monte, plus la végétation se raréfie; on laisse bientôt la flore de nos climats, dont les échantillons poussent sur les pentes, et l'on arrive dans la région des aigles, que l'on voit planer dans le ciel. Des grottes naturelles s'aperçoivent dans le flanc des précipices, repaires d'animaux sauvages : des ours qui habitent ces hauteurs. Ce paysage alpestre d'où l'on découvre en sortant de quelque tunnel des villages, bien loin au fond des étroites vallées, alterne avec les couloirs encaissés, tels que les gorges du Pataho, au bord desquelles la voie passe également, surplombant de peu le torrent qui roule ses eaux mugissantes dans les rochers éboulés de la montagne. Des sources coulent en cascades, quelques-unes d'une grande hauteur; les eaux disparaissent en d'invisibles conduits puis reparaissent bouillonnantes au fond du gouffre.

Ainsi les tableaux les plus divers se succèdent dans ce voyage ascensionnel et vertigineux où constamment on côtoie l'abîme. On aperçoit même des têtes coupées accrochées aux poteaux télégraphiques. Ce sont celles des déprédateurs de la ligne, car ici on ne badine pas.

Avant d'arriver à Yunnanfou on traverse des plaines; c'est le commencement du plateau où se trouve assise la ville qui n'en est pas moins à plus de 1 900 mètres d'altitude. Cette situation élevée vaut à cette région, pourtant méridionale, un des plus délicieux climats qui soient et un ciel presque toujours d'une admirable pureté.

Il y a trois jours, nous étions dans le pays des bambous et des bananiers; nous nous réveillerons demain matin sous la neige.

*
* *

Le soir nous arrivons au point terminus, à la gare, qui se trouve sous les murs de la ville préfectorale. Nous apercevons des soldats vêtus de drap sombre. Un gendarme du consulat vient à notre rencontre, et nous nous dirigeons vers l'hôtel, car il y a des hôtels à Yunnanfou ; un se trouve près de la gare, et l'autre assez loin de celle-ci, hors les murs de la cité.

Les voyageurs n'y sont pas nombreux, cela se comprend ; qui peut bien être dans ce pays, en ce moment? Cependant, l'hôtel, tenu par un Alsacien et sa femme, n'est pas vide, un couple l'habite, avec une vieille bonne annamite, et deux petits enfants. Ce sont de nos compatriotes, M. et Mme Bolton, qui résidaient à Mongtzeu. La jeune femme, qui s'y trouvait au moment de la fusillade, dut s'enfuir avec sa bonne et ses enfants, sous les coups de feu, pensant que sa dernière heure était venue.

Cette courageuse Française, après être allée se remettre de ses émotions au Tonkin, n'a pas voulu laisser son mari seul à Yunnanfou, où il s'occupe d'affaires, et elle a entrepris avant nous l'ascension. Nos deux groupes circulent dans l'hôtel vide, dont le patron soupire après des temps meilleurs, tandis que sa femme gourmande en chinois son personnel de boys.

Le pays est calme, mais on n'est encore sûr de rien, des révoltes pourraient se produire, et on se trouverait alors au milieu de l'anarchie chinoise, dans cette province éloignée. Nous entendons le canon dans la nuit. Qu'y a-t-il? La jeune femme, inquiète, se demande si ce n'est pas encore une révolte, et nous lui exposons les raisons de ne pas redouter une telle éventualité.

Nul ne se révolta, en effet; le jeune dictateur tenait toujours le pouvoir d'une main ferme.

Nous irons voir ce personnage curieux, qui écrit son histoire dans les faits. Mais d'abord il faut faire la visite à notre consul. Pour cela, on commande les chaises à porteurs, car il ne conviendrait pas que des gens respectables marchassent à pied dans la légère couche de neige qui recouvre le sol.

Les porteurs, de leur pas saccadé et cadencé, nous emmènent et voici que nous franchissons la porte de l'Est.

*
* *

Yunnanfou est le type de la vieille ville chinoise, aux rues étroites et cahoteuses. Les cités de notre moyen âge devaient être ainsi. Comme toutes les villes préfectorales, la capitale de la province est fortifiée de hautes murailles au bas desquelles s'étendent les faubourgs aux maisons basses et sales. Dans les rues la foule grouille; les hommes, vêtus de cotonnade bleue rembourrée, ont tous le costume national et la calotte, mais on ne voit plus une natte; les femmes déambulent gauchement sur leurs petits pieds comprimés dans des bandelettes, et tout ce monde jacasse bruyamment. Nos porteurs poussent des cris gutturaux, pour se faire faire place dans les rues et les ruelles, dont quelques-unes sont de véritables couloirs sur lesquels s'ouvrent les nombreuses boutiques. Nous passons sous la multitude des enseignes suspendues devant les maisons, et en travers des rues.

Une partie de la ville est bâtie sur une colline, c'est dire que l'on monte et descend en faisant maintes glissades. De petits chevaux chargés de caisses de munitions nous croisent et il faut que chacun se range, y mette de la bonne volonté, car il n'y a guère de place.

Les passants jettent des regards curieux sur ces étrangers qu'ils aperçoivent au fond des chaises; mais ils ne manifestent aucune curiosité impolie. Toutefois, au détour d'une ruelle, un jeune homme, un étudiant peut-être, vêtu d'une belle robe de soie bleu ciel, nous salue à demi-voix

des mots « Cha! cha! », ce qui veut dire : « Tue! tue! » C'est le cri de mort que vociféraient jadis les foules en délire, lorsqu'elles se lançaient au massacre des diables d'Occident.

Dans une rue descendante et caillouteuse, se trouve le consulat de France; c'est un yamenn, aux multiples bâtiments sans étages, aux vitres de papier, la vraie résidence chinoise. Deux gendarmes français et une demi-douzaine d'Annamites en composent la garde.

Après la réception cordiale qui attend toujours les Français dans ce pays si éloigné, le consul, M. Wilden, nous conte les péripéties de la révolution.

C'était le soir quand il apprit l'événement; étendu dans sa chambre en raison d'une douleur à un genou, il reposait, lorsque le portier vint lui dire qu'un officier chinois voulait à toute force lui parler. Il fit entrer ce visiteur inopiné; celui-ci se précipita brandissant un sabre et un revolver, lui annonçant dans son exaltation : « C'est la révolution; M. Tsai, même chose Napoléon ». Napoléon, nom prestigieux qui est connu sur la terre entière, tant il est vrai que les grands guerriers et les grands conducteurs d'hommes laissent derrière eux un sillage qui semble ne point se refermer.

Nous ne retrouverons pas, dans les boutiques enfumées de cette vieille cité chinoise, le portrait du grand empereur, comme nous le trouvâmes dans les villes japonaises; mais ici non plus on n'ignore point le nom de celui qui fut, selon ses propres paroles et selon la vérité de l'histoire, la Révolution couronnée.

*
* *

A Yunnanfou, la révolte commença par les camps de soldats entourant la cité; les chefs, gagnés par les sociétés secrètes, au signal reçu, firent bombarder une partie de la

ville où se trouvait le palais du vice-roi, puis les troupes se précipitèrent, entrèrent en tuant les soldats fidèles, d'ailleurs peu nombreux, qui résistaient.

On se battit dans les rues, les Mandchoux se cachèrent et essayèrent de s'enfuir, le Grand Trésorier fut massacré dans un carrefour. D'autres cherchèrent à se réfugier au consulat d'Angleterre, qui ne leur ouvrit pas ses portes. Le vice-roi Li Kinghi réussit à gagner le consulat de France; les bâtiments de celui-ci se remplirent de réfugiés, qui y attendirent une accalmie avant de partir en cachette vers le Tonkin, seule issue pour eux.

La population étudiante de la capitale détestait le vice-roi, elle aurait voulu qu'il fût mis à mort. Le général Tsai, commandant les troupes révolutionnaires et qui avait pris le pouvoir, voulait éviter les massacres inutiles. Ce jeune homme avait été l'objet de la bienveillance du vice-roi, Li Kinghi.

On raconte que lorsque la rébellion eut triomphé, il se mit à genoux devant le vice-roi, lui demandant pardon de la violence qu'il lui faisait pour le bien de la Chine.

Dans tous les cas, il le protégea de son mieux, et lorsque le consul de France pensa que le moment était favorable pour le faire partir, le général Tsai alla, lui aussi, accompagner le vice-roi à la gare, afin qu'on ne le tuât point dans les rues où il ne se trouvait plus sous la protection du pavillon français.

Le malheureux fonctionnaire, qui peut-être avait été hostile à la construction du chemin de fer du Yunnan, n'avait plus qu'un espoir, descendre au plus vite en terre française. La chose était difficile, car les étudiants qu'il avait tenus en bride voulaient se venger de ses rigueurs. Sans la protection des Français, il aurait eu le sort de tant d'autres qui payèrent de leur vie les deux cent soixante-huit années de la domination mandchoue.

Le consul de Yunnanfou l'accompagna dans le train, une

partie de la route, puis remit sa garde au jeune consul de Mongtzeu, M. Beauvais, qui était venu au-devant d'eux.

Des étudiants armés de revolvers circulaient dans les couloirs des voitures; ils guettaient leur proie, mais n'osaient point tuer le vice-roi sous la protection du représentant de la France. A Amitchéou, où l'on fait étape la nuit, Li Kinghi supplia son protecteur de ne point descendre, car il craignait d'être tué dès qu'il aurait mis le pied dans la rue. Et toute la nuit, le consul dut rester avec l'ancien vice-roi, dans le wagon, immobile.

Enfin la frontière fut atteinte, et Li Kinghi respira, il était sauvé.

Dès que le général Tsai se fut emparé du pouvoir, il déploya une grande activité et une grande rigueur pour maintenir l'ordre.

Un soldat qui avait traversé de sa baïonnette la poitrine de la jeune fille du Grand Trésorier fut décapité.

Tsai voulait que la révolution triomphât avec le minimum de sang versé. Il institua aussitôt un gouvernement provisoire, proclama la République indépendante du Yunnan, attendant que, dans les différentes parties de la Chine, d'autres chefs militaires comme lui s'emparassent du pouvoir pour le compte de la future République.

Il avait nommé des ministres aux finances, aux relations extérieures, à la justice, etc.; rassuré les populations par des proclamations, veillé à la perception des impôts. Quiconque menaçait l'ordre et la tranquillité publique était décapité.

Aussi fut-il bientôt considéré comme rétrograde par l'élément d'extrême-gauche, le monde de la jeunesse étudiante.

Le palais où se tenait le président de la République provisoire était formidablement gardé; la nuit, des mitrailleuses en batterie en défendaient les portes.

Le jour de notre visite au général, lorsque nous pas-

sâmes devant le poste, on relevait la garde et un sergent gourmandait ses hommes qui ne s'alignaient pas assez bien. Ceux-ci regardaient d'un air curieux ces étrangers qui allaient voir leur chef.

Le général Tsai était vêtu de son costume d'intérieur, robe de soie ouatée et fourrée, comme il convenait à la température du jour.

Coiffé de la calotte de satin à bouton rouge, son aspect n'avait rien de militaire. Un visage d'enfant; les Chinois paraissent, aux yeux des Européens, en effet, toujours beau coup plus jeunes qu'ils ne le sont en réalité, car la barbe ne leur pousse que fort tard.

Le jeune dictateur, qui a trente ans est complètement imberbe. Il a fait ses études militaires au Japon. Il nous reçoit dans une vaste salle de conseil, au centre de laquelle se trouve une longue table recouverte d'un prosaïque tapis vert européen. Le regard du général est fatigué sous sa paupière lourde; en effet, il dort peu pour faire face aux dangers qui peuvent apparaître de divers côtés. La Cour a envoyé des assassins pour se débarrasser, selon la vieille mode orientale, des hommes pour elle dangereux. Tsai est un de ceux qui se trouvent visés. On a, paraît-il, arrêté et exécuté déjà quelques-uns de ces sbires.

D'autre part, les étudiants ne peuvent lui pardonner sa rigueur. Ces jeunes gens sont de grands admirateurs de nos terroristes, ils exaltent Robespierre. Qui eût jamais cru que l'Incorruptible rencontrerait des disciples et des émules, cent vingt ans après sa mort, dans une province reculée de la Chine? Ces violents estiment que l'on n'a pas répandu assez de sang pour purifier complètement leur pays et ils en veulent à Tsai à la fois de sa modération et de sa fermeté.

*
* *

Nous demandons au dictateur de nous exposer ses idées et celles des révolutionnaires sur l'organisation de la Chine, au jour de leur triomphe qui n'est encore que partiel.

Le général désire que son pays ait un gouvernement fort avec une administration unitaire; les provinces centrales et maritimes, où l'esprit public est plus éclairé, seront d'abord organisées selon les principes républicains qui veulent le concours du peuple; mais les régions frontières, comme le Yunnan, doivent rester sous une direction militaire.

Visiblement, le jeune chef en est toujours au plan d'action de 1904.

Il pense que le suffrage à instituer dans la nouvelle république ne doit pas être universel; il sera d'abord restreint, à cause de l'inexpérience du peuple.

Les chemins de fer et les mines doivent être exploités par l'Etat. C'est là une théorie chère à tous les révolutionnaires chinois, qui sont fortement imprégnés de socialisme.

Cette doctrine s'accommode d'ailleurs fort bien de la tournure d'esprit des Chinois en général, habitués depuis l'origine de leur histoire au communisme familial pratique.

Après un long entretien sur ces intéressants sujets, le général nous accompagne jusqu'à la porte de la grande cour, avec cette politesse chinoise, si raffinée dans ses formes qui marque la vieillesse des civilisations.

Avec lui, se trouvent deux lettrés distingués; l'un est préposé aux relations extérieures et l'autre un de ses chefs de bureau.

Ces trois Chinois, vêtus de leur robe de soie chatoyante, échangent avec nous les saluts de rigueur et si l'on ne se serrait la main à l'européenne, on se croirait encore dans la vieille Chine des mandarins cérémonieux.

Il n'en est rien pourtant. Nous vivons sous un régime

militaire qui fait peser sa loi martiale sur tous. Et cela peut être nécessaire pour maintenir l'ordre et empêcher que les rares étrangers qui se trouvent dans la contrée ne soient molestés.

De fait, lors de nos promenades si intéressantes, dans les rues de cette vieille cité, si loin de la vie active des ports situés sur la côte du Pacifique, où le peuple est habitué à voir de près les hommes d'Occident, nul ne nous insulta. Les passants nous indiquèrent même quelquefois avec complaisance notre chemin, lorsque nous le leur demandâmes.

A Yunnanfou la police paraissait bien faite; aux carrefours des principales voies, se trouvaient des postes où des agents, vêtus de vareuses noires à liserés jaunes, et coiffés de la casquette plate, montaient la garde.

Bientôt nous n'eûmes plus besoin de leur demander notre chemin pour nous rendre à la poste française; car nous avons là un bureau à nous, au cœur de la ville; il y a aussi un hôpital et une école; cette dernière était fermée à cause des événements. Mais l'hôpital, dont le sympathique docteur Vadon nous fit les honneurs, continuait à recueillir les malades chinois. La fille du Grand Trésorier massacré était toujours là; on la soignait avec un faible espoir d'arracher à la mort cette malheureuse enfant.

Les Français, plongés si loin de leur pays dans cette masse ombrageuse, se distraient de leur mieux. Le docteur est un grand collectionneur de pipes à opium, dont quelques-unes, en ivoire gravé ou sculpté, sont de véritables objets d'art.

*
* *

Nous allons, avant notre départ, voir au complet ce gouvernement de révolution. Le dictateur nous invite en effet, ainsi que les consuls de Yunnanfou et celui de Mongtzeu, à dîner avec ses ministres.

Le dîner a lieu dans un pavillon situé sur les confins de

Page 49.

LE GÉNÉRAL TSAI NGO

DICTATEUR DU YUNNAN

la ville, mais à l'intérieur de la muraille. Ce pavillon, assez vaste, contient un restaurant et aussi un atelier de photographie. Il se trouve dans une sorte de petite île, il est entouré d'eau.

Comme il pourrait être tentant pour les ennemis du dictateur de s'en débarrasser et de tuer d'un seul coup tout son gouvernement, le restaurant est gardé par une compagnie en armes; voici, à la tête du petit pont, des sentinelles qui veillent, baïonnette au canon. Le lieu est bien choisi pour voir venir et déjouer une attaque.

Pour plus de sûreté encore, car des ennemis peuvent, en ces temps de guerre civile où les concitoyens s'entre-tuent, se glisser jusque dans la salle du festin, des sentinelles montent la garde dans les couloirs extérieurs sous la vérandah; de là, — c'est au premier étage, — elles dominent les environs et voient également ce qui se passe dans la salle, vitrée tout autour. Ces soldats circulent, leur fusil à la main; leur ombre passe et repasse dans la nuit.

La table est servie à l'européenne; nous ne mangeons pas dans les soucoupes chinoises où chacun, prenant avec des baguettes ce qui lui convient dans les nombreux plats couvrant la table, le place devant soi; non, nous avons de grandes assiettes, des fourchettes, des verres, et les soldats qui font le service imitent de leur mieux la manière des étrangers. Ils changent les assiettes, remplissent les verres, avec cette attention particulière aux domestiques chinois.

Au milieu de la table, se trouve le général Tsai. Aujourd'hui, il est vêtu en soldat et il en a les gestes décidés; à côté de lui se trouve le général Lo, celui qui châtia les pillards de Mongtzeu; il est âgé d'une quarantaine d'années environ; puis deux officiers d'état-major, le délégué aux affaires extérieures, le ministre de la justice, celui des finances, plusieurs autres fonctionnaires chinois, vêtus de leur robe de soie, coiffés de la calotte de satin à bouton rouge.

De l'autre côté de la table, se trouvent : MM. Wilden,

Beauvais, Lépice, les consuls, mon neveu et moi, entourés de quelques-uns de ces personnages.

Comme, en certains dîners de cette époque révolutionnaire, où les passions sont déchaînées, il est arrivé déjà que, des assistants se sont entre-tués à table, avant de partir pour ce singulier festin, nous nous étions demandés s'il fallait nous munir de nos revolvers à toute éventualité; mais M. Wilden, ayant estimé que cela ne nous servirait de rien, nous nous abandonnâmes donc à notre bonne étoile, espérant que les ennemis de nos hôtes ne profiteraient pas de notre présence pour tenter de les détruire par une fusillade générale, ce qui aurait pu avoir pour nous quelques inconvénients.

De fait, tout se passa parfaitement. Nous pûmes savourer les multiples plats, fort bien préparés par le cuisinier renommé du *Char de la lune sur les eaux*, car tel était le nom du lieu; œufs fermentés, pattes d'ours, bouillon aux œufs de canard, nids d'hirondelles, tendres pousses de bambous, etc., etc... La cuisine chinoise, quand elle est bien faite, est d'ailleurs des plus délicates.

Je suis placé près du ministre de la justice et de celui des affaires extérieures, tous deux lettrés distingués et grands amateurs de philosophie. Nous causons avec eux des doctrines de leurs maîtres, ce qui est toujours agréable aux lettrés, heureux de voir que des étrangers apprécient leur littérature, les considèrent comme des gens instruits et distingués.

Le ministre de la justice, ancien grand juge d'une province voisine, sous l'Empire, un gros Chinois quinquagénaire jovial, dont le pinceau agile marque en ces jours troublés pour la décapitation tant de têtes de dissidents, fait grand honneur à l'excellente eau-de-vie sorgho, d'une force incroyable, dont on boit de petits verres pendant le repas. Il multiplie les Kan pei, ce qui veut dire *sécher le verre;* il vide le sien d'un trait en vous invitant à en faire autant. La politesse veut qu'on s'exécute.

En tous lieux, les banquets provoquent une chaleur communicative; avant que l'on ne fût arrivé au champagne allemand habituel, le ton de nos hôtes s'est déjà monté de plusieurs degrés. Les civils, grands amateurs de bons repas, comme tous les Chinois, s'abandonnent à la satisfaction du boire et du manger en causant et en riant; mais la sobriété des militaires est remarquable; ils restent toujours maîtres d'eux-mêmes, toujours prêts à prendre le commandement de la troupe si quelque attaque soudaine venait du dehors.

Celle-ci ne se produira pas, le dîner s'achève, on prend congé des uns et des autres; des soldats avec des falots nous éclairent pour remonter dans nos chaises à porteurs. Mais mes compatriotes se dirigent vers l'intérieur de la ville et mon neveu les accompagne, tandis que moi, qui habite hors des murs, à l'est, je dois sortir par la porte du sud, la seule ouverte à cette heure, et faire un immense détour dans la nuit par des chemins inconnus.

*
* *

Tandis que le pas cadencé de mes porteurs de chaise résonne sur les pierres branlantes des rues, je vois, accroupi au fond de ma boîte, les passants circuler comme des ombres avec leur lanterne à la main. Il est onze heures, et les rues étroites et noires de ce quartier excentrique ne sont guère éclairées.

La lourde porte de la ville est seulement entre-bâillée; un soldat, d'un air soupçonneux, nous éclaire le visage de sa lampe; nous lui disons d'où nous venons, et qui nous sommes, il ouvre un peu plus le lourd battant et nous sortons de la ville, emportés rapidement par nos deux *kiaofou*, et précédés du conducteur, qui secoue, au bout de son bras, une grosse lanterne de papier pour éclairer le chemin.

Nous voilà dans un faubourg, la nuit est noire, des ombres d'arbres se profilent vaguement sur le ciel.

J'ignore totalement où je suis. Vraiment, si ces Chinois voulaient me faire un mauvais parti, la chose serait facile, et je regrette de n'avoir pas emporté mon revolver.

Tout à coup, mes porteurs s'arrêtent, déposent la chaise; l'homme à la lanterne vient me demander si nous allons bien à l'hôtel d'où nous sommes partis et il me prie de lui « réveiller la mémoire ». Ce petit arrêt est évidemment une manière de sauver la face, pour se reposer sans avouer sa fatigue, car une mémoire de Chinois n'a jamais, en pareille matière, besoin d'être réveillée.

Nous reprenons notre course de plus belle, nous enfonçant dans l'ombre de ruelles inconnues et débouchant sur de vagues places. Je crois reconnaître, non loin des murailles crénelées, le lieu des exécutions, que j'ai vu encore rouge de sang. Demain, on va y trancher vingt et une têtes, et j'ai décliné l'invitation à venir voir ce spectacle.

Mes porteurs sont évidemment de braves gens, des originaires de la province voisine : le Seutchoenn, qui fournit de leurs pareils l'ouest de la Chine, comme l'Auvergne envoie à Paris ses charbonniers.

S'ils avaient d'ailleurs la moindre tentation de me tuer ou de me voler, ils seraient retenus sans doute par les menaces terribles affichées sur les murs. Nous passons, toujours courant, ou marchant d'un pas si rapide qu'il est presque une course, devant des murailles où un rayon de lune éclaire les affiches blanches du Gouvernement. Nous les avons lues dans le jour, et il y en a où s'étale le caractère *Tchan,* qui représente une hache tournoyant. Ces affiches promettent la décapitation immédiate à qui touchera à un étranger. Enfin, la chaise arrive à l'hôtel et, une heure après, celle de notre compagnon nous rejoint.

Les jours suivants, celui-ci visite à cheval, dans le camp du Nord, conduit par deux généraux imberbes, les troupes qui ont pris la ville pour le compte de la révolution, et nous allons tous nous faire photographier en compagnie du

chef de la République du Yunnan. C'est en plein jour cette fois ; le général vient avec son escorte et il est suivi jusque dans l'intérieur de la maison par un soldat, le mauser sur la cuisse et l'œil soupçonneux.

Mais nous n'avons aucune mauvaise intention, au contraire, et ce n'est pas nous qui attenterons aux jours du dictateur, on peut nous en croire. Aucun conjuré hostile ne s'est montré. Nous nous séparons donc; qui sait si nous reverrons jamais ce jeune homme, dont les temps troublés ont fait surgir l'énergie et la volonté dominatrices.

Depuis notre départ, il a eu à faire face à maintes difficultés, il a dû quitter la capitale provinciale, puis il y est retourné, et la République triomphante l'a nommé *toutou*, c'est-à-dire gouverneur à la fois civil et militaire. Il dirige encore la province aujourd'hui (1).

Après avoir redescendu les pentes vertigineuses où serpente le chemin de fer, nous retrouvons Laokay qui nous

(1) On le dit du moins toujours; pourtant nous avons lieu d'être quelque peu sceptique à cet égard. Le 13 octobre 1913, en effet, le général Tsai, gouverneur du Yunnan, se rendant à Pékin en traversant la colonie, fut reçu solennellement par toutes les autorités françaises d'Indochine à Hanoï; on lui donna une garde d'honneur, il visita des écoles, des fabriques, etc. Or, voici le portrait qu'en fait un journal très sérieux, le *Courrier d'Haïphong*, dont un rédacteur a interviewé le gouverneur chinois :

« Le général, qui nous attend dans son salon, paraît âgé d'une cinquantaine d'années qu'il porte vertement. Sa physionomie est énergique et très ouverte... »

Et voici le langage que tient le personnage lui-même :

« ... J'ai constaté que des progrès énormes avaient été réalisés en Indochine, où j'étais venu *il y a trente ans* dans la région de Caobang à Langson. »

Or, il y a trente ans, le général Tsai que nous vîmes à Yunnanfou venait de naître, il ne pouvait être de ceux qui luttèrent contre les Français à Langson, à cette époque.

En 1912, à Pékin, je lus dans les journaux chinois que le jeune dictateur avait dû s'enfuir de Yunnanfou, en compagnie du consul de France. On fit ensuite le silence sur cet événement. Dans tous les cas, le personnage quinquagénaire dont le *Courrier d'Haïphong* trace le portrait et qui tient des propos décelant bien plutôt l'homme d'affaires que le soldat ne peut être le jeune général à figure d'enfant que tous les étrangers à Yunnanfou connaissaient bien.

semble un peu la France, tant il est vrai que tout est relatif. Le brave *foutoupan*, l'ancien journaliste chinois, gardien de la frontière, sachant que le temps de notre retour était proche, envoyait chaque jour au train descendant son secrétaire, pour savoir si nous revenions bien tout entiers.

Dans sa joie de voir deux chances de moins pour lui de subir l'effet des menaces des autorités françaises, il nous fit remettre des bambous sculptés comme souvenir, avec une lettre de sa main.

Le brave homme, grelottant de fièvre parce qu'il s'était fait vacciner la veille, ne put être du dîner que le consul, le résident et quelques Français voulurent bien nous offrir.

Nous eussions à demi-voix fait avec lui des vœux polis pour la nouvelle République, dont un morceau seulement existait alors.

Enfin nous partîmes, serrant les mains de nos excellents hôtes qui demeuraient, eux, sur la frontière, toujours comme des sentinelles avancées de la France, devant cette immensité où bouillonnait la révolution et d'où l'anarchie, si les autorités chinoises improvisées avaient faibli un moment, eût pu les mettre en péril.

CHAPITRE IV

DANS LA CHINE DU SUD

Sur le *Sikiang*. — La révolution à Kouangtchéouwan. — Hongkong et ses Chinois. — La révolution à Canton. — Un habile politicien. — L'œuvre de la bombe. — Les Cantonaises soldats et députés. — Le féminisme chinois.

Le *Sikiang* est un ancien yacht postal portugais, d'aucuns disent même qu'il a appartenu à la reine Maria-Pia.

Ce bateau, qui nous attend dans la rivière de Haïphong, notre grand port tonkinois, va nous emporter vers la Chine du Sud.

Avant la levée de l'ancre, les amis viennent nous faire leurs adieux, on serre avec effusion les mains tendues, on voit disparaître avec émotion les canots qui retournent vers la terre et l'on s'enfonce par un temps gris, dans un brouillard impalpable.

Les Français d'Indochine ont surnommé notre *Sikiang* « la Casserole ». Il roule en effet tellement que le malheureux voyageur s'y trouve un peu dans la situation agitée du lapin dépecé lorsque la cuisinière le tourne et le retourne sur le feu.

Les onze passagers de première sont presque tous malades. Je les plains de tout mon cœur, les malheureux! moi qui ai cette chance de ne point éprouver l'affreux mal de mer. Pendant qu'ils pâlissent, verdissent et souffrent dans leurs cabines, je circule, titubant, sur le pont, abrité de la pluie fine sous mon caoutchouc.

Une Japonaise, qui, seule avec un sous-officier de la colo-

niale, occupe les secondes, s'y promène aussi; cette petite femme courtaude, à la volumineuse chevelure, porte ses sandales de bois, sa face plate et ses sourires à Kouangtchéouwan, dont ils vont faire, j'imagine, les délices.

Comme moi, elle se distrait à regarder au-dessous de nous les matelots du bord faire leur toilette matinale. Ceux-ci, des Chinois, se lavent les dents avec une remarquable énergie. Cela me rappelle qu'il y a quelque dix ans, j'ai lu dans des publications chinoises des conseils bien sentis au sujet de l'emploi de la brosse à dents, dont l'usage était considéré comme un signe de civilisation supérieure.

Nos marins sont évidemment des progressistes et soucieux de marcher dans les voies de la civilisation, car les uns après les autres, ils font ce que n'avaient jamais fait leurs ancêtres, ils brossent leurs dents blanches; la même brosse passe égalitairement de bouche en bouche. Le Chinois n'a-t-il pas l'habitude de la communauté des biens?

*
* *

Kouangtchéouwan appartient à la France, ou du moins, celle-ci se l'est fait céder, avec bail de quatre-vingt-dix-neuf ans, par la Chine. Cette enclave territoriale devait servir de base navale, car elle est admirablement protégée derrière des îles. On peut y mettre une flotte à l'abri, mais on n'y a pas fait les travaux nécessaires.

Du port, où nous entrons le matin, les deux tours du clocher de l'église apparaissent. C'est dimanche, et sur la côte quelques soldats viennent se procurer la principale distraction du pays; voir l'arrivée du courrier. Quel désert! Avec l'église de briques, il y a la poste, la caserne, la maison de l'administrateur et celle de son adjoint, et c'est à peu près tout. Ne parlons pas des maisons chinoises. Cette agglomération a nom : Fort-Bayard; elle est gardée par deux gendarmes français et cent hommes de troupe. Nous

rencontrons aussi des gardes de police chinois, qui portent sur leur poitrine, écrits en gros caractères rouges cousus : « Soldats hôtes de la France. »

Le personnel français, qui vit dans cette solitude, a vraiment du mérite et l'on comprend facilement qu'il puisse se laisser aller à la nostalgie! Il n'en est rien pourtant; le caractère français est souple et résistant et nous retrouvons, dans ce désert, une Parisienne qui était naguère au Cambodge, où le tigre rôdait autour de sa demeure. Mme Colombani, la charmante jeune femme de l'administrateur adjoint, n'a pas voulu laisser son mari venir seul sur cette côte aride, et là, loin de tout, elle fait l'éducation de ses deux petits garçons.

Il serait à souhaiter que tous nos fonctionnaires coloniaux eussent ainsi un foyer d'où la femme française pût faire rayonner au dehors la dignité de la vie et la moralité, et où le charme de sa présence permît facilement de supporter les longs séjours loin de la mère patrie.

Dans le port de Kouangtchéou, nous apercevons une chaloupe à vapeur chinoise; elle vient d'être saisie par l'autorité française parce qu'elle naviguait sans les feux réglementaires et qu'elle n'avait point ses papiers; elle est bondée d'armes et de bombes. L'officier a été mis en prison. La chaloupe est celle du préfet de Leitchéou, qui a été assassiné récemment.

C'est que la révolution fait des siennes ici. Des bandes de pirates passent sur le territoire, ils se donnent comme réformistes, mais comment les distinguer?

Cette possession française a servi pendant ces dernières années de refuge aux ennemis de la dynastie. Le frère même de Sun Yatsen y avait établi une pharmacie et là, à l'abri de l'autorité des mandarins, les révolutionnaires pouvaient, plus tranquillement qu'ailleurs, préparer leurs complots.

Aussi n'est-il pas étonnant qu'on vienne de trouver un

Chinois le ventre ouvert et mort sur le sol; un écrit laissé sur lui disait qu'il avait été tué pour n'avoir pas coupé sa natte et n'être pas républicain. Avis aux autres!

Quant à la situation du reste de la Chine, dans ce coin du pays et à cette époque, on ne sait rien, car ici les nouvelles n'arrivent guère vite : elles doivent faire le tour par le Tonkin.

Nous quittons donc la place herbeuse et solitaire qui s'étend devant les quelques maisons françaises et nous voilà de nouveau sur notre *Sikiang* voguant vers Hongkong par une mer horrible. Heureusement le temps se lève pour notre entrée dans l'admirable rade, et la croix noire, annonce inquiétante des typhons qui font tant de victimes, n'est point arborée.

*
* *

Hongkong est une des principales de ces grandes stations à eux que les Anglais ont placées partout sur les mers. Ils ont taillé dans le rocher de cette île, qui émerge sur 80 kilomètres carrés et dont le sommet s'élève à plus de cinq cents mètres, tous leurs établissements. A force de ténacité, sacrifiant sans se lasser les vies humaines, ils ont bâti dans un climat meurtrier toute une ville devenue à peu près saine. Les maisons massives et hautes portent la marque de leur génie, comme à Singapore. Ces immeubles élevés se trouvent près du port, c'est la ville anglaise. Au milieu de la principale place se dresse la statue de bronze de la reine Victoria, entourée des statues de ses enfants, symbole du loyalisme anglais. La ville porte d'ailleurs le nom de la grande reine.

Sur la montagne rocheuse qui domine le port, des villas sont accrochées dans la verdure. Tout cela a été disputé à la nature rebelle avec cette volonté persévérante qui caractérise l'esprit britannique.

Dans les îles qui forment comme une ceinture à la rade, on aperçoit des forts où veillent des soldats anglais.

Dans le port, les navires de toutes les nations entrent, sortent, ou bien, à l'ancre, chargent ou déchargent leur cargaison; sur les quais, l'animation est extraordinaire,

Dans les rues de la ville, des policemen hindous, géants à turban rouge, maintiennent l'ordre; le pullulement de la race jaune est encore plus visible ici qu'à Singapore. A Hongkong, les innombrables Chinois paraissent se croire chez eux. Et en effet, ils peuvent revendiquer cette île qui, géographiquement, fait partie de la province de Canton.

Ils l'ont d'ailleurs dès maintenant envahie de leur multitude, et, tôt ou tard, avec le cours que prennent les événements, avec le développement des idées de *self-government* qui progresse en Asie, les Anglais se trouveront à avoir à résoudre un délicat problème, celui de la participation au gouvernement du pays de ces hommes jaunes que l'amour-propre britannique estime si inférieurs aux fils d'Albion.

En ce moment, les autorités anglaises déploient une grande vigilance, car les révolutionnaires de la province de Canton ont choisi Hongkong comme quartier général depuis longtemps. Les journaux locaux annoncent des saisies d'armes, et la police anglaise a fort à faire pour surveiller les révolutionnaires et pour pourchasser les pirates, qui, profitant du trouble politique, font des incursions à main armée dans les petites villes, dévalisent les habitants et quelquefois tuent la garnison de police qui s'y trouve.

Un navire français, le *Paul-Beau*, qui remontait la rivière des Perles pour se rendre à Canton, a été attaqué dernièrement par ces pirates; heureusement, il n'y a pas eu mort d'homme, et les bandits, se contentant d'envoyer de la rive leurs projectiles, n'ont pas osé ou n'ont pas pu tenter l'abordage.

Ce sont là mœurs de révolution. Le banditisme fleurit toujours en temps d'anarchie et, en ce moment, celle-ci règne partout sur les côtes et dans l'intérieur.

Toutefois, cette anarchie n'est pas extrême et l'on pourrait voir pis; les chefs révolutionnaires, en effet, font tous leurs efforts pour l'atténuer. Le phénomène le plus remarquable de cette époque curieuse est en effet ce souci constant des destructeurs de l'ancien régime, de maintenir l'ordre de leur mieux.

*
* *

C'est à ces efforts que l'on doit en partie le peu de sang versé à Canton, ville pourtant la plus avancée de la Chine et la plus turbulente.

On aurait pu croire que Canton dût être bouleversée par les événements, mais l'esprit même de sa population, entièrement acquise aux novateurs, en facilitant le changement, évita à la grande cité marchande les maux qui accablèrent d'autres villes.

Canton est le type de la cité chinoise du Sud, aux rues pleines de boutiques aux décorations dorées et multicolores devant lesquelles les enseignes se balancent sur la tête de la foule.

Il eût été dommage pour l'artiste épris de couleur locale, de voir ce morceau de la vieille Chine qui se modernise, détruit comme le fut Hankéou après les combats par lesquels commencèrent la révolution.

Ce fut dans la dernière quinzaine d'octobre que celle-ci débuta à Canton. Vers le 20, les autorités furent prévenues d'avoir à se tenir sur leurs gardes, car les officiers, les soldats, gagnés par les sociétés secrètes, semblaient peu sûrs. Le 25, à trois heures de l'après-midi, une bombe est lancée dans la rue sur le maréchal tartare, alors qu'il se rendait, avec une escorte, à son yamenn. Le projectile

éclate avec une telle force que celle-ci ébranle tout le quartier; le malheureux Mandchou est pulvérisé; on ne retrouve plus de lui que ses bottes et quelques lambeaux sanguinolents. Trente soldats ou passants furent tués ou blessés par l'éclat de cette bombe.

Le meurtre de ce représentant de la dynastie n'émeut guère la population; celle-ci attend avec calme le succès des révolutionnaires qui combattent dans les provinces centrales, et s'apprête à arborer le drapeau de la République.

Tout le monde paraît gagné d'avance, les autorités elles-mêmes semblent vouloir trahir la cause de l'Empire qui leur paraît perdue. Elles observent le côté d'où souffle le vent et règlent leur attitude en conséquence.

Annonce-t-on un succès des impériaux? Elles s'apprêtent à sévir à l'encontre des républicains. Si les révolutionnaires semblent l'emporter, elles leur font bonne mine.

*
* *

Le vice-roi est un de ces personnages typiques, un de ces hommes dont l'attitude seule est un sûr indice de la décomposition du régime qu'ils servent et qu'ils trahissent.

Tchang Mingki, le type du parfait lettré sceptique, était âgé d'une quarantaine d'années lorsqu'il se fit nommer par les moyens ordinaires, c'est-à-dire grâce à des cadeaux bien distribués aux personnages de la Cour à la tête de l'administration provinciale de Kouangtong.

Dès son arrivée, il tint à être considéré comme un moderniste, un ami des idées nouvelles, laissant entrevoir qu'il pourrait être au besoin un républicain de demain. Était-il déjà lié par le serment du sang dans les sociétés secrètes? C'est possible, car les révolutionnaires, qui complotent la chute des Mandchoux, semblent admettre sa bonne foi.

Lorsque la révolution commença, la Cour parut s'inquié-

ter de Tchang, et elle lui envoya le maréchal tartare qui devait prendre le commandement des troupes de la province.

Ce fut justement ce gêneur dont la bombe débarrassa si complètement le vice-roi, laissant à celui-ci toute l'autorité.

Tchang Mingki put alors, sans entraves donner satisfaction aux ennemis du pouvoir personnel.

Il déposa les sceaux en lieu sûr, lança une proclamation où il conseilla l'union des Mandchoux et des Chinois, et dans la nuit du 9 novembre, quitta son yamenn, accompagné de quelques fonctionnaires

Quand le vice-roi eut abandonné ainsi son poste, un général s'installa dans son palais pour diriger la police et maintenir l'ordre. Le pouvoir passa dans les mains de M. Hou Hanminn, un lettré distingué du parti de la révolution, qui avait fait ses études au Japon; déjà il présidait l'assemblée provinciale. On créa rapidement un gouvernement provisoire et on attendit que les autres provinces en fissent autant, selon les événements.

Si, dans le grand port du Sud, la transmission des pouvoirs s'effectua avec facilité grâce à la politique du vice-roi ménageant l'avenir, le changement de régime ne se passa pas dans l'ensemble de la province et dans les provinces voisines sans les troubles ordinaires aux heures de révolution.

Dans les campagnes et sur les côtes, les malfaiteurs de toutes sortes, ne sentant plus peser sur eux l'autorité habituelle, multiplièrent leurs attentats; pirates et bandits se donnèrent libre carrière, attaquant des villages, luttant les uns contre les autres, effrayant les citoyens paisibles qui n'étaient plus sûrs du lendemain.

Beaucoup de ceux-ci se réfugièrent à Hongkong, comme l'avaient fait les fuyards de Yunnanfou, allant au Tonkin chercher la sécurité.

Dans le Kouangtong, comme dans le reste de la Chine, l'élément le plus inquiétant était le militaire, si tant est qu'on pût donner le nom de militaires aux gens de toutes sortes enrôlés dès le début de la révolution et même aux soldats recrutés dans les dernières années par les autorités impériales.

Dans les troupes, la discipline était précaire et bien souvent les officiers devaient obéir aux soldats. A certaines heures, soldats tartares et soldats chinois entrèrent en lutte. Il fallut déloger par la force quelques fidèles attachés à leur ancien poste; l'arsenal fut aussi attaqué par des troupes dites républicaines, qui s'en emparèrent.

Toutes les fois qu'elles le purent, les autorités procédèrent à des exécutions sommaires pour faire respecter la discipline.

Lorsque le nouveau pouvoir se fut enfin installé à Canton, il voulut étendre son action au dehors. Il recruta, parmi les gens de bonne volonté, des soldats pour les envoyer combattre dans le Nord. Huit mille hommes partirent ainsi pour Changhaï et Nankin. On pense ce que pouvaient valoir de telles troupes comprenant une bonne partie de l'écume de la population, alléchée par la promesse des dix dollars mensuels.

Néanmoins, les officiers, ou ayant appartenu à l'armée impériale, ou improvisés, maintinrent chez leurs hommes une discipline relative, grâce au bourreau suivant les bataillons, son glaive enveloppé dans un étui de cuir, ou nu à la main.

Quant à l'état d'esprit de tous ces hommes du Sud, il était profondément antimandchou et révolutionnaire; et, si l'on en croit certains Chinois, beaucoup de ces soldats s'étaient enrôlés, non seulement pour toucher la prime, mais aussi par esprit de parti. Ceux-là brûlaient du désir de détruire la vieille Chine dans son personnel rétrograde et de donner au besoin leur vie pour l'idéal nouveau.

*
* *

Il en fut de même chez certaines femmes et jeunes filles et l'on put voir à Canton, comme ailleurs, le beau sexe vêtu de costumes masculins militaires, brûlant du fanatique désir de combattre jusqu'à la mort pour l'avènement d'une société nouvelle, faire l'exercice sur le champ de manœuvres.

Cette participation des femmes à la révolution chinoise est un phénomène très remarquable que l'on constata dans le Sud et que nous retrouvâmes à Changhaï comme à Canton.

Lorsqu'on sait quelle était dans le passé la vie de la femme chinoise et les préjugés à son égard de la société tout entière, ce phénomène permet de mesurer l'importance de l'évolution des esprits en Chine.

Les mœurs chinoises voulaient que la femme fût toujours enfermée dans le gynécée, invisible aux hommes; qu'elle fût peu instruite et demeurât occupée aux soins du ménage et aux arts féminins. Elle n'avait pour ainsi dire aucun droit.

Mais, malgré cette condition juridique si inférieure, la femme chinoise exerçait un grand empire sur l'homme. La Chinoise, en effet, est douée d'un caractère souvent énergique, quelquefois plus vigoureux que celui du Chinois. Bien différente de la Japonaise, qui semble faite pour servir son seigneur et maître et lui plaire par ses grâces dociles, la Chinoise a une âme forte qui sait imposer sa volonté à l'époux en bien des cas.

Si extraordinaire, si contradictoire que cela puisse être, la Chine est un des pays du monde, où, selon la pittoresque expression française, « les femmes portent les culottes » le plus facilement, au figuré, car, au propre, cela ne fait pas de doute, puisque leur costume se compose d'une veste et d'un pantalon.

Il faut voir l'air décidé des femmes et des jeunes filles du Sud aussi bien que du Nord ; leur œil noir et vif, caché quelquefois derrière des lunettes cerclées d'or, décèle l'énergie, mais une énergie contenue dans son expression par les convenances et les formes polies. Rarement le visage de l'homme dénote la même vigueur morale. Aussi, lorsque les idées nouvelles de la liberté individuelle, d'égalité des individus pénétrèrent en Chine avec les étudiants retour d'Europe, elles furent immédiatement adoptées par les quelques femmes instruites, et cette chose inouïe, qu'est le féminisme chinois, prit naissance ainsi que nous l'avons vu.

D'autre part, il sembla naturel aux femmes féministes de s'exposer aux mêmes périls pour conquérir les mêmes droits. De là, la constitution de ces bataillons, composés de jeunes filles soldats, dont certaines marchaient gauchement sur leurs pieds déformés, qui combattirent sous les murs de Nankin et périrent les armes à la main.

Il appartint à la province de Canton, marchant à l'avant-garde des idées nouvelles, de donner la première satisfaction aux femmes désireuses d'exercer leurs droits politiques.

La nouvelle assemblée provinciale républicaine, qui partageait dans la cité la charge et le pouvoir avec Hou Hanminn, admit les femmes non seulement à voter, mais même à remplir le mandat de représentant. Cette entrée des femmes dans la Chambre cantonaise avait eu lieu dans l'enthousiasme du premier moment. L'élément masculin se reprit. Aussi, quand on apprit que, dans la législation qui allait organiser les assemblées provinciales définitives, les femmes ne pourraient siéger, y eut-il un grand émoi au camp des suffragettes.

Des députés des deux sexes, dans la séance du 18 septembre 1912, manifestèrent leur désir de voir le Gouvernement central accorder un droit politique étendu à toutes les femmes ; on invoqua les exemples historiques de la

reine Victoria et de l'impératrice Tseushi pour établir la capacité des citoyennes futures ; la majorité des hommes de l'Assemblée cantonaise ne se laissa pas séduire par les grâces de leurs collègues féminins, qui, à plusieurs reprises, revinrent à la charge et firent des discours en faveur de leur droit.

Les femmes cantonaises de Hongkong, qui envoyèrent à l'Assemblée deux représentants pour réclamer, ne furent pas plus heureuses.

Un grand nombre de dames et d'étudiantes cantonaises se réunirent à l'Ecole de droit des jeunes filles, pour constituer une vaste société de protestation afin de revendiquer à Pékin. Mais l'élément masculin était devenu rebelle aux enthousiasmes des premiers jours; l'amour du mâle pour l'autorité l'emportait sur les théories abstraites. Les suffragettes de Canton devront donc se résigner à n'avoir de représentants, ni dans l'Assemblée de leur province, ni au Parlement central.

Mais ce serait ne pas les connaître que de croire qu'elles accepteront leur défaite; elles continuent leur campagne dans l'espoir d'un triomphe futur; les féministes des autres parties du pays feront sans nul doute preuve de la même ténacité que les Cantonaises; comme elles, à Pékin, au Seutchoenn, comme dans le sud, elles revendiqueront non seulement le droit de se marier librement, de ne plus obéir à la belle-mère et aux parents du mari, le droit de posséder quelques biens en propre, mais aussi celui d'exercer une action sur la conduite des affaires publiques, comme elles le font sous le toit domestique pour les choses familiales.

Vraisemblablement, la Chine sera un des premiers pays où les femmes réussiront à siéger dans les assemblées politiques, franchissant ainsi, presque d'un seul bond, des milliers d'années d'évolution sociale.

L'assemblée provinciale, dont les suffragettes cantonaises firent partie, était provisoire. L'assemblée définitive,

dont les élections ont eu lieu en 1913, compte cent vingt membres, tous masculins.

Le personnel qui compose ces corps élus est bien différent de celui que dirigeait autrefois la vieille Chine des mandarins enfoncés dans l'aveugle tradition. Surtout, ces hommes nouveaux écoutent docilement les novateurs qui leur disent de respecter les étrangers.

A Canton, ces derniers habitent l'île de Chamin, territoire des concessions européennes. Comme tous les étrangers en Chine, ils furent d'abord très inquiets au début de la révolution. On ne pouvait s'empêcher, en effet, d'évoquer les souvenirs de 1900, les Boxeurs, le siège des légations et les dangers courus alors; qu'allait-il devenir de ces masses chinoises dans l'anarchie qu'on prévoyait? Les meneurs de l'un ou l'autre parti en lutte ne voudraient-ils pas, pour servir leurs intérêts politiques, pour faire au besoin une diversion utile, détourner sur les résidents européens la colère aveugle du peuple soulevé?

On redoutait tout cela et rien n'était plus légitime que ces appréhensions à la fin de 1911, alors qu'on ne pouvait savoir encore quelle tournure allaient prendre les événements.

Mais bientôt on s'aperçut du souci des révolutionnaires d'empêcher que les étrangers fussent molestés. Les inquiétudes devinrent moins vives, ceux des étrangers qui n'étaient pas partis se tinrent sur leurs gardes et demeurèrent les spectateurs désintéressés des luttes révolutionnaires, se confiant en la protection de leur consul et au prestige de leur nation.

Le temps passa et, en mars 1912, époque où nous étions dans cette région de la Chine, l'intérêt n'était déjà plus passionnant pour l'observateur.

Il se trouvait alors concentré à Nankin, où siégeait une Assemblée nationale du Sud, à Changhaï où celle-ci traitait de la paix entre les partis avec les délégués du Nord.

C'était là où l'on pouvait savoir si le vieil empire déchiré par les factions allait scinder en deux le pays, si la guerre civile allait renaître ou si la paix allait permettre de fonder la République. C'était Changhaï, où se trouvaient alors réunis tant de personnages politiques révolutionnaires, que nous désirions voir de près, dont nous voulions connaître la pensée.

Nous reprîmes donc notre course et nous quittâmes les côtes du sud, par une nuit lumineuse; sur les pentes des rochers d'Hongkong les maisons, posées en étages, brillaient de mille points étincelants. Bientôt nous les perdîmes de vue et le paquebot s'enfonça dans les ombres qui couvraient le Pacifique. Les jours suivants, nous passâmes à toute vitesse devant les îles Pescadores, qui nous rappelèrent les glorieux exploits de l'amiral Courbet, et enfin, nous arrivâmes à Changhaï, dont les habitants européens s'armaient alors pour défendre leur vie et leurs biens contre une attaque éventuelle de la soldatesque ou de la populace.

CHAPITRE V

LA RÉVOLUTION A CHANGHAÏ

Arrivée à Changhaï. — La guerre aux nattes de cheveux. — La prise de l'arsenal. — Les incendies. — Une entrevue avec un Robespierre chinois. — Au milieu des soldats révolutionnaires. — La révolution au théâtre. — A la première cour d'assises.

Le nom de Changhaï signifie : mer supérieure. La tradition l'explique en disant que cette ville chinoise, une importante sous-préfecture, se trouvait jadis au bord du Pacifique ; les alluvions apportées continuellement par les fleuves et les rivières de la contrée et particulièrement par le Fleuve Bleu, le Yangtsékiang qui se trouve plus au nord, ont petit à petit créé tout le territoire qui sépare aujourd'hui, sur 69 kilomètres, cette ville de la mer.

Le grand port de la Chine n'est donc qu'un port fluvial, situé sur une rivière, le Hoangpou ; mais cette rivière est d'une belle largeur : à l'endroit où accostent les navires, elle a plus de quatre cents mètres d'une rive à l'autre. En Europe on considérerait le Hoangpou comme un grand fleuve, et cependant, combien modeste est ce cours d'eau à côté du fleuve Bleu !

Lorsque notre paquebot arrive à son appontement, on aperçoit dans le port une douzaine de navires de guerre ; voici deux magnifiques croiseurs cuirassés à quatre cheminées, battant pavillon anglais ; il y a aussi un vaisseau autrichien, deux japonais, un russe, un américain, un allemand et un navire français. Tous ces bateaux, portant une formidable artillerie, sont embossés au milieu de la rivière, et ils

menacent de leurs canons la cité chinoise. Ils sont là pour protéger les Européens contre une attaque éventuelle des Chinois.

Changhaï est, en effet, une cité cosmopolite, qui contient environ 13500 étrangers : Français, Anglais, Allemands, Américains, Portugais.

Ces étrangers vivent sur un territoire divisé en deux parties : l'une, la concession française, est contiguë à la ville chinoise; l'autre, la concession internationale, continue la première, dont elle n'est séparée que par une frontière idéale au milieu des rues; on s'aperçoit du changement lorsqu'on rencontre aux carrefours, au lieu des agents de police chinois, ou annamites, ou français, les géants hindous à volumineux turbans dont les Anglais font des policemen.

La concession française est très vaste, s'étendant tout en longueur, bordée d'un côté par les vieilles murailles crénelées de la cité chinoise, au bas desquelles coule un affreux et sale ruisseau, parmi des masures lépreuses, appuyées sur le mur. Les Chinois habitent en grand nombre sur les deux concessions. Leurs boutiques s'alignent dans les rues, montrant aux passants leurs devantures ouvertes, où, derrière un comptoir, est accoudé le personnel toujours plus nombreux que de raison. Changhaï a ainsi plus d'un million d'habitants.

Ces Chinois jouissent de la sécurité que donne l'administration intelligente et probe des Européens; là, le mandarin ne peut les exploiter, les dépouiller du fruit de leur travail; là, ils trouvent les avantages et les plaisirs de la civilisation occidentale. Aussi sont-ils venus s'installer comme en une terre étrangère d'où ils auraient fui les abus de leur propre pays. La plupart des grands journaux chinois ont aussi placé leurs bureaux et leurs imprimeries à l'abri des coups de l'autorité chinoise; leurs enseignes étalent les titres de ces feuilles, qui sont tout un programme; voici : *la Liberté*, *le*

Droit du peuple, le Cri du peuple, *le Peuple debout*, et tant d'autres, sonnant comme un appel de révolution.

Les camelots les vendent par les rues, aux passants à longues robes et à lunettes, qui circulent nombreux, avec l'animation qu'on trouve à Paris; ces camelots sont tout étonnés de voir un étranger comme moi acheter, lire leurs feuilles et déjouer leur supercherie lorsqu'ils veulent me passer un vieux numéro.

Lorsque nous débarquâmes, fin mars 1912, sur les quais où se pressait toute la pouillerie loqueteuse des coolies dont la saleté est inénarrable, on ne voyait plus guère de nattes; comme en Indo-Chine, toutes étaient coupées, même chez les gens du peuple. Dans les rues des concessions, tous les Chinois portaient toujours le costume national, si seyant, si pratique, c'est-à-dire la robe de soie bleue; mais beaucoup avaient arboré le chapeau européen, le feutre mou et la casquette.

Comme en Chine il n'est pas de mauvais ton de circuler nu-tête, beaucoup d'autres montraient une chevelure aux reflets noir bleu, avec une impeccable raie de côté. Et, ici aussi, les coiffeurs, pour la plupart Japonais, annonçaient qu'ils taillaient et coiffaient à la mode nouvelle.

Seuls, les sergents de ville chinois au service de la France, de gros gaillards solides, vêtus d'un uniforme noir, portaient encore de magnifiques tresses qui s'échappaient d'un chapeau mandarinal.

Le prestige de la République française protégeait ce symbole de la domination tartare, qu'on leur eût certainement coupé de force, s'ils n'avaient été à notre service. Qui osera donc dire que les Français ne sont pas conservateurs?

*
* *

Les révolutionnaires tiennent beaucoup à l'ablation de la natte, car ils savent l'importance de ce symbole, et, lors

de notre première visite à la cité chinoise, nous sommes témoins d'une de ces opérations. Un artisan, qui sans y penser venait de traverser un pont franchissant le ruisseau frontière de la concession française, fut immédiatement appréhendé sous nos yeux par la foule et par un policeman chinois ; il s'en alla marri, tenant en sa main, d'un air de désappointement comique, sa queue de cheveux qu'un coup de ciseaux avait en un clin d'œil séparée de son chef.

Chaque jour, nous recevons la visite d'un excellent Pékinois, avec lequel nous nous perfectionnons dans la conversation ; il est conservateur et cache avec soin sa chevelure tressée sous le col de sa robe. Il a des sentiments d'aristocrate, cela se sent ; il se dispute vivement avec les boys de l'hôtel qui regardent ironiquement sa natte, sa calotte à bouton rouge, et lui répondent insolemment. Les gens du peuple ont le droit de relever la tête depuis le 3 novembre.

Cette date marque, en effet, le commencement de la révolution à Changhaï.

*
* *

Elle fut apportée par un certain Lisiéou, qui venait de Canton, où il avait exercé un rôle très actif.

Un autre révolutionnaire, Tchenn Kiméi, un journaliste, essaya d'un coup de force et fut pris par les autorités.

Le 3 novembre, des agents de police chinois, au nombre d'environ quatre-vingts, se mutinent, se mettent au bras un brassard blanc, alors insigne révolutionnaire, et vont demander des cartouches à un fonctionnaire local, le tipao.

Celui-ci refuse. Sa maison est aussitôt incendiée par les mutins ; elle brûle avec quelques immeubles voisins.

C'est ainsi que commença la révolution dans l'importante cité.

Là, comme partout, l'action révolutionnaire avait été

soigneusement concertée dans les sociétés secrètes; les chefs avaient constitué un comité de direction et s'étaient assuré la complicité d'officiers, de soldats, de fonctionnaires et d'agents de toute nature au service du gouvernement. Aussi leur œuvre s'accomplit-elle pour ainsi dire sans difficulté.

D'abord l'état-major révolutionnaire avertit les consuls étrangers des événements par une lettre datée de la quatre mille six cent neuvième année de l'empereur Hoangti, un souverain légendaire. Cette missive dit que les signataires se font fort d'assurer l'ordre, mais que, les concessions étrangères étant très étendues, ils demandent aux consuls de prendre toutes les mesures pour prévenir sur leur territoire les désordres possibles.

Les Français firent débarquer, du d'*Hiberville,* du *Dupleix* et du *Kléber*, 175 hommes qui se joignirent aux 40 agents français et aux 70 annamites, pour garder notre concession.

La révolution, à Changhaï, devait avoir bien peu les caractères d'une tragédie, et la prise de la Bastille changhaïenne demeurera dans l'histoire comme une preuve manifeste de la volonté de tous de voir tomber le régime mandchou.

Cette Bastille, c'était l'arsenal : là se trouvaient armes et munitions; l'établissement était défendu par deux cent cinquante soldats.

Deux ou trois cents Chinois armés de revolvers et de fusils se présentèrent aux portes qui se fermèrent devant eux, et parlementèrent avec les troupes. Les chefs des émeutiers venaient d'Outchang, où avait commencé, le mois précédent, la révolution; ils arrivaient aussi de Canton et de Java.

La garnison ne voulut pas se rendre, et les révolutionnaires, poliment, se retirèrent.

A huit heures du soir, le fameux Lisiéou, avec une demi-douzaine de conjurés, en pousse-pousse, et cachant des

armes sous leur robe, revinrent et pénétrèrent dans l'arsenal, dans les bâtiments, dans les ateliers; derrière les six valeureux champions, accoururent des volontaires chinois, qui voulurent fraterniser avec les soldats.

Le commandant des troupes, le seul qui résista, tira un coup de feu et tua un arrivant. Les soldats, gagnés à la cause révolutionnaire, ne suivirent pas leur chef.

Toutefois, à deux heures du matin, il y eut une escarmouche, où quelques hommes furent tués; une centaine de soldats, restés fidèles, s'enfuirent. C'en était fait, l'arsenal était au pouvoir des révolutionnaires.

Les commerçants chinois avaient formé une sorte de garde nationale; ils élurent comme toutou, c'est-à-dire comme gouverneur à pleins pouvoirs, Tchenn Kiméi, qui avait été délivré, et non pas Lisiéou. Celui-ci, dépité, s'en alla à Wousong, à 18 kilomètres de là, l'avant-port de Changhaï, pour y créer un gouvernement militaire, et bientôt disparut.

*
* *

Puis eurent lieu les incendies des yamens qu'avaient occupés les fonctionnaires au service des Mandchoux; ceux du Taotai, du lieutenant-colonel, furent réduits en cendres, celui du sous-préfet fut épargné parce qu'il était contigu à la prison.

Ces incendies avaient un caractère symbolique, c'était comme une espèce de rite que les révolutionnaires accomplissaient ainsi. Les pompiers chinois se tenaient autour des édifices en flammes pour empêcher que le feu ne gagnât les maisons voisines, mais veillaient à ce qu'il consumât tout des bâtiments maudits.

En bien des lieux, on devait trouver, en Chine, pendant la révolution, trace de ce désir d'effacer jusqu'au souvenir de la domination mandchoue, désir analogue à celui des

anciens jetant du sel sur le sol des villes détruites.

Pendant que s'accomplissaient ces événements, les Européens se demandaient si tout bientôt n'allait pas être à feu et à sang, et ils pensèrent à protéger la ligne de chemin de fer qui va de Changhaï à Nankin; la milice volontaire européenne s'empara de la gare et la garda, baïonnette au canon. Les Chinois s'en émurent et virent là une violation de la neutralité internationale. Un représentant des rebelles vint parlementer avec le consul général d'Angleterre, et l'on convint que la ligne, sur laquelle le trafic continuerait, ne pourrait servir au transport d'armes, de munitions, de troupes de l'un ou l'autre parti.

Les étrangers de Changhaï furent d'ailleurs frappés par l'attitude des révolutionnaires à leur égard; ceux-ci, suivant évidemment un mot d'ordre, s'attachaient à donner la meilleure opinion sur leurs intentions, et même à faire preuve de courtoisie.

En ces jours d'émeute, chaque fois qu'un révolutionnaire au brassard blanc, adopté alors comme insigne, croisait dans la rue un Européen, il rectifiait la position et saluait.

La façon dont s'accomplissait la révolution prouvait à l'évidence que tout était préparé et les rôles distribués d'avance; aussi, un gouvernement, constitué pour toute la province, apparut-il bientôt, avec les divers ministres correspondant aux grands services publics. A la tête de ce corps fut placé le docteur Ou Tingfang, personnage distingué bien connu de tous les résidents européens. Il eut la direction des affaires étrangères. Ainsi s'établit une sorte de république provisoire pour la province du Kiangsou, dont les principales villes, telles que Hangtchéou sa capitale, Soutchéou, la Venise chinoise, passaient soudain aux rebelles.

En somme, à Changhaï, le changement de régime se fit pour ainsi dire sans difficulté, toute la population étant gagnée d'avance, et le jour où la République fut proclamée

enfin, la ville fut, en un instant, pavoisée comme par enchantement.

Les nouveaux venus inspiraient même une certaine confiance, puisque le toutou, Tchen Kiméi, trouva assez facilement à emprunter à des Américains plusieurs millions de taëls pour payer les troupes.

*
* *

Ce Tchen Kiméi est une de ces curieuses figures que les révolutions font surgir de l'ombre. Les notables, en l'élisant, s'étaient montrés perspicaces; ils avaient porté au pouvoir un homme d'une énergie peu commune, prompt dans la décision à prendre et au coup d'œil clairvoyant. Ce portrait moral qui m'était fait du personnage par le chef de la police française, le capitaine Mallet, en rapports continuels avec lui pour assurer le maintien de l'ordre, m'engagea à aller voir de près ce type de Chinois nouveau jeu. Lorsque nous allons lui faire visite, il y a déjà plus de quatre mois qu'il exerce l'autorité et maintient la discipline parmi les troupes campées aux environs de la ville.

Il vient d'être nommé ministre des communications, à Pékin, et doit partir dans quelques jours, au grand ennui des autorités françaises, qui se demandent ce qu'il adviendra de l'ordre quand cet homme énergique ne sera plus là.

C'est le 25 avril que nous nous rendons à son yamenn, l'ancien tribunal, dans la cité chinoise, aux rues étroites et grouillantes, où des lépreux au visage horrible demandent l'aumône en vous faisant le kotéou, la salutation qui consiste à s'agenouiller, le front contre terre.

Nous nous trouvons en face d'un homme imberbe de trente-cinq ans environ ; il porte les lunettes d'or du lettré. Ses yeux sont vifs et expressifs derrière les verres. Son corps grêle flotte dans une redingote un peu large, car il est vêtu à l'européenne.

Avec la politesse coutumière aux Chinois, il s'excuse de nous accueillir dans un lieu qui n'a pas été fait pour recevoir des hôtes, et tandis que, les cartes ayant été échangées, le thé est apporté, la conversation s'engage.

Pendant qu'il parle, l'homme se révèle, son débit, d'abord contenu, se précipite, et quand il nous dit les luttes et les sacrifices que doivent faire encore les républicains pour triompher, son visage prend des expressions de volonté implacable. Par moments, sa parole s'abaisse à des intonations émotionnantes, qui révèlent le feu de son âme, et il semble parfois parler pour lui seul, comme les illuminés.

Instinctivement, j'évoque l'image des hommes de notre Révolution, que nous a transmise l'histoire, et j'ai la sensation que celui qui est devant moi n'hésiterait pas, s'il le pouvait et si cela était nécessaire, à faire tomber cent mille têtes pour le triomphe de ses idées. Le fanatisme de l'Occident et le dédain de la mort de l'Asie sont réunis là.

La dynastie qui avait de tels ennemis devait périr.

— Que pense-t-on de nos efforts en Europe? me dit-il.

Question embarrassante pour moi, qui ne suis guère informé sur ce point; je réponds néanmoins que les républicains français ne peuvent qu'avoir une vive sympathie pour les républicains chinois en marche vers la conquête de la liberté. Et cela satisfait visiblement ce militant convaincu de la grandeur de son rôle.

Nous nous promettons de nous revoir à Pékin, plus tard, et nous serrons les mains du toutou en redingote et de ses secrétaires en robe.

Dans un étroit couloir, le soldat de garde auprès de la porte se redresse. Cette sentinelle est vêtue d'une veste et d'un pantalon kaki, elle porte des bas blancs en tire-bouchon et la casquette plate allemande de tous les soldats chinois.

Après une descente dans les escaliers étroits et sales du

vieux yamenn, après maints circuits dans les méandres de ses bâtiments lézardés, nous repassons devant le poste qui garde Tchen Kiméi contre les suspects, contre les assassins possibles que la Cour expirante a, dit-on, envoyés dans les provinces pour dépêcher ses ennemis, les chefs du mouvement.

Nous voilà de nouveau circulant dans les rues et les ruelles bruyantes, emportés par nos pousse-pousse, dont les tireurs font, avec les cris glapissants dont les Chinois du peuple ont le secret, faire place aux mandarins étrangers.

Nous ne quitterons pas la cité indigène sans visiter la pagode de son génie protecteur; là bruit une foule pressée. Elle remplit la cour servant aux petits marchands à étaler leurs éventaires.

Ce génie et ses acolytes en bois et en plâtre peinturluré montent la garde, lance ou hallebarde en main, de chaque côté de la chapelle; ils attendent de nous une offrande qu'acceptera pour eux la main tendue d'un gardien. Et, comme l'on ne saurait être trop poli pour le protecteur d'une ville aussi importante, nous faisons, nous aussi, comme les nombreux fidèles qui nous regardent curieusement, brûler du papier doré pour réjouir l'âme invisible du saint patron.

*
* *

Ce personnage céleste serait bien ingrat s'il ne nous protégeait pas. Mais non, il nous protégera, en effet, et nous décidons, malgré les prédictions alarmistes de nos amis, d'aller voir de près ces soldats que l'on redoute. Ils viennent, dit-on, d'insulter des Européens, d'arracher les sacs à main des Françaises qui se sont aventurées de leur côté.

Mais nous ne sommes point des dames, et le bon génie est là. Nous décidons donc une excursion à la pagode de

Longwa, qui dresse au milieu de leur camp ses toits superposés.

Pour faire ce petit voyage, on prend d'abord prosaïquement un tramway électrique qui vous emporte très loin, tout au bout des faubourgs de la concession ; là des coolies glapissants se disputent votre personne pour l'avoir dans leur ricksha. Il faut les écarter de la canne, car on ne sait trop où irait leur audace, et faire ainsi son choix. Enfin, on monte dans ceux dont les roues sont caoutchoutées, à l'usage des gens chic, et l'on file à toute vitesse à travers la campagne et les villages.

La route est parfois jolie et ombragée ; on y voit des arbres, chose rare en Chine, et des buissons ; l'agriculteur chinois est sans rival pour la patience, pour l'amour avec lequel il soigne la terre, aussi les champs sont-ils bien cultivés, mais, hélas ! l'emploi de l'engrais humain remplit cette belle nature d'odieux parfums qui nous arrivent sur l'aile de la brise. En certains endroits, il faut presser notre coolie tout en sueur, pour qu'il franchisse plus vite les passages par trop malodorants.

Voici justement que nous passons près d'un de ces braves paysans vêtus d'une blouse de coton qui fut bleue et d'un pantalon de même couleur et de même étoffe, attaché aux chevilles. Il arrose ses salades avec des mouvements lents et dignes. Il plonge une sorte de grande cuiller emmanchée au bout d'un bâton, dans un seau d'eau où se trouve dilué au dixième, suivant l'usage, le précieux engrais qui offusque tant nos narines. Si encore il se contentait de verser son horrible liquide au pied de ses laitues ou de ses chicorées, sur la terre même ; mais non, il le distribue généreusement sur les feuilles aussi. Ah ! je comprends pourquoi les Européens de Changhaï ne mangent jamais de salade quand elle ne vient pas de leur jardin !

Lorsqu'on traverse les villages aux maisons de bois, et dans les ruelles desquels des porcs noirs au ventre traî-

nant jusqu'à terre fouillent la fange de leur grouin, on n'a nullement besoin d'être averti que les habitants ont le nerf olfactif blasé, et qu'ils se soucient peu de l'hygiène. Les paysans regardent placidement les passants, en fumant, accroupis sur leurs talons, leur longue pipe au petit fourneau de métal.

Toute la route n'est pas ainsi, et l'on a de bons moments parfois, quand le vent donne de certains côtés, d'agréables senteurs de buissons ou de champs en fleurs vous arrivent et vous reposent. Mais les yeux sont affligés par la vue des mendiants à genoux ou prosternés au milieu de la route et qui nous crient : « Ta lo lo! Ta lo lo! — Vénérable Monsieur! » pour recevoir, à la volée, quelques cents. Le déguenillé de ces mendiants chinois défie le crayon d'un Callot.

Enfin, nous voilà près des casernes et de la fameuse pagode. Les soldats font l'exercice sous les ordres de leurs officiers. Comme mon compagnon, officier lui-même, les regarde avec attention, ils semblent se piquer d'émulation pour s'aligner, vaille que vaille, aux cris gutturaux de leurs chefs. Ce sont évidemment de pauvres troupes, des coolies revêtus d'un uniforme, et cependant, à l'occasion, ces hommes qui, quelquefois, se blessent en maniant leur fusil, savent se faire tuer, ainsi que les luttes de la révolution l'ont maintes fois prouvé. En voici plusieurs compagnies sur une grande place; tels qu'ils sont, ils pourraient encore bien, si l'envie leur en prenait et si l'on ne pouvait plus les tenir dans l'obéissance, obliger les volontaires et les troupes de police de Changhaï à un sérieux effort, s'ils se précipitaient au pillage de la ville.

Du haut de la pagode, dans laquelle on grimpe par un escalier délabré, on aperçoit un beau village; des gamins chinois, rieurs et bavards, comme tous leurs pareils, nous en expliquent la topographie, et, à la descente, un bonze nasillard, à la tête rasée, nous tend son inévitable plateau.

Un gros village aux rues curieuses est là tout près; mais un Chinois nous dissuade d'y aller, à cause des soldats, qu'il ne faut pas tenter. Loin de Changhaï le prestige européen ne nous protège plus qu'à moitié; il vaut mieux s'abstenir, d'autant que la nuit va bientôt tomber.

Aucun soldat, ni personne, ne nous a, là, manqué de respect, et cependant que pourraient faire deux hommes seuls au milieu de cette masse armée? Les revolvers que nous avons dans nos poches seraient sans doute d'un bien piètre secours.

Au retour, en traversant un village où beaucoup de soldats, tenant leurs fusils de cent façons, se trouvaient rassemblés, on regarde en ricanant d'un air insolent ces étrangers qui passent; des gamins nous saluent d'un « yang koueitze » (diables étrangers) que nous avons l'air de ne pas comprendre, et sans doute de quelques autres injures en patois local. Mais c'est tout et c'est peu de chose. Nous pressons nos coursiers à deux jambes, pour être rentrés avant la nuit noire, et nous filons en vitesse entre les arbres de la route et les poteaux télégraphiques; ceux-ci nous présentent, à peu près sur chacun d'eux, le buste d'un général français à bicorne aux plumes blanches, réclame japonaise d'une poudre dentrifice dite : au Lion, que l'on trouve dans tout l'Extrême-Orient et jusque dans les forêts de l'Indochine. Bientôt, cette vision obsédante de kaléidoscope dans l'ombre qui s'épaissit devient fantomatique, et enfin nous apercevons les lampes électriques des faubourgs, comme des points lumineux dans la nuit.

Ainsi donc, l'électricité, la réclame intensive la plus nouvelle se mélangent avec l'archaïsme chinois, en une curieuse vision; c'est le symbole du saut énorme accompli par la société la plus vieille du monde dans le modernisme d'Occident.

*
* *

Ce contraste se remarque partout à Changhaï, mais il est surtout frappant au théâtre. On peut à volonté y aller voir les acteurs costumés bizarrement avec masques peinturlurés plus ou moins effrayants, barbes postiches immenses, jouant des pièces historiques, morales toujours, du vieux répertoire. Ces pièces comportent des morceaux de chant qui mettent en valeur la voix glapissante et criarde des artistes, surtout de ceux qui remplissent les rôles féminins. Jusqu'à présent, en effet, les femmes ne sont point admises sur la scène, mais cela change comme tout le reste et nous en trouverons plus tard à Pékin.

Le Chinois aime beaucoup le théâtre, et il y passe de longues heures avec sa famille, en y buvant le thé bouillant que les garçons portent continuellement dans les rangées de sièges disposés derrière des tablettes, comme dans nos cafés-concerts.

Il applaudit volontiers aux hauts faits de l'héroïne, aux chants de l'acteur en vogue, et semble peu s'inquiéter du caractère rudimentaire du décor. Comme les Français jadis, dans notre ancien théâtre, dont un simple rideau constituait le fond de la scène, il supplée par son imagination à l'illusion de la peinture sur toile. Un gros mandarin, enfourchant un manche à balai, est censé chevaucher son coursier. Dans ces théâtres, les prix sont, si l'on tient compte de la grande valeur libératoire de l'argent en Chine, où les salaires sont très bas, à peu près les mêmes qu'à Paris. Certains acteurs, chéris du public, y sont payés des prix fous, qui correspondraient à quatre-vingt ou cent mille francs par an chez nous. Il est vrai que le chiffre énorme de la population, le goût de tout Chinois pour les spectacles assurent de grosses recettes pour les soirées, aussi bien que pour les matinées.

De même qu'à Paris, sous la Commune, alors qu'on se fusillait dans certains faubourgs, pendant qu'ailleurs chacun allait, comme d'habitude, à ses affaires et à ses plaisirs, la population, malgré la révolution, remplit les théâtres, aussi bien ceux qui se trouvent sur les concessions que ceux de la ville chinoise.

Là il y a, près des quais, le fameux Sin Outai, ou « nouvelle scène », qui est toujours bondé, et qui contient des milliers de spectateurs. C'est qu'on y joue des pièces modernes exaltant la révolution.

Le théâtre est, en tous lieux, un puissant moyen de propagande. Les novateurs n'ont pas manqué de s'en servir, et cela a aidé puissamment à répandre leurs idées dans les masses. Au Sin Outai, on a joué avec un grand succès une pièce à thèse qui combat la funeste passion de l'opium et montre un lettré tombant de plus en plus bas, et allant jusqu'à vouloir prostituer ses filles pour satisfaire son besoin d'ivresse abrutissante. L'auteur de cette pièce, dont on vend d'ailleurs le texte, bien illustré de photographies, s'est inspiré des procédés dramatiques occidentaux.

Les pièces révolutionnaires sont bruyamment applaudies de la foule. On y bafoue les Mandchoux, cela va de soi, et les beaux rôles sont pour les républicains.

Ce Sin Outai est un lieu excellent pour observer les sentiments du peuple, et je le fréquente le plus souvent possible.

Il y a de tout comme spectateurs. Les femmes et les jeunes filles y sont nombreuses, et l'on discerne sans peine les différentes classes de la société à la richesse ou à la modestie du costume. A côté de la sorte de box qui me sert de loge, j'ai comme voisines deux charmantes jeunes filles, vêtues de soie brochée, aux cheveux parsemés de fleurs; elles sont là avec leurs parents, mangent des gâteaux et boivent du thé. Je les intrigue parce que, suivant le programme que j'ai à la main, j'ai l'air d'y comprendre

quelque chose. Elles me regardent à la dérobée, sans blesser les convenances par une curiosité indiscrète. La pièce les intéresse vivement.

Il s'agit d'un jeune officier modern style, qui a épousé une Européenne.

L'acteur qui remplit le rôle de celle-ci joue supérieurement. Il change souvent de toilette, porte le décolleté avec aisance et a des effets de mouvements de jupes des plus réussis. Cet acteur a pris des leçons spéciales, pour ce rôle, d'une Européenne de Changhaï et l'esprit d'imitation chinois a fait le reste.

Nous assistons au développement rapide, et d'ailleurs discret, d'une grossesse de la jeune femme, qui présentera bientôt à son mari et à ses parents un bébé, sous la forme d'une poupée dans les langes.

Les parents du jeune homme, sa mère, ses sœurs, sont tout étonnés de ces nouvelles mœurs. C'est là la partie comique nécessaire de la pièce, dont le fond est le conflit politique actuel, la lutte du vieux monde mandarinal et des républicains.

A la fin ceux-ci triomphent, naturellement; les soldats révolutionnaires s'élancent à l'assaut d'une forteresse, chassent les Mandchoux en vieux costumes; la fusillade retentit de tous côtés, l'incendie éclate, et, ici, dans ce nouveau théâtre dont les décors sont nombreux et variés, on se demande comment le feu réel ne dévore pas tout cela, car de vraies flammes envahissent la scène.

A la fin, défilé des révolutionnaires victorieux, exhibition de drapeaux. On se croirait au Châtelet. La pièce s'achève au milieu des applaudissements, des « hao, hao ! bien, bien ! » le cri de satisfaction qu'on entend d'ailleurs toutes les fois qu'un spectateur ne peut plus contenir son impression. Il est inutile d'ajouter que l'on crie : « Vive la république chinoise ! » quand les soldats-acteurs balancent et croisent les drapeaux sur la scène, lors de l'apothéose finale. Sans

nul doute les pièces de ce genre doivent exercer une puissante action sur toute cette foule, qui chaque jour renouvelle, dans ce théâtre, ses milliers de spectateurs.

Elles font pénétrer dans toutes les classes de la société les idées de la révolution, d'autant mieux que certains acteurs ont combattu pour elle en réalité, sur d'autres champs de bataille que ceux des planches.

*
* *

La révolution ayant triomphé, on est tout à l'enthousiasme des premiers jours et les chefs veulent en appliquer immédiatement les principes. Une occasion se présente. On va avoir à juger un mandarin qui avait adhéré à la révolution, et qui est accusé d'avoir contribué à la mort de deux jeunes gens.

Cela va nous fournir l'occasion d'assister aux premières séances de la première cour d'assises qui aient été tenues en Chine.

Dans ce pays, de tous temps, la justice avait été rendue selon le mode patriarcal, sans que l'accusé ait jamais eu aucune de ces garanties dont la civilisation occidentale s'est efforcée de protéger la faiblesse de l'individu contre les partis pris ou la malice des hommes. Il n'y avait point d'avocat connaissant les lois pour le défendre.

Le juge était le mandarin, préfet ou sous-préfet, personnage trop souvent vénal, qui cumulait en sa personne tous les pouvoirs absolus du prince.

Les témoins même comparaissaient à genoux devant lui, et, si le juge l'estimait utile, il les faisait fustiger pour mieux faire sortir de leurs lèvres un bon témoignage.

Pratiquement, les sentences s'achetaient à prix d'argent et il était toujours mauvais que le mandarin pût avoir le moindre intérêt à la ruine ou à la mort de l'accusé.

Les révolutionnaires, imbus des principes puisés dans

nos livres, férus de la théorie des droits de l'homme, veulent changer tout cela. Et c'est ainsi que je vais voir de mes yeux fonctionner le système judiciaire nouveau dans une grande cause criminelle. Je m'assiérai même au banc de la défense, avec un ami, M. Cucherousset, avocat sur la concession française.

La cour siège dans une espèce de pagode aménagée pour la circonstance ; au fond, derrière une table à tapis vert, trois juges, deux civils, un militaire dont la casquette de colonel est posée devant lui ; les deux civils ont des robes noires ; leur costume est à peu près celui de nos juges. L'un d'eux est connu comme remarquablement fort en droit anglais.

A droite se trouve, perpendiculairement placé, le jury ; les membres de ce corps, composé de notables de la cité, disposent de pinceaux et d'encriers, ils prennent des notes ; leurs figures sont intelligentes, ils suivent les débats avec une attention soutenue. Comme apparence, ils peuvent rivaliser sans aucune peine avec n'importe lequel de nos jurys.

A la gauche du tribunal, en face d'eux, se trouve la presse ; tous les grands organes chinois et européens de Changhaï ont envoyé leurs rédacteurs, car le procès est sensationnel. Comme le jury, les journalistes disposent de tables étroites. Robes chinoises, vestons européens se touchent.

Dans la partie centrale, restée vide, entre le jury et la presse, siège le procureur de la République, un homme d'une trentaine d'années environ, maigre et nerveux, vêtu à l'européenne ; plus loin, l'avocat de la partie civile, portant une longue redingote noire, homme âgé, à la figure fine et sèche comme toute sa personne.

Enfin, au milieu, en face du tribunal, est la place de l'accusé ; il comparaît debout. Mon banc est à côté de lui, je touche sa robe, et devant moi se trouve M. Tsao, un jeune

et éloquent avocat chinois, secrétaire du défenseur européen, et porteur lui aussi d'une redingote.

L'accusé est vêtu à la chinoise, il est coiffé de la calotte à bouton rouge.

Tout autour se presse la foule compacte et curieuse. On la sent hostile. L'accusé fait bonne contenance et paraît impassible et digne, mais moi qui suis si près de lui, qui le touche, je sens un léger tremblement. Il y va, en effet, de sa tête.

Le procès se déroule comme ceux de ce genre chez nous. D'abord constatation publique de l'identité, puis les interrogatoires.

Le procureur de la République prend la parole : c'est un homme du Sud qui prononce la langue mandarine avec un fort accent.

Dans la préfecture qu'administrait l'accusé, deux jeunes gens, ardents pour la cause de la révolution, étaient dénoncés par des notables comme poussant au désordre. Le préfet lança une proclamation dans laquelle il disait que ces deux jeunes hommes étaient dignes de mort. Phrase peut-être littéraire, dont il n'avait pas pu prévoir les conséquences.

En effet, on décida d'arrêter les deux perturbateurs; ils résistèrent aux soldats qui vinrent les appréhender; ceux-ci les tuèrent. D'où l'accusation par leur famille.

Le procureur requiert une condamnation. Il est appuyé habilement par l'avocat de la partie civile; tous deux se liguent pour avoir la tête de cet homme, debout à côté de moi, et qui suit leurs paroles avec anxiété. On l'accuse d'avoir voulu la mort des deux tués et de l'avoir intentionnellement provoquée. Viennent ensuite les témoignages. Le père d'une des victimes à la barre demande vengeance pour la mort de son enfant. L'accusé se défend et réplique.

Malheureusement pour lui, le principal témoin à décharge, un missionnaire catholique, personnellement désin-

téressé dans ce procès où aucun chrétien n'est en cause, n'a pas pu faire le voyage. Mais il a écrit une lettre où il expose que les notables ont avec instance et pesant de tout leur poids sur le préfet, à ces heures de révolution, fait faire presque par force la proclamation incriminée. La défense comptait beaucoup sur ce témoignage d'un homme très au courant des événements, d'un étranger en dehors des luttes des partis.

Mais l'assesseur, imbu des principes anglais en la matière, fit repousser le témoignage écrit, devenu ainsi inutile.

M. Tsao comptait aussi beaucoup trop sur son éloquence bien connue, et fit tous ses efforts, mais l'attitude de la foule et ses murmures l'impressionnèrent, et il perdit une partie de ses moyens. Tout le monde n'est pas M. de Malesherbes ! Le peuple, irrité du meurtre de deux des siens, de deux militants de la révolution, ne comprenait pas encore le rôle de l'avocat, et il lui semblait qu'en parlant, celui-ci trahissait la cause populaire. Or, en ces temps de révolution où l'autorité a disparu, de pareils sentiments peuvent avoir pour effet la mort sans phrase du suspect, le soir, au coin d'une ruelle.

Bref, malgré ses protestations, malgré les plaidoiries, le jury estima que notre client était coupable et le tribunal le condamna à mort. Il reçut le coup avec l'impassibilité apparente des Asiatiques et fut reconduit dans sa prison pour y attendre que le chef de l'État statuât sur son sort, en vertu du droit de grâce que venait de lui reconnaître la nouvelle Constitution.

J'appris plus tard, au cours de mon voyage, que le condamné avait, en effet, été l'objet d'une mesure de clémence.

Depuis le jour où siégea cette première cour d'assises qui, en pleine période révolutionnaire, rendit la justice selon les formes tutélaires jugées indispensables chez les

peuples civilisés, une législation pénale et une procédure ont été édictées pour consacrer les principes d'abord appliqués à Changhaï.

On les a violés, sous l'empire des passions, des ambitions, des cupidités : c'est là le sort des meilleures lois. N'importe ! la volonté des Chinois de réformer la façon de rendre la justice est d'une importance capitale.

Quand la notion du droit se transforme, toute la société évolue avec elle.

C'est ce que je pensais, lorsque à côté de cet homme dont la tête était en jeu, au milieu de cette foule dont les regards mauvais et les murmures faisaient intérieurement trembler l'accusé, j'éprouvais les palpitantes émotions de ces audiences désormais historiques.

CHAPITRE VI

LES ÉTRANGERS A CHANGHAÏ

Les concessions étrangères. — L'esprit religieux. — La vie chinoise chez les Européens. — Les pompiers de Changhaï et les milices. — Jésuites et révolutionnaires. — Zikawei et son Université. — Les orphelinats. — L'Observatoire et les typhons. — Université chinoise. — Préjugés de race et préjugés politiques. — La Révolution française enseignée par les Chinois. — L'arbre de la liberté.

Un des graves problèmes de l'avenir est la situation des Européens installés à Changhaï. Les étrangers, en Chine, forment, dans les grands ports ouverts de ce pays, de petites républiques autonomes avec leurs gouvernements, leurs lois, leur force publique. A Canton, Tientsin, Hankéou, et dans les autres cités du même genre, tôt ou tard la question se posera de savoir ce que deviendront les droits à l'indépendance de ces corps étrangers que la société politique chinoise cherchera instinctivement et naturellement à éliminer. Déjà a été soulevée la question délicate des droits d'extra-territorialité, grosse de conflits.

Mais aujourd'hui nous n'en sommes pas encore à débattre ce grave problème, nous sommes dans la révolution; les Européens se préoccupent, avant tout, de leur sécurité.

Chacune des deux cités européennes, la française et l'internationale, installées sur le sol chinois en vertu de traités imposés à la faiblesse de la précédente dynastie, possède tous les organismes essentiels des villes européennes. Des

tramways électriques circulent dans leurs rues, les lignes s'allongent dans les faubourgs et la banlieue.

Les édifices révèlent par leur style la nationalité des habitants. Les banques, les cercles allemands se distinguent par leur monumentale lourdeur, les maisons des Anglais et des Américains par leur caractère pratique qui ne sacrifie guère à l'esthétique.

La concession française s'étend tout en longueur depuis la rivière et à côté de la ville chinoise; elle est très importante, en surface, et surtout habitée par de nombreux Chinois, les Français n'étant guère que trois cents à Changhaï. Les rues principales sont larges et propres, avec des trottoirs; la police y est bien faite, par quarante agents français et soixante-dix annamites, fiers de leur supériorité française.

Les maisons chinoises ont, en général, un étage sur boutique, et, le soir, tout cela s'éclaire à la lumière électrique. Dans la banlieue se trouvent, entourées de jardins, des villas européennes, où l'on vient se reposer des soucis et de la fatigue des affaires.

Quant à la concession internationale, plus vaste, elle contient environ 13 000 étrangers, dont 4 500 Anglais, 3 400 Japonais, 1 500 Portugais, 1000 Américains, 800 Allemands, 300 Russes, le reste comprenant des citoyens de toutes les nations, dont environ 70 Suisses et 30 Belges. Les deux peuples suisse et belge, si petits par le nombre en Europe, tiennent une place en Chine non proportionnée à leur quantité, et on les trouve dans la plupart des affaires, justement parce que les Chinois ne redoutent pas leur puissance militaire.

Tout ce monde cosmopolite possède sa municipalité, qui administre fort bien son territoire. Sur celui-ci on peut admirer de grands et beaux magasins, dont certains rivalisent avec ceux de Paris, de Londres ou de Berlin pour la disposition bien entendue des étalages. Certains bijoutiers

font penser à la rue de la Paix, et l'on peut, pour se distraire et s'instruire, entrer librement dans les grands magasins de confection, réductions du Louvre ou du Bon Marché. Là, les commis sont généralement anglais et les demoiselles de magasin portugaises.

On trouve aussi sur la concession internationale des hôtels fastueux comme il en faut aux Américains et les diverses Églises ont leurs temples qui dressent vers le ciel les flèches ou les tours de leur clocher.

Le Bund est une promenade très fréquentée; c'est le quai qui borde la rivière devant les deux concessions, et sur lequel s'élève, dans la concession française, la tour des signaux qui donne aux navires l'heure et les indications météréologiques utiles.

Tout ceci donnerait une impression d'Europe, si, le long de ce quai et dans ces rues, dans ces tramways, dans ces magasins, on n'apercevait toujours les faces jaunes, aux yeux noirs bridés, et les longues robes bleu ciel.

C'est surtout le soir que, dans certaines rues, l'animation est extraordinaire; dans les maisons de thé qui tiennent lieu de nos cafés pour les indigènes, la foule est très grande.

A toutes les tables, les hommes et les femmes se pressent pour boire du thé et manger des gâteaux. Des jeunes filles et des jeunes femmes, accompagnées de matrones, y attendent aventure. Leurs visages fardés, leurs cheveux lissés, pommadés, dans lesquels sont piqués de faux diamants ou des fleurs, ressemblent à ceux de grosses poupées fraîchement peintes; leurs pantalons roses laissent voir les souliers si curieux, de dix centimètres de long, dans lesquels elles marchent péniblement sur les doigts recroquevillés par la compression des bandelettes.

Dans les rues et les ruelles, dès que les lumières s'allument, elles se tiennent en groupe près des portes ou sur le seuil des boutiques voisines.

Quelle foule grouillante dans ces rues! Seule, l'animation de nos faubourgs, un jour de 14 Juillet, peut en donner une idée.

Sur la concession internationale, l'ordre est assuré, dans les voies publiques, par les Hindous géants. Ils se tiennent aux carrefours, font ranger les véhicules avec soin. Comme nous sommes en révolution, le soir, ils portent leur carabine en bandoulière, et vont deux par deux, conservant le contact continuel, de groupe en groupe, avec les postes centraux; là veillent les chefs, près de leurs téléphones, où ils reçoivent les informations de leurs guetteurs, placés sur les confins de la ville, et de leurs espions, à l'intérieur.

Les soldats révolutionnaires des camps donnent toujours beaucoup d'inquiétude et il faut être prêt à toute éventualité...

Les intérêts des Européens, à Changhaï, sont considérables : banques, sociétés commerciales et maritimes importantes, avec leurs vastes docks et leurs magasins représentent un énorme capital, qu'une révolte triomphante des soldats, animés au pillage, pourrait faire disparaître en grande partie par des incendies. En prévision d'une telle éventualité, les pompiers s'exercent.

Le corps des pompiers de Changhaï compte tous les jeunes hommes de la meilleure société. De temps en temps, une maison chinoise brûle; aussitôt, le téléphone et le télé graphe en répandent la nouvelle, on voit accourir de tous côtés ces sauveteurs volontaires sur le lieu du sinistre, tandis que leur domestique apporte leur casque et leur vêtement d'incendie. Quelquefois, arrachés à une soirée ou à un dîner, ils viennent en habit ou en smoking, une fleur à la boutonnière, et s'en retournent ensuite, noircis par le feu et la fumée, mouillés par l'eau des pompes, quand ils ont enfin vaincu le fléau.

Les 13 000 Européens de Changhaï se sont formés en milices; ils font l'exercice, car on doit se tenir prêts à se

défendre soi-même, le cas échéant, et à empêcher l'anarchie d'envahir la cité.

La concession française a aussi ses miliciens ; ceux-ci, vêtus d'un vilain costume noir et d'un béret, sont une centaine. Ils ne participent pas, et pour cause, aux exercices des miliciens de la concession internationale. D'ailleurs, on ne leur a pas encore distribué leurs armes ; nous sommes en avril, et la révolution a commencé en octobre, et à Changhaï en novembre.

La concession est gardée surtout par les cent hommes de la police et par un corps de débarquement de marins français, qui sont cent vingt-cinq.

Ceux-ci, sous la conduite de leurs officiers, circulent quelquefois en ville ; ils passent sous nos fenêtres de l'hôtel des Colonies, l'hôtel français tenu par un Grec ; on entend la sonnerie bien connue de nos clairons et l'on accourt pour voir nos matelots en tenue de campagne, traînant un canon, se diriger vers les confins de la ville pour inspirer aux indigènes le respect de notre force.

D'autres fois, nous entendons des airs qui ne nous sont point familiers ; ce sont les marins du vaisseau autrichien, en grande tenue et sans armes, que l'on conduit à la messe de l'église catholique, l'église Saint-Joseph, notre voisine. Ils y viennent ainsi tous les dimanches, en service commandé ; les marins allemands de leur côté se rendent, de leur pas raide, au temple protestant de leur nation, qui se trouve au bout de la concession internationale, pour y chanter des psaumes et entendre le sermon d'un pasteur à la voix monotone.

*
* *

A Changhaï, la religion, du moins dans ce qu'elle a d'extérieur et de symbolique, affirme son existence ; chacun a son église et j'ai rarement entendu de chants aussi

harmonieux qu'à la cathédrale anglicane, une grande église en briques rouges, dont les flèches se voient de loin. Ces psaumes en anglais donnent l'illusion du plain-chant grégorien; tous les assistants tiennent leur partie et parfois se mettent à genoux et joignent les mains, comme le font les catholiques.

Par exemple, il n'y a guère de musique aussi peu religieuse que celle de l'église Saint-Joseph. On accompagne les offices sur des airs d'opéra et de danse.

Mais on voit là un spectacle qu'on ne trouve pas dans les autres temples. On a ici la sensation que le catholicisme, comme son nom l'indique, est universel. Quelle foule curieuse et bigarrée assiste à l'office pontifical, le jour de Pâques!

Les autorités françaises sont au premier rang, naturellement. Les Chinois se tiennent au milieu, et l'on aperçoit des gens de toute nation, marins irlandais, bavarois, saxons, italiens, qui se mêlent avec les Français et voisinent avec un Annamite aux cheveux relevés en chignon. Chinoises aux petits pieds, avec leurs enfants, coudoient les Françaises aux grands chapeaux à la mode, ainsi que les élégants, employés de commerce et de banque. Tout le monde à peu près va à la messe. La foi n'y est pas plus profonde qu'en France, mais le culte catholique fait ici, en quelque sorte, partie de la nationalité française, et on aime à affirmer celle-ci le dimanche, jour où l'on arbore son drapeau sur sa maison.

Les enfants de chœur sont coiffés de l'antique tiare chinoise, et portent la natte; ces jeunes gens, ou enfants, ont une attitude pleine de dignité. Le Chinois est fait, par son atavisme rituel, pour les cérémonies; visiblement, la pompe du culte catholique, les draperies rouges à crépines d'or qui pendent des voûtes, la fumée de l'encens, la lumière des cierges, tout cela est mieux fait pour lui plaire que la froideur sévère du culte protestant.

Le culte des saints, des anges, de la Vierge mère ne lui demande qu'un petit effort de transposition pour remplacer dans son esprit les divers génies auxquels il adressait ses prières et faisait brûler le papier-monnaie.

*
* *

Les missionnaires français tiennent une grande place en Chine, particulièrement à Changhaï et dans la province. L'établissement des jésuites de Zikawei est renommé.

Il est particulièrement intéressant de l'examiner avec quelque détail en ces heures de révolution. Nous lui ferons donc plusieurs visites à cause de son importance. On y va en tramway électrique. Après avoir traversé les faubourgs, la voie s'allonge sur plusieurs kilomètres, en pleine campagne, et enfin on aperçoit les deux flèches d'un double clocher gothique. Nous sommes arrivés à Zikawei.

Des soldats chinois font là des patrouilles. Qui les commande? Sous quelle autorité sont-ils?

Ils sont tout simplement sous l'autorité des jésuites devenus les administrateurs du pays. Les révolutionnaires leur ont donné ces soldats pour les garder et pour maintenir l'ordre. Les fils d'Ignace de Loyola, ces hommes de tradition, devenus les collaborateurs des Chinois nouveau jeu! Une révolution chinoise seule pouvait réserver de ces surprises.

Après avoir parlementé avec un portier chinois, celui-ci va chercher un missionnaire pour nous recevoir et nous faire parcourir ce que nous pourrons voir, en une seule visite, de ces nombreux bâtiments, qui forment une petite ville.

C'est le Père Fournier qui nous reçoit et nous conduit. Il était autrefois officier de marine et combattit lors de l'expédition des Boxeurs; peu de temps après, il quittait l'armée et commençait son noviciat, puis poursuivit les

études théologiques nécessaires pour la prêtrise. Sa vocation, nous dit-il, l'attirait vers la Chine, et il voulait se consacrer au salut des âmes de ces hommes qu'il avait combattus.

Actuellement, il travaille avec énergie l'étude du chinois, il apprend la langue, les caractères d'écriture, car tout missionnaire doit les connaître afin d'être en état de remplir comme il faut ses fonctions.

Sous sa direction, nous traversons des cloîtres et des parloirs, nous visitons la bibliothèque, riche de trente mille volumes. Toute une série de précieuses gravures raconte l'histoire de la mission depuis sa fondation par un docteur chinois que Mathieu Ricci, le premier jésuite qui pénétra à Pékin, avait converti dans cette ville à la fin du seizième siècle.

Ces bâtiments où nous circulons ont donc une longue histoire. Avec les logements des missionnaires, ils abritent un collège, des orphelinats de garçons et de filles, et toute une cité de Chinois chrétiens groupés autour de la cathédrale.

L'action de la mission s'étend sur deux provinces, le Kiangsou où nous sommes, et le Ngan Hoei, où se trouvent dispersés des jésuites européens et indigènes.

A Zikawei, ils administrent le pays, font les travaux d'édilité, d'adduction d'eaux, construisent les routes. Sur leur territoire le peuple ne paie pas d'impôts, mais on ne sait combien durera cette situation qui remonte à l'ancien régime, ni jusques à quand les soldats que nous apercevons seront sous leurs ordres.

Le collège contient 160 élèves chrétiens et 70 confucianistes qui ont des dortoirs séparés. On y dispense l'enseignement secondaire chinois, les langues latine, anglaise et française.

Malheureusement, 30 élèves seulement consentent à étudier le français; notre langue, disent-ils, ne leur est guère

utile, ils préfèrent l'anglais, plus répandu. Tous les élèves sont internes, et la moitié des chrétiens ne paient pas de pension.

L'orphelinat des garçons, dirigé par des frères coadjuteurs, c'est-à-dire des jésuites qui ne sont pas prêtres, comporte des ateliers où l'on travaille le bois, où l'on fabrique des statues religieuses ; des dessinateurs y reproduisent, avec une fidélité d'imitation hélas trop réelle, les horribles chromolithographies du quartier Saint-Sulpice.

L'orphelinat des petites filles est tenu par 45 sœurs françaises sous la haute direction des jésuites. Elles portent un costume noir et sont qualifiées : sœurs auxiliatrices des âmes du Purgatoire. Depuis 1857, elles sont là, élevant 300 enfants que nous voyons dans la cour et les nurseries. Ces gamines ont été apportées ou achetées pour une dizaine de sous dans les temps difficiles. Une sœur nous dit qu'une Chinoise, chrétienne zélée, en a, à elle seule, apporté plus de mille qu'elle obtenait de ses voisins, mais elle nous fait aussi observer que l'abandon de leurs enfants par les pauvres diminue avec la révolution et l'évolution des mœurs.

L'école comprend 200 externes et 300 internes dont, nous dit la sœur, 98 païennes. A noter que ces dernières ne se convertissent presque jamais à la religion catholique. Ces jeunes filles, en général de bonne famille, ne croient d'ailleurs plus guère à leur religion propre.

L'Université l'Aurore se trouve à mi-chemin de Changhaï et de Zikawei; elle est sous la direction du Père de Lapparent, le cousin du savant géologue du même nom et membre de l'Institut, homme affable, à la longue barbe blonde qui descend sur sa robe chinoise.

On enseigne là le droit, la philosophie, les mathématiques, les sciences physiques et naturelles, les mathématiques et la physique supérieures, l'architecture, la construction des machines Un docteur en médecine y fait un cours qui est l'embryon d'une faculté.

Tous les élèves, au nombre de 160, sont Chinois. L'enseignement se donne en langue chinoise et en français. Mais, là comme ailleurs, la langue anglaise est préférée comme langue étrangère. Quelques élèves seulement étudient le français littéraire.

Il n'y a, en Chine, rien de pareil à cette Université, car où trouverait-on des professeurs, dont quelques-uns sont de première valeur, et qui consentiraient à enseigner sans appointements, dans cette difficile langue que si peu d'Européens comprennent et parlent?

Les frais d'une Université de ce genre seraient trop considérables pour des laïques, qui devraient demander à leur gouvernement des sommes très importantes pour instruire des étrangers.

Il n'y a guère qu'une puissante congrégation qui soit capable de soutenir une œuvre semblable.

Celle-ci sert en cela, ici, l'influence de notre pays. Presque tous les Français que j'ai rencontrés, quelles que fussent leurs opinions ou leurs croyances, m'ont tenu à cet égard le même langage sur les missionnaires français de Zikawei.

Mais il est un homme qui l'emporte sur tous nos compatriotes par la sympathie qu'il rencontre dans l'Extrême-Orient tout entier. C'est le célèbre P. Froc, le directeur de l'Observatoire.

*
* *

Déjà, en Indochine, M. Le Cadet, le distingué directeur du service météréologique et astronomique, m'avait dit : « — Quand vous serez à Changhaï, ne manquez pas d'aller voir le P. Froc. Il vous expliquera son organisation pour la prévision des typhons. »

Par un temps superbe, sous un ciel bleu clair et lumineux, nous nous rendons à l'Observatoire; le savant jésuite, au front élevé et méditatif, à la barbe grise, nous reçoit

avec l'aisance de l'homme du monde. Son doigt courant sur les cartes, il veut bien expliquer à notre ignorance la formation et la marche de ces terribles tourbillons qui, naissant généralement près des Philippines, se dirigent vers le continent et détruisent sur leur passage tous les navires qu'ils rencontrent. Que de naufrages ils ont causés dans le passé le long des côtes du Japon, de Chine et d'Indochine! Les navires du plus fort tonnage sont, devant les typhons, comme des coquilles de noix, emportés par un vent de tempête, et c'est pour cela qu'à Hongkong, où ils ont causé tant de désastres, quand l'un de ceux-ci est annoncé, on hisse, lugubre signal, une croix noire.

Or, grâce à l'organisation de l'Observatoire central d'Extrême-Orient de Zikawei, ce génie malfaisant qui a englouti dans les abîmes tant de milliers de jonques avec leur famille de mariniers, tant de navires avec leurs équipages, est désormais vaincu dans la mesure où l'intelligence humaine a pu le faire, et quand, sous le ciel assombri par les nuées noires, il parcourt en mugissant la surface des flots soulevés, il ne trouve presque plus de victimes.

L'Observatoire de Zikawei est relié, en effet, par la télégraphie, avec les postes d'avertissement de Manille et des îles et avec tous les grands ports du Japon et de la Chine.

Chaque jour les variations de l'atmosphère des régions dangereuses sont relevées, envoyées à l'observatoire central; là, elles sont notées avec soin sur les cartes. Dès que la naissance d'un typhon est annoncée, on sait, par des calculs certains, la course qu'il va suivre sur les mers; on le voit s'avancer, se développant, s'enflant, puis venant frapper et mourir à tel point du continent.

Aussitôt le télégraphe de Zikawei fonctionne dans toutes les directions, et de l'Indochine au Japon, les navires sont avertis, par des signaux que leur répercutent les ports, de la marche du monstre.

Ceci se fait d'une façon si scientifique et si sûre que,

maintenant, lorsqu'un typhon apparaît, les navires ne craignent plus de continuer leur voyage. Ils connaissent avec précision l'itinéraire du typhon, le moment de son passage, et peuvent ainsi l'éviter.

En écoutant les explications du savant, je supputais le nombre de vies humaines sauvées par ses travaux, et je comprenais mieux les sentiments que tant d'étrangers m'avaient manifestés pour son œuvre et pour lui-même.

C'est à des hommes de ce genre que la France, qui compte en somme si peu de ses enfants en Chine, doit le prestige moral dont elle jouit, tant il est vrai que la sympathie des gens de toute nation ne va en réalité ni à la richesse qu'on envie, ni à la force qu'on redoute, mais se laisse invinciblement attirer par le rayonnement de l'esprit mis au service du bien.

*
* *

Dans la même région que l'Observatoire, se trouve l'Université chinoise de Nanyang, si tant est que cette école mérite le nom d'Université que lui donnent les Européens et qui peut induire des Français en erreur ; Nanyang est une école supérieure.

A l'entrée, deux soldats, en uniforme chocolat, portent écrits sur leur poitrine des caractères cousus disant qu'ils sont les gardiens du lieu ; à la main ils tiennent un fusil. Ils nous laissent pénétrer sans peine.

Dans un vaste pré gazonné, des élèves, de grands jeunes gens nu-tête et en robe, jouent au football.

Le directeur n'est point là, mais le secrétaire de l'établissement, M. Siu, veut bien, sur la présentation de nos cartes, nous faire visiter le collège, les classes, les ateliers de travaux manuels, les machines, car cette école forme les jeunes gens pour les chemins de fer et la marine.

Il y a 600 élèves qui paient 4 dollars (soit 10 francs) par

mois ; l'Etat chinois donne ce qu'il faut pour boucler le budget.

On étudie là les mathématiques, la physique, la chimie, l'électricité, la mécanique, l'histoire de la Chine, celle de l'Angleterre, celle de l'Amérique, et les études y durent sept ans.

Tous les élèves, sauf trois Mongols, sont Chinois ; pas un n'apprend le français.

On leur enseigne, comme religion, le confucianisme, qui se dégage de plus en plus de sa gangue animiste pour devenir une simple morale.

En dehors des professeurs chinois, il y a six étrangers : trois Américains et trois Anglais, qui enseignent dans leur langue.

On nous fait visiter une petite école annexe, où l'on étudie la musique et la gymnastique, ainsi que des laboratoires.

L'Université est bien tenue ; c'est une vaste construction en briques, surmontée d'une tour carrée à horloge. Dans les jardins, de jolies fleurs qui embaument ; quel contraste avec le chemin que nous prendrons tout à l'heure pour aller au tramway, en traversant le village voisin dont les habitants versent délibérément leurs ordures dans les fossés, sans souci de l'hygiène ! Bien vite, gagnons la tête de ligne du tram et rentrons à Changhaï.

Là, nous irons faire nos emplettes à la Librairie commerciale chinoise installée sur la concession internationale ; cette librairie est très achalandée. C'est là qu'on trouve les nouveaux livres d'enseignement pour la jeunesse, inspirés par la pédagogie européenne. Un jeune commis à lunettes d'or, fort aimable, nous donne toutes les explications voulues sur les livres nouveaux, annoncés par des affiches spéciales. Nous achetons les nouveaux règlements de l'armée, qui se vendent librement, des livres d'histoire, des atlas parfaitement faits. Les Chinois qui les ont composés ont pris naturellement, comme modèles, ce qu'il y avait de

meilleur en France et en Allemagne : cartes célestes, cartes terrestres sont très bien dessinées et fort exactes.

J'achète aussi une curieuse histoire illustrée de la Révolution française, vendue bon marché, pour la propagande. Le château de Versailles, le serment du jeu de Paume, Louis XVI sur la guillotine, Robespierre, Marat, Napoléon, Mme Roland en constituent les principales illustrations. On n'a pas oublié non plus le portrait de Jean-Jacques Rousseau, dont le chef est coiffé d'un bonnet de fourrure.

En feuilletant ces pages, si loin de la France, au milieu de cette foule chinoise qui emplit le magasin, je me rends mieux compte du caractère universel de nos idées.

Pour faire entrer les conceptions politiques nouvelles dans l'esprit du peuple, on vend également, dans cette maison moderniste, de nouveaux jeux de cartes. Chacune de celles-ci se réfère au régime constitutionnel et parlementaire, et les enfants et les adultes pourront, en jouant, se familiariser avec les diverses assemblées nationale, régionales et leur fonctionnement, dont les noms et les fonctions des présidents, des secrétaires et des membres, brièvement expliqués, passeront sous leurs yeux.

En Europe, où l'on s'en tient encore au jeu de l'Oie renouvelé des Grecs, aux figures des personnages oubliés de Pallas, de Lancelot et de Lahire, on n'a encore rien fait de semblable.

Ces constatations intéressantes de faits, qui passent d'ordinaire inaperçus des étrangers, nous en disent plus long, sur les sentiments qui animent les Chinois d'aujourd'hui, que les meilleurs récits des voyageurs ou des plus vieux résidents.

*
* *

L'état d'esprit de ceux-ci est d'ailleurs des plus curieux et doit être signalé.

Rien ne fut plus intéressant pour moi, au cours de mon long voyage en Extrême-Orient, que d'observer les Européens, et particulièrement les Français transplantés dans un monde si différent du leur, de saisir la façon dont se forment chez eux les jugements ; et je découvris là le secret de l'ignorance presque complète où l'on se trouve en Europe sur des peuples au milieu desquels vivent tant d'Européens.

Dès mon arrivée en Chine, je constatai un curieux phénomène : les blancs, au milieu des jaunes, étaient fort mal renseignés sur les événements présents, ne connaissaient guère le passé et auguraient de l'avenir de la façon la plus fantaisiste.

Le Chinois et l'étranger qui se coudoient dans les rues et se rencontrent en maintes circonstances de la vie sociale sont séparés moralement par un abîme. Un nombre infime d'Européens comprennent suffisamment la langue du pays pour s'entretenir vaille que vaille avec les indigènes.

Je n'ose croire ce que me disent les résidents français à cet égard, et qui prétendent que, sur les treize mille étrangers, on n'en trouverait peut-être pas dix qui puissent parler suffisamment le chinois ; quant à lire cette écriture difficile, aux milliers de caractères idéographiques, j'aurais peur de n'être pas cru, si je disais le nombre plus faible encore qui m'a été indiqué.

Il va de soi que les Japonais ainsi que les missionnaires catholiques et protestants, les religieux qui tiennent les diverses écoles chinoises, tels que les frères maristes, sont exceptés.

Cette impossibilité, de communiquer par la parole, par l'écriture et la lecture avec les indigènes, ne permet pas aux Européens d'être renseignés sur la pensée de ceux-là : tout le mouvement intellectuel leur échappe. Ils ne peuvent comprendre les changements politiques que lorsque leurs

Page 105.

LA PLANTATION DE L'ARBRE DE LA LIBERTÉ

manifestations matérielles apparaissent au dehors, dans la rue.

D'autre part, les préjugés contribuent beaucoup à fausser les jugements.

Dans tout l'Extrême-Orient, les hommes de race blanche sont convaincus qu'ils possèdent une supériorité de nature sur les indigènes, parce qu'ils les voient obligés de s'incliner devant la force, devant les soldats et les canons.

La théorie du sang bleu, différent de celui du peuple, qui coulait dans les veines des nobles de notre ancien régime, est admise ici à peu près unanimement, et ma plume se refuse à transcrire les appréciations peu flatteuses, et quelquefois cruelles pour les Chinois et les Annamites, que j'ai maintes fois entendues de la bouche de gens de toutes conditions.

Rarissimes sont ceux, car il y en a tout de même quelques-uns, qui croient que les inégalités de puissance sont le fait de causes accidentelles historiques, et que cette situation peut changer.

Ce dédain pour l'intelligence, les capacités, la moralité de l'homme de la race jaune s'étend au métis. Il faut entendre de quel ton on vous dit en parlant d'un demi-sang : « — C'est un half cast! » Encore que ce préjugé ne soit pas tout à fait aussi fort en Chine qu'il l'est aux États-Unis à l'égard des nègres et des mulâtres, il est très puissant, et les indigènes annamites ou chinois le sentent parfaitement. Leur amour-propre de civilisés s'en offense et un mur de froideur ou d'hostilité se dresse entre eux et les étrangers méprisants, qui n'ont ainsi aucun moyen de les pénétrer ni de les comprendre.

Aussi, de tous côtés, rit-on de l'outrecuidance des Chinois d'oser vouloir instaurer la liberté politique dans leur pays. Ces hommes inférieurs ne sont pas faits pour cela ; ils ne pourront évidemment que plonger la Chine dans l'anarchie dont les Européens et les Américains seront obligés de la tirer.

Quand la question se pose de savoir si la République que l'on voit déjà poindre pourra s'établir et durer, nul ne veut admettre que la solution doive se chercher en se servant des règles ordinaires du bon sens et du raisonnement applicables à tous les faits historiques dans le reste du monde.

Quand j'émettais quelques objections aux affirmations tranchantes sur l'impossibilité pour la Chine d'établir un régime républicain viable, on me disait toujours : « — Mais il s'agit de Chinois, ce n'est pas la même chose ». Nous apprîmes même qu'un publiciste français qui était passé, défendait qu'on comparât devant lui la révolution chinoise à la révolution française, parce qu'il trouvait cette sotte comparaison injurieuse pour nous.

Aussi, on comprendra sans peine que, lorsqu'en avril 1912, me basant sur les règles élémentaires de l'analogie pour porter un jugement sur les événements, je publiai, dans l'*Écho de Chine,* journal de Changhaï, un article des plus modérés et des plus prudents, pour dire que la République chinoise serait non seulement viable, mais qu'elle demeurerait le régime définitif du pays, je parus singulier et fus rangé parmi ces quelques originaux qui croient dans leur naïveté que les Chinois sont des hommes comme les autres.

En ce qui concerne particulièrement les Français, ce qui m'a paru vicier le plus leur jugement, c'est le préjugé politique.

République, Démocratie sont des mots qui sonnent mal aux oreilles de beaucoup de nos compatriotes. Ce régime qui, à les en croire, doit nécessairement appeler des politiciens d'aventure à commander aux gens comme il faut, et qui favorise les gens d'en bas, ne saurait convenir à aucun pays.

Toute république nouvelle ne peut que leur déplaire, comme une vivante contradiction avec leurs propres idées.

De même qu'en France, où tant de gens espèrent encore

un retour d'une monarchie quelconque, qui fera le bonheur de la nation par l'exercice d'un solide pouvoir personnel, en Extrême-Orient, on trouve également et proportionnellement plus encore de personnes qui ne regardent point les événements s'accomplissant devant eux de l'œil froid du sociologue et qui, regrettant le passé, n'admettent pas que l'évolution des sociétés humaines s'accomplisse de plus en plus dans le sens démocratique.

D'autre part, pour la commodité des affaires, il est toujours plus facile de traiter avec des autorités sans contrôle, surtout lorsque celles-ci, vénales et corrompues, sont toujours prêtes à sacrifier les intérêts publics dont elles ont la charge. Maints étrangers tiraient du vieux système de beaux bénéfices.

Pour ces diverses raisons, la République chinoise n'avait pas, comme on dit, une bonne presse chez les Européens, lors de sa naissance, et tout le monde pronostiquait sa mort dès le berceau.

Depuis longtemps, les idées de tous les résidents, à ce sujet, arrivaient en Europe, dans les correspondances et dans les entretiens des voyageurs, lorsque ceux-ci séjournaient en France, ou ailleurs, et voilà pourquoi l'avènement de la République chinoise, que quelques-uns pourtant prévoyaient comme très probable, causa une surprise si grande.

Quelques jours même avant l'abdication impériale, on était avisé en France que la dynastie n'était pas en danger et que ce régime, avec lequel on pouvait si facilement s'entendre, avait encore une longue vie devant lui.

Toutefois, il faut noter une chose curieuse, assez différente de ce qui se passe en France : les étrangers qui faisaient des vœux pour le succès des républicains étaient les missionnaires des diverses confessions. Ce phénomène provenait non seulement de ce que ceux-ci avaient une plus grande connaissance des Chinois que les autres, mais de ce

que l'avènement de la République devait leur donner la liberté religieuse; d'ailleurs, beaucoup de révolutionnaires étaient des chrétiens. Une plus claire vue des hommes et des choses et aussi l'intérêt faisaient donc taire les préjugés personnels.

Le protestantisme, ayant de sa nature une affinité particulière avec les idées démocratiques, ses représentants étaient plus chauds pour le régime qui s'annonçait, mais les missionnaires catholiques eux-mêmes qui, du côté français, sont environ un millier en Chine, prévoyaient pour leur action future trop d'avantages de ce changement pour qu'ils ne le regardassent pas d'un œil sympathique.

Leur espérance n'a pas été trompée.

*
* *

Les missionnaires américains, qui sont très actifs, travaillaient en général au rapprochement politique des Européens et des Chinois. L'un d'entre eux, le docteur Gilbert Reid, a même fondé pour cela une société dénommée « Institut international pour l'union des Chinois et des étrangers ».

Nous entendîmes, dans ses salons, une intéressante conférence en anglais faite par le docteur Elliot, président de l'Université d'Harward, aux États-Unis, et un discours dans la langue du pays, par le docteur Reid. Nombre de Chinois distingués, aux robes de soie, étaient là, coudoyant les dames de la meilleure société changhaïenne.

C'est encore le docteur Reid qui prononça le principal discours, lors de la plantation de l'arbre de la Liberté, dans un jardin, avenue Paul-Brunat. Car là-bas aussi on planta un arbre symbolique, tout comme le firent nos républicains de 1848.

L'idée en était due à un de nos amis français, avocat à Changhaï.

La plantation eut lieu à l'occasion du départ du premier des révolutionnaires, le fameux docteur Sun Yatsen, devenu président de la République et démissionnaire lorsqu'il se rendit à Canton. En raison du caractère politique de la cérémonie, l'assistance était surtout composée de Français et d'Américains ; ceux-ci entouraient un jeune palmier, devant lequel le docteur Sun fit un discours de circonstance, souhaitant de voir cet arbre grandir avec la liberté de son pays.

Comme une cérémonie de ce genre ne va pas sans qu'un photographe soit de la partie, on conserva l'image de cette réunion historique pour les générations futures.

CHAPITRE VII

LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE NATIONALE

A Soutchéou, la Venise chinoise. — Un colonel qui jette des bombes. — Une cité tartare incendiée. — La *Marseillaise* chinoise. — La révolution à Nankin. — Les femmes soldats. — L'Assemblée nationale. — Le premier président de la République.

La Venise chinoise, Soutchéou, la ville des canaux, est située non loin de Changhaï. Elle aussi, comme toutes les préfectures de la province, est passée sans difficulté sous le gouvernement des révolutionnaires, devenus les républicains.

C'est par une pluie diluvienne que nous allons prendre le train qui nous y conduira, en compagnie de quelques Français, avec l'espoir que le beau temps finira par venir. Il vaut mieux être en groupe pour s'aventurer dans cette cité, où l'on est loin de la protection de nos consuls et de nos soldats.

La foule grouillante encombre les quais et les wagons. Le Chinois aime les déplacements et, sur toutes les lignes, il y a un incroyable trafic de voyageurs. Il est loin le temps où les paysans faisaient des émeutes pour empêcher la construction des chemins de fer, parce que ceux-ci contrariaient les veines du dragon invisible qui demeure sous le sol!

Dans les compartiments, des familles entières : père, mère, filles, gamins circulent, boivent le thé, fument leur minuscule pipe à tabac, ou la pipe à eau qu'on rallume à chaque bouffée. On mange aussi, car les voyages sont longs.

Des boys circulent dans les wagons et offrent des serviettes

trempées dans l'eau chaude que l'on se passe sur le visage et sur les mains.

En notre qualité d'Européens, nous emmenons notre personnel domestique habitué à nos usages et cela nous donne de la face, comme l'on dit. On peut ainsi, en devisant, déjeuner et dîner des mets de notre cuisine et laisser passer les heures, tandis que le train file sous un ciel bas et pluvieux.

Soutchéou est la vraie cité chinoise, entourée de murs crénelés. Là, point de ces rues bien entretenues, comme à Changhaï ; il faut prendre des chaises à porteurs.

La gare est assez loin de la ville, encore qu'on aperçoive du chemin de fer les créneaux de celle-ci.

Notre petite procession de six ou huit chaises, contenant maîtres et serviteurs, se déroule sous une pluie diluvienne ; enfermés dans ces boîtes incommodes, nous avons devant les yeux le dos ruisselant de nos porteurs, vêtus d'un manteau de paille qui leur sert de caoutchouc.

Que de détours il faut faire pour éviter les flaques qui, ici, sont de véritables fondrières ! Quels chemins serpentent autour des murs branlants ! Quelle boue gluante ! Nos hommes font des prodiges pour gagner la porte de la ville.

Heureusement, le temps s'éclaircit et nous pouvons descendre, car nous voici arrivés devant le palais où siégeait le conseil provincial. Une garde de soldats en défend l'entrée. Ce yamenn, qui abritait les délibérations de l'ancienne Assemblée, est devenu la résidence d'un général de la révolution. C'est dimanche, la maison est vide.

Les révolutionnaires, en effet, qui tiennent à tout changer, ont adopté la semaine comme les Européens ; autrefois, celle-ci était inconnue en Chine. On travaillait sans arrêt durant toute l'année, mais avec la sage lenteur et l'absence d'excès qui caractérisent le Chinois à la besogne. On se reposait seulement pendant les vacances du premier mois. A cette époque, toute la nation suspendait la vie commer-

ciale et administrative et se livrait à des réjouissances.

Le calendrier européen vient d'être transposé en chinois; on ne compte plus les années d'après le règne de l'empereur; nous sommes maintenant dans la première année de la République chinoise, année qui commence le 1er janvier 1912.

Le général dont il s'agit observe donc le jour du Seigneur, loin peut-être de sa résidence. Pour deux dollars, un sous-officier souriant nous la fera visiter. Cette maison se trouve hors les murs de la ville et elle est composée de la multiple succession de bâtiments sans étages, aux toits relevés aux coins, aux vitres de papier posées sur un treillage de bois.

Des arbres verts, des saules que dorent maintenant quelques rayons de soleil à travers la nue, un bassin aux eaux dormantes, un labyrinthe de rocaille, une biche dans sa cage qui nous regarde de ses yeux doux étonnés. Nous sommes dans un séjour de paix, bien fait pour les lettrés composant dans le silence leurs poésies mièvres et décadentes. Dans une grande salle ouverte sur un bassin, de nombreuses chaises; c'est là que se tenait l'ancien conseil provincial.

En somme, maison d'intérêt médiocre; c'est l'habitation des gens riches dans toute la Chine.

Les rues de Soutchéou, où nous pénétrons dans nos chaises, sont infiniment plus intéressantes, avec leurs boutiques nombreuses dans lesquelles nous entrons, çà et là, pour faire des achats; le sol en est dallé de larges pierres. Les rues sont étroites, car il faut, dans la saison d'été, toujours très chaude, avoir de l'ombre pour circuler.

Nous sommes obligés d'aller à pied au milieu de la foule, ce qui n'est point très digne pour des gens de qualité, et les curieux nous entourent, mais aucun mot malsonnant ne frappe nos oreilles.

Nous grimpons des rues en escalier, franchissons des

ponts en dos d'âne, jetés sur les canaux où circulent des barques et dont les bords sont garnis de maisons trempant leur pied dans la vase ou dans l'eau. Il faut beaucoup de bonne volonté pour que ces curieux canaux et ces maisons lépreuses évoquent le souvenir de la ville des lagunes aux palais de marbre rose et aux gondoliers.

Ici la révolution ne paraît pas avoir fait des siennes; on ne voit pas de ruines amoncelées, pas de traces d'incendie, le changement de gouvernement s'est passé en douceur. Le 5 novembre, à 9 heures du matin, le gouvernement a pris les nouveaux sceaux républicains, et toutes les troupes, moins un camp de vieux soldats, se sont déclarées pour le nouveau régime. La population était acquise d'avance. Les commerçants dans leurs boutiques regardent ces étrangers d'un œil placide; les gens vont et viennent sans excepter hélas! l'inévitable coolie loqueteux, portant, pendus aux bouts d'un bâton posé sur son épaule, les deux baquets dont s'échappe l'odeur bien connue et nauséabonde. On s'écarte pour laisser passer cet excédent de la ville qui s'en va féconder la campagne, en prenant garde de n'être pas éclaboussé, dans cette rue si étroite, par le liquide jaunâtre. Pourquoi aussi des mandarins comme nous veulent-ils aller à pied, ainsi que des gens du commun!

La pluie recommence et nous voilà rentrés et accroupis dans nos boîtes, maintenant, devant nous, la petite planchette qui doit nous empêcher de choir, en cas de glissade, sur le dos du premier porteur de chaise. Celui-ci pousse son cri guttural pour faire écarter les badauds, dont aucun n'est vêtu du costume européen, et nous regagnons la gare en repassant dans les fondrières où nos hommes enfoncent dans la boue jusqu'aux jarrets. Nul n'a jamais entretenu ces chemins défoncés. Les générations des passants, hommes et bêtes, les ont creusés toujours davantage; en temps de pluie ils se transforment en canaux de boue.

Toute la Chine est ainsi, du sud au nord, et l'on ne sau-

rait y trouver de routes. Nous avons là un témoignage manifeste de l'absence de véritable administration dans ce pays. Les Mandchoux, qui avaient la responsabilité de cette situation, ne sont plus là. Les hommes nouveaux ont devant eux une tâche immense, car ils veulent remédier à cette incroyable incurie. Nous allons les voir maintenant à l'œuvre.

*
* *

C'est à Nankin que l'élite du parti républicain s'est réunie après ses victoires ; c'est là qu'elle a constitué une Assemblée nationale, nommé un président de République, c'est dans cette ville que vient de se décider le sort et l'avenir de la Chine.

On peut aller à Nankin soit par bateau, en remontant le Fleuve Bleu, soit par chemin de fer. Il y a une ligne, en effet, construite par les Anglais. Nous prendrons cette voie, qui est plus rapide.

De Changhaï à Nankin, la campagne est plate, bien cultivée ; on aperçoit des rizières avec des buffles noirs qui y pataugent comme dans les deltas d'Indo-Chine.

Pour mieux observer la foule curieuse de tous ces Chinois, nous passons en secondes et bien nous en prend.

Nous rencontrons là un jeune colonel des chemins de fer, vêtu d'un bel uniforme neuf. Il nous a entendu parler le français et nous fait comprendre qu'il sait notre langue. Nous lions connaissance. Nous ne pouvions mieux tomber pour faire une intéressante observation. Notre homme est un des révolutionnaires qui, le 15 janvier, ont jeté une bombe sur Yuen Chekai, maintenant président de la République.

L'attentat eut lieu à Pékin, dans une des principales rues. La bombe tua un officier, des soldats, un cheval, des passants, mais Yuen Chekai fut indemne.

Plusieurs des lanceurs de bombes furent arrêtés, emprisonnés et décapités ; notre jeune colonel aurait eu le même sort, s'il n'avait fait partie du cercle « sino-français de Pékin ». Il était alors employé de chemin de fer dans cette ville. Un de nos compatriotes, apprenant l'arrestation de ce Chinois, se rendit à la prison où il était enfermé, attendant sa dernière heure, palabra en français avec les soldats du poste, avec le gardien, tant et si bien que celui-ci, qui ne comprenait rien aux discours de cet étranger, crut, dans le désarroi de cette époque révolutionnaire, qu'il avait qualité pour réclamer le prisonnier. C'est ainsi que notre colonel prit la clé des champs, un beau soir. Le lendemain matin ses complices étaient décapités.

Cette curieuse rencontre nous valut un mot d'introduction pour des officiers révolutionnaires de Nankin.

*
* *

Nankin, en chinois *Nan-King,* capitale du Sud, est une ville immense de 38 kilomètres de tour. De hautes murailles, dessinant le carré parfait et symbolique de la ville chinoise, l'entourent de tous côtés.

Cette ville était autrefois la capitale de la Chine, sous les premiers empereurs de la dynastie chinoise, les Ming, qui précédèrent celle des Tartares mandchoux. Elle est bâtie à quelque distance du fleuve Bleu, un peu au sud. Dans celui-ci, se trouvent, lors de notre arrivée, des navires de guerre japonais pour protéger éventuellement les quelques étrangers qui résident ici.

Cette ville immense ne contient guère que cinq cent mille habitants, demeurant dans la partie sud ; le reste de la cité, dévasté par les guerres civiles lors de la grande lutte des Taïpings du siècle dernier qui s'étaient retranchés là, est devenu un désert ; les herbes et les arbres ont poussé, et c'est maintenant la campagne dans la ville. On peut même

y chasser en certains endroits. Dans les murs se trouvaient aussi, comme à Pékin, une ville tartare contenant environ 4000 Mandchoux et une cité impériale aux murs rouges.

De la ville tartare il ne reste pas pierre sur pierre. Nous parcourons ces ruines en voiture; de tous côtés ce ne sont que murs croulants et calcinés; tout a été incendié, et incendié avec méthode; nous circulons dans les restes amoncelés de cette ville morte; seuls, deux lions de pierre grimaçants et monumentaux demeurent assis sur leur piédestal comme pour nous indiquer l'emplacement d'un ancien yamenn. C'est tout ce qui reste de l'ancienne cité tartare qui s'élevait là, il y a quelques jours. Les soldats de la révolution s'en emparèrent, ils se tinrent postés autour de la ville en flammes et tirèrent sur tout Tartare qui essayait de sauver quelque paquet de ses hardes. Ceux qui s'enfuyaient les mains vides avaient la vie sauve. Les Chinois estimaient que ces hommes, qui, depuis 1644, ne vivaient que des subsides fournis par l'impôt, ne jouissaient que du bien d'autrui. Ici comme en beaucoup d'autres lieux, ils voulurent que tout fût brûlé, comme pour effacer jusqu'à la trace de la race maudite.

Quelle vision lamentable que ces amas de décombres éclairés par les rayons du couchant, allongeant sur le sol les ombres fantastiques projetées par les pans de murailles écroulées!

Nous circulons tout un jour, traînés par deux haridelles aux harnais en corde, à travers ces ruines, ces champs et dans la ville elle-même.

Dans un champ, des groupes de soldats républicains jouent au football, sous la direction de leurs officiers qui s'efforcent d'occuper leur inactivité actuelle; on craint toujours que ces hommes réunis ne se révoltent et n'attaquent les étrangers. Combien sont-ils dans cette cité, devenue le Versailles chinois, où se tient le congrès? On ne sait au juste, d'aucuns disent qu'il y en a actuellement cent mille;

toujours est-il que nous en rencontrons de nombreuses troupes, des bataillons, des régiments, vêtus d'une vareuse de toile, d'un pantalon attaché aux chevilles et de souliers lâches ou bien guêtrés de jambières. Les uns sont en gris, les autres en kaki. Tous ces hommes avancent en levant la jambe et en posant le pied à plat d'un coup sec quand ils marchent au pas de parade, stimulés par la voix aiguë d'officiers à casquette plate!

Des bataillons passent en chantant, sous la direction de leurs chefs qui courent le long des files. D'où viennent tous ces soldats? Ils ne valent évidemment point ceux de nos armées, formés par une rude discipline, mais ils s'efforcent de ne pas défiler trop mal, et ils chantent la nouvelle *Marseillaise* chinoise, composée à Canton

O Liberté, l'un des plus grands biens du ciel,
Unie à la paix, tu feras sur cette terre
Dix mille merveilles nouvelles.
Grave comme un esprit, grande comme un géant
Qui arrive jusqu'aux nues;
Les nuages pour char, le vent pour coursier,
Viens gouverner la terre.
Par pitié pour le noir enfer de notre esclavage,
Viens nous éclairer d'un rayon de soleil.

Et ces rangées de faces plates et jaunes, aux petits yeux noirs bridés, dont les ancêtres chevauchèrent peut-être à la suite d'Attila les campagnes de l'Europe, continuent de se succéder devant nous, qui sommes arrêtés et descendus de notre voiture pour mieux voir ce curieux spectacle. Leur fusil sur l'épaule, ils vont chantant avec l'ensemble et la justesse que donne l'usage d'une langue où les mots changent de sens suivant le ton sur lequel on les prononce.

Quel tableau suggestif! Tout un monde de pensées se lève en notre esprit, en entendant ces paysans, ces portefaix chinois en uniforme, ces volontaires de la révolution, acclamer le mot magique de « Liberté! »

Les hommes qui, pendant ces vingt dernières années, ont lancé d'abord les forces intellectuelles et morales à l'assaut de la vieille société, savent bien ce qu'ils font en obligeant ces illettrés, ces humbles, à chanter à pleine voix le mot, prestigieux dans son imprécision, qui a sapé et renversé les trônes en Europe.

Les hommes deviennent tous des rois,
Et pourtant n'oublions pas ce que le peuple souffre.
A Pékin il faut courber la tête
Devant le loup notre Empereur!

Ces derniers vers ne sont déjà plus de saison, car la République vient d'être proclamée. Mais qu'importent les paroles des *Marseillaises!* C'est l'âme de ces chants qui compte.

Que d'une voix unanime, tous les hommes virils
Appellent la réforme de l'univers.
Washington! Napoléon! Fils de la Liberté,
Venez vous incarner en nous!

« Hoa cheng toun! Napoloun! » disent ces bouches chinoises réunissant ainsi dans une commune invocation ces deux fils de la civilisation occidentale.

Le républicain pur et désintéressé, le César guerrier et ambitieux sont confondus. Ils n'apparaissent plus à l'imagination des multitudes jaunes que comme les divinités lumineuses et propices de la Liberté, qui appelle à elle les hommes de toute race et de toute nation.

Et voilà que le chant martelé par les soldats nous dit que la révolution à laquelle nous assistons n'est pas un phénomène local et passager, mais une vague du flot démocratique qui monte, brisant tous les obstacles, pour porter en avant un idéal nouveau.

Les voix s'éteignent dans le lointain et nous reprenons notre course à travers la cité dévastée. Nous voici arrivés

devant la porte de l'un de nos compatriotes, l'unique missionnaire français qui se trouve ici : le P. Gain.

La maison est ouverte et nous pénétrons dans un grand bâtiment. Nous sommes dans le lieu où les missionnaires de la province viennent se retremper dans le silence et dans la prière, lors du temps de retraite annuelle imposée à tous les prêtres catholiques.

Le P. Gain est un homme à barbe grise, qui n'a point quitté Nankin depuis le commencement de la révolution; du haut de sa maison, il a assisté aux deux sièges et au bombardement de la ville; il nous donne à ce sujet des explications détaillées sur le plan appendu à la muraille.

« On a tué, nous dit-il, peu de Mandchoux, mais les malheureux sans abri, après l'incendie de leurs demeures, ne savaient où se réfugier; beaucoup de paysans chinois en ont accueilli et abrité; trois cents femmes et enfants ont été logés dans le local vide de la mission et la nouvelle administration révolutionnaire m'a donné trois cents piculs de riz et mille piastres pour nourrir ces malheureux. » D'autres Tartares, les hommes, sont entrés dans l'armée révolutionnaire pour en toucher la solde.

*
* *

C'est à la fin d'octobre que l'agitation a commencé à Nankin, parmi les troupes. Celles-ci, en grande partie gagnées à la révolution, étaient si peu sûres que le vice-roi siégeant en cette ville refusa de mettre dans leurs mains les munitions qu'elles demandaient pour repousser une attaque éventuelle.

L'effervescence grandit dans la population étudiante; aussi un homme d'une grande énergie, type accompli du vieux soldat asiatique, ignorant et cruel, le général Tchanghiun ordonne de détruire les écoles et fait régner la terreur. Quiconque a coupé sa natte est massacré. Cadavres

d'hommes, de femmes et d'enfants jonchent les rues.

C'est la guerre civile. Pour répondre à ces massacres, la société terroriste des « Kanseu », *ceux qui osent mourir*, décide d'envoyer des émissaires pour tuer, s'ils le peuvent, le général, devenu pratiquement le chef de la place.

Le 1er novembre, cinq mille hommes de troupes sur lesquelles les Mandchoux ne peuvent compter, celles qui demandaient des munitions, sont envoyées dans la campagne sous prétexte de manœuvres; elles ont leurs armes, mais point de balles.

Le 8, elles font leur apparition sous les murs de la ville et elles attaquent avec ardeur les troupes impérialistes; mais, sans munitions suffisantes, elles sont défaites et obligées de se retirer. Le général Tchanghiun reste maître de la place avec dix mille hommes.

Malgré ce succès, le vice-roi et le maréchal tartare n'ont point confiance, ils sentent la partie perdue pour la dynastie. La région où ils se trouvent, en effet, a été de tous temps celle où les ennemis des Mandchoux ont été le plus déterminés et tout le peuple déteste leur domination. Ils parlent de faire adhésion au parti révolulionnaire, d'accepter le nouveau régime qu'il veut imposer. Mais le vieux soldat tartare qu'est le général Tchang ne veut rien entendre, et il menace de mort quiconque manifestera le désir de céder.

Le 8, au matin, les républicains de la ville arborent l'étendard blanc, symbole de la révolte; ils courent à la prison militaire, délivrent deux mille officiers et soldats que leur attitude suspecte avait fait enfermer. Ils vont aux autres prisons et ouvrent les portes.

Tchang accourt avec ses régiments, disperse et massacre les rebelles.

Mais les troupes passées à la révolution, qui s'étaient retirées hors de la ville et avaient été battues une première fois, ont reçu des munitions que leur ont envoyées des révo-

Page 121.

LE DOCTEUR SUN YATSEN

PREMIER PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

lutionnaires, elles reviennent et assiègent la ville. L'artillerie, postée sur les hauteurs, tire un nombre considérable de coups.

Cette fois-ci, c'est la défaite finale des soutiens de la dynastie. Tchang et ses troupes gagnent la campagne et s'enfuient vers le nord, où ils vivront sur le pays en le rançonnant.

Nankin, la deuxième capitale de la Chine, tombe enfin au pouvoir de la révolution, le 28 novembre.

C'est dans la lutte qui eut lieu sous les murs de Nankin que combattit le bataillon de trois cents amazones, formé pour contribuer au triomphe des républicains.

Ces jeunes filles portaient le costume militaire masculin : vareuse, pantalon, casquette plate, et étaient conduites par des officiers chinois. Elles luttèrent avec une énergie qu'on n'attend guère de leur sexe, et cent, disent les uns, trente, disent les autres, périrent en combattant. Quelques-unes de ces volontaires féminins étaient si inexpérimentées dans le maniement des armes, qu'elles se blessèrent elles-mêmes, mais leur courage excitait l'ardeur des hommes.

La photographie a popularisé le dévouement de ces héroïnes, et nous avons acheté, dans la cité chinoise de Changhaï, des images, genre Epinal, qui apprennent aux petits enfants les hauts faits de ces émules de Jeanne d'Arc et de Jeanne Hachette.

*
* *

La prise de Nankin avait une grosse importance pour les hommes de la révolution. C'était là l'ancienne capitale de la Chine, près de laquelle se trouvaient les tombeaux des empereurs de la dynastie purement chinoise des Ming.

C'est dans cette ville qu'ils avaient rêvé de renouer le fil de l'histoire nationale, interrompu par la domination étrangère. Mais le temps qui transforme toute chose avait marché.

Ce n'était pas une dynastie impériale, dont il n'existait plus d'ailleurs de descendants, qui devait relever le pays. A Nankin, serait proclamée la République, le gouvernement des temps nouveaux, par des représentants du peuple, selon le mode employé par les Occidentaux.

L'Assemblée nationale se réunit donc à Nankin; elle se composait de délégués des provinces, ceux-ci furent élus par les assemblées provinciales. Dix-sept provinces, sur dix-huit de la Chine propre, nommèrent chacune trois députés. La province de Petcheli, où se trouve Pékin et où siégeait toujours l'empereur, n'envoya personne.

Le 28 décembre 1911, quarante-cinq députés étaient arrivés; ils choisirent, pour présider leurs délibérations, M. Lisoun, aujourd'hui sénateur.

Le lendemain, ils élurent, en votant par provinces, le président de la République. Dix-sept de leurs voix se portèrent sur le fameux révolutionnaire cantonais, le docteur Sun Yatsen, et la province du Houpé vota pour le courageux général Hoanghing, ami du premier, le combattant qui, si souvent, avait conduit les conjurés républicains à l'attaque des Mandchoux et de leurs fonctionnaires sous l'ancien régime, et qui venait de lutter dans la Chine centrale.

Quel était celui que la quasi-unanimité portait ainsi au premier rang? Quelle était son histoire?

Le nouvel élu avait vu le jour en 1868, à Hiangchan, sous-préfecture de la province de Canton, dans une famille de pauvres cultivateurs. Jusqu'à l'âge de seize ans, le jeune Sun resta avec ses parents pour les aider dans leurs travaux agricoles, et, de bonne heure, il se fit remarquer par une précoce intelligence.

Un de ses oncles ayant fondé une école dans son village, l'enfant voulut suivre ses leçons; sa famille était trop pauvre pour se passer de lui. Désireux de s'instruire quand même, le petit Sun alla à l'école le soir, le matin, et toutes les fois

qu'il pouvait dérober quelques instants à ses durs travaux.

L'oncle était un de ces vieux Chinois du Sud, qui gémissait de voir son pays gouverné par les Mandchoux, un admirateur du fameux Hongsiousiuen, le chef de la grande insurrection des Taïpings en 1851, cet homme singulier qui, après s'être proclamé Fils de Dieu, frère de Jésus-Christ, s'était emparé de Nankin en 1853.

L'instituteur regrettait que cette immense rébellion, qui s'étendit sur une grande partie de l'empire et dura plus de treize années, eût été finalement vaincue.

Il en enseignait l'histoire à ses élèves et particulièrement à son neveu, le studieux Yatsen. C'était, disent les biographes chinois de ce dernier, le sujet de conversation le plus fréquent de l'élève et du maître, lorsque celui-ci emmenait promener avec lui son neveu dans la campagne.

L'enfant fut donc, pour ainsi dire, bercé par les récits qui l'excitaient à la haine de la dynastie dominant son pays et l'exploitant.

Son frère aîné gagnait sa vie au dehors. Il était allé se fixer aux îles Sandwich, où il dirigeait une petite exploitation agricole qui prospéra.

Un jour, il appela son cadet auprès de lui. Yatsen avait alors treize ans.

Sur cette terre étrangère, tout était nouveau pour le jeune Chinois, à l'esprit toujours curieux, toujours ouvert sur toutes choses, toujours désireux de s'instruire.

Son avidité intellectuelle le poussa dans une école. Celle-ci était dirigée par des chrétiens protestants. Bientôt ceux-ci convertirent l'enfant et Sun se donna à sa nouvelle religion avec l'ardeur qui le caractérisait. Le christianisme le gagna complètement; cela fut la cause de discussions continuelles avec son frère aîné; celui-ci lui reprochait d'avoir abandonné la religion de sa famille. Rien ne put avoir raison de la détermination du néophyte, qui préféra partir plutôt que de céder, et il rentra en Chine vers sa seizième année.

La famille, grâce au frère aîné, avait suffisamment amélioré sa situation pécuniaire pour que le jeune homme, né pour la vie intellectuelle, pût s'adonner à l'étude; il entra à l'École de médecine de Canton, puis il alla suivre les cours de Hongkong. Après cinq années passées à recevoir les leçons scientifiques des médecins anglais, il conquit le grade de docteur.

C'est à Macao, l'île portugaise, dans les eaux de la province de Canton, qu'il alla s'établir pour y exercer son art. Le médecin possédait une âme ardente d'apôtre et faisait servir ses facultés et ses capacités à la propagande de ses idées les plus chères.

Les enseignements du vieil oncle avaient marqué en lui une forte empreinte; aussi, à Macao, s'attacha-t-il tout de suite à se faire des adeptes; il insuffla une nouvelle vie aux sociétés secrètes, toujours si nombreuses dans le sud de la Chine, et particulièrement à celle de la Triade.

Son action se manifesta d'abord par l'envoi de suppliques à la Cour, pour exposer à celle-ci la nécessité de changer l'état des choses, dont tant de Chinois se plaignaient. Les demandes du médecin et de ses amis furent accueillies comme elles le sont toujours en pareil cas : un édit déclara factieux Sun et ses disciples. Ceux-ci n'eurent plus alors d'espoir qu'en un mouvement révolutionnaire. C'était par la force que la dynastie des Mandchoux devait périr.

Mais comment réussir une telle entreprise? En s'emparant d'abord de Canton, la ville toujours hostile aux dominateurs étrangers.

En 1895, Sun combine une première tentative de révolte; il échoue, cinquante de ses fidèles sont décapités. Le docteur réussit à échapper à la police, se cache dans le pays, puis gagne Hongkong; de là, il s'embarque pour l'Amérique et l'Europe; son échec lui a démontré qu'un mouvement comme celui qu'il projette demande une longue préparation; il s'en va, pèlerin de la révolution future, gagner à sa cause

ses compatriotes résidant à l'étranger et leur demander des subsides.

Le gouvernement chinois s'aperçoit qu'il a, en la personne de Sun, un ennemi redoutable et il cherche à s'en emparer par tous les moyens. Il faillit y réussir à Londres même. Là, un traître se saisit du docteur par surprise, le conduit à la légation de Chine où on le retient prisonnier et d'où on va l'embarquer secrètement pour la Chine; mais Sun réussit à prévenir un de ses amis anglais. Le gouvernement britannique fait relâcher le conspirateur.

Celui-ci se remet à l'œuvre; en 1900, il soulève une partie de la province de Canton, forme une petite armée disciplinée d'une dizaine de mille hommes et inflige une défaite au général chinois Lieou-Vin-Fuoc, l'ancien pirate qui avait jadis combattu les Français au Tonkin, à la tête des Pavillons noirs. Mais quelques jours après, la fortune des armes lui est contraire, ses soldats se dispersent, il s'enfuit.

Trois ans plus tard, il va essayer une nouvelle attaque, des traîtres déjouent son projet que l'on ne peut exécuter. C'est alors qu'il publie le fameux plan révolutionnaire qui sera réalisé en 1911.

Au mois de mai de cette dernière année, ses amis font une suprême tentative, elle échoue encore. La vengeance des autorités s'abat, cruelle et impitoyable, sur les jeunes gens instruits et riches, sur les jeunes filles même, qui s'étaient lancés dans l'armée de la révolution.

De son côté Sun parcourt le monde, rassemblant, exhortant ses fidèles, recueillant des souscriptions pour l'armée qui doit assurer la future victoire, chez les dix millions de Chinois du dehors, et qui, tous, sont de cœur avec lui.

C'est au cours d'un de ces voyages que la nouvelle des succès rapides de la révolution dans la Chine centrale, en octobre et en novembre, vint le trouver. Il accourt aussitôt,

et, le 25 décembre, il débarque à Changhaï pour se rendre à Nankin.

Telle fut la vie incroyablement active de Sun Yatsen, pendant vingt ans. Mais cette activité, ce dévouement de tous les instants à la cause, ces périls continuels, courus pendant de si longues années, ce n'est pas là ce qui le caractérise. Bien d'autres que lui ont fait les mêmes efforts, se sont exposés aux mêmes sacrifices.

Parmi ses amis et ses disciples, beaucoup sont morts de la main du bourreau, ou fusillés dans les attaques, ou tués par surprise. Soixante-douze étudiants furent même décapités tous ensemble, lors d'une défaite.

Ce par quoi Sun dépassait tous les autres, c'était la puissance de ses idées. Il était l'esprit de la révolution incarné. C'est lui qui fournit à celle-ci ses principes directeurs et qui élabora son programme. Ses sentiments chrétiens lui inspiraient l'amour du peuple et des humbles; par ses connaissances philosophiques, il était devenu un adepte des théories d'égalité politique et d'évolution sociale. Son christianisme protestant uni aux principes égalitaires de Rousseau l'avait rendu ennemi des privilèges et du pouvoir d'un seul; et tout cela, combiné avec les théories évolutionnistes qu'il tenait de son éducation scientifique, faisait de lui un républicain socialiste. Ce qui domine en effet dans ses idées, c'est la conviction que le progrès de la conscience universelle, secondé par les efforts des hommes de bonne volonté, doit amener l'avènement d'un régime social démocratique, où l'exploitation des faibles par les forts sera réduite à son minimum.

D'autre part, l'atavisme de sa race, prudente, réservée, subtile, amie des accommodements et des ententes, l'empêchait de verser dans l'intransigeance du doctrinaire plongé dans les abstractions et le rendait plus propre encore à l'action politique.

En cet homme aux pommettes saillantes, au front large,

chez qui les longs séjours faits à l'étranger semblent même avoir atténué les caractères physiques du Chinois, la Chine et l'Occident paraissent s'être combinés.

C'est du moins ainsi, en personnage vraiment représentatif du grand mouvement qu'il dirigeait et qu'il incarnait, qu'il m'est apparu dans les entretiens que j'eus avec lui, entretiens que cet homme d'action, volontiers silencieux, ne prodigue guère.

Sa réserve et sa défiance naturelles à tout Chinois ont fait porter sur son compte les jugements les plus inexacts par beaucoup d'Européens qui ne l'ont guère vu qu'entre deux portes, ou même qui, ne l'ayant jamais vu, ne le jugent que de loin, à travers leurs propres préjugés politiques.

C'était une opinion courante en Extrême-Orient que Sun Yatsen n'était qu'un idéologue, sans esprit positif, impropre à toute action sérieuse, qu'un conspirateur errant et sans influence.

Or, c'était cet idéologue, impropre à l'action, qui avait dressé avec précision, dès 1904, le plan de la bataille où périt la dynastie en 1911, et qui, pendant sept ans, en avait préparé l'organisation; c'était ce conspirateur sans influence qui venait, quatre jours après avoir remis le pied sur le sol de sa patrie, d'être acclamé comme chef de l'État par les délégués des provinces représentant la Chine presque tout entière.

CHAPITRE VIII

LA CONSTITUTION

L'embarras de la Cour. — Yuen Chekai, son caractère, sa vie. — Les partis en présence. — La Constitution provisoire. — L'abdication impériale. — Yuen président de la République. — Le départ de Sun Yatsen. — Le premier président du Conseil, M. Tang Chao-y. — Le ministre des finances. — La situation à Changhaï.

Quand, en octobre 1911, les succès des révolutionnaires commencèrent à s'affirmer, la Cour de Pékin prit peur. Elle convoqua, le 22, le Sénat provisoire.

Mais, dans cette assemblée, l'action sourde des républicains s'était fait sentir et la Cour s'aperçoit que cet embryon de parlement ne lui sera pas fidèle. Le Sénat demande des réformes et l'institution d'une monarchie constitutionnelle; il veut que les princes de la famille impériale ne puissent être ministres.

Celle-ci pourra-t-elle s'appuyer sur l'armée? Pas davantage. Les officiers de terre et de mer envoient des pétitions au régent, pour lui demander d'établir au plus tôt une constitution.

Dans sa détresse, la famille mandchoue qui entoure le petit empereur, le jeune Pou-y, à qui on a donné, selon l'antique coutume, un nom de règne, *Hiuen-T'ong,* qui signifie *Charte octroyée,* se sent désemparée. C'est alors qu'un de ses membres lui propose de recourir à un homme dont on lui a déjà parlé, lors des troubles qui éclatèrent à propos des affaires de chemins de fer dans le Seutchoenn, le vice-roi disgracié : Yuen Chekai.

Page 129. (Phot. des *Lectures pour tous*. Hachette et Cie, édit.)

YUEN CHEKAI

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le régent et l'impératrice veuve firent d'abord une vive opposition. Comment était-il possible, pour sauver la dynastie, de recourir à celui qui, en 1898, avait trahi la confiance de l'empereur?

On leur représenta que Yuen était un homme plein de ressources, qui avait su se faire bien voir des étrangers dont on aurait besoin, qu'il avait formé une partie importante de l'armée chinoise, qu'il possédait la confiance des soldats.

Le vieux prince King finit par vaincre les résistances du faible régent et de la molle Long Yu, que son instinct féminin rendait clairvoyante, et bientôt l'exilé de Tchang-Téfou rentre en scène; il est nommé vice-roi des deux provinces, le Houpé et le Hounan, où les premiers troubles ont éclaté. Un édit du 27 octobre place sous son commandement toutes les forces militaires et navales de la région du Fleuve Bleu, car le vice-roi, Jouei-Tcheng, s'était enfui pour ne pas être massacré par les troupes rebelles.

Mais Yuen ne bouge point, il tient à se faire prier et il lit, du fond de sa retraite, l'édit du 30 octobre, par lequel l'empereur enfant, suivant la coutume immémoriale des souverains chinois, lors des grandes calamités nationales, fait sa confession publique, s'accusant devant ses peuples d'être la cause des maux qui fondent sur l'empire.

Le 9 novembre, un autre édit nomme cet homme indispensable président du conseil impérial. Cette fois-ci, il a le pouvoir suprême, objet de son ambition, et le disgracié d'hier accourt à Pékin en saisir les rênes.

Cette nomination lui avait coûté des sommes considérables, car, connaissant l'avidité des princes de la famille impériale, il avait eu soin d'en gagner dans le secret les plus importants, selon le vieil usage des grands et petits fonctionnaires chinois postulant une place. Ainsi la dynastie devait périr de sa corruption même, car on pense bien que l'ancien vice-roi ne revenait pas au pouvoir dans l'in-

tention de sauver ceux qui avaient voulu lui trancher la tête.

*
* *

Le personnage que le régent et l'impératrice chargeaient ainsi de mater la révolution était un homme tout différent de celui que les républicains devaient, un mois et demi plus tard, mettre à la tête de la République.

Le docteur Sun Yatsen, enfant du peuple, chrétien instruit des idées et des choses d'Occident, n'avait rien de commun avec l'ancien vice-roi du Pétchili; ni les origines, ni la culture, ni les sentiments. Ces deux hommes étaient séparés par des abîmes; ils représentaient des mondes et des âges différents.

Yuen Chekai naquit dans la province septentrionale du Honan, préfecture de Tchenntchéou; il était le quatrième fils de sa famille. Son père, qui occupait alors les hautes fonctions d'assistant dans un ministère, devint ensuite vice-roi des deux provinces du Yunnan et du Koueitchéou.

L'enfant, dès ses jeunes années, vécut donc dans un milieu mandarinal de haut degré et reçut l'éducation des grands.

Mais il n'était pas fait pour l'étude; les exercices du lettré ne convenaient ni à son tempérament, violent et hardi, ni à son caractère indocile. De bonne heure, il se révéla volontaire, plus disposé au commandement qu'à l'obéissance.

Ce dernier défaut, qui, en certains cas, est une qualité, est fort mal vu dans les familles chinoises, où le dernier mot de l'éducation est d'inculquer à la jeunesse un respect absolu pour tous les ordres des parents, et il donna plus d'un souci aux siens.

Sa mère, devenue veuve, ne voulait pas qu'il s'engageât dans la carrière militaire, laquelle correspondait mieux que

le mandarinat au tempérament et aux goûts du jeune homme ; cela semblait à cette femme de lettré, méprisant le soldat, une déchéance, mais Yuen, qui ne pouvait conquérir ses grades littéraires, voulait se lancer dans cette carrière dont il entrevoyait peut-être l'avenir.

Il résista à la volonté maternelle. A ce propos, ses biographes chinois lui reprochent son manque de piété filiale, accusation grave pour les Chinois. Ils l'accusent aussi d'avoir spolié ses frères et plongé une main cupide dans le trésor familial. Mais il faut se défier de ces documents, où le pinceau perfide d'ennemis peut avoir distillé son venin.

C'est surtout dans l'histoire de sa vie, écrite dans les faits, que l'on trouve les traits principaux du caractère de Yuen Chekai.

Lorsqu'on étudie la carrière peu ordinaire de cet homme, il se révèle comme né pour le commandement et pour le pouvoir, souffrant dès sa jeunesse de n'être point au premier rang, et plein d'ambition. Chez lui, celle-ci dominera tout. On ne le verra pas tout sacrifier à l'amour de l'argent et de la jouissance, comme le font tant de grands personnages de ce monde corrompu et décadent. Il n'aimera les richesses que parce qu'elles seront pour lui un instrument nécessaire.

Le but vers lequel il tend avec une remarquable constance et qu'il cherchera à atteindre *per fas et nefas,* c'est la domination.

Pour satisfaire son ambition selon les voies ordinaires, il eût été obligé de passer de longues années penché sur les livres, il lui eût fallu user sa mémoire dans les exercices de style fastidieux et vains sans lesquels on ne pouvait conquérir les grades de bachelier, de licencié et de docteur qui donnent accès aux plus hautes charges.

Cette besogne stérilisante ne pouvait convenir à cet esprit vigoureux.

Intelligent mais peu instruit, tel est le jeune homme;

aussi sera-t-il toujours dédaigné des lettrés, même lorsque, plus tard, ceux-ci seront obligés de se courber devant son autorité.

Il ne connaît aucune langue étrangère, il n'a pas voyagé au loin, il ignore l'Europe, la civilisation occidentale; toute une partie de l'univers échappe aux prises de son intelligence, mais il n'a pas l'esprit déformé par des études archaïques et il peut porter toute sa puissance intellectuelle, toutes ses facultés naturelles d'observation, qui sont grandes, sur les hommes et les choses qui passent à sa portée.

Et dans cette société de lettrés au cerveau obstrué par les plus vaines des connaissances, c'est justement cela qui fera sa fortune.

Yuen n'a rien d'un idéologue.

Or, les lettrés chinois, avec lesquels il luttera de ruse dans la conquête du pouvoir, ne sont même pas des idéologues. Ce sont tout simplement des perroquets dont la valeur intellectuelle est en proportion de la résistance que leur cerveau a opposée à l'effet déprimant de leurs études. Toute leur science consiste en formules dogmatiques morales sur le gouvernement de la famille et de l'État approprié à une société ancienne.

Yuen Chekai est tout autre; il ne s'embarrassera pas de principes ni de formules qu'il ignore; de l'instruction chinoise, il n'a que le minimum, l'essentiel, ce qu'il en faut pour communiquer avec autrui par la lecture et l'écriture. C'est un cerveau non encombré, intelligent et sain.

Au moral, il suit, sans s'y attacher, les vieilles coutumes, il s'inclinera devant les tablettes de ses ancêtres, mais ne concevra aucun idéal religieux et ne donnera dans aucune superstition. Dans ce domaine également, il est dépourvu de principes.

Il ne manque pas d'une certaine franchise, propre aux caractères vigoureux, toutes les fois que la lutte ne rendra

pas nécessaire la ruse diplomatique. Il est, lui aussi, comme Sun Yatsen, un Asiatique dissimulé et défiant.

Au physique, cet homme râblé, à la tête ronde et aux yeux clairs, est doué d'un tempérament puissant, qui n'aime point la contrainte, et, quand il sera un grand personnage, on le verra se lever soudain pendant le conseil, pour aller faire quelque pressante communication à l'une de ses neuf épouses et revenir bien vite se mettre au travail.

Car, autre particularité intéressante de son caractère, il est travailleur.

Telle est la nature de cet homme de premier plan, resté neuf et vigoureux dans un monde décrépit et décadent, dont il conserve d'ailleurs, enveloppant sa rudesse, l'urbanité des formes et la politesse raffinée.

C'est bien là l'impression qu'il nous a produite lorsque nous pûmes l'approcher et l'observer dans l'intimité de la conversation.

Sa carrière est en harmonie avec sa nature. Il la commence grâce à la protection d'un ami de son père, commandant des troupes de Corée, qui le nomme officier. En Corée, il étudie de son mieux les choses militaires, cherche à s'inspirer en cette matière de la science des étrangers dont il a constaté la supériorité.

Puis, il rentre en Chine et il gagne, par des présents habiles, la bonne grâce de Yonglou, le neveu de l'impératrice Tseushi, qui est à la tête des troupes de la région du Nord. Il travaille avec intelligence à la réforme de l'armée à Tientsinn.

Mais c'est en 1898 que commence vraiment sa fortune, lors de la tentative de réforme des fameux lettrés Kang Youwei, Liang Kitchao et leurs amis, qui avaient su gagner la confiance de l'empereur; Yuen Chekai s'était joint à eux et donnait à tous l'impression qu'il était homme de progrès.

Lorsque les réformateurs sentirent que les bénéficiaires

des abus qu'ils combattaient allaient réagir contre leur œuvre, ils persuadèrent l'empereur Koangsiu de réduire à l'impuissance la vieille impératrice Tseushi, qui, si longtemps, avait tenu le pouvoir, et, pour cela, de faire exécuter son neveu Yonglou.

Yuen Chekai fut chargé par le souverain de mettre ce projet à exécution, mais, trouvant plus avantageux à sa fortune le maintien de l'état de choses, il trahit son maître et ses amis, révéla le complot à Yonglou, qui courut prévenir l'impératrice. Celle-ci fit aussitôt une révolution de palais; six des conseillers de l'empereur, qui n'avaient pu s'enfuir, furent décapités dans la nuit; le souverain fut séquestré dans un pavillon entouré d'eau du palais impérial et dut remettre le pouvoir à l'impératrice.

Un tel service rendu à celle-ci assura la haute fortune de Yuen Chekai, qui devint bientôt vice-roi du Pétchili, conseiller d'empire, un des plus grands personnages de l'État.

Pendant qu'il occupait ces hautes magistratures, Yuen, observateur attentif comme tout Chinois, se rendait compte de la force des étrangers, de la nécessité de les ménager, et au besoin de s'appuyer sur eux.

Aussi s'attacha-t-il à gagner les bonnes grâces des diplomates des diverses puissances et à leur donner l'impression qu'il était le seul homme capable de leur faire des concessions et de réformer la Chine dans le sens des intérêts qu'ils avaient mission de défendre.

Tout Chinois est diplomate de naissance. Yuen l'était au suprême degré; il sut, sans trop de difficultés, réussir dans son entreprise de séduction; seule peut-être, la diplomatie russe, en partie asiatique elle-même, habituée au caractère chinois depuis longtemps et la plus habile de toutes, ne se fit pas d'illusion; mais elle vit en Yuen un homme qui, à l'occasion, pourrait servir ses desseins.

En somme, le personnage que la Cour venait d'appeler à son secours était, avant tout, un Asiatique rusé et observa-

teur, un type de vieux Chinois pour lesquels tous les grands principes et toutes les méthodes qui dominent aujourd'hui la vie politique des peuples étaient lettre morte.

La ruse et la force, tels étaient les deux seuls moyens que son atavisme, son éducation et son caractère lui permissent de connaître.

En effet, tant qu'il disposa de l'autorité, il n'en employa pas d'autres, ne se guidant jamais que par des motifs d'utilité pratique et immédiate, sans tenir compte d'aucune loi morale supérieure; il tranchait toujours les difficultés en faisant sans pitié tomber les têtes.

C'est par ces procédés simples et cette rigueur cruelle qu'il avait établi la discipline dans l'armée du Nord; cela lui donnait un grand lustre aux yeux des étrangers, qui le prônaient bien haut.

Quant à ses procédés d'administration, ils étaient ceux mêmes de la dynastie qu'il servait et ils ne pouvaient être différents.

Yuen Chekai, c'était la vieille Chine, gouvernant par la corruption des hommes, par le despotisme cruel, ignorant tout ce qui fait la grandeur morale de la civilisation d'Occident.

Tel était l'homme chargé de lutter contre les forces de l'esprit de cette civilisation même qui animait les républicains triomphants.

*
* *

Lorsque Yuen prit le pouvoir, la révolution avait déjà presque entièrement accompli son œuvre de destruction. Par tout l'Empire, le peu d'administration caduque de la monarchie était détruit, les fonctionnaires, ou avaient été massacrés, ou s'étaient enfuis, ou étaient passés avec armes et bagages à la révolution. On ne percevait plus aucun impôt. Il ne restait plus guère que Pékin, avec la Cour et

la troupe de la garde impériale et de l'armée du Nord.

Le premier soin du nouveau chef réel de l'État fut de chercher à emprunter de l'argent aux étrangers, qui déjà avaient prêté plus de trois milliards à la dynastie. Mais il était impossible de songer à un emprunt dans l'état où se trouvait le pays : bientôt, à Pékin, les caisses seraient vides. Comment faire pour entretenir les troupes, seule force qui existât encore?

Néanmoins, Yuen donne des ordres à l'armée pour combattre les révolutionnaires qui se sont emparés d'Outchang et de Hankéou, puis il la retient, ménageant visiblement les adversaires de la dynastie.

Toute la tactique de ce grand ambitieux va être de pousser dehors, doucement, la famille impériale et de se mettre à sa place sous un autre nom; l'empereur, ce pauvre bébé, ne représente plus qu'un principe contesté par les provinces en révolte; deux êtres faibles et des princes ignorants et corrompus, voilà toute la défense qui peut s'opposer à la révolution et à l'astuce du disgracié d'hier, qui tient, de sa main ferme et cruelle, le gouvernail de l'Etat. Virtuellement, la dynastie n'existe plus.

Déjà, sans doute, Yuen rêve de l'empire; mais tout le Sud, tout le centre et une grande partie du Nord sont passés à la révolution et suivent les directions de ses chefs. La nécessité d'une entente avec ceux-ci s'impose, car, sans argent, comment entreprendre une grande guerre pour les réduire? Cet homme, qui ne croit qu'à la force, sait que la force a besoin d'instruments.

Et alors, les discussions commencent. On conclut un armistice entre les troupes impériales et les troupes révolutionnaires reconnues comme des belligérants réguliers.

De leur côté, les révolutionnaires ont proclamé la République, élu un président, constitué un ministère dont le personnage le plus en vue est le docteur Ou Tingfang, un Cantonais des plus distingués, résidant à Changhaï.

Habitués aux procédés démocratiques et parlementaires de l'Occident, connaissant l'importance des formes qui matérialisent aux yeux des hommes les forces morales, ils procèdent avec une régularité parfaite, pour se donner, devant le monde, l'attitude d'hommes civilisés et modernes qu'ils sont.

Leur but n'est point de conquérir une monarchie constitutionnelle qu'ils auraient plus tard à renverser, mais de faire proclamer, à Pékin même, la République; pour cela, ils sont disposés aux plus grands sacrifices. Malgré l'opposition de quelques irréductibles, ils iront s'il le faut, jusqu'à consentir à mettre le pouvoir suprême dans les mains de Yuen Chekai, qu'ils connaissent fort bien tel qu'il est.

Quelle lutte d'habileté et de finesse va se poursuivre entre ces hommes! Jamais congrès diplomatique en Europe n'a donné lieu à une telle dépense de ruse.

Pour le premier ministre, le but à atteindre, c'est de se faire donner le pouvoir qui permet de disposer de la force. Il prodiguera les promesses et, quand il aura réussi, il saura bien écraser ceux qui voudront s'opposer à son ambition.

Il envoie donc à Changhaï, pour discuter des conditions d'une entente, M. Tang Chao-y.

Après les inévitables pourparlers, cent fois rompus et cent fois repris, qui sont habituels aux Chinois, les républicains sont irréductibles sur deux points : l'abdication de l'empereur, la proclamation d'une constitution républicaine dont ils dicteront les termes.

La première condition ne présente aucune difficulté réelle, puisque l'empereur et sa famille sont entre les mains puissantes du terrible Yuen; l'abdication aura lieu au moment où il l'aura décidée. Ne s'attache-t-il pas, chaque jour, à démontrer à la dynastie son impuissance? Il lui demande, pour payer les troupes, de l'argent que celle-ci ne peut donner. Il propose à ces princes cupides de se mettre sur la paille pour le salut de l'Etat. Il leur fait entrevoir que

l'abdication leur vaudra une riche pension collective, car il connaît ses hommes.

Quant à la constitution, qu'est-ce cela pour un homme comme Yuen, ignorant des forces morales?

L'important, c'est de se faire consacrer chef de l'État; avec ce titre, Yuen pourra avoir l'argent dont il a besoin pour établir solidement son gouvernement.

Si, pour Henri IV, Paris valait bien une messe, pour Yuen Chekai, l'autorité suprême sur un peuple de quatre cents millions d'hommes vaut bien un morceau de papier.

Et c'est ainsi que les républicains, réunis à Nankin et à Changhaï, réussirent à faire souscrire au grand ambitieux une constitution démocratique, qui institue en Chine la République et qui le lie moralement aux yeux du monde civilisé.

*
* *

Pendant plus d'un grand mois, on débat les termes de l'accord qui s'établit dans la première quinzaine de février. L'empereur abdiquera et proclamera lui-même la République, chose peu ordinaire; lui et sa famille auront une pension de quatorze millions de francs environ et seront bien traités. Le jeune souverain jouira des honneurs accordés aux souverains étrangers; sa garde passera naturellement sous le commandement du futur ministère de la guerre de la République.

Le Gouvernement nouveau sera détenu par trois pouvoirs : l'exécutif, le législatif, le judiciaire, comme en France; la distinction en sera soigneusement établie. Une assemblée de délégués des provinces, comprenant 126 membres, se réunira à Pékin, élaborera des lois électorales, préparera la Constitution définitive et jouira immédiatement de toutes les prérogatives des Parlements dans tous les pays libres; elle votera les impôts, les budgets et les comptes, autori-

sera ou non les emprunts et les traités passés avec l'étranger.

Le président de la République disposera d'une autorité analogue à celle du président de la République française, limitée comme celle de celui-ci.

Ce Gouvernement et cette Constitution seront provisoires, mais la forme républicaine ne le sera pas. Elle sera définitivement acquise après l'abdication.

Le président sera élu par l'Assemblée de Nankin. Si Yuen Chekai accepte toutes ces conditions, il sera le premier président et Sun Yatsen se retirera devant lui. L'union de la Chine sera faite.

Certes, les républicains de Nankin n'ignoraient rien du caractère et du passé de leur adversaire; ils connaissaient son ambition sans limites, ils savaient qu'en remettant le pouvoir dans ses mains, ils s'exposaient à le voir confisqué à son profit; mais lui seul était en état de faire abdiquer l'empereur sans prolongation des hostilités; lui seul pouvait compter sur l'appui de la diplomatie étrangère, faire proclamer la République, afin que celle-ci devînt le gouvernement légitime du pays.

Établir une Constitution garantissant les droits des citoyens et déterminant l'exercice du pouvoir, donner à la Chine la forme politique des peuples les plus avancés en civilisation, c'était faire de telles conquêtes morales que, pour les assurer, ce n'était pas trop de risquer la future dictature d'un homme qu'on s'efforcerait de tenir en bride par tous les moyens.

La Constitution devait être publiée à Pékin même, dans le *Journal officiel;* elle le fut après avoir été votée par l'Assemblée nouvelle, qui prit le nom de *Tsan Y Yuen* ou Sénat.

Voici quelques-uns des articles de cet acte mémorable, publié le 15 mars 1912 :

Article premier. — La République chinoise est constituée par le peuple de Chine.

Art. II. — Le pouvoir souverain, dans la République chinoise, appartient au peuple tout entier.

Art. III. — L'autorité de la République chinoise s'étend aux vingt-deux provinces, à la Mongolie intérieure et extérieure, au Thibet et au Tsinghai.

Art. IV. — Le pouvoir, dans la République, est exercé par un Sénat, un président provisoire de la République, des ministres et des tribunaux.

Art. V. — Dans la République chinoise, tous les hommes sont égaux, et il n'y a aucune distinction juridique entre les races, les clans, les degrés, les religions (1).

Le président a le droit de déclarer la guerre et de conclure des traités de paix; mais il lui faut, pour cela, le faire d'accord avec l'Assemblée.

Il peut être jugé par une haute cour de justice, composée de neuf magistrats de la plus haute juridiction.

Cette Constitution, qualifiée de *Yaofa,* ou *loi conventionnelle*, pour bien spécifier son curieux caractère, devait, d'après les termes de son article 54, avoir toute sa force, tant qu'une constitution définitive n'aurait pas été rendue exécutoire.

Les rédacteurs de ce document s'étaient visiblement inspirés de la constitution française; c'est celle-ci, en effet, qui paraissait, aux républicains, fournir le meilleur modèle, le plus propre à la Chine telle que l'avaient faite son évolution historique et la révolution.

Du pouvoir absolu et sans contrôle des sociétés asiatiques, ce grand pays passait à la république moderne, où les droits du citoyen sont fixés et garantis. La monarchie pontificale, vieille peut-être de cinq mille ans, dejà morte en fait, périssait en droit pour toujours.

C'est le 12 février qu'un édit impérial publia, avec son acte de décès, l'acte de naissance de la République.

(1) Voir la traduction complète de la Constitution, annexe II, p. 387.

Quand il fut bien entendu que le président Sun Yatsen laisserait le pouvoir suprême à Yuen Chekai, celui-ci fit comprendre à l'impératrice que l'heure de l'abdication avait sonné. La famille impériale s'exécuta.

L'empereur étant mineur, c'est la veuve de Koangsiu, sa mère par la religion, la vieille ennemie de Yuen Chekai, celle même qui, pour exécuter la volonté du souverain, voulut faire décapiter le ministre traître, qui consomme l'acte fatal et signe l'édit.

Ce document, dans le style grave et habituel, expose d'abord les raisons de fait qui obligent à tout abandonner; il constate le succès de la révolution. « Actuellement, dit-il, les habitants de tout l'Empire sont partisans de la République. Les provinces du Sud ont demandé, les premières, l'établissement de ce régime, puis les généraux du Nord l'ont approuvé. Puisque le Ciel et le peuple veulent le régime républicain, comment pourrions-nous être assez obstinée pour garder notre trône contre la volonté des habitants? En présence de la situation actuelle, d'accord avec l'empereur, nous remettons au peuple le pouvoir souverain, nous proclamons la République pour satisfaire le peuple qui veut la paix et afin de suivre l'exemple des empereurs de l'antiquité qui déclaraient que l'empire appartenait à tous...

« ... Nous accordons à Yuen Chekai le pouvoir dirigeant, afin que, conjointement avec les républicains, il forme un gouvernement provisoire... »

C'était bien là ce que voulait l'Assemblée de Nankin. Elle tenait à ce que le régime nouveau fût l'héritier légitime du régime ancien, qu'il continuât la tradition historique.

Ces révolutionnaires voulurent mettre de leur côté, non seulement l'avantage de la possession d'état, mais le droit que conférait le consentement du détenteur traditionnel du pouvoir.

C'était peut-être la première fois qu'un tel spectacle se voyait dans le monde.

Aussi, le même jour, le docteur Sun, en sa qualité de président de la République, se rendit-il aux tombeaux des empereurs de la dynastie des Ming, près de Nankin, et là, entouré des troupes, devant les ancêtres de la Patrie, il offrit à leurs mânes le sacrifice d'investiture, comme le faisaient les empereurs, lorsqu'ils montaient sur le trône; la religion nationale, aussi, consacrait la République.

De son côté, Yuen Chekai envoya un télégramme à l'Assemblée, dans lequel il dit : « La République est la meilleure forme de gouvernement. Tout le monde le reconnaît; si nous sommes passés tout d'un coup du pouvoir absolu à la République, c'est le résultat des nombreuses années de vigoureux efforts que vous avez déployés tous, et cela sera le plus grand bien pour le peuple. »

Le 15 février, l'Assemblée de Nankin nommait Yuen Chekai président de la République.

Le 10 mars, dans l'après-midi, eut lieu, au ministère des affaires étrangères, à Pékin, la prestation solennelle de serment du président; devant les membres délégués de l'Assemblée de Nankin, devant les représentants des vice-rois et gouverneurs, devant des députés venus spécialement de chaque province de Mandchourie, de Mongolie, du Thibet, et devant des délégués des musulmans, Yuen prononça, debout, la formule suivante du serment :

« Au commencement de la fondation de la République, les affaires publiques sont une très lourde charge. Moi, Chekai, je veux sincèrement déployer toutes mes forces pour promouvoir l'esprit démocratique, écarter les ombres et les souillures du despotisme, obéir fidèlement à la Constitution et me conformer au désir du peuple afin que le pays soit en sûreté, uni, fort et stable et afin de réaliser le bien et le bonheur des cinq catégories de la race chinoise. Je m'engage à remplir cette tâche sans défaillance. Dès que le

président définitif sera élu par l'Assemblée nationale, je lui céderai la place. C'est avec la bonne foi la plus entière que je profère ce serment devant le peuple de Chine. »

La formule du serment fut ensuite signée par Yuen, qui y apposa son sceau, et remise à Tsai Yuenpé, délégué de l'Assemblée de Nankin.

Celle-ci envoya à son élu, par le télégraphe, et publia dans le pays entier, le 11 mars, une adresse d'acceptation dont voici les passages essentiels :

« Vous êtes investi de la confiance des quatre cents millions d'hommes du peuple chinois et vous avez la responsabilité des quarante millions de lis carrés du territoire. Les trois chapitres et les cinquante-six articles de la loi organique du gouvernement provisoire doivent être considérés comme la constitution de l'État et strictement observés. Vous ne dédaignerez pas l'opinion publique, n'emploierez pas de moyens despotiques, mauvais ou injustes. Si vous vous conformez à ces indications, nous prenons le Ciel et la Terre à témoin que les cinq grandes catégories de la race chinoise vous accorderont, de tout leur cœur, affection et respect. Nous vous envoyons le grand sceau présidentiel, avec lequel vous signerez vos actes, afin que vos ordres, ainsi scellés, puissent être ponctuellement exécutés. »

L'union était faite. Le premier acte de la révolution était terminé.

*
* *

Le mois suivant se passa en divers préparatifs et discussions pour la constitution du ministère, et, le 3 avril, nous pûmes rencontrer le train qui ramenait triomphalement le président démissionnaire. Des drapeaux aux cinq couleurs, symbole de l'union des races dans la République, ornaient le wagon qui abritait le grand révolutionnaire, ceux qui avaient été ses ministres et ses amis fidèles.

Nous étions à Tchennkiang; les troupes de cette ville, alignées sur les quais et le long des voies, présentaient les armes. Nous montâmes dans le wagon présidentiel, ainsi qu'un ou deux autres étrangers qui se trouvaient là, pour féliciter celui qui descendait ainsi du pouvoir, qu'il n'aurait tenu qu'à lui de garder en continuant la lutte; c'était bien lui-même en effet qui avait voulu, pour faire l'unité et la paix, que Yuen fût président; il dut lutter au sein de son parti pour obtenir un tel résultat. Son ascendant l'avait finalement emporté sur les légitimes défiances de ses amis. Ceux-ci, vêtus à l'européenne, pour la plupart, l'entouraient. Ces faces imberbes à lunettes d'or étaient celles de ses vieux compagnons de lutte; dans ce groupe, il n'en était guère qui n'eussent maintes fois risqué leur vie.

Leur tâche n'était pas finie, ils allaient connaître d'autres combats.

Nous redescendîmes sur le quai et le train partit, tandis que la musique jouait un hymne national et que le docteur Sun, redevenu simple citoyen, debout, sur la plate-forme, saluait les assistants et les troupes.

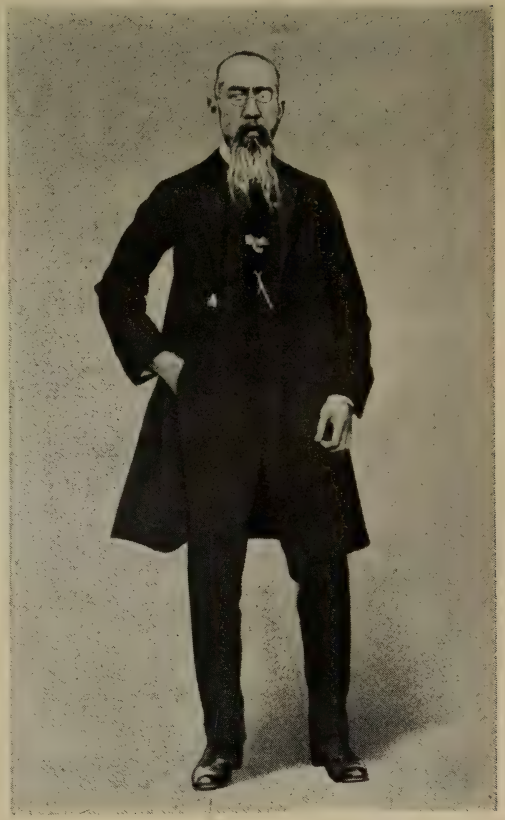
A Changhaï, nous devions revoir encore son visage sérieux et grave, dans le grand hôtel où il était descendu et où il était véritablement assiégé par les hommes et femmes, se pressant pour le féliciter et lui offrir leurs vœux. Le ministère venait enfin d'être constitué, après entente des républicains et de Yuen Chekai, et son président, M. Tang Chao-y, se trouvait dans la même ville, où il venait d'arriver.

Tenir de la bouche du premier président du premier cabinet des ministres qu'ait eu la République, l'expression de ses idées politiques et le programme de son ministère, présentait trop d'intérêt pour que nous ne lui fissions pas visite.

M. Tang est un homme d'une cinquantaine d'années environ, portant les lunettes de tout bon lettré et vêtu de

Portrait par Faugeron, 1904.

LE PASSÉ



Page 145.

LE PRÉSENT

S. EXC. SOUN PAOKI

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ANCIEN MINISTRE A PARIS

la classique redingote. Il a vécu en Amérique et parle fort bien la langue anglaise. C'est un Cantonais et, comme tel, assez progressiste; mais, très habile politique, il est grand ami personnel de Yuen Chekai. Il ne pouvait y avoir de meilleur trait d'union entre les deux partis.

Les idées qu'il nous expose, d'un débit mesuré, sont quelque peu différentes de celles du dictateur du Yunnan. Toutefois, il nous dit que le suffrage dans la République ne sera pas universel; celui-ci lui semble prématuré.

Tout est à faire à la fois; le pays est sans administration, sans finances, on ne peut avoir encore de programme détaillé. Il veut se consacrer d'abord à la réforme des finances et parle d'augmenter les tarifs de douane; question délicate s'il en fut, car elle touche à des intérêts étrangers. Il se propose de remanier les impôts, tâche immense. Bref, nous nous trouvons en face de l'homme politique de tous les pays, qui vient de constituer un ministère et qui fait part de ses espérances, sans trop s'illusionner peut-être sur la longueur du temps que laissera à son activité la prochaine crise ministérielle.

M. Tang Chao-y me paraît connaître particulièrement les questions financières et, au point de vue des connaissances générales, ni meilleur ni plus mauvais que bien d'autres qui ont, en Occident, été chargés de diriger un cabinet de ministres.

Quand je quitte, après un long entretien, ce type de l'homme politique parlementaire, je ne puis, en descendant l'escalier du fastueux Kalee-Hôtel, que rire *in petto* en pensant qu'en Europe bien des gens imaginent naïvement que les Chinois ne sont pas des gens civilisés et sont impropres aux mœurs de nos Républiques. Ne venais-je pas d'ailleurs, dans son antichambre même, d'échanger des politesses avec un groupe de suffragettes, venues pour demander le droit de vote et même d'éligibilité au premier ministre? Celui-ci, car il y était venu déjà, revenait ici

pour conclure un emprunt de 25 millions à des Belges.

La pénurie du Trésor, en effet, était grande à Pékin, les troupes n'étaient pas payées, il fallait de l'argent à tout prix.

Déjà un consortium de banquiers de quatre puissances s'était formé pour prêter à la Chine les sommes dont elle avait besoin, moyennant certaines conditions de fournitures, comme on le fait en général avec les fils de famille pressés par le besoin. Ce consortium émettait aussi la prétention d'avoir le monopole des emprunts futurs et il ne voulait pas qu'aucun autre que lui pût traiter avec les Chinois.

Quand on apprit que M. Tang avait réussi à passer à travers les mailles du filet, il sembla presque qu'il eût commis une félonie et le consortium fit des remontrances en haut lieu. Les Chinois madrés laissèrent dire, se proposant de tirer des avantages du désir ardent de ces étrangers si empressés à prêter leur argent, et de les mettre en oppositions les uns avec les autres. Ne disait-on pas déjà que la main des Russes, qui ne faisaient point partie du consortium, poussait dans l'ombre les Belges?

Quoi qu'il en fût, ceux qui ont eu affaire avec le premier ministre se sont trouvés en face d'un habile homme et bien fin serait celui qui pourrait se vanter de l'avoir emporté en astuce sur ce rusé Chinois.

On en peut dire autant du nouveau ministre des finances que je vis également à Changhaï, car cette ville était alors le rendez-vous de tous les hommes politiques.

M. Hiong Shiling, d'origine Miaotzeu, dit-on, c'est-à-dire descendant des aborigènes qui peuplaient la Chine avant la venue des Chinois, ce qui remonte un peu loin comme on voit, est un homme de grande taille, vigoureux et corpulent, à petite moustache noire, aux yeux vifs. Il nous reçoit à l'étage supérieur des bureaux de la Tatsing Bank, où l'on se croirait dans un hall de nos grands établissements financiers avec les nombreux guichets, les grillages, le son métallique des pièces qui tombent.

Le nouveau ministre, qui se rend à Pékin pour prendre son poste difficile, a été employé autrefois à la gabelle en Mandchourie : c'est un spécialiste. Il nous donne le même son de cloche que le premier ministre. Il veut établir des Cours des comptes régionales, pour empêcher la gabegie de renaître de ses cendres. Gros effort qu'il aura là à accomplir. Ces ministres sont pleins de bonnes dispositions et ils se proposent de faire de grandes choses.

Nous prenons rendez-vous à Pékin, où l'on se reverra dans quelque temps. C'est là, en effet, maintenant, que le grand intérêt va se trouver. Après avoir détruit le vieil édifice vermoulu, il va falloir bâtir une maison neuve, déployer des talents rares d'architecte et cela presque sans matériaux et environnés de gens intéressés à ce que la bâtisse ne puisse s'élever. Quelle difficile entreprise! Quel curieux et instructif spectacle ce sera!

Faisons donc nos malles pour continuer notre voyage, mais, avant d'atteindre Pékin, il nous faudra remonter le Fleuve Bleu et voir la Chine centrale, examiner les lieux où la révolution a commencé et où elle frémit encore.

Nous nous préparons à quitter Changhaï, nous faisons visite aux amis et connaissances.

C'est un des plaisirs de ces voyages que de trouver le bon accueil de ses compatriotes. Avant de partir de cette région de la Chine qui vit s'accomplir de si mémorables événements, il nous faut répondre à l'invitation de notre consul général, M. Dejean de la Batie, un des hommes les plus clairvoyants que nous ayons rencontrés. N'est-ce pas lui qui nous disait : « J'estime que les Chinois sont mieux faits pour le régime républicain que les Français eux-mêmes » ?

Le ciel politique s'est d'ailleurs éclairci; le consul ne redoute plus, comme lorsque nous sommes arrivés, une invasion et un pillage de la concession par les troupes révolutionnaires campées aux alentours. Le gouverneur Tchenn Kiméi, l'ancien journaliste, tient toujours, d'une

main ferme, la direction de la ville; il vient bien d'être nommé ministre du commerce, mais il ne veut pas partir encore pour Pékin. Yuen Chekai ne lui inspire qu'une demi-confiance et ici sa présence est nécessaire. Les sihks ne montent plus la garde, le soir, avec leur carabine.

Changhaï est calme, chacun va à ses affaires et à ses plaisirs, les pousse-pousse contenant les petites femmes aux joues peintes et aux cheveux lisses passent dans la nuit, courant vers les illuminations de Nanking road. Les vaisseaux de guerre étrangers sont toujours là, mais leurs canons me semblent moins menaçants.

Serait-ce donc que le ciel veuille être propice à la nouvelle république?

Cette question préoccupe vivement la vieille bonne chinoise du consulat : « Que va-t-il arriver, disait-elle à Mme de la Batie, s'il n'y a plus d'empereur à Pékin pour prier afin d'obtenir de la pluie? Comment seront les moissons? »

Cette brave femme peut se tranquilliser; malgré l'abdication, le soleil brillera toujours dans le ciel et les nuées continueront à féconder la terre. Ce n'est pas de l'impartiale nature que la société nouvelle aura à redouter le plus de maux, mais bien des passions humaines qui sont de tous les temps, ainsi que des cupidités, des ambitions du dedans et du dehors, dont la Chine, en république, va désormais connaître les redoutables conflits.

CHAPITRE IX

DANS LA CHINE CENTRALE

Le fleuve Bleu. — Le paysan chinois et les notables. — Les bords du Yangtsé et les soldats ravisseurs. — Hankéou détruite. — Les courses. — Les combats du « kilomètre 10 ». — La défense des concessions. — L'incendie de Hankéou. — La fin de la lutte.

Plusieurs compagnies de navigation ont des bateaux qui remontent le cours de l'immense fleuve Bleu, dont une compagnie chinoise.

Nous décidons de prendre celle-ci, et tous nos amis nous prédisent que nous serons fort mal. Cela ne se fait pas, on ne voyage pas sur un bateau chinois. Ce renseignement en valait tant d'autres que l'on nous avait donnés, au cours de notre voyage, et quand nous franchissons la passerelle du *Kiang-Vu*, grand paquebot fluvial, accosté au quai de Changhaï, c'est un confortable voyage que nous commençons.

De voyageurs européens, il n'y avait que quelques Russes, des acheteurs de thé, gens de commerce agréable et parlant le français, l'anglais ou l'allemand; le commandement, officiers et second, anglais; quant à l'équipage, il était chinois.

Une nombreuse population chinoise se trouvait en seconde et dans les autres classes; la révolution n'arrêtait nullement les déplacements de tout ce monde.

Un voyage sur le fleuve Bleu est toute une affaire. Il s'agissait pour nous de redescendre prendre son embou-

chure au Pacifique, puis de remonter ce géant des eaux jusqu'au point où avait éclaté la révolution, soit à 1 200 kilomètres de la côte, en regrettant que les événements ne nous permissent pas de remonter jusqu'à sa source, qui se trouve modestement encore à plus de 4 000 kilomètres du but de notre voyage.

Ces chiffres disent assez l'importance de ce fleuve, qui sépare en deux la Chine tout entière et se jette dans la mer par une embouchure de cent kilomètres de large.

Pourquoi nos géographes appellent-ils ce fleuve le fleuve Bleu? Je l'ignore, car ses eaux, sur tout son parcours, sont jaunes et limoneuses. En chinois, il se nomme le Yangtsé Kiang, ce qui signifie le *fleuve qui monte*. Et de fait, il s'élève, à certaines époques de l'année, de quinze mètres, couvrant ses rives en certains endroits sur quarante kilomètres loin de son lit. Il est difficile, en France, de se faire une idée d'une telle masse, que l'on ne peut comparer qu'à un océan en marche.

Aussi les villes qui se trouvent sur ses bords sont-elles perchées sur des rochers ou bâties bien au-dessus du niveau habituel du fleuve.

Nous passons en vue de Nankin, où sont toujours ancrés des navires de guerre, et le panorama se déroule, varié, de chaque côté.

De gros cargos remontent ou descendent; ils vont chercher des chargements de thé à Hankéou, le grand marché de thé pour toute la Chine, ou bien y apportent des marchandises. La plupart battent pavillon anglais, ils vont ainsi de Londres, directement, au cœur de la Chine.

Les eaux du fleuve, comme celles du Nil, si elles apportent la dévastation, amènent aussi la fertilité, et toute la région qu'elles arrosent est verdoyante, féconde et riche; on aperçoit, dans les champs ou dans les rizières, des familles de paysans qui travaillent la terre; dans les parties où le cours d'eau se resserre, on peut les voir, vêtus de

bleu comme les paysans français, occupés à ce travail agricole qui est véritablement l'œuvre de vie.

*
* *

Tous ces points bleus qui remuent dans la campagne, c'est là vraiment la Chine humaine, immense et formidable; d'après les estimations les plus dignes de foi, les Chinois sont plus de 439 millions, poursuivant, sur un pays dix-sept fois grand comme le nôtre, leur labeur journalier.

Tous ont le même fonds d'idées, la même religion principale. Tous savent, du sud au nord, qu'ils sont Chinois; jusqu'au fond des plus petits villages, où se trouve toujours quelque vieux lettré, pour l'apprendre aux autres, on leur a parlé de la longue histoire de la Chine, dans ses grands traits, et il n'est pas un si pauvre paysan qui ne sache le nom des saints empereurs patriarches de la haute antiquité, Yao et Choun, desquels descend toute la nation.

Tous conservent pieusement les petites tablettes sur lesquelles sont écrits les noms des aïeux, et qu'ils placent, le premier jour de la lune, sur l'autel domestique pour que l'âme de leurs ancêtres vienne s'y reposer, et ils ne manquent guère de déposer, devant elles, les mets mystiques du sacrifice, prémices de leurs moissons, de leur offrir de l'encens, et, par des prosternations et des invocations, de rendre hommage à leurs parents morts, dont l'âme les surveille toujours.

Ils attendent du ciel, animé par une grande divinité mystérieuse, ou la pluie nécessaire aux champs, ou la neige protectrice des semailles; à la Terre, cette autre divinité, épouse du Ciel, ils demandent la fécondité.

S'ils ont obéi, pendant tant de siècles, aux empereurs divers, lointains, invisibles, magnifiés par les récits historiques, c'est qu'ils croyaient leur pontificat nécessaire pour

fléchir ces deux divinités, sans les biens desquelles l'homme ne pourrait vivre un seul jour.

Tel est le fondement des idées religieuses du paysan chinois. Le bouddhisme, venu de l'étranger, il n'y a guère plus de vingt-quatre siècles, s'est transformé, accommodé avec la croyance de ces âmes simples, à tous les génies qui, dans la plaine ou dans la montagne, animent le vent ou les eaux, mais n'a pas exercé une action profonde sur les hommes. Son action ne peut, en aucune manière, être comparée à celle du christianisme qui a si profondément modifié en Occident le monde ancien.

Le paysan chinois est, par nature, un être paisible et pacifique, tout entier à ses travaux, qui sont d'ailleurs honorés dans son pays. Jadis les agriculteurs tenaient le second rang dans la hiérarchie sociale, qui comprenait : les lettrés, les agriculteurs, les ouvriers, les commerçants.

Toute son ambition est de faire arriver lettré quelque enfant de la famille, pour que celle-ci en tire honneur, protection ou profit.

Les membres des familles de paysans sont, en effet, réunis et solidaires; souvent une trentaine de personnes, oncles, neveux, cousins, cousines, vivent sous le même toit avec les pères et les fils de la branche aînée, celle qui conserve la chapelle des ancêtres et dont le chef dirige le culte familial.

Les familles sont groupées en villages. Elles habitent, suivant le climat, la maison lègère, aux poutrelles et aux colonnes de bambou, couverte de chaume ou de branchages, ou celle en pisé, en briques, crues ou cuites, où se trouve le kang, lit en maçonnerie, dans lequel passent les conduits de fumée pour avoir chaud l'hiver.

Dans les villages, l'autorité est exercée par les notables, composés des chefs de famille les plus riches, d'anciens fonctionnaires, de lettrés sans place.

Sous l'ancien régime ces notables étaient en relations avec le mandarin, le sous-préfet, le préfet; ils servaient d'intermédiaires entre lui et le peuple; l'absence complète d'une véritable administration entraînait de ce chef beaucoup d'abus.

Aucune vie communale, comme nous la comprenons, n'existait, encore que les lois, lettre morte en cela comme sur tant d'autres points, eussent établi quelque chose sur le papier.

Les familles de paysans se défendaient comme elles le pouvaient contre les abus d'autorité des notables. A vrai dire, on trouvait souvent parmi ceux-ci de braves gens, fiers de donner leurs services pour le bien public, et exerçant une influence morale toujours très prisée.

Bonne ou mauvaise, cette administration villageoise avait le caractère d'une organisation spontanée.

C'est cette petite bourgeoisie qui, dès longtemps, s'était donnée à la révolution, car elle détestait les Mandchoux étrangers.

Les réformes de l'enseignement, en modifiant le caractère social, et l'esprit des lettrés, obligés d'acquérir des connaissances nouvelles, agirent puissamment sur elle. Les journaux firent le reste.

Les édits qui constituèrent les premières assemblées provinciales, lorsque la Cour voulut se lancer dans le constitutionnalisme, firent de ces notables des électeurs. Ce sont eux qui constituèrent les deux millions et demi de citoyens, petits censitaires et capacitaires, composant le premier corps électoral.

Leur esprit se manifesta dans la résistance qu'ils opposèrent à la Cour, quand celle-ci, effrayée, voulut revenir en arrière, et ce sont eux qui ont nommé les assemblées dont les délégués ont constitué le Sénat en 1913, lequel fut en grande majorité composé du parti Kouominntang, c'est-à-dire du parti républicain.

Dans un pays où il n'y a ni grande industrie, ni grande propriété, où les fortunes sont, en général, médiocres, cette petite bourgeoisie ne pouvait avoir, au point de vue social, le caractère conservateur de la bourgeoisie occidentale; aussi les théories socialistes des chefs républicains ne lui répugnent-elles pas, d'autant que ces théories socialistes se bornent à promettre l'imputation à la communauté de la plus-value acquise par la terre, quand le développement économique du pays aura augmenté la valeur des biens.

La vie commune de la famille, l'indivision de la propriété familiale, toujours considérée comme plus morale que le partage, a rendu le Chinois particulièrement propre à admettre les grandes lignes du socialisme.

Et c'est ainsi que la catégorie sociale que l'on peut considérer comme la classe moyenne de la Chine est à la fois républicaine et socialiste de tendance.

C'est sur elle qu'aujourd'hui s'appuient les hommes politiques du parti républicain, c'est elle qui dirige la politique locale, avec les gens des villes, et qui dispose de l'influence réelle dans les campagnes.

Les paysans, au-dessous d'elle, comme les hommes de la terre en tous pays, sont absorbés par leurs travaux et par les difficultés de la vie quotidienne, car la puissance publique, ici ignorante et vénale, les laisse dépourvus de tout secours; ils n'ont ni routes, ni chemins, ils portent tout sur leur dos. Ils éprouvent les plus grandes difficultés pour échanger leurs produits.

Aussi, dans les temps de disette extrême, cette absence de moyens de communication les expose à la famine, et ils mourront de faim. C'est par millions, en certaines années, que l'on comptera ces malheureuses victimes d'un mauvais gouvernement.

Pourtant, le paysan ne se révolte point; il attribue au Ciel ses calamités; il est pacifique, de mœurs douces et

facilement gouvernable. Son commerce est agréable; si vous savez lui inspirer confiance, volontiers il vous offrira, s'il le peut, l'hospitalité et ne voudra rien accepter en retour.

Les missionnaires des différentes confessions, qui passent leur vie avec lui au fond des campagnes, et qui parlent sa langue, sont unanimes à vanter son caractère sociable, poli et patient, son respect de l'autorité morale des vieillards et des sages.

Malheureusement son esprit subtil d'Asiatique le porte aux chicanes; il est processif et de là sont découlées pour lui maintes misères. Les scribes du mandarin, le mandarin lui-même, l'ont tondu jusqu'au sang.

Beaucoup de paysans ne connaissent les Mandchoux que par ouï-dire; le pays est si grand! Mais ils savent que ces descendants d'étrangers vivent à ne rien faire, du produit des impôts.

Aussi, quand l'ouragan révolutionnaire les aura emportés, on lui fera facilement crier : « Vive la République! »

Cette masse immense, importante partie de l'humanité, est une force énorme, politiquement inemployée, mais disponible.

Elle possède ces vertus morales qui font la grandeur des nations; la fécondité, la sobriété, la patience, l'amour de son humble travail, l'esprit d'obéissance aux autorités établies.

Quelle puissance pour ceux qui sauront en coordonner les cellules éparses! Quel avenir pour les hommes qui pourront lui donner le souffle de vie, la faire marcher dans leurs voies!

Aussi bien est-ce elle qui est l'enjeu des partis en lutte, et dont les hommes du dehors, les étrangers eux-mêmes, espèrent utiliser le labeur organisé pour en tirer d'immenses profits.

*
* *

Pour remonter les 1 200 kilomètres du Fleuve Bleu, on met près de quatre jours, le bateau poursuivant sa course jour et nuit.

Sur une si longue distance, le paysage est nécessairement assez varié; aux stations où l'on prend et laisse des passagers et des marchandises, on se distrait à regarder ce curieux va-et-vient, quand on n'a pas le temps d'aller faire un tour dans la ville, près du port; car il ne serait pas prudent de s'aventurer trop loin dans l'état actuel du pays.

A Kioukiang, cité importante dont les murailles produisent un effet pittoresque, de nombreux soldats flânent sur les quais. Ils sont vêtus de kaki. On aperçoit une église et un grand bâtiment de style européen. Les missionnaires français ont là un établissement.

Ces soldats ont l'air paisible. Pourtant ce sont peut-être ces mêmes hommes qui, sur un bateau qui nous suit, monteront, l'envahiront, arracheront les petites filles à leurs parents pour les vendre. Il faut bien vivre.

On ne les paie plus. Les caisses des révolutionnaires sont vides et celles de Pékin également. Les officiers rétabliront l'ordre, comme ils pourront, feront sauter quelques têtes. Je n'ai jamais su ce qu'étaient devenues dans tout cela ces malheureuses fillettes.

Notre bateau a été exempt des visites de ces soldats; seuls des petits marchands sont montés pour nous offrir leur camelote de fausses antiquités. Les vendeurs de journaux ne manquent pas non plus; à toutes les escales, nous faisons notre provision de feuilles publiques pour charmer utilement la longueur du voyage.

Toutes ces feuilles sont révolutionnaires, républicaines. Il y en a de socialistes, où nous pouvons lire des amplifications sur les théories de Karl Marx. Ces journaux sont bien

renseignés sur les grands événements mondiaux; comme le style en est simple, facilement assimilable à qui possède un minimum d'instruction, le peuple de ces régions centrales peut donc connaître ce qui se passe dans le reste du monde.

Il est, d'ailleurs, à cet égard, mieux informé des faits et gestes des étrangers que ne le sont nos provinciaux, car ces journaux locaux accordent aux choses du dehors une place qu'on ne leur donne pas chez nous. On s'y occupe beaucoup des hauts faits de nos aviateurs. L'histoire de Bonnot-Garnier et leur bande peut y faire, à la lecture, les délices des amateurs chinois de faits divers, comme elle faisait celles des assistants du cinéma à Kobé (Japon) lorsque nous y séjournâmes plus tard.

Que d'enseignements dans ces feuilles de papier!

Malgré l'intérêt de ces lectures, il faut bien lever les yeux quand on traverse de beaux paysages, dont les collines bleuissent l'horizon ou baignent leur pied dans le fleuve.

Nous passons auprès d'un curieux rocher, qui se dresse seul au milieu du majestueux cours d'eau, à un endroit où celui-ci se déroule en un coude magnifique. Les voyageurs l'ont baptisé le « petit orphelin ». Il nous rappelle les rochers de la baie d'Along, qui, eux, sont une multitude; des bosquets le couvrent, et, de la verdure, émerge un temple bouddhique.

Le ciel est admirable et la chaleur commence; nous sommes loin du Pacifique et des brouillards qui ont accompagné notre départ de Changhaï. Le soir, on se prélasse sur le pont dans la chaise longue ou le rocking-chair.

Quelquefois, on entend des coups de feu, dans la nuit.

Des points lumineux passent, des groupes d'hommes, des troupes en marche. Des sampans, tous feux éteints, filent à toute vitesse, en se cachant; on lutte encore par ici.

Nous approchons, en effet, de la région où les habitants

indisciplinés sont redoutables ; nous sommes au cœur de la révolution, dont les battements n'ont point cessé ; nous voici bientôt à Hankéou, but de notre voyage.

Ici, nous serons plus en sûreté que sur le fleuve. Hankéou possède des concessions internationales ; c'est un minuscule Changhaï. Cinq navires de guerre, des canonnières de diverses nations sont à l'ancre.

La *Décidée* porte le pavillon tricolore.

Elle est là pour protéger les quelques Français qui font leur concert parmi les douze cents Européens, Anglais, Allemands, Russes, etc., dont les bâtiments s'alignent le long du fleuve.

Devant ceux-ci, sur le quai, on a construit des murs en briques, avec des meurtrières, afin de faciliter la retraite de la population européenne sur les bateaux, au cas où la ville internationale serait attaquée, bombardée ou détruite, chose qui peut toujours arriver, car on n'est ici jamais sûr du lendemain.

A l'entrée de la concession allemande, derrière une barricade de sacs de terre, se montre la gueule d'un canon, auprès duquel veille une sentinelle.

La concession française rappelle Saïgon et ses ombrages. Des policiers annamites, coiffés du chapeau pointu à franges rouges, vêtus de kaki, se promènent gravement ; ils paraissent pleins de leur importance. Ici ils se sentent quelqu'un, ils n'ont point cette attitude humble et minable de l'Annamite en Indochine.

L'habituelle visite d'arrivée à notre consul, un ancien condisciple des Langues orientales, achevée, nous courons voir les ruines de la ville chinoise. Quelle dévastation ! De cette cité immense, il ne reste pas pierre sur pierre. Elle a été bombardée et incendiée par les soldats impériaux.

Nous parcourons des rues et des rues ; partout, ce ne sont que des amas de briques noircies par la fumée de l'incendie. C'est là tout ce qu'il reste des logis, des magasins,

des maisons de près d'un million d'habitants. Ceux-ci, comme d'industrieuses fourmis, sont là, dans ces ruines, et ils relèvent à la hâte leurs demeures; de tous côtés, les maçons sont à l'œuvre. Il faut bien que ces malheureux s'abritent, et pourtant, cette reconstruction rapide, sur les vieux emplacements, n'est pas bien vue des hommes du jour, qui ont l'intention de faire là une ville moderne avec de larges rues.

De là, nous allons au bord du fleuve, jeter un coup d'œil à Hanyang, une autre ville, car, ici, trois cités sont réunies sur le fleuve Bleu, au confluent du Hanho. Cette ville, qui compte environ un demi-million d'habitants, est la cité industrielle, élevée par le défunt vice-roi, qui fut conseiller d'empire, le fameux Tchang Tcheutong, en son temps un moderniste; elle se trouve sur la rive gauche, à côté de Hankéou, dont elle n'est séparée que par une rivière.

Il y a des forges, des hauts fourneaux, des fonderies d'où est sorti en grande partie le matériel du chemin de fer qui mène de Hankéou à Pékin. Il y a aussi une importante manufacture d'armes, dirigée par des Allemands, au service de la Chine, des filatures de coton, des chantiers de bois de construction. Les usines sont fermées, la guerre civile a tout arrêté et les hautes cheminées se découpent sur le ciel bleu, sans qu'aucun panache de fumée ne les surmonte.

Plus tard, nous irons visiter la ville préfectorale, Outchang, l'autre côté du fleuve Bleu, qui a encore, ici, si loin de son embouchure, plus de douze cents mètres de largeur.

Dans la ville chinoise, mêlés à la foule, nous circulons, nous prenons des photographies de tout ce monde grouillant au milieu des ruines et des bâtisses de fortune; nul ne nous dit un mot malsonnant, nul ne nous regarde même de travers.

La révolution a beau être politiquement terminée par l'entente de l'Assemblée de Nankin et de Yuen Chekai, les

partis se remuent toujours, les conspirations militaires des officiers qui n'ont pas confiance en Yuen, les révoltes de soldats sans solde, les menaces de pillages, font toujours peser sur tous, Chinois et Européens, une lourde atmosphère d'inquiétude. De temps en temps, on perçoit le bruit de coups de canon ou de fusillade; on apprend la répression sanglante de quelque mutinerie militaire.

On se demande même si les luttes ne vont pas recommencer et si les forteresses d'Outchang ne vont pas bombarder les habitations européennes des concessions internationales, car on redoute, ou un mouvement de xénophobie, toujours possible, ou une attaque des étrangers par des groupes de factieux, comme moyen de provoquer des complications.

On est quelquefois réveillé en sursaut la nuit par le canon qui tonne, on se vêt, on va aux nouvelles, dans les corridors de l'hôtel, où l'on trouve des voisins aux écoutes. Non, aucun projectile n'a éclaté dans les environs. Recouchons-nous, pour nous relever tout à l'heure de la même façon. Désagréable manège, qui, certaines nuits, recommence trois ou quatre fois. D'ailleurs, un clairon doit parcourir les rues en cas d'alerte, pour sonner le rassemblement de tous les Français. Et puis, on compte que les cinq canonnières arriveraient vite à éteindre, de leurs obus, le feu des forts chinois.

Telle était la situation fin avril et commencement de mai, à Hankéou. Mais on s'habitue à tout et la population européenne, qui vivait ainsi depuis sept mois, en avait pris son parti après bien des alarmes.

Lorsqu'on lit dans les livres l'histoire des révolutions et des guerres, on s'imagine qu'en ces jours où les humains s'entre-tuent, la nature suit un cours différent de son mouvement ordinaire; volontiers on se représenterait le soleil se voilant la face, la terre couverte d'ombres, éclairée seulement par les blafards reflets d'une lune san-

Page 161.

LE QUAI FORTIFIÉ DES CONCESSIONS ÉTRANGÈRES DE HANKÉOU

glante, tandis que les gens terrifiés se cachent, blêmissants.

Rien n'est moins conforme à la réalité. Les jours de bataille les plus terribles, qui voient à la fin des combats les cadavres jonchant la terre, sont quelquefois ceux où la nature est le plus souriante, où brille le plus gai soleil, où les fleurs ont le plus de parfum, où toute la terre semble exhaler l'amour de la vie.

Hommes et femmes de leur côté, les premiers émois passés, finissent par s'habituer à l'insécurité, au danger possible, et courent comme devant à leurs affaires et à leurs plaisirs. A Paris, pendant nos révolutions, on s'entre-tuait dans certains quartiers, pendant qu'on dansait dans d'autres.

A Hankéou, la révolution et l'insécurité n'empêchèrent pas la solennité annuelle des courses, si chère aux Anglo-Saxons. Tous les Européens sont là, les dames ont arboré leurs claires toilettes, car la chaleur commence, le soleil est brûlant.

Aux environs de la ville est l'hippodrome avec sa piste, ses barrières blanches, ses tribunes, ses guichets, où l'on parie. Si ce n'était le petit nombre de personnes, on se croirait en Angleterre ou en France, par un beau jour d'été. La langue que l'on parle dans cette réunion select est l'anglais ; nous sommes bien trop peu nombreux pour que la nôtre puisse compter ici.

Pourtant, nous tenons notre place par le prestige qui s'attache au nom de la France, chose si remarquable en Chine, où nous ne sommes guère, sur les trente mille étrangers qui y résident, que deux mille en tout, en y comprenant un millier de missionnaires catholiques (1).

L'influence des idées est une puissance qui a bien son prix. C'est dans ce pays que l'on s'en rend compte.

(1) On indique, comme nombre d'étrangers en Chine, un chiffre de cent-cinquante mille, mais il importe de remarquer que sur ce nombre on compte cent vingt mille Russes et Japonais qui se trouvent en Mandchourie.

La solennité du Grand Prix, en miniature, terminée, les voitures, les pousse-pousse, ramènent, par une route sans ombrage, la foule élégante vers les concessions. Avant de rentrer ou d'aller au club, on fait un tour sur le quai planté d'arbres, pour y chercher un peu de fraîcheur et d'ombre, et d'où l'on aperçoit, là-bas, sur l'autre rive du fleuve géant, Outchang, la citadelle de la révolution.

*
* *

Le 30 septembre 1911, le corps consulaire de Hankéou fut avisé, par Joueitcheng, le vice-roi résidant à Outchang, que celui-ci craignait des troubles, les révolutionnaires s'agitaient. Puis, l'explosion accidentelle dont nous avons déjà parlé, la décapitation de deux révolutionnaires, la révolte des soldats, le massacre des Mandchoux d'Outchang se succèdent.

Le 10 octobre, à 10 heures du soir, le consul de France est informé par le délégué provincial aux affaires étrangères qu'Outchang est aux mains des rebelles et que le vice-roi s'est enfui.

Le lendemain, dans la nuit, les soldats révoltés traversent le Fleuve Bleu, débarquent à Hanyang, où se trouvent les grandes usines et l'arsenal, s'emparent de celui-ci, ce qui ne leur est point difficile, des conjurés leur en ouvrant les portes.

Enfin, du 13 au 16, ils prennent tout aussi facilement Hankéou, qui ne demandait qu'à se donner à la révolution, dès longtemps préparée.

Ainsi, les trois villes réunies là sont au pouvoir de l'armée révoltée, qui a, désormais, un solide point d'appui, d'où elle pourra, pense-t-on, étendre ses conquêtes.

Malheureusement, les révolutionnaires inaugurent leur prise de possession en ouvrant toutes grandes les portes des prisons; mais celles-ci ne contiennent pas que des prison-

niers politiques, victimes du pouvoir absolu; avec ces derniers se trouvent des bandits, des malfaiteurs, qui, dès qu'on leur a donné la volée, se remettent sans délai à leurs occupations anciennes. Les voilà dans la ville, qui volent, qui pillent, qui incendient.

La population effrayée voit fuir une partie des habitants.

Les révolutionnaires, pour ramener l'ordre, sont obligés de faire décapiter sur place quiconque est porteur d'un objet volé.

Mais les troupes rebelles prévoient une résistance des soldats impériaux, des Mandchoux qui se trouvent à quelques kilomètres de Hankéou, le long de la ligne du chemin de fer, et, en prévision d'un combat, ils vont installer des batteries d'artillerie derrière les concessions étrangères, qui aimeraient mieux un autre voisinage.

Sur le fleuve accourt une flotte chinoise, commandée par l'amiral Sa, un bon marin, qui dispose de trois croiseurs et de deux torpilleurs; il commence à bombarder les artilleurs rebelles, et leurs pièces lui répondent, mais ce petit duel d'artillerie dure peu.

Ceci n'est qu'une entrée de jeu. Les vrais combats ne peuvent se livrer si près des habitations des étrangers, car les deux partis veulent avant tout éviter de leur causer le moindre mal. Les Chinois ne sont plus les gens de 1900, ce sont maintenant des hommes civilisés.

Les grandes batailles auront lieu, surtout, à cinq kilomètres de Hankéou, à un point dit « le kilomètre 10 », où se trouve une gare, non loin du Fleuve Bleu. Le 19, les impériaux commencent une action combinée, les soldats mandchoux attaquent les révolutionnaires, sur terre, pendant que la flotte leur envoie ses projectiles.

Les troupes rebelles sont composées de gens récemment enrôlés, ce sont des volontaires de la révolution; néanmoins elles se battent avec une telle vigueur que les soldats impé-

riaux, qui ne s'attendaient pas à une telle résistance, s'enfuient, abandonnant leur matériel, leurs tentes, leurs munitions.

La population, qui assistait de loin au combat, voyant les révolutionnaires vainqueurs, exulte, porte les victorieux en triomphe, et revient vers la ville, chargée de butin.

Les insurgés s'installent dans la gare, y laissent une garde de deux cents hommes. Notre consul, M. Réau, qui va voir, le 21, ces hommes qui ont mis en déroute les troupes de l'armée impériale, se trouve en présence de soldats d'émeute, de coolies armés.

La nouvelle de ce succès révolutionnaire se répand avec rapidité et probablement se grossit beaucoup en route, produisant un effet moral considérable.

Les groupes de révolutionnaires, dès longtemps formés dans les sociétés secrètes, disséminés dans tout le pays, annoncent autour d'eux la bonne nouvelle : « La révolution triomphe, c'est la fin de la tyrannie mandchoue! »

Les drapeaux de la nouvelle République sortent pour la première fois des meubles où on les tenait cachés, et ils sont arborés en différentes villes.

A Tchangcha, la capitale du Hounan, au sud du fleuve, on proclame la République et l'on arbore son drapeau. Un général, des officiers refusent de se soumettre. Ils sont tués; ceci se passe le 22.

Le même jour, à Siangtan, l'étendard nouveau flotte sur les monuments. Déjà, le 19, à Itchang, en amont, il avait remplacé le dragon impérial; à Kieoukiang, nul ne s'oppose à ce que les républicains n'en fassent autant. Les autorités s'enfuient.

La nouvelle se répand aussi, au loin, dans les provinces; de tous côtés, on signale des rébellions.

La Cour s'effraie et prend des mesures. Le vice-roi s'est sauvé à Changhaï, on ne peut plus compter sur lui; il faut envoyer du Nord une armée pour châtier ces rebelles et les

réduire à l'obéissance. Le général Fong Kouotcheng, le sous-chef de l'état-major de l'armée, descend de Pékin vers Hankéou, pour étudier la situation. Yn Tchang, ministre de la guerre, un bon général, dit-on, qui a étudié en Allemagne, prendra, avec le vice-roi Toan Kijouei, le commandement, que l'on placera, quelques jours plus tard, sous la haute main de Yuen Chekai, qui entend être le seul maître.

Bientôt, le chemin de fer va transporter les troupes disponibles du Nord.

On s'aperçoit de leur arrivée le 29; ce jour-là, au nord du kilomètre 10, la bataille s'engage et les troupes impériales ont l'avantage. Les combattants se rapprochent des concessions européennes et les projectiles viennent, jusque-là, mettre en danger les habitants.

L'armée du Nord occupe la gare de Hankéou, qui se trouve derrière les concessions.

Le 28, les révolutionnaires veulent l'en déloger. La foule se rue à la bataille, des gens du peuple, comme dans les journées historiques de notre Révolution, se lancent au combat.

M. Réau, notre consul, qui fut témoin oculaire de ces événements tragiques, nous racontait avoir vu des hommes, nus jusqu'à la ceinture, comme pour défier la mort, brandissant des drapeaux rouges, se précipiter en avant sans souci des balles et entraînant la foule derrière eux à l'assaut de la gare.

L'attaque fut si soudaine et si violente, que les soldats de métier lâchèrent pied, sous cette ruée populaire, et allèrent se reformer en arrière, dans la campagne, sur le champ de courses international. De là, ils reviennent à la charge, mais sont encore une fois repoussés.

Les troupes révolutionnaires n'ont, avec elles, que quelques canons de montagne; l'artillerie de l'armée impériale est bien meilleure et bien plus nombreuse, elle finit par lui assurer la victoire; la gare est reprise.

Pendant ce combat du 28, la concession française est traversée par des balles qui tuent quelques Chinois dans les rues. Dans l'hôtel même où je suis descendu, un de ceux-ci est grièvement blessé, car les armes modernes ont une incroyable force de pénétration.

Une d'elles entre par une chambre du consulat, traverse deux portes, et, passant par-dessus la tête de M. Réau, qui se trouvait dans la salle de bain, elle vient s'enfoncer profondément dans le mur.

C'est vraiment miracle que, pendant ces événements, aucun de nos compatriotes n'ait été blessé.

Sur les concessions, on redoute naturellement que les combattants, dans leur lutte acharnée, ne viennent s'entretuer sur notre territoire même. Pour éviter cette éventualité, on dresse des barricades, faites de sacs de terre, à l'entrée des rues. Dans la concession française, les Annamites de la police, les matelots de *la Décidée*, les volontaires, le fusil au poing, se tiennent couchés à plat ventre, ou accroupis, ou agenouillés.

Le 28, la bataille dura la journée entière, les révolutionnaires se replièrent sur les premières maisons de la ville, luttant toujours; les impériaux combattaient avec méthode, prenant maison par maison, et incendiant celles-ci pour en déloger leurs adversaires, qui n'abandonnaient les maisons que sous les flammes.

Les combattants révoltés se retirèrent ainsi, en luttant pied à pied, dans la ville chinoise de Hankéou et à Hanyang.

Le 29, l'artillerie impériale bombarda ces deux villes.

De l'autre côté du fleuve, les canons d'Outchang, placés sur les collines, lui répondirent, au grand effroi des concessions exposées à recevoir les obus qui ne leur étaient pas destinés.

Ceux de Hanyang, sur la colline de la Tortue, canonnaient également l'artillerie impériale.

Les morts étaient nombreux, et comme, depuis le commencement des hostilités, on les avait laissés sur le sol, ils exhalaient leur pestilence. C'étaient les cadavres des rebelles, car ceux des impériaux avaient été mis dans des cercueils et envoyés vers le nord.

Le 31, les impériaux commencent à mettre le feu à un quartier de la ville dont tous les habitants s'étaient enfuis. L'incendie progresse et, le lendemain, à 2 heures de l'après-midi, toute la cité est atteinte; le soir, elle n'est plus qu'un immense brasier, d'où les flammes montent dans le ciel à travers des nuées de fumée épaisse qu'elles rougissent de sinistres lueurs.

Du haut de la tour de la municipalité, les Français regardent ce grandiose et terrifiant spectacle : une ville, faite pour abriter près d'un million d'hommes, qui n'est plus qu'une gigantesque fournaise.

Cet incendie formidable, qui restera, avec celui de la Rome antique, comme un des plus extraordinaires qu'on ait jamais vus, se continuera toute la journée et toute la nuit du 2 novembre. Trois jours auront suffi pour réduire en cendres une ville immense, et le feu ne s'arrêtera que lorsqu'il aura tout dévoré.

Jamais incendie ne fut plus inutile au point de vue stratégique. La résistance des révolutionnaires n'était pas là, mais à Hanyang et à Outchang; cette immense destruction était une œuvre de pure barbarie. Le général Li Yuenhong, chef des troupes révolutionnaires, pria les consuls d'intervenir auprès du général Fong, commandant les impériaux. Celui-ci leur répondit, contre toute évidence, que c'étaient les rebelles qui avaient mis le feu pour protéger leur retraite. Les révolutionnaires ne se tiennent pas pour battus et des combats se livreront encore au kilomètre 10. Les impériaux faillirent même en être délogés; les batteries révolutionnaires, postées de l'autre côté du fleuve, sur les flancs de la colline Tsinchan, réussirent à éteindre le feu

des batteries impériales, à deux mille mètres, par un tir très précis.

Le 4 et le 5 novembre, des obus tombent encore dans les concessions.

On apprend, le 6, que Yuen Chekai lui-même est arrivé; il se trouve à 25 kilomètres de Hankéou. Le grand diplomate vient essayer de négocier avec les révolutionnaires. Il propose au général Li un régime constitutionnel, l'exclusion des princes mandchoux des hauts emplois, l'amnistie pour les rebelles.

Tout Chinois ne traite jamais du premier coup.

Si Yuen faisait de telles propositions, son adversaire entendait par là qu'on lui promettrait autre chose.

Les conditions ne sont donc pas acceptées.

On continue la lutte, non pour obtenir, du côté républicain, une monarchie constitutionnelle avec les Mandchoux au pouvoir, mais pour avoir la république dirigée exclusivement par des Chinois. Les républicains croient voir évoluer dans ce sens la pensée de Yuen Chekai.

Les jours suivants, les Européens assistent, les oreilles assourdies par le bruit, à des duels d'artillerie; les impériaux ont reçu du Nord des pièces de siège; jour et nuit, des deux côtés, la canonnade est formidable. Les deux partis s'efforcent toujours de ne point toucher aux concessions étrangères, mais il n'y a pas de jour où celles-ci ne reçoivent quelques obus; sur la concession anglaise, l'hôpital italien en reçoit dix-neuf pour sa part.

Le nombre des combattants révolutionnaires grossit; il en arrive du Seutchoenn, du Hounan près de soixante mille qui brûlent de se mesurer avec les « esclaves des Mandchoux ».

De son côté, le Nord envoie des renforts aux impériaux.

Combien sont les combattants de chaque côté? On ne sait, mais leur nombre paraît grand.

Le combat se poursuivra ainsi pendant un mois, et des

deux côtés on fera des pertes énormes; mais les impériaux sont mieux organisés; ils paraissent avoir plus de ressources, un commandement plus méthodique. Le 17, ils réussissent à s'emparer d'un point stratégique important : la colline de la Tortue, à Hanyang, d'où ils ont été depuis si longtemps canonnés. L'étendard impérial flotte à son sommet.

Tous les révolutionnaires qui tombent dans leurs mains sont massacrés; de nombreux vaincus, s'enfuyant sur des jonques, veulent traverser le fleuve pour gagner Outchang, les mitrailleuses les coulent; et comme les révolutionnaires ont juré de vaincre ou de mourir, leurs frères d'Outchang n'admettent pas cette fuite et leur artillerie les couvre de projectiles; les malheureux sont pris entre deux feux, le fleuve emportera dans ses eaux limoneuses une multitude de cadavres portant d'horribles blessures.

Les deux armées paraissent épuisées par leurs efforts; l'armée impériale est en possession de la rive gauche du Yangtsé; mais elle marche sur les ruines de la cité qu'elle a stupidement détruite, et qui, dès lors, ne peut plus lui offrir aucune ressource; elle possède Hanyang, dont l'arsenal est vide maintenant. Que va-t-elle faire de sa victoire?

L'immense fleuve roule ses eaux presque torrentueuses; il faudrait qu'elle pût le traverser pour prendre à l'assaut Outchang et ses canons.

Sans matériel suffisant, comment, sous le feu des batteries révolutionnaires, tenter avec quelque chance de succès une si difficile entreprise?

Néanmoins, dans les derniers jours de novembre, de nombreux canons et des munitions arrivent encore du Nord. L'état-major de l'armée impériale annonce aux consuls qu'on va bombarder Outchang; mais ce projet du vice-roi Toan Kijoei ne se réalise pas.

Les deux partis sont face à face, séparés par le Yangtsé.

Une fausse manœuvre, et la Chine se trouvera divisée en deux; le Sud proclamera d'une façon définitive son indépendance et Yuen Chekai ne sera plus que le premier ministre de la dynastie mourante, ou, s'il saisit le pouvoir pour lui seul, ce qui lui est facile, il verra la moitié de la nation, la plus riche, la plus intelligente, s'organiser et se dresser contre lui.

Il reprend donc les négociations avec les rebelles; il va s'efforcer de gagner leur général Li et aussi le général Hoanghing, renommé pour son courage et sa volonté indomptable, et qui, pendant ce mois de luttes, avait combattu comme un lion.

En somme, l'armée impériale avait empêché les forces militaires du Sud de s'avancer vers Pékin, mais ne les avait pas vaincues. Tout le monde s'attendait à la voir continuer la lutte pour conquérir toute la région située au-dessous du fleuve Bleu.

Yuen Chekai ne voulut pas se lancer dans cette aventure, il préféra discuter; d'autant plus que les batailles, qui s'étaient livrées pendant les mois d'octobre et novembre, avaient eu dans tout l'empire un immense retentissement; elles avaient donné à tous l'impression que la révolution était une grande force, puisqu'elle pouvait de la sorte tenir tête à l'armée du gouvernement. Là où les troupes fidèles ne se trouvaient pas en nombre, la rébellion était partout, partout les sociétés secrètes antidynastiques s'agitaient.

Aussi, le 2 décembre, après que fut arrivée la nouvelle de la prise de Nankin par les révolutionnaires, les combattants du centre mettent-ils bas les armes. Le 3, ils concluent un armistice pour traiter.

CHAPITRE X

LES GÉNÉRAUX RÉVOLUTIONNAIRES

A Outchang. — Le général Li Yuenhong. — La vie du général Hoang Hing. — Ses luttes. — Les sociétés secrètes. — La traversée du fleuve. — Les soldats dans les trains. — Le vent jaune. — Arrivée à Pékin.

Après de tels événements, on ne saurait venir à Hankéou sans aller visiter Outchang, qui restera, dans l'histoire de la Chine, célèbre entre toutes les villes.

Le matin, de bonne heure, nous prenons, en compagnie de M. Charles Pettit, correspondant du *Journal* qui est de passage, un bateau à vapeur faisant le service entre les deux rives.

Ce bateau est surchargé de Chinois : soldats, paysans, ouvriers, on est entassé là dedans d'une façon incroyable. Quand nous approchons du bord, les murailles de la cité apparaissent, proches de l'eau, se détachant sur le ciel de ce bleu tendre qui est particulier à la Chine.

La ville abrite environ un demi-million d'habitants. C'était la résidence des fonctionnaires provinciaux ; le vice-roi des deux provinces y avait son palais.

A Outchang habita Tchang Tcheutong, aujourd'hui décédé. C'est lui qui fit construire les usines de Hanyang, dont les cheminées s'aperçoivent là-bas de l'autre côté du fleuve.

La population d'Outchang a un air d'indépendance que n'a pas celle de Hankéou ; on voit qu'ici elle se sent chez elle. Que lui veulent ces étrangers, qui viennent parcourir

la ville en curieux, à une pareille époque où les passions fermentent?

Peut-être nous prend-on pour des Allemands, lesquels sont fort mal vus, depuis les batailles; car on leur reproche d'avoir assisté l'armée impériale, de lui avoir fourni des armes, du matériel; les Chinois croient même que des officiers allemands ont conduit l'attaque contre eux ou conseillé les chefs de l'armée venue de Pékin?

Dans tous les cas, les regards de la population nous engagent à ne pas faire d'imprudence.

Nous prenons les nécessaires pousse-pousse, que l'on retrouve partout et dont les tireurs se disputent à grands cris notre clientèle profitable, et nous circulons dans le défilé interminable des rues.

Outchang ne nous présente aucun caractère particulier. C'est la ville chinoise que l'on trouve du sud au nord, avec les innombrables boutiques aux enseignes dorées, qui se balancent au vent sur la tête des passants, rues étroites sur lesquelles débouchent de sombres couloirs et des ruelles, le tout rempli de la population grouillante bien connue.

Nous voici arrivés devant un yamenn, gardé par des soldats; là résidait autrefois le Grand Trésorier; maintenant le fameux général Li Yuenhong, celui qui commanda les troupes révoltées et dont l'Assemblée de Nankin a fait le vice-président de la République, y demeure, entouré de soldats.

Pour ma part, je n'avais pas l'intention d'aller le voir ce jour-là, ainsi, à l'impromptu; mais notre compagnon, M. Pettit, nous entraîne et nous voici, traversant les cours successives, que l'on trouve dans tout yamenn. De nombreuses sentinelles en gardent les diverses issues.

Si la révolution est terminée, on n'est, en effet, encore sûr de rien et il s'en faut que les soldats soient d'accord entre eux. Le manque d'argent les fait se mutiner de temps en temps.

Des révolutionnaires se défient de Li Yuenhong, dont on

redoute une trahison. De là, des luttes de factions, dont les étrangers perçoivent de temps en temps les échos, par quelque fusillade ou canonnade. On coupe souvent des têtes trop indisciplinées, et là même où nous passons, dans une cour, la veille, on a décapité un officier; les exécutions sont sommaires et nombreuses.

Cette visite nous permet d'examiner à loisir l'intérieur de ce yamenn, car nous devons attendre qu'on prévienne le général, lequel n'est pas là; finalement, celui-ci ne peut nous recevoir.

Ce personnage serait pourtant intéressant à étudier de près; mais il tient, dans sa défiance, à ne recevoir personne sans avoir pris ses informations sur le compte du visiteur. Les pourparlers avec les secrétaires ont pris une bonne heure et cela nous a permis de causer un peu avec le personnel.

Le général Li Yuenhong mérite d'être portraituré, car, si sa personnalité n'est pas de nature à marquer dans l'histoire comme celle d'un Yuen Chekai, ou d'un Sun Yatsen, ce soldat de fortune s'est trouvé poussé par les événements à une place de choix, qui lui a permis de jouer un grand rôle.

Li est âgé de quarante-six ans, originaire de la province du Houpé, où nous nous trouvons. C'est encore un de ces hommes qui n'étaient pas faits pour être lettrés.

De bonne heure, il entra à l'École navale du Nord, qui jouissait alors d'une grande réputation parmi les Chinois.

Au cours de ses études, il eut à souffrir du particularisme provincial. Originaire d'une province centrale, on le mettait de côté ; malgré son travail, il se voyait sacrifié à des camarades moins bien doués; de là, le commencement de son animosité contre le régime qui produisait de tels fruits.

Officier, maintenu dans les grades inférieurs, il se consacra à l'étude des choses de la guerre navale avec un officier allemand.

Vint la guerre du Japon; Li eut le commandement de l'artillerie d'un croiseur et il combattit dans la lutte qui devait détruire, avec tant de facilité, la flotte chinoise; il voulut se suicider, se jeta à la mer, fut repêché et ramené à Tcheufou, avec le cercueil de son chef Ting Youtchang.

Dans sa province, le vice-roi Tchang Tcheutong, qui cherche à créer une armée, l'emploie et bientôt ce vieux lettré a une grande estime pour les talents militaires de Li et veut le pousser. Mais Li doit lutter contre le chef des troupes, un homme énergique et incapable : Tchangpiao. Il contrecarre les projets de celui-ci, d'où une haine vivace entre les deux soldats.

L'animosité de Tchangpiao, un ancien boy devenu général, s'augmente de voir que Tchang Tcheutong écoute volontiers les conseils de Li. C'est en effet sur les indications de celui-ci que le vice-roi envoie des étudiants en Europe et au Japon. Toute cette jeunesse reviendra pour rire de l'ignorance des vieux Chinois tels que Tchangpiao, mais ce dernier est protégé par la Cour qui compte sur sa fidélité.

Li n'attend qu'une occasion de s'affranchir, la révolution la lui fournira; il se mettra à la tête de la rébellion, quand celle-ci aura commencé.

Telle est la carrière du chef militaire devenu vice-président de la République.

Elle est bien différente de celle des autres révolutionnaires; on ne voit pas, chez celui-là, trace des sentiments qui les animent. Li n'est pas pénétré par l'influence de la civilisation occidentale, au milieu de laquelle il n'a pas vécu; ce fut un aigri, justement mécontent, d'ailleurs, des injustices dont il a eu à souffrir, et indisposé par le spectacle de l'ignorance dominant ceux qui, comme lui, savent quelque chose. Pour cela, il déteste la Cour, il n'est point Mandchou et, dans le militaire, il est de tradition que les

premières places soient réservées aux descendants des conquérants.

En somme, ce général révolutionnaire est, au point de vue moral, encore un vieux Chinois, c'est-à-dire un homme pour lequel toutes les idées philosophiques, âme de la révolution, sont à peu près lettre morte.

Droit, justice, respect de la vie humaine, conception de la liberté sont pour lui à peine des formules, des mots nouveaux dont il ne peut guère pénétrer le sens, et qu'il répète parce qu'ils ont cours dans son milieu.

Avec lui, un homme comme Yuen Chekai pourra s'entendre. Les Mandchoux sont disparus, Li se trouve à une place éminente, il tient les troupes du Sud, séparées de celles du Nord par le fleuve. Pour lui la révolution est accomplie; elle a produit, et au delà, tout ce qu'il pouvait en attendre.

Les forces républicaines dans la Chine centrale sont donc dans des mains peu sûres. Aussi peut-on croire que le grand corrupteur, en traitant avec Li, pensait déjà, dès novembre, au parti qu'il pourrait, plus tard, tirer de cet homme, le jour où il voudrait établir son pouvoir personnel.

Li écoutera la voix tentatrice et, peu à peu, se rapprochera de Yuen, lorsque celui-ci essaiera d'annuler à son profit l'œuvre de la révolution.

*
* *

Tout autre est le second chef des troupes qui combattirent à Hankéou et à Hanyang, le valeureux Hoang Hing C'est un soldat aussi, mais il est pénétré jusqu'aux moelles de l'esprit nouveau.

Il a lutté pied à pied sur la colline de la Tortue, à Hanyang; il a combattu, entraîné les troupes à Hankéou, se plaçant, quand il le fallait, à la tête des soldats; cet homme de taille moyenne, large d'épaules, d'une grande vigueur

physique, bien qu'âgé seulement de quarante ans, est un vieux combattant dont les années de luttes incessantes ont entretenu l'ardeur.

Il est originaire, lui aussi, comme Li, de la Chine centrale; il a vu le jour dans cette préfecture de Tchangcha, où se trouve la capitale du Hounan, renommée pour le caractère indépendant de ses habitants.

Dans son enfance, il manifesta, au grand chagrin de son père, un profond dédain pour les amplifications creuses où l'on s'escrime à balancer des formules; son goût le portait du côté des connaissances positives.

Il commence son instruction dans une de ces écoles fondées par le vieux vice-roi Tchang Tcheutong. Hoang Hing se fait remarquer par son ardeur; mais il éprouve le besoin de respirer un air plus large, d'étudier sous des maîtres meilleurs que les quelques étrangers qui enseignent dans ce qu'on appela du nom pompeux d'université des deux Hou.

Il se rend au Japon, où les étudiants chinois, accourus de toutes les provinces, sont nombreux parce que le voyage est peu coûteux, la vie facile, l'étude de la langue japonaise, nécessaire pour suivre les cours, sans difficulté grande, puisque Japonais et Chinois font usage des mêmes caractères d'écriture idéographique.

Tous ces étudiants, qui sont plusieurs milliers, s'entretiennent de la situation de leur pays. Ils voient la force du Japon, ce pays insulaire, si petit en comparaison de l'immense Chine, et dont la population, accrochée aux flancs souvent stériles des îles volcaniques, est dix fois moindre que celle de leur nation. Ils admirent les vaisseaux de la flotte japonaise, qui porte avec orgueil le pavillon au soleil rouge sur toutes les mers du monde et qui se prépare à ses futures victoires. Ils voient ces villes comme Tokio, où se dressent des palais qu'on leur dit semblables à ceux des puissantes cités de l'Europe; ils en observent l'ordre, les bienfaits qui découlent pour toute la population d'une

Page 177.

LE GÉNÉRAL HOANG HING

DÉFENSEUR DE LA CONSTITUTION

administration sérieuse. Ils y lisent maints ouvrages, traduits des livres d'Occident, qui leur révèlent tout un monde nouveau de pensée, de force intellectuelle, de progrès et de splendeur.

Au Japon se sont réfugiés tous ceux qui, déjà, ont combattu la dynastie et ses fonctionnaires.

Kang Youwei, Liang Kitchao, ceux des conseillers du pauvre empereur prisonnier qui ont pu échapper à la main du bourreau, demeurent là, à l'abri des sbires de la vieille impératrice Tseushi.

Tout ce monde gémit de la corruption mandchoue, de l'incapacité des princes, de l'ignorance de ceux qui sont à la tête d'un si grand peuple, des humiliations dont leur pays est abreuvé par l'étranger, auquel la dynastie, empruntant constamment pour satisfaire à ses gaspillages, se livre de plus en plus.

Le Japon et la Russie s'avancent en Mandchourie; leurs émissaires sont partout. Cette dernière puissance, surtout, apparaît comme particulièrement dangereuse pour l'avenir de la Chine; c'est une redoutable voisine.

Aussi les sentiments des étudiants à son égard sont-ils ceux d'ennemis clairvoyants et déterminés. Un homme attise ce patriotisme ombrageux; son âme ardente en fait un propagandiste actif, qui, bientôt, acquiert une grande influence sur tous : c'est Hoang Hing.

Il fonde, parmi tous les étudiants chinois au Japon, une société pour propager les idées antirusses, pour lutter au besoin contre l'activité de cette puissance en Mandchourie.

Puis, il retourne en Chine, dans sa province du Hounan ; là, il fonde une école, afin de mieux répandre dans les jeunes esprits le levain de la révolution.

Ses études, son séjour au Japon l'ont de plus en plus convaincu que non seulement jamais son pays ne se relèvera tant qu'il sera dans les mains des Mandchoux de Pékin, mais même que la dynastie conduit fatalement la Chine à

sa perte, parce qu'elle la place chaque jour davantage sous le joug étranger.

Fonder des écoles, c'est bien, mais le résultat est long à venir; aussi, dans le même temps, le conspirateur se consacre-t-il à développer et à multiplier les groupements des sociétés secrètes antidynastiques. Il en fonde même une nouvelle : la *Hoahinghoéi,* ou *Société pour le relèvement de la Chine*, dont il sera le chef et l'âme.

Cette société va être pour lui un précieux instrument; il en étendra les ramifications partout dans la Chine centrale et, ainsi, dans toute la vaste région qu'arrose le fleuve Bleu; les vieilles haines contre les Mandchoux seront réveillées et, de proche en proche s'infiltreront les idées nouvelles de liberté et d'égalité.

Pendant que l'infatigable conspirateur se livre à ce travail, là-bas, au sud, dans les provinces du Koantong et du Koangsi, Sun Yatsen poursuit une œuvre analogue avec la même constance.

Les deux hommes ne se connaissent pas. Les mêmes maux font accomplir à leur patriotisme les mêmes efforts.

Ils se rencontrèrent dans un voyage au Japon, où les appelaient les besoins de leur propagande. De ce jour, ils marcheront ensemble. Là, avec plusieurs autres conjurés, dont le fameux Wang Tchaoming, qui plus tard essayera de faire sauter avec des bombes le régent, ils dessinent le plan de la révolution, tracent son programme. On précise le but, on ne renversera pas seulement la dynastie incapable pour la remplacer par quelque autre, on établira la République, on mettra le pouvoir entre les mains des représentants du peuple, comme dans les grandes républiques d'Occident. Pratiquement, on ne négligera aucun moyen de propagande intellectuelle : journaux et livres seront publiés en Chine et à l'étranger. On s'efforcera d'atteindre l'élément militaire, les officiers de l'armée nouveau style, et, comme la plupart sont allés faire leurs études au

Japon, la semence tombera dans un terrain bien préparé.

L'expérience prouvera que rien ne sera plus précieux, au jour de l'action, que le concours de ces officiers.

Leur plan définitivement établi, les conjurés rentrent en Chine, pour travailler à leur œuvre terrible de salut.

Une révolte éclate d'abord au Hounan. Hoang Hing en est l'instigateur. La tentative échoue, il s'enfuit et va chercher asile au Japon, puis il revient, veut profiter des fêtes du Jubilé de Tseushi pour tenter un coup, échoue encore, se sauve à Changhaï. Plus tard, on l'arrête, il est relâché et retourne encore une fois au Japon; il retraverse la mer, se lance de nouveau à l'attaque des fonctionnaires mandchoux du Sud; tous les conspirateurs le reconnaissent comme leur chef, tous admirent son indomptable énergie. Lors d'une attaque du palais du gouverneur de Canton, en avril 1911, il a une main mutilée; on le croit mort ou décapité; il a réussi encore à se sauver, il se réfugie à Hongkong.

Mais le gouvernement chinois a obtenu de l'autorité anglaise l'extradition de ses ennemis; Hoang Hing est obligé de fuir Hongkong; il cherche un abri à Macao, puis aux Philippines et au Japon. Le temps passe; infatigable, il revient en Chine, travaille les sociétés des Vieux Frères, des Trois Points, de la Triade, y fait une active propagande de tous côtés; il est partout.

Son fils Yngeou, malgré sa jeunesse, marche sur les traces paternelles; il combat, lui aussi, à Canton, en compagnie de Hou Hanminn, que nous avons retrouvé chef de la province, après le triomphe de la révolution. C'est alors que soixante-douze conjurés sont décapités.

Quand éclate la rébellion d'Outchang, Hoang Hing est là et il dirige, lui aussi, les attaques; il soutient le courage des soldats révolutionnaires, les anime, les excite, leur met sous les yeux son exemple et lutte sur la rive gauche jusqu'à la dernière minute. Il n'abandonne le terrain qu'avec

une rage de désespoir de ne pouvoir mener ses troupes à la victoire.

Tant de dévouement à la cause de la République, tant de courage, tant de sacrifices valent à Hoang Hing, de la part des révolutionnaires, une estime qui n'a d'égale que celle qu'ils professent pour Sun Yatsen lui-même.

Au début de la Révolution, alors que le Sud commence seulement à se déclarer indépendant du gouvernement de Pékin, ils veulent le nommer chef de la République : mais Hoang Hing refuse énergiquement et fait porter les suffrages sur Li Yuenhong.

L'Assemblée de Nankin en fera le ministre de la guerre du nouveau gouvernement. D'ailleurs, sa charge sera éphémère puisque, à la suite de l'entente avec Yuen Chekai, le gouvernement de Nankin disparaît, qu'un nouveau ministère sera formé à Pékin, où Hoang Hing ne veut pas encore se rendre.

Ce brave, qui a déjà tant combattu, ne partage d'ailleurs qu'à demi la confiance des intellectuels qui l'entourent dans le respect futur de Yuen Chekai pour la Constitution. Il aime mieux se tenir sur ses gardes que de s'abandonner au flot qui emporte ces hommes, si divers d'origine et de pensée, dans le même courant. Il se doute que l'œuvre de la révolution n'est pas achevée et il entrevoit d'autres combats contre une possible dictature, qui pourrait être la mort de la République et peut-être la fin de l'indépendance de la Chine.

Il n'ira donc point se mettre, à Pékin, dans les mains de Yuen Chekai. Sun Yatsen imite cette prudente réserve ; les deux hommes savent qu'il n'en coûte guère au nouveau président qu'ils viennent d'élire, de se débarrasser sans phrases de personnages gênants.

Pourtant, Yuen multiplie à leur égard les prévenances, il s'efforce de les gagner ; visiblement, il veut attacher ces forces, par les chaînes d'or de l'intérêt, au char qui porte sa

fortune. Plus tard, poursuivant ce dessein, il nommera Sun Yatsen directeur général des chemins de fer avec des appointements considérables et Hoang Hing directeur de l'exploitation des mines.

Les deux hommes, qui voient là une source de puissance pour leur pays, acceptent, tout en se tenant sur leurs gardes.

Le procédé de Yuen, l'achat des hommes, qui lui a presque toujours réussi, échoue cette fois. Sa psychologie s'est trouvée en défaut, et les deux grands républicains ne sacrifieront rien de ce qu'ils pensent être le bien de leur pays, à l'argent.

Yuen ne s'était point dit, avec sa mentalité de vieil Asiatique, que des hommes, qui pendant tant d'années avaient fait le sacrifice de leur vie pour une idée, n'étaient pas à vendre, comme tant d'autres. Aussi, dut-il être surpris quand il s'aperçut que, cette fois, il s'était trompé, ainsi que le prouvèrent les événements subséquents.

En somme, Hoang Hing est une des plus grandes figures de la révolution, et son nom restera dans l'histoire.

Sa formation intellectuelle fut différente de celle de Sun Yatsen; il n'est point chrétien comme celui-ci; pourtant, il n'est pas resté étranger à l'influence occidentale sous sa forme religieuse, puisque, dans son enfance, il a été élève des frères maristes. Hoang Hing est un admirateur de la théorie des droits de l'homme et du citoyen, il veut la voir régner dans son pays; il ambitionne pour celui-ci la grandeur morale des républiques d'Occident.

Tel est l'homme. Il a marché vers son but, avec une incroyable constance, au milieu de mille périls.

En Chine, le récit de sa vie, ainsi que de celle des autres grands révolutionnaires, est déjà dans toutes les mains.

Ses biographes concrétisent leur jugement sur lui, ainsi que sur Sun Yatsen, en cette formule curieuse : « Sun est le Wasghington de la révolution, Hoang Hing en est le Napoléon. »

*
* *

Actuellement Hoang Hing n'est plus à Outchang; seul, le général Li reste à la tête des troupes, déjà suspecté par beaucoup de ses sous-ordres, qui se défient de son républicanisme. Nous verrons Hoang Hing plus tard, à Pékin, où nous avons hâte d'arriver.

Quittons donc Outchang, faisons nos adieux à cette citadelle de la révolution, que peut-être nous ne reverrons plus.

Après bien des pourparlers nous louons une barque pour retraverser le Fleuve afin de rentrer à Hankéou; le temps se couvre et le vent souffle, le batelier et son fils manient la voile et le gouvernail en mariniers consommés; cela n'empêche pas notre esquif de se pencher terriblement sous le vent dans le courant formidable de cette mer en marche; en certains endroits il y a de véritables tourbillons où l'eau semble s'engouffrer comme en un entonnoir caché.

On craint toujours des luttes entre les factions, entre Li Yuenhong et ses officiers et ses soldats; nous sommes à peine embarqués que le canon tonne. Est-ce que les bateaux étrangers, ancrés devant les concessions, vont avoir à répondre? Mais non, la canonnade paraît provenir d'assez loin sur les hauteurs, aux environs d'Outchang; nous traversons donc en biais et sans encombre le Yangtsé et nous atterrissons au moyen de planches branlantes, sur une sorte d'estacade. Il faut marcher là, au-dessus du gouffre en mouvement, comme Blondin sur sa corde raide. Enfin, nous mettons le pied sur la terre ferme.

Mes deux compagnons s'en vont gravir la colline de la Tortue, à Hanyang, d'où l'armée impériale fut canonnée si longtemps, et dont les canons menacent toujours notre

rive; ils circulent parmi les cercueils, et leur étude de cette partie du champ de bataille leur vaut d'être trempés jusqu'aux os. L'orage menaçant s'est abattu. M. Pettit et mon neveu rentrent, le soir, dans quel état!

Il y aurait encore ici bien des choses à étudier, mais il faut penser à gagner Pékin, où l'Assemblée nationale provisoire va ouvrir ses séances, où va se concentrer l'intérêt politique. Les voies et les ponts de chemin de fer qui mènent jusqu'à la capitale et qui avaient été détruits ou endommagés sont réparés; les premiers trains circulent, ce qui va nous faciliter le voyage.

Notre visite au vice-président de la République sera notre dernière dans ce pays; le général Li nous a, en effet, fait prévenir par un de ses secrétaires, qui parle fort bien le français, ma foi, qu'il sera heureux de s'entretenir avec moi et qu'il m'attendra le lendemain.

Il serait intéressant de voir de près ce personnage, afin de le mettre dans la collection où, tel un naturaliste en ses courses, je réunis les portraits de tous les hommes marquants de cette curieuse époque. La vision directe de ces figures est toujours pleine d'intérêt.

Mais notre consul a un dossier qu'il faut remettre d'urgence au ministre de France, à Pékin, et il compte sur nous pour mener à bon port les précieux documents, qu'on ne peut confier en des mains étrangères; il nous faut donc hâter notre départ. A l'heure de notre audience, nous roulons déjà vers Pékin. Dès le lendemain, de bonne heure, M. Réau vient nous remettre au train son courrier, auquel il a travaillé dans la nuit, et, après avoir serré les mains tendues, nous partons vers le Nord, non sans avoir salué encore un homme extrêmement poli et aimable, le directeur chinois de la ligne, résidant à Hankéou, vêtu d'une robe de soie et coiffé d'un panama moderniste, qui est venu avec son secrétaire nous souhaiter « bon voyage », *i lou ping ngan!*

*
* *

Il faut arriver dans la province du Hounan pour trouver des types nouveaux.

Jusque-là, les Chinois que nous apercevions le long des voies et dans les gares avaient tous la natte coupée, et les soldats étaient vêtus comme tous ceux que nous avions vus : toile kaki et casquette plate.

Ces soldats montaient et descendaient dans les wagons, leur fusil à la main, venaient examiner les deux étrangers dans leurs compartiments, circulaient dans les couloirs.

A certaines gares, ils arrivaient en groupe dans le train, sans aucune réquisition et sans droit. Les employés et les chefs de gare n'osaient rien leur dire. Comment faire des observations à des gens qui, le fusil et le revolver au poing, et encore échauffés de leurs batailles, ne demandent aucune permission?

Nous observons avec curiosité les allées et venues de tous ces soldats et le ton sur lequel certains officiers rabrouent les employés de la compagnie, qui filent en courbant le dos.

Pendant presque tout notre voyage, nous irons de compagnie, l'œil fixé sur nos valises et nos sacs, parce qu'on nous a prévenus que, dans toute cette soldatesque, il y a quantité de bandits. La nuit, nous assujettissons avec soin notre petit matériel, de peur qu'on ne profite de notre sommeil pour nous éviter le souci d'emporter plus loin nos bagages.

Nous avons bien nos revolvers, mais ce serait folie même de menacer d'en faire usage.

Il faut que les consignes données au sujet du respect dû aux étrangers aient ici, comme partout où nous avons passé, été bien sévères; pas un de ces hommes, parmi les-

Page 185.

L'AVANT-PORTE DE TSIENMENN A PÉKIN

quels ne manquaient point d'anciens voleurs de grand chemin, ne nous molesta en quoi que ce fût, et pourtant, rien de plus facile pour eux que de nous bousculer ou de profiter d'un moment d'inattention de notre part, pour prendre nos valises et sauter sur la voie.

En arrivant vers le Honan, les nattes apparaissent; des soldats de la vieille armée, porteurs de turbans, vêtus de cotonnade bleue sale, montent la garde dans les gares; ceux-là ne sont pas des soldats de la révolution. Les gens sont de grande taille, bien découplés; nous ne sommes plus dans le climat du Sud.

On traverse des collines et des plaines parsemées de gros bouquets d'arbres. Ce sont des villages, car, ici, toute agglomération est dans une ceinture de verdure. Les maisons sont construites en pisé, en terre battue, en briques cuites au soleil ou dans des fours primitifs; la terre argileuse dont elles sont faites rougeoie au soleil, et ainsi les murs d'enceinte de ces villages et les maisons sont d'une belle couleur rose dorée, qui se détache parfois dans la verdure, ou se découpe sur le bleu du ciel.

Avant d'arriver à Pékin, la voie traverse d'immenses plaines sablonneuses. Le vent souffle, c'est le redouté vent jaune; il accourt des déserts de Mongolie, emportant une poussière impalpable qui obscurcit le ciel. A certains moments nous en sommes entourés comme d'un brouillard, et l'on ne voit pas à vingt mètres du wagon.

Bien que tout soit hermétiquement fermé, nous sommes couverts de cette désagréable poussière qui pénètre partout, nous rentre dans les yeux, les oreilles, la bouche même, saupoudre les aliments, s'introduit dans nos bagages.

Le ciel est pur quand le vent se calme; il apparaît d'un bleu pâle et lumineux, l'atmosphère ici est visiblement d'une sécheresse extrême et l'on voit, au loin, les plus petits objets avec une grande netteté.

Des heures et des heures, notre train halète dans la tem-

pête de vent et de sable tourbillonnant; quand nous approchons de la capitale, celle-ci s'est calmée.

Nous arrivons en retard, car, la nuit précédente, un wagon de notre train ayant été incendié, nous avons perdu beaucoup de temps.

Voilà enfin Pékin; nous apercevons ses hautes murailles crénelées, ses portes monumentales à toits superposés, où jadis les guerriers faisaient le guet pour éviter les surprises.

La ligne pénètre dans un de ces murs qui entourent la ville chinoise, traverse des cultures maraîchères, puis longe la haute muraille de forteresse de la ville tartare, enfin s'arrête, à côté de la porte principale du Sud, dans une gare de mauvais style européen, qui jure d'être là et qui est écrasée dans ce décor d'Orient. C'est la gare de Tsien-menn, qui amène également à la porte de ce nom, par laquelle, depuis tant de siècles, passaient les empereurs, pour se rendre processionnellement au temple du Ciel les jours de grands sacrifices, les voyageurs venant d'Europe, apportant avec eux les conquêtes d'hier et de demain, de la civilisation occidentale.

CHAPITRE XI

L'ASSEMBLÉE A PÉKIN

Pékin et ses quatre villes. — La cité tartare. — Notre maison chinoise. — Le quartier des Légations et sa garde internationale. — La rébellion des soldats, pillages, incendies. — Une séance au Parlement. — Déclaration ministérielle. — Le temple du Ciel et le grand sacrifice. — La naissance de l'emprunt des six puissances. — Le patriotisme irrité des Chinois.

En sortant de la gare, dont le toit ne dépasse pas la haute muraille crénelée de la ville tartare, on est tout de suite frappé par le caractère grandiose de la porte de Tsienmenn, sous laquelle on va pénétrer.

Cette entrée monumentale et rituelle se trouve située exactement au milieu du mur sud de la ville; elle ressemble à une véritable forteresse. Une vaste demi lune, surmontée d'un bâtiment à embrasures pour les canons, la défend. Cette demi-lune, de même hauteur que la muraille elle-même, a aussi une porte, dite Tcheng-Yang *(droit devant le soleil),* qui ne s'ouvrait jamais que pour l'empereur, les jours de sacrifice. On pénètre dans la demi-lune par deux énormes voûtes de côté.

Des agents de police imberbes, vêtus de l'éternel kaki, les bas blancs en tire-bouchon dans des souliers lâches, et coiffés de la casquette plate, font le service d'ordre sous les trois entrées; on passe devant deux petits temples recouverts de tuiles vernissées jaunes, accolés à la muraille de chaque côté de la porte; là, les génies propices veillent sur la ville et les dévots viennent y faire brûler des baguettes d'encens.

Juste au-dessus de la voûte, sur le mur, haut d'une dizaine de mètres et large d'autant, se dresse, derrière les créneaux, un vaste bâtiment à triple toit, soutenu par de grosses colonnes rouges; là, jadis, veillaient les sentinelles chinoises. Actuellement, nos yeux aperçoivent, derrière les parapets, là-haut, des soldats européens, vêtus de kaki, coiffés d'un feutre mou posé sur l'oreille, et le fusil sur l'épaule. Ce sont des Américains qui gardent cette porte, car elle domine à la fois, de sa hauteur, le quartier des Légations où sont rassemblés les étrangers, le palais impérial dont l'entrée est toute proche et la ville elle-même. On se défie toujours d'une attaque possible.

Nous passons, au milieu du brouhaha des charrettes, des pousse-pousse dont les Chinois font ici grand usage, des piétons affairés, sous la voûte dont nous regardons les portes aux énormes battants, et nous débouchons devant l'entrée du palais impérial, sur une vaste place fermée par des barrières.

Nous voici dans la cité tartare. Pékin, en effet, se compose de quatre villes. C'est d'abord la ville chinoise, située au sud, devant Tsienmenn, elle aussi entourée de murs de défense crénelés comme la muraille que nous venons de franchir. Cette dernière, qui décrit un carré parfait, a près de 24 kilomètres de tour. L'ensemble des deux cités représente donc la superficie de Paris.

Au centre de la ville tartare, qui fut longtemps exclusivement habitée par les gens de la race conquérante, se trouve la cité impériale, qu'un mur d'environ 6 mètres de hauteur, et tout peint en rouge, entoure de tous côtés, sur dix kilomètres de périphérie.

Au centre encore de cette cité impériale, se trouve la quatrième ville, qui est en réalité le palais où résident les souverains avec leur garde et leur nombreuse cour. Là, l'empereur est bien protégé par une autre muraille et par des fossés.

C'est dans la ville tartare que nous habiterons, plongés en plein milieu chinois, ce qui est, pour l'observateur, bien plus intéressant que de demeurer dans le quartier des Légations.

Notre maison, dont les bâtiments successifs sans étage, aux toits recourbés, aux vitres de papier, a abrité déjà des familles chinoises. Elle est située non pas dans l'une des sept larges voies qui ont été, depuis 1900, percées à travers la ville, mais dans un *houtong*, c'est-à-dire une rue transversale.

Les rites ont exigé en effet que cette ville, où résidait le souverain pontife, fût dessinée suivant un plan en harmonie avec le culte astronomique, et celui-ci veut que toutes les villes soient orientées du nord au sud. Les rues de Pékin décrivent ainsi un véritable damier.

Dans ces *houtong*, de quelques mètres de large, on circule sans distraction entre des murs de briques grises. Il n'y a pas, en effet, de fenêtres aux maisons, toutes les ouvertures donnant sur les cours intérieures; pas de magasins non plus; ceux-ci se trouvent dans les larges voies nouvelles; seules, les portes, le plus souvent fermées, nous rappellent qu'ici les humains entrent et sortent. Elles nous disent aussi que les habitants pensent aux divinités, car, sur le plus grand nombre, sont collées les images des dieux lares, armés de lances et faisant les gros yeux pour empêcher les mauvais esprits d'entrer dans la demeure; souvent aussi, la porte d'un Chinois plus moderne, à la place de ces images, possède une belle inscription sur papier rouge, qui nous apprend que l'honnêteté et la sincérité dans les relations humaines sont d'excellentes vertus; nous pouvons, si nous le voulons, entendre que celles-ci règnent dans cette maison.

La ville tartare est donc aveugle et triste. Ces innombrables ruelles ont fort rarement un étroit trottoir de quelques pouces de large; elles ne sont point pavées; par

temps sec, il y a une incroyable poussière, et, par la pluie, elles se transforment en canaux de boue, car il est inutile d'ajouter que les égouts souterrains sont ici inconnus.

Dans l'intérieur de beaucoup de ces maisons, si peu gaies vues du dehors, on trouve des arbres, quelquefois de jolis jardins, si bien que Pékin, vu du haut de ses murailles ou de ses monuments, ressemble à un océan de verdure.

La maison où nous allons habiter se trouve dans une ruelle qui débouche devant le mur de l'Est de la cité impériale; la longue rue qui borde ce mur est très fréquentée. Des années de charroi l'ont creusée, si bien que, de chaque côté, la terre qui reste le long des maisons forme une sorte de trottoir surélevé, lequel, d'ailleurs, par-ci, par-là, est encombré de débris ou de grosses pierres émergeant du sol et que personne ne s'est jamais donné la peine d'ôter du chemin des passants.

Notre maison chinoise possède un minuscule jardin dans sa cour principale, l'ancien gynécée; un grand arbre, où perchent de ces énormes corbeaux qui sont, avec les chiens errants, les meilleurs agents de la voirie de la ville, protège un coin de notre toit de son ombrage.

Là, nous vivrons pendant une grande partie de l'année avec deux de nos compatriotes, servis par la trinité obligée du boy majordome, du cuisinier et du coolie, ainsi que d'un jeune marmiton qui apprend respectueusement de M. le chef à faire danser l'anse du panier des quatre Européens.

O rencontre imprévue du passé arriéré et du présent progressiste! notre maison est éclairée à la lumière électrique! Le télégraphe et le téléphone, les ampoules lumineuses sont en effet connus à Pékin et les nombreux fils qui transportent la lumière se voient dans les rues, sur leurs poteaux. Une société d'électricité fait ici de bonnes affaires.

Dans ce logis, nous passerons des heures agréables et charmantes, quelquefois inquiétés aussi, lorsque nous écouterons le bruit de la fusillade et du canon.

*
* *

Notre demeure n'est située qu'à une dizaine de minutes de marche du quartier des Légations, où nous devons aller bien vite pour remettre au ministre de France notre précieux paquet.

Depuis l'affaire des Boxeurs, depuis le siège mémorable où tous les Européens faillirent périr affreusement, ceux-ci habitent une véritable forteresse, où ils pourraient à la rigueur soutenir un siège.

A l'intérieur et au bas de la muraille de la ville tartare, on a construit une petite ville européenne qui s'étend sur un kilomètre de longueur environ et sur plusieurs centaines de mètres de large. Les trois côtés, qui ne sont point gardés par la haute muraille crénelée, se trouvent défendus par un mur d'enceinte, percé de meurtrières; au bas, on a creusé un fossé; un grand espace libre, formant glacis, entoure le tout. Ainsi, on pourrait voir venir les attaques et se défendre plus facilement qu'en 1900.

Les cinq portes de ce quartier sont gardées par des soldats de toutes les nations. Lorsque nous y pénétrons, les marins italiens, à côté de sacs de terre barrant un pont d'accès, montent la garde, le fusil en bandoulière; derrière les meurtrières, des mitrailleuses menacent de leurs canons de bronze reluisant au soleil la ville tartare; plus loin, ce sont des Autrichiens et des Japonais qui font sentinelle à l'entrée qui se trouve près de la porte chinoise de Hatamenn; les Allemands, vêtus de jaune, coiffés du casque colonial, veillent sur la muraille même de la cité; là, ils ont placé un poste et plusieurs canons qui, ainsi que les mitrailleuses italiennes, sont prêts à bombarder les hauteurs de Pékin. Ils ont même construit, à l'intérieur de la muraille chinoise, une pente douce avec rails, pour amener, à l'abri, les projectiles à son sommet. Il va sans dire que toute

cette partie de rempart est interdite aux Chinois ; de la porte centrale de Tsiennmenn à la porte de Hatamenn, le sommet de la muraille où les arbustes ont poussé, est devenu le lieu de promenade des Européens résidant à Pékin. Ils sont là chez eux, on y accède par des pentes douces ; le soir, on va, le soleil couché, chercher un peu de fraîcheur et s'asseoir sur les bancs posés de loin en loin. On y jouit d'une vue magnifique sur les deux villes unies, sur les collines de l'Ouest derrière lesquelles le soleil empourpré se couche, ou sur le Temple du Ciel, derrière lequel il apparaît au matin.

Les Allemands à un bout, les Américains à l'autre, gardent donc la muraille ; lors des troubles du 28 février, une bombe étant tombée dans la caserne des soldats des États-Unis, près de la porte de Tsienmenn, ceux-ci s'emparèrent de cette position précieuse, s'installèrent dans la vaste salle à triple toit, placèrent des mitrailleuses pour en défendre l'accès.

Environ 2 500 soldats gardent ici les ministres des puissances et leur famille et les quelques banques et maisons de commerce qui se trouvent à Pékin ; les troupes françaises comptent 350 hommes, il y a un nombre sensiblement égal d'Anglais, de Russes, d'Autrichiens, et 25 Belges, dont on aperçoit de temps en temps le costume vert, liseré de jaune.

Les Européens sont environ trois cents, dont une quarantaine habitent comme nous dans la cité tartare. Tout ce monde vit ici en bonne intelligence.

Les rues du quartier des Légations, où les Européens sont chez eux, sont bien entretenues, peu fréquentées ; elles donnent l'impression d'une calme ville de province française, où il y aurait surtout beaucoup de murs de jardins. Seule, la rue principale, dite rue des Légations, a quelque animation ; presque tous les hôtels de ministres étrangers y ont leur entrée, et aussi les banques, celle d'Indochine,

Page 193.

DAMES TARTARES DANS UNE RUE NOUVELLE DE PÉKIN

située en face de la Légation russe, la Banque anglaise, devant la Légation du Japon; l'église également y dresse les flèches de son clocher.

La Légation de France se trouve vers le milieu de la rue; c'est un assez agréable bâtiment, au fond d'un jardin aux vertes pelouses. Des boys chinois, en robe bleue et portant la natte, font le service des antichambres, où l'on remarque de gros vases, en ce cloisonné qui est la spécialité de Pékin.

Le ministre de France, M. de Margerie, est un gentleman courtois, un blond à l'œil doux et clair; depuis longtemps en Extrême-Orient, il possède une grande expérience des mœurs et de la politique indigènes. Il était précédemment au Siam, dont il est revenu depuis peu accomplir une mission. Nous lui remettons le dossier apporté de Hankéou et nous échangeons nos impressions avec le distingué diplomate; celui-ci occupe une place de choix dans l'estime des ministres étrangers à Pékin, non seulement en raison de la position de la France en Chine, mais aussi à cause de sa compétence et de son habileté en des matières difficiles. Ce n'est pas, en effet, peu de chose que de traiter avec les Chinois, les hommes peut-être les plus rusés du monde, et qui l'ont si souvent emporté sur les Occidentaux dans les luttes de finesse, pain quotidien de la diplomatie.

En quittant notre Légation et les deux lions de pierre qui montent la garde à sa porte, nous allons jeter un coup d'œil à l'Hôtel des Wagons-Lits, l'Hôtel des Six-Etats, ainsi que l'appellent les Chinois : *Lou Kouo fantien*. Cette bâtisse, en style de caserne, est située au coin de la rue des Légations et devant un petit canal qui, venant de la ville impériale, traverse le quartier dans sa largeur. C'est là où descendent les Européens, les visiteurs qui viennent voir Pékin, les misses anglaises, ces éternelles voyageuses, les Américains rasés, les rares Français qui s'aventurent si loin de leur pays. On y mange de la cuisine anglaise et française aussi, préparée par des cuisiniers chinois.

En sortant du quartier des Légations pour regagner notre ruelle sale et étroite, mais plus poétique et plus curieuse que ce morceau d'Occident construit dans cette ville orientale, nous observons les sentinelles italiennes qui examinent avec soin le passeport d'un Chinois désirant entrer ; les temps ne sont pas encore considérés comme assez sûrs pour permettre aux indigènes de pénétrer librement, fût-ce pour aller y faire une course utile, dans la forteresse internationale.

C'est dimanche ; tous les drapeaux sont arborés sur les demeures particulières des étrangers ; là-bas, de l'autre côté du glacis, sur les confins de la ville tartare, des drapeaux tricolores battent au vent. Nous nous informons de ceux qu'ils recouvrent de leurs plis et nous apprenons que parmi ceux-ci il y a les residents de deux maisons habitées par des Grecs ou Levantins quelconques, protégés français et qu'on aimerait mieux voir sous d'autres couleurs.

Aujourd'hui, le temps est délicieux et nous pourrons, tout à notre aise, étendus dans les chaises pliantes transatlantiques qui ne nous ont pas quittés depuis Marseille, causer sous le ciel bleu, à l'ombre du grand arbre qui ombrage la cour de notre maison chinoise. Le plus aimable des hôtes, M. Monestier, ancien directeur de l'*Écho de Chine*, et qui est ici rédacteur en chef du *Journal de Pékin*, nous y contera ses émotions lors de la révolte du 28 février, qui fut à la capitale le seul moment vraiment tragique de la révolution.

*
* *

Ici, en effet, la grande secousse qui a renversé la vieille Chine a eu un caractère bien différent de celui qu'on a remarqué dans les provinces, et particulièrement dans le Sud. Tout se passa en discussions et la Cour se résigna à l'inévitable en abdiquant le 12 février en faveur de la République.

A Pékin, tout était donc très tranquille, les étrangers observaient en curieux. Ils étaient sans inquiétude, vaquant à leurs affaires ordinaires, lorsque, le 28 février, à 8 heures du soir, on commença à entendre, dans la ville tartare, un bruit de fusillade.

Les boys des quelques Européens qui habitent au milieu de la population chinoise vinrent leur dire « C'est ici la révolution, on commence à tuer dans les rues! » Puis, les coups de fusil augmentèrent et le ciel rougeoya de la lueur des incendies.

Qu'allait-il arriver? Les étrangers allaient-ils être massacrés, que se passait-il? On vivait toujours sur les souvenirs de 1900 et les Européens habitant la cité tartare n'osaient sortir, car la fusillade pétillait toujours; on enfonçait des portes, des cris retentissaient dans leur voisinage et les incendies se multipliaient. Il fallait fuir, essayer de gagner le quartier des Légations, mais comment traverser la foule, peut-être en délire, au milieu des coups de fusil? Les quelques dames européennes étaient dans un grand émoi.

On vint bientôt à leur secours. Les ministres étrangers et les troupes internationales accoururent en groupe chercher les Européens dont les demeures se trouvaient disséminées dans la ville. Une force militaire se rendit vers le nord-ouest, où se trouve le Pétang, c'est-à-dire la Mission catholique, avec son séminaire, toutes ses œuvres, et qui, en 1900, avait soutenu le siège mémorable qui restera comme un douloureux et sanglant souvenir dans les annales de Pékin.

Mais, ici non plus, on n'en voulait aucunement aux étrangers; la révolte actuelle avait un tout autre caractère que celle des Boxeurs d'autrefois. L'esprit des Chinois était profondément changé.

C'étaient les soldats qui, n'étant point payés, se mutinaient et se payaient de leurs propres mains sur l'habitant.

D'abord, ils tiraient de nombreux coups de fusil dans les rues, afin d'obliger les gens à rester dans leurs maisons, puis ils enfonçaient les portes, démolissaient les clôtures des boutiques et emportaient ce qui était à leur convenance. Ces troupes avaient été formées par Yuen Chekai et l'on vantait leur discipline!

Dans la rue Kan Yu Houtong, ou de la *Douce-Pluie*, se trouvait, à côté du *Journal de Pékin,* un orphelinat de petites aveugles, tenu par des Dames missionnaires américaines. Les pauvrettes, en file, les mains sur les épaules les unes des autres, défilèrent avec le personnel français du journal et sous la conduite de marins italiens, parmi les soldats révoltés. Tout ce monde gagna le quartier des Légations, où chacun alla demander protection aux représentants de son pays. Les Français se trouvèrent très à l'étroit, car de nombreux Chinois, des princes de la maison impériale, des grands personnages, plus effrayés encore que les Européens, étaient accourus demander asile aux étrangers. Ils redoutaient un massacre.

La ville appartint ainsi aux soldats pillards; quelques Chinois furent tués dans les bagarres, et, le lendemain, des cadavres se trouvaient étendus sanglants dans les rues; les commerçants de la ville, effrayés, firent une pétition au corps diplomatique pour lui demander de rétablir l'ordre avec les troupes internationales. Celui-ci tint à conserver, dans toute cette affaire, une stricte neutralité et se contenta de veiller à la sécurité des Européens, qu'un mouvement subit de xénophobie pouvait mettre en péril.

Puis, tout se calma; Yuen Chekai apaisa ses troupes par de bonnes paroles et des promesses, et la vie reprit son train ordinaire.

Saura-t-on jamais la cause réelle de cette rébellion? On prétend qu'elle fut en réalité l'œuvre de Yuen Chekai lui-même, qui voulait un prétexte pour ne pas se rendre dans le Sud, où l'appelaient les républicains, et qui se servait

de l'épouvantail de la révolte, mettant en danger les étrangers, afin d'obtenir des banques européennes de l'argent pour maintenir l'ordre et payer ses troupes.

Dans tous les cas, si l'on n'osa rien dire aux mutins, Yuen Chekai sauva la face en faisant décapiter un certain nombre de misérables et de coolies, qu'on trouva porteurs d'objets dérobés, ou rôdant dans les ruines qu'avaient faites ses troupes.

Le fait important à signaler, c'est qu'aucun étranger ne fut molesté. Les soldats du Nord, pas plus que les gens du Sud, n'étaient dans le vieil état d'esprit qui régnait en Chine douze ans auparavant.

Depuis cette époque, la vie fut calme; peu à peu, le gouvernement reprit la main. La police se promenait dans les rues, avec ses bourreaux armés du coupe-coupe triangulaire, emmenait dans un coin les suspects et leur tranchait prestement la tête.

De temps en temps, on entendait des fusillades, on apprenait quelque exécution; mais c'était tout. Ainsi, on atteignit mai, qui devait voir l'ouverture de l'Assemblée nationale provisoire.

*
* *

C'est le 13 mai 1912 qu'eut lieu l'événement mémorable de la première exposition de son programme, par un cabinet de ministres, devant une Assemblée républicaine chinoise.

La chose a lieu le matin. Nous quittons donc de bonne heure notre ruelle et, longeant les murs rouges de la ville impériale, nous partons dans la poussière, pour assister à ce début du régime parlementaire chinois. Il nous faut contourner toute la partie sud du palais et de la ville rouge qui s'allonge par un rétrécissement en coudes successifs jusqu'à la porte centrale de Tsienmenn; c'est un grand

détour, car l'Assemblée tient ses séances là-bas à l'ouest, dans le local de l'École de droit. Sur notre chemin, nos véhicules circulent au milieu de cette foule curieuse qui ne paraît point se soucier de l'événement important accompli ce jour-là; piétons à longue robe, avec ou sans natte, hommes et femmes dans des pousse-pousse cahoteux, aux roues cerclées de fer qui résonnent sur le sol, charrettes pékinoises sans ressorts, où l'on se tient accroupis sous une tente de coton bleu, cavaliers sur des petits chevaux sales aux poils longs. Tout ce monde va à ses affaires, comme d'habitude, mais l'impassibilité chinoise est telle que ce serait commettre une grosse erreur que de croire ces gens-là ignorants de tout ce qui se passe.

L'édifice où se tient l'Assemblée ouvre sa porte monumentale sur la rue poussiéreuse qui longe la haute muraille de la ville; lorsque nous approchons du but de notre course, nous croisons une file de chameaux de Mongolie, attachés les uns aux autres par une corde; un gamin tire le premier de la file. Ces bêtes viennent de loin sans doute avec leurs fardeaux, en soulevant de leurs pieds silencieux la poussière du chemin. C'est un peu de l'ancienne Chine, lente et patiente en ses mouvements, qui passe, et qui contraste avec le spectacle qui, tout à l'heure, va frapper nos yeux.

Quelques voitures d'étrangers, des sentinelles, nous voilà devant l'Assemblée. Nous montrons nos cartes d'invitation, que l'on examine avec soin, et nous pénétrons dans les couloirs de ce Parlement, où une tribune est réservée au public et à la presse.

La salle est rectangulaire, avec, au fond, la tribune du président, décorée de deux drapeaux de la République, posés sur un mur blanc; de petites tables sont disposées en hémicycle pour les 126 députés.

Les tribunes du public se trouvent de trois côtés de la salle; leurs balustrades sont peintes en gris et fort simples, les velours, l'or, les sculptures n'ornent pas le lieu où

délibèrent les représentants du peuple. Le public spectateur est nombreux; les tribunes, où l'on est assis sur des chaises, sont pleines. Nous apercevons un groupe important de suffragettes; une dame un peu forte porte des lunettes d'or; toutes ont l'air énergique et décidé qui caractérise la femme chinoise, quelques-unes sont jeunes et jolies dans leur costume de soie bleue ou mauve, aux broderies blanches et noires; une demi-douzaine d'étrangers seulement.

Dans la salle, presque tous les députés sont en place, appuyés sur leurs tables ou maniant le pinceau.

Le président, M. Ou Kinglien, homme au front élevé, vêtu à l'européenne, ouvre la séance; il manie la sonnette comme M. Deschanel lui-même. C'est tout à fait occidental. Si ces députés n'étaient presque tous en robe de soie, l'on se croirait dans quelque réunion de congrès en Europe. Un ou deux seulement ont encore une natte; ce sont des princes mongols.

Mais voici le ministère qui fait son entrée, aux applaudissements polis de la Chambre; il vient se placer adossé au mur du fond, de chaque côté de la tribune, face à l'assemblée. Contrairement aux députés, tous les ministres sont vêtus de la redingote européenne, sauf ceux de la guerre et de la marine, qui portent leur uniforme.

En tête vient M. Tang Chao-y que nous avons vu et interviewé à Changhaï.

C'est un ancien collaborateur et ami de Yuen Chekai; mais il a beaucoup voyagé à l'étranger; dans tous les cas, c'est un occidentalisé et le parti révolutionnaire, devenu le parti républicain, a grande confiance en lui, malgré ses liens avec le président, dont il se défie. Les ministres ont été choisis par un compromis passé avec l'Assemblée de Nankin, volontairement défunte. La plupart de ses membres ont été désignés par elle.

Le premier ministre monte à la tribune des orateurs, située, comme chez nous, devant celle du président, et il

expose son programme. Il parle sobrement, avec peu de gestes ; il dit à l'assemblée la nécessité de l'union, de travailler à la réforme administrative et financière, les difficultés de cette dernière, qui sont d'ailleurs connues de tous, le désir du gouvernement de vivre en bonne intelligence avec les étrangers. Bref, le discours-programme du chef du cabinet ne diffère point de ce qu'on entend en Europe.

Mais, après que les applaudissement eurent salué la fin de ce discours, chaque ministre vint exposer le programme particulier de son administration. Ce fut long, naturellement. Puis, des députés posent des questions. Un d'entre eux voudrait avoir des précisions sur l'emploi des fonds de l'emprunt belge ; il parle avec une véhémence contenue et l'assistance se sent gagnée par l'effet oratoire, comme elle l'avait été lorsque le ministre de l'instruction, M. Tsai Yuen Pé, était à la tribune.

L'heure du repas est dépassée depuis longtemps, et cette première rencontre du gouvernement et de la Chambre provisoire se termine à deux heures seulement ; une automobile nous ramène vers notre déjeuner refroidi.

En somme, l'attitude de l'Assemblée fut parfaite, malgré la véritable véhémence de deux ou trois membres qui posèrent des questions de leur place. Ceux-là seuls qui ne connaissent pas le souci des Chinois pour le décorum et les bienséances pourront s'en étonner. Il serait à souhaiter que nos assemblées parlementaires pussent rivaliser avec celle que nous avions devant nous. Mais nous n'avons pas le même tempérament !

Cette assemblée provisoire, dotée du pouvoir législatif, devant être obligatoirement consultée sur le choix des ministres, portait le nom de Tsan y yuen, ou Sénat. En elle résidait toute la puissance morale de la nouvelle République. Naturellement, plus d'un étranger, incapable de comprendre les discours qui devaient se prononcer là, pendant près d'une année, plus incapable encore d'en lire le moindre

compte rendu, trouvait ces Chinois bien audacieux de vouloir singer l'Occident et de se livrer à cette comédie parlementaire. Mais, pour ceux qui, comme nous, purent suivre toute leur œuvre sans être obligés de puiser leurs renseignements dans des feuilles qui n'ont d'autre raison d'être que de servir certains intérêts, en dénaturant l'état réel des choses et la portée des événements, l'Assemblée qui s'ouvrit le 13 mai devait accomplir sa tâche et défendre de son mieux les intérêts du pays contre d'immenses forces adverses.

*
* *

Pendant que se discutaient, d'une façon si nouvelle, les intérêts du peuple, la vieille Cour gémissait dans l'impuissance. L'empereur, le petit Siuen Tong, continuait à porter ses titres dans le palais impérial, où l'impératrice douairière Long-Yu, sa tante et mère adoptive, était chargée de diriger son éducation. Les soldats de sa garde, Mandchoux portant encore la natte, mais vêtus à la moderne, se tenaient en sentinelles aux portes du palais. Les princes, oncles et cousins du souverain, se préoccupaient surtout de réaliser ce qu'ils pouvaient de leurs biens et de le placer dans les banques européennes. Les fonctions pontificales de l'empereur étaient, en fait, abolies. Ce petit enfant, en effet, ne pouvait plus déléguer les grands pour accomplir à sa place les sacrifices. Déjà, au solstice d'hiver de 1911, la porte avancée de Tsienmenn ne s'était pas ouverte pour laisser passer l'empereur et sa nombreuse suite, allant au temple du Ciel offrir le grand sacrifice. L'antique culte de la Chine, qui remonte aux origines de l'histoire, était mort lui aussi.

Un étranger ne doit pas aller ou revenir à Pékin sans aller faire une visite à cet admirable temple, situé dans la ville chinoise.

Le temple du Ciel ne répond pas à l'idée que les Occidentaux se font d'un édifice religieux.

Ce temple est une vaste enceinte murée de 5 750 mètres de tour; elle dessine un carré, arrondi à l'un de ses côtés, celui du nord; là, se trouvent de beaux arbres, ce qui est si rare en Chine, et on y jouit d'une paix délicieuse. Sauf l'empereur, les assistants aux sacrifices et les gardiens, nul Chinois n'en foule jamais le sol, car le culte au grand dieu du Ciel est un privilège impérial; l'empereur seul a qualité pour le prier, en tant que son fils mystique.

Les étrangers le visitent maintenant sans difficulté, moyennant une rétribution aux portiers.

Deux autels et des bâtiments secondaires sont disposés au milieu de la verdure; lorsque nous y allons faire notre artistique pèlerinage, quelques vaches paissent paisiblement les herbes touffues.

L'autel principal, qui déroute fort les étrangers, se compose d'une triple plate-forme circulaire en marbre blanc, entourée de 360 balustres, et au sommet de laquelle on accède par des escaliers placés aux quatre points cardinaux.

C'est au milieu de cette plate-forme, sous la voûte céleste, dont aucun toit ne doit obstruer la vue, que l'on plaçait, sur un trône, la tablette où l'esprit du souverain Seigneur du ciel descendait au moment du sacrifice. De chaque côté de celle-ci d'autres trônes étaient réservés aux âmes des empereurs défunts, aïeuls et pères des souverains régnants, et qui formaient ainsi une Cour au Seigneur; sur la deuxième plate-forme, entourant de sa couronne la première, des sortes de tabernacles étaient élevés au Soleil, à la Lune, aux Constellations, au génie des Vents, du Tonnerre, de la Pluie, des Monts et des Fleuves. Toutes les forces de la nature étaient là; devant chacune de ces tablettes, posés debout sur un socle, de nombreux vases et calices contenaient les aliments qui leur étaient offerts : viandes, légumes et fruits.

Plus de deux mille mandarins entouraient l'empereur, qui, après avoir jeûné depuis la veille, dans un pavillon à ce réservé dans l'enceinte même du temple, célébrait le sacrifice à l'aurore.

Celui-ci se composait de trois offertoires préalables, précédés d'une cérémonie purificatoire, analogue à l'aspersion catholique, d'une élévation des mets offerts et, enfin, de la communion sous les deux espèces, d'abord accomplie par le pontife impérial, assisté de personnages remplissant des fonctions analogues aux diacres et sous-diacres de nos cathédrales, puis, par les assistants.

La musique des hymnes sacrées, l'encens, la fumée des holocaustes montaient vers le ciel, où pâlissaient les étoiles, dans le demi-jour du matin.

Ce culte, qui remonte à la plus haute antiquité, puisqu'on en suit la trace plus de deux mille cinq cents ans avant Jésus-Christ, n'est plus, à l'heure où nous foulons de nos pieds profanes le marbre immaculé de l'autel monumental, qu'une chose du passé. On n'en verra plus les magnificences et le temple ne sera plus qu'un objet de curiosité peu compris des visiteurs.

Ceux-ci vont admirer l'autel secondaire, celui où l'empereur va prier pour obtenir de la pluie et qu'ils croient être l'autel principal, parce qu'il est surmonté d'un toit que l'on voit de loin. Ce monument est, d'ailleurs, un bijou comme harmonie des lignes, comme proportions; ses tuiles bleues, surmontées d'une boule d'or, brillent au soleil et on accède par une avenue pavée de larges dalles et entourée d'arbres, d'un merveilleux effet. Notre guide, blasé comme tous les guides du monde, ne paraît point se soucier de ces beautés artistiques ; il ouvre et ferme les nombreuses portes de diverses enceintes et, à chaque opération, nous tend la main.

Pourvu que des vandales chinois n'aient point maintenant l'idée de détruire ce temple! Dans les temps de révolution, ces sacrilèges sont choses ordinaires.

Secouant nos pensées pessimistes à cet égard, nous allons, non loin de là, à l'ouest de la voie qui part de la porte de Tsienmenn, de l'autre côté du temple du Ciel, visiter celui de l'agriculture, où chaque année l'empereur venait lui-même tracer quelques sillons.

Mais il ne peut être question ici de conter tous les pèlerinages qu'un étranger qui, comme nous, a longtemps étudié cette religion si antique, doit faire aux temples de la Terre, du Soleil, de la Lune, et à tant d'autres de moindre importance, pas même à celui de Confucius, qui, dans Pékin, s'en va à l'abandon, s'effrite, tombe en ruines, comme le reste de cette société achevant son agonie.

Laissons ce passé oriental, ses gloires, ses splendeurs, ses magnificences qui appartiennent désormais à l'histoire, et vivons le présent, avec les inquiétudes, les troubles qui accompagnent nécessairement tous les enfantements d'une vie nouvelle.

*
* *

Ce soir même nous en ferons l'épreuve, au sortir du dîner où le sympathique directeur du *Journal de Pékin*, M. Van Lerberghe, convoque ses amis.

On a beau être rue de la Douce-Pluie, dans la ville tartare, on met son smoking comme à Paris. Nons dînons, en effet, en compagnie de diplomates étrangers, russes, chinois; il y a là le président de l'Assemblée nouvelle, un secrétaire du Sénat, tous vêtus de l'impeccable habit. Que nous sommes loin de la vieille Chine aux mandarins pansus! Elle est pourtant d'hier, mais les événements vont vite en cette époque où règne l'électricité!

Les convives chinois ne sont pas de ces hommes gras et bien peignés que dédaignait César, mais de la catégorie des hommes pâles et maigres dont il redoutait les complots.

Aussi, pendant le repas et après, dans la chaleur du

salon, les conversations sont-elles animées. C'est l'emprunt, le fameux emprunt qui est sur le tapis. Cette question d'argent cause de vives inquiétudes, la colère gronde dans le peuple, celui-ci regarde d'un mauvais œil les étrangers. Ces jours derniers, plusieurs de nos compatriotes ont été insultés dans la rue; dans une province lointaine, on a mis à prix la tête des blancs; à Changhaï, les Européens ont dû emprisonner un journaliste qui excitait trop ses lecteurs; maints indices font redouter des événements graves.

Ah! cet emprunt! en lui s'est concentrée l'histoire des rapports des étrangers avec les Chinois, pendant toute l'année 1912.

Ses avatars commencent sous l'ancien régime. Dans les dernières années de celui-ci, la Cour se trouvait sans argent, et de plus, incapable, en raison de l'ignorance, de la vénalité de tout son personnel, de s'en procurer par les impôts.

Depuis longtemps, le gouvernement chinois ne vivait plus que de prêts usuraires, comme les fils de famille qui mangent leur patrimoine. Il avait endetté le pays de plus de quatre milliards de francs, mais il s'en fallait de beaucoup qu'il eût reçu une telle somme! Les commissions à payer, les pots-de-vin de toutes sortes, les fournitures en marchandises, dont certaines ressemblent au crocrodile empaillé légendaire, avaient surtout enrichi quantité de traitants de toute nation. Lorsque nous étions à Changhaï, quatorze cents mitrailleuses inutilisables, rongées de rouille, y représentaient l'achat forcé à un prêteur. Pratiquée en petit, en grand, cette singulière politique financière avait mis le gouvernement aux abois.

Pour trouver de l'argent, la Cour avait successivement engagé toutes ses sources de recettes disponibles, car les financiers européens n'auraient pas voulu prêter sur le seul crédit d'un État équivalent en consistance aux brouillards de la lune. Le revenu des douanes maritimes, administré d'une façon probe et compétente par des Européens,

avait servi à gager les emprunts, au nombre de sept, qui se superposaient comme autant d'hypothèques sur les caisses de cette administration.

Vint la révolution qui suspendit, pour un temps, les pourparlers avec les financiers européens, formant un consortium comprenant des établissements français, anglais, allemands, américains, marchant appuyés sur leur diplomatie.

Le peu d'administration qui existait en Chine fut emporté dans la tourmente. Il devint plus impossible que jamais de recouvrer les impôts. Le nouveau gouvernement, d'abord divisé en deux tronçons ennemis, se trouva, en matière de finances, encore plus mal en point que l'ancien régime, pourtant réduit aux derniers expédients. Ni Yuen Chekai, à Pékin, ni le gouvernement de Nankin n'avaient assez de ressources pour payer les troupes, maintenir l'ordre d'une façon sérieuse et moins encore pour organiser une administration digne de ce nom qui pût permettre à la Chine de se relever et de payer les intérêts de sa dette.

Si la Chine avait sombré dans la faillite, les intérêts des prêteurs européens eussent été fort compromis et les grands établissements financiers d'Europe, qui avaient publié, lors des lancements des anciens emprunts, tant d'alléchants prospectus, eussent perdu la face et la confiance de leur clientèle.

D'autre part, la Chine apparaissait de loin aux industriels, et surtout aux fabriques d'armements, comme un immense champ où l'on pourrait récolter de beaux bénéfices, à condition naturellement qu'elle eût de l'argent pour payer les commandes. Ne voulait-elle pas, croyait-on, créer une grande armée moderne?

Enfin, la diplomatie s'était habituée à considérer ce grand pays inorganisé, et dirigé par un gouvernement valétudinaire, comme un vieillard en enfance devant être éternellement maintenu en lisières.

De tout ceci, il résulta que le consortium décida de lancer un grand emprunt, dit de réorganisation, d'un milliard et demi de francs. La France et l'Angleterre, les deux grandes prêteuses du monde, devaient fournir la plus forte partie des fonds de cette opération gigantesque, qu'on prévoyait naturellement fructueuse pour les intermédiaires.

La Russie et le Japon, ne tenant point à voir la Chine se relever pour être en état de s'opposer à leurs mouvements en Mongolie et en Mandchourie, d'abord hostiles, entrèrent ensuite dans le consortium, lorsqu'on leur eut fait comprendre que l'argent de cet emprunt de réorganisation ne réorganiserait point suffisamment la Chine pour que celle-ci gênât leur action. Ainsi se forma ce qu'on a appelé le sextuple groupe, qui devait discuter pendant une année avec les Chinois retors.

Les financiers, en général mieux informés que les diplomates des possibilités des États, évaluant mieux leur crédit, voulaient bien lancer un tel emprunt, qui devait leur laisser les ordinaires commissions et remises, mais ils hésitaient à engager leur clientèle confiante à prêter son argent à un gouvernement dont toutes les garanties sérieuses avaient été déjà hypothéquées, et ils ne voulurent marcher que derrière les diplomates. Il ne restait plus de vraiment disponible que le crédit de l'État, c'est-à-dire celui qui repose sur une bonne administration, habile à proportionner les dépenses aux recettes et sachant établir et faire rentrer en conséquence les impôts.

Or, en Chine, depuis longtemps, une telle administration était un mythe; gabegie et impuissance en tenaient lieu. Avec la révolution, c'était moins encore, les impôts n'étaient plus perçus, c'était à peu près le néant. Situation singulière pour engager le public à prêter son argent en si grande quantité! Fort heureusement la foule des petits prêteurs ne connaissait point ces choses; on touchait toujours les coupons des anciens emprunts, parce que les

banques, au moment des échéances, faisaient au gouvernement des prêts à ce destinés, et le crédit de la Chine se maintenait immuable. Il fallait bien qu'il en fût ainsi; si, en effet, le public qui achète d'ordinaire les titres de fonds d'État aux guichets des nombreuses succursales des grands établissements financiers d'Europe se fût effrayé, une funeste débâcle financière eût été possible; malgré les garanties sérieuses des vieux emprunts, le nouveau eût été impossible.

On s'attacha donc, d'abord, à faire un utile silence, en Europe, sur la situation financière réelle de ce pays en révolution.

Mais cela ne suffisait point; il fallait aussi, pour lancer l'emprunt, inspirer à ce même public une confiance basée sur quelque chose de plus réel qu'un espoir de voir un jour se créer une administration chinoise honnête, probe et compétente, qui ne s'était point vue dans le passé.

Il restait bien la gabelle; sans doute, une partie de l'impôt du sel était déjà engagée, mais on pouvait encore lui faire rendre davantage en réformant son administration. De plus, on exigerait du gouvernement chinois qu'il acceptât un contrôle de ses finances par des étrangers, représentants des prêteurs; ces contrôleurs auraient surveillé l'emploi des fonds pour éviter le gaspillage; le public, sachant ainsi que l'administration de la Chine se trouvait en réalité dans les mains des Européens, ayant derrière eux canons et soldats, pour imposer au besoin leur volonté, aurait une pleine confiance, accourrait aux guichets des banques apporter les fonds nécessaires à la réorganisation administrative, aux commandes de matériel de guerre. La Chine, guidée par des hommes compétents, pourrait alors commencer à mettre en valeur ses immenses richesses latentes, telles que les mines, construire de nombreux chemins de fer, profiter des bienfaits d'une civilisation éclairée et laisser les étrangers faire de beaux béné-

fices. Cette tutelle eût été avantageuse pour tout le monde; du moins, les étrangers, qui comptaient en profiter, le croyaient fermement.

Malheureusement, ceux qui avaient conçu ce beau plan avaient oublié deux choses : premièrement, que tous les participants au consortium, où la diplomatie dominait la finance, ne pouvaient avoir, malgré leurs assurances réciproques, les mêmes vues finales, parce que leurs intérêts politiques étaient différents; et deuxièmement, que le patriotisme chinois ne consentirait jamais à remettre l'administration réelle de l'État dans leurs mains.

Ces deux causes devaient agir continuellement pendant l'année 1912 pour paralyser le consortium et provoquer les plus graves inquiétudes.

Le soir de notre dîner, les convives chinois, personnages représentatifs de choix, ne cachaient pas que la nouvelle de l'établissement du contrôle financier, qui paraissait aux yeux du peuple être sa mise en esclavage sous la domination étrangère, pouvait provoquer, dans la folie du désespoir, un massacre général de tous les blancs en Chine.

J'entends encore la voix vibrante d'un distingué diplomate chinois, d'ordinaire si impassible; je vois encore son œil en feu, lorsqu'il me disait dans le petit salon : « Ce sera une folie sans doute, car nous ne sommes pas les plus forts, mais rien n'arrêtera le peuple, et, après tout, il vaut mieux mourir fusillé qu'étranglé. »

Telles étaient les conversations peu ordinaires, mais palpitantes d'intérêt, qu'on avait alors dans la rue de la *Douce-Pluie,* à Pékin.

CHAPITRE XII

L'ÉTAT D'ESPRIT DES CHINOIS

Inquiétants propos dans la nuit. — La grève de la police. — Sentiments anti-russes des révolutionnaires. — Les mystiques, la Société des Huit Vœux. — Un théologien gardien du patron des murailles. — Le saint préfet guérisseur. — Les moines. — La fuite du premier ministre; les conseillers étrangers. — Une visite au palais impérial.

Il est près de minuit lorsque nous quittons hôtes et convives; sur nos têtes, le ciel pur scintille d'étoiles; nous nous dirigeons vers le quartier des Légations, par la grande rue Wangfoutsing, une de ces larges voies percées en ces dernières années. Nous y reconduisons une dame française, son mari et leur jeune fille. Il fait si beau, si doux que nous irons à pied, dans la nuit claire, sous les rayons de la lune, et aussi sous la lumière assez pauvre des ampoules électriques que la municipalité de Pékin ne multiplie guère.

Les esprits sont préoccupés par la situation actuelle, et notre petit groupe de six personnes revient, comme par une pente fatale, sur le sujet de conversation du dîner.

Allons-nous avoir une nouvelle édition de l'affaire des Boxeurs? Ces foules chinoises sont si terribles, inflammables comme l'amadou! Un rien peut allumer l'incendie. Qu'un cri retentisse : « Sus aux étrangers, ils veulent s'emparer de la Chine! » cela peut suffire pour que, dans tout le pays, ces hommes placides, au milieu desquels nous circulons tout le jour, soient transformés en épileptiques sanguinaires, se ruant au massacre des blancs. Cette excitabi-

lité extraordinaire du Chinois est un fait d'observation cent fois constaté, qui fait dire à beaucoup d'étrangers, vivant depuis longtemps en Chine, qu'en tout Chinois il y a un hystérique en puissance.

Nous autres, à Pékin, nous pourrons soutenir un siège dans le quartier des Légations. Il y a 2 500 hommes, mais les Chinois ont ici cent vingt canons; qu'ils s'en servent, même médiocrement, et les 8 000 soldats des troupes internationales, campés à Tientsinn, n'auront peut-être pas le temps d'accourir. Quant aux étrangers de l'intérieur, commerçants, missionnaires, ceux-ci ne pourront compter sur aucun appui. On vengera leur mort par une expédition; mais ils en seront bien avancés.

— Pour moi, me dit ma voisine, à qui j'ai offert le bras, mon mari et ma fille étant là, nous serons tués tous ensemble, mais je ne voudrais pas mourir sans revoir mon fils, qui est en France.

En tenant de tels propos, nous gagnons le quartier où les représentants de l'Occident dorment sans doute. Nous passons devant les Japonais en sentinelle près d'un pont, et à travers les rues silencieuses, nous reconduisons cette famille à sa porte.

Minuit est sonné et nous retournons tous trois, M. Monestier, mon neveu et moi, vers notre maison tartare, où doit nous attendre notre boy pour nous ouvrir la porte, car les portes chinoises ne s'ouvrent pas du dehors.

Mais voici qu'accourent les deux soldats japonais qui gardaient le pont quand nous sommes passés; le fusil sur l'épaule, ils se dirigent au pas gymnastique vers leur caserne. Qu'y a-t-il? Pourquoi ces soldats si disciplinés laissent-ils ainsi leur poste? Nous ne pouvons les interroger, ils ne nous comprendraient pas; d'ailleurs, ils sont déjà loin.

A cet endroit, la rue qui aboutit à la sortie du quartier fait un coude, on ne peut voir sur le glacis, mais, quand

ayant tourné l'angle, nous arrivons à l'entrée, nous apercevons la rouge lueur de l'incendie; les flammes et la fumée montent dans le ciel et dans la rue où nous étions tout à l'heure, non loin de notre maison que nous devons gagner.

Quoi! serait-ce encore la rébellion, comme le 28 février?

Puis, nous percevons des coups très secs; ce sont des coups de fusil.

Il faut savoir ce que c'est, pour, au besoin, revenir donner l'alarme à notre légation et à nos soldats; nous nous avançons en file, sur un côté de la rue, et nous approchons de l'incendie et des coups de feu.

C'est bien un incendie, mais ce ne sont pas des coups de fusil, ce n'est pas la révolte, ce n'est pas le pillage.

Des marins italiens en sentinelle, ayant aperçu les premières flammes, ont traversé le glacis et frappent à coups de crosse dans la porte de bois de la maison incendiée; de loin on jurerait, à s'y méprendre, la détonation d'une arme à feu. A l'intérieur, les Chinois croient que le pillage va recommencer; ils ne veulent pas ouvrir et les flammes montent toujours vers le ciel. Enfin, des voisins accourent, les habitants ouvrent, on ne les dévalise point, et, tandis qu'on travaille à éteindre le feu, nous regagnons notre logis.

Ces petites aventures, en raison de l'espèce de fièvre obsidionale des Européens, toujours sur le qui-vive, contribuent à augmenter l'inquiétude éprouvée par les résidents depuis les événements du 28 février, qu'on craint toujours de voir recommencer.

*
* *

En effet, on n'est sûr de rien. Dans la semaine, on nous annonce une grève d'agents de police.

A Pékin, la police des rues est assez bien faite; à tous les carrefours importants, il y a un ou plusieurs agents qui

veillent à la circulation. Ces hommes, sous la conduite d'officiers, font aussi des patrouilles dans la ville, par groupes de trois ou quatre. Un d'entre eux, le bourreau, porte le glaive, dont la lame a une forme triangulaire se rapprochant de celle d'une hache; cette lame est ordinairement dans un fourreau de cuir.

Les policemen sont indisposés, toujours pour la même raison : l'impécuniosité du gouvernement. On parle de leur couper la belle natte de cheveux qui graisse le dos de leur vareuse de drap noirâtre aux liserés jaunes et, en bons Chinois, ils veulent se faire payer le sacrifice; de plus, la chaleur commence, ils ont besoin d'un costume d'été en toile.

Les voilà donc en grève. Que va-t-il advenir? Une ville comme Pékin compte toujours un bon nombre de malfaiteurs, tenus en bride par la police; ces mauvais sujets, sans surveillance, sont capables de faire de mauvais coups.

Le gouvernement se procure de l'argent par quelque petit emprunt et nous pouvons rencontrer, dans les rues, des groupes de policiers, portant dans un chiffon leur natte coupée et faisant résonner quelques dollars de leur solde arriérée. Nous leur causons, ils ont maintenant l'air satisfait, leur menace a réussi, leur grève n'a duré qu'une matinée. Ils reprennent leur poste dans les rues et dans les corps de garde, où l'on commence à dresser des abris en natte de paille pour protéger les bâtiments et les toits de ces maisons sans étage contre l'ardeur du soleil pékinois, qui, l'été, est terrible.

*
* *

La grève des policemen n'est qu'un des nombreux faits marquant les embarras au milieu desquels se débat le gouvernement. Celui-ci est toujours incapable de payer les soldats qui ont fait la révolution, ou ceux qui, à Pékin, restent des anciennes armées impériales. Ces derniers

veulent toucher leur solde, les autres demandent l'indemnité promise en cas de licenciement. Le gouvernement central, auquel les forces révolutionnaires participent maintenant, devrait pourvoir aux besoins des troupes réparties sur toute la surface du pays et créer toute une administration moderne à la place de l'organisme vermoulu qui existait avant la révolution; tâche immense, devant laquelle l'Assemblée et les ministres sentent leur faiblesse. Il leur faudrait de l'argent, beaucoup d'argent; les banquiers sont bien là avec leurs propositions, mais la diplomatie conduit les négociations et elle veut imposer à la Chine des conditions que celle-ci ne peut accepter.

Jamais les 126 représentants des provinces ne pourront consentir à abandonner la Mongolie, que la Russie convoite, à mettre des contrôleurs étrangers pour diriger les finances du pays, surtout si, parmi ces contrôleurs, se trouve un de ceux de la grande voisine russe. Et ce sont pourtant là les conditions que le consortium diplomatique financier leur propose.

Ils voient, là, le lacet passé doucement au cou de leur pays, et, à ce lacet, ils préféreraient, selon le mot du diplomate chinois, la fusillade.

D'autre part, les hommes du parti républicain sont antirusses. Depuis longtemps, en Europe, les révolutionnaires russes, en lutte contre le gouvernement du tsar et contre la bureaucratie moscovite, étaient en relations avec les Chinois étudiant dans les grandes capitales; ce sont des hommes et aussi des femmes terroristes qui leur ont enseigné la propagande par le fait comme étant le meilleur moyen, pour les opprimés politiques, d'obtenir justice; qui leur ont appris l'usage de la bombe explosible; qui, en maintes conférences, leur ont inculqué leur propre haine de l'absolutisme.

Le temps a passé, la roue des événements a tourné, et ces étudiants d'autrefois, élevés à une telle école, sont

devenus membres de l'Assemblée provisoire ou chefs de groupes influents, ou militants de la République, et ils trouvent devant eux le corps diplomatique qui vient de s'engager à ne pas autoriser l'emprunt si, au préalable, satisfaction n'est pas donnée à la Russie.

Or, la Russie veut, sous la forme de l'indépendance de la Mongolie extérieure, une partie du patrimoine national.

L'Assemblée peut-elle consentir à cette mutilation?

Que va-t-on faire de ce contrôle qu'on veut imposer et qui, à première vue, semble si raisonnable? N'est-ce pas un moyen détourné pour prendre en main la direction du pays? Ne sera-ce pas pour celui-ci la perte de son indépendance?

La presse ne cesse de le dire d'un bout à l'autre du pays; elle fait entrevoir à tous, pour la Chine, un sort semblable à celui de l'Égypte, où, par l'argent, les Anglais sont maintenant les maîtres. Les terroristes des anciennes luttes contre les fonctionnaires de la dynastie viennent un à un à Pékin surveiller les événements.

Les hommes publics responsables, ministres et députés, n'ont qu'à bien se tenir. Malheur à ceux qui, faiblissant, sacrifieraient les intérêts de la Patrie!

Et voilà pourquoi, à chaque proposition du consortium, gouvernement et assemblée reculent.

*
* *

Un beau jour, un de ces manieurs de bombes vient nous voir. C'est le jeune colonel que nous avons rencontré à Nankin, celui même qui a failli être décapité pour avoir participé à la tentative d'assassinat de Yuen Chekai.

— Comment, lui dis-je, vous ici? Ne craignez-vous donc pas la colère du président?

— Oh! non, me dit-il, maintenant la révolution est

aite; on a passé l'éponge sur les actes anciens et je ne suis venu qu'à bon escient.

De fait, il circule dans la ville sans se cacher, il va même faire des promenades à cheval avec mon neveu aux environs. Je le rencontre un peu partout, la police ne peut ignorer sa présence.

Décidément, Yuen Chekai est un homme sans rancune.

Nous profitons de sa présence à la capitale pour l'inviter à notre table et lui faire exposer ses sentiments et l'histoire de l'attentat. Il nous en narre les détails : son départ, ses adieux à sa jeune femme ignorante de tout. Il pensait bien en la quittant qu'il ne la reverrait jamais, car il pouvait être tué lui-même par les bombes ou décapité.

Tandis que ce jeune homme, élancé et maigre, aux joues creuses du tuberculeux qu'il avait été, disait-il, nous contait d'une voix simple toutes ces choses, pour nous si palpitantes d'intérêt, nous observions son regard fiévreux où, de temps en temps, s'allumait la flamme du mysticisme.

Pendant plus d'une année que nous parcourûmes l'Extrême-Orient, que nous en avons rencontré de ces hommes derrière le visage impassible desquels se cache une âme fanatique prête à tout!

Notre convive faisait partie de la Société *Tsin té houei*, « *Société pour le progrès de la vertu* » dite des *Huit Vœux*. Cette Société est analogue à ces groupements religieux, laïques, catholiques, affiliés à une congrégation et qu'on appelle tiers-ordres.

La Société ou congrégation des Huit Vœux n'a pourtant pas de caractère confessionnel, elle est purement morale. Ses membres s'engagent par serment à observer soit huit, soit plusieurs seulement de huit prescriptions impératives, divisées en trois sections, graduées selon la force de l'adhérent. La première section, dont les prescriptions s'appliquent à tous les membres, comporte : 1° de ne pas jouer; 2° de ne

pas fréquenter les femmes publiques; 3° de n'avoir qu'une seule épouse.

La deuxième : 4° de ne pas être mandarin; 5° de ne pas être député; 6° de ne pas fumer.

Enfin, dans la troisième section, on s'oblige : 7° à ne pas boire de vin ni d'alcool; 8° à ne pas manger de viande.

Chaque membre possède un insigne en forme de cœur où la section à laquelle il appartient est marquée par un certain nombre de points.

A noter la deuxième section où l'on s'engage à n'être ni fonctionnaire, ni homme public. La raison en est que la Société veut avoir, en ceux-là, des gens désintéressés personnellement de la politique, afin qu'ils puissent se consacrer, sans pouvoir être suspectés d'agir par ambition, à la cause commune.

La Société n'a ni président, ni siège social, et elle compte, à l'heure actuelle, plusieurs milliers de membres.

Les plus ardents prononcent les huit vœux et nous en connaissons à qui il est impossible de faire manger un peu de viande.

Naturellement, tous les adhérents de la Société des Huit Vœux sont des républicains; beaucoup furent et restent des militants de la révolution.

« Si l'on veut travailler à la réforme de son pays, nous disait un des principaux membres, un des plus profondément convaincus de cette société curieuse, il faut d'abord, conformément au vieux principe posé par Confucius et par les sages et les saints de tous pays, se discipliner l'âme et se réformer soi-même. C'est pourquoi nous nous sommes engagés dans cette voie. »

Les principes d'une telle société sont en effet en conformité parfaite avec ceux du confucianisme et du bouddhisme, les deux grandes religions que l'on trouve coexistantes en Chine chez les mêmes individus.

*
* *

Cette Société des Huit Vœux dénote une intéressante évolution du sentiment religieux chinois, sentiment qui existe bien réellement, encore qu'on en ait nié plus d'une fois l'existence parce que l'on n'a considéré que le monde des lettrés où le scepticisme, le matérialisme pratique étaient fort répandus.

Indépendamment du culte des ancêtres, universel en Chine et qui est un culte spirite, la vieille religion animiste des forces naturelles semi-divinisées, amalgamée avec le bouddhisme, subsiste toujours dans le peuple et chez les gens de toutes conditions, plus particulièrement portés vers les choses religieuses, comme on en trouve en tous pays.

Combien de fois ne l'ai-je point constaté dans mes nombreuses visites aux temples, aux pagodes, aux couvents, au cours desquelles je ne manquais jamais de m'entretenir avec les gardiens ou les bonzes pour pénétrer un côté de l'âme chinoise peu connue!

Une de mes distractions, lorsque au crépuscule j'allais faire sur la muraille du quartier des Légations la promenade habituelle aux résidents à Pékin, était d'aller voir le gardien des deux petits temples de la porte de Tsienmenn.

L'un de ces temples est dédié à Kouanti, le génie protecteur des frontières et des villes, l'autre à Koan Ynn, la déesse de la miséricorde.

Ces temples se composent d'une modeste enceinte de quelques mètres; d'abord une petite cour où se dressent une ou deux vieilles stèles; deux pièces latérales poussiéreuses et, au fond de la salle principale, demeure du saint patron protecteur.

Kouanti est un personnage en plâtre peint, qui fait des yeux furibonds, comme il convient à quelqu'un qui veut

effrayer les mauvais esprits. Il demeure dans le temple de gauche en entrant en ville; autour de lui sont ses acolytes en plâtre et son cheval.

C'était généralement dans ce temple que l'on trouvait le gardien, un laïque, à robe de soie, à natte, homme aimable et poli, qui me prenait pour un Allemand à cause de mes lunettes.

Il me demandait des renseignements, des précisions sur les différences qui séparaient les religions d'Occident, et il s'intéressait vivement à ces sujets théologiques. Il n'ignorait point, d'ailleurs, l'essentiel du catholicisme, du protestantisme et de l'orthodoxie grecque, chacune de ces Églises étant représentée à Pékin, mais il voulait tenir, d'une bouche qui ne fût pas celle d'un missionnaire, l'exposé de leurs dogmes fondamentaux.

Je suis sûr que bien des Européens, entrant sous la grande voûte, ne se doutaient point qu'à côté, gardant ce dieu peinturluré, il y avait un brave Chinois qui prenait tant d'intérêt à la Trinité divine, à la procession du Père et du Fils, ou du Père et du Saint-Esprit, au schisme de Photius et aux pouvoirs disciplinaires et doctrinaux du pape.

Conciliant en ces matières comme tous les Chinois, il concluait ses entretiens en me disant qu'après tout, les hommes sont moins divisés qu'ils ne le croient en réalité, qu'ils viennent tous du ciel, et qu'ils ont bien tort de se disputer à ce sujet.

Lors de mes visites, je voyais souvent quelque passant acheter un bâton d'encens à une petite boutique voisine, semblable à celle des marchandes de cierges, et venir le piquer dans la cendre de l'encensoir, non sans s'être prosterné devant le génie.

Ces génies, auxquels sont consacrées tant de pagodes, sont ordinairement des personnages ayant réellement existé, des saints, célèbres par leurs vertus, dont l'esprit

est encore puissant. On les prie, comme cela se fait en Europe, pour obtenir des faveurs célestes.

Aussi, du côté du mur est de la ville, près de l'observatoire fondé sous Louis XVI par les jésuites, est un temple dédié à Lutsou, un ancien préfet de Chantong, dont l'esprit guérit les maladies. Nous allions nous promener là, sous les ombrages de quelques arbres.

Au fond, dans la cour, est le saint avec sept de ses disciples, statues de grandeur nature; aux murs sont appendues de nombreuses feuilles de papier, contenant des ordonnances pour tous les maux. Il y en a pour les femmes, les enfants, les hommes.

Voici une jeune femme qui vient demander à ce Lutsou de guérir sa mère. Elle a fait, pour cette visite médicale, sa belle toilette, lissé et pommadé ses cheveux noirs, passé sa jolie robe de soie. Elle donne d'abord son offrande, quelques sous qu'elle jette dans un plateau, fait brûler un bâton d'encens, joint les mains et salue, les poings réunis, et s'agenouille.

Puis, elle tire au hasard une fiche d'un cornet; le numéro correspond à l'un des papiers accrochés aux murs. Hélas! le papier a dit que sa mère ne guérirait pas.

Dans la cour, attend cette pauvre femme, qui a fait elle aussi sa toilette. Comme elle marche avec peine, appuyée sur le bras de sa pieuse fille! elle a l'air, en effet, bien malade.

Cette scène me rappelle ces Bretonnes que je vis autrefois monter à genoux l'échelle sainte de Sainte-Anne d'Auray, pour accomplir quelque vœu.

Décidément, l'humanité est la même partout en ses aspirations profondes. Le mystère de la douleur étreint l'homme, et c'est dans l'inconnu qu'il va chercher comme instinctivement la puissance invisible et surnaturelle qui apporte à sa confiance le réconfort et l'espoir.

Pourquoi souffrir? Pourquoi vivre? Pourquoi mourir?

Ces jours qui passent ne sont-ils pas une vaine illusion? A quoi bon courir après les vanités du monde? Ne vaut-il pas mieux s'absorber en esprit dans la grande roue qui tourne éternellement, emportant toutes choses dans sa course?

Les lamas bouddhistes ont fait, à Pékin, la même réponse à cette question que les trappistes catholiques, étrangers et chinois, qui mènent là-bas, dans les montagnes de la province, leur vie cénobitique.

Environ huit cents lamas résident dans un grand couvent du nord-est de la ville. Quel curieux costume! Ils sont vêtus de la toge romaine, rouge ou jaune, dont les plis harmonieux se posent sur une tunique brune; lorsqu'ils défilent dans les cours et à certains moments de l'office ils se coiffent d'un grand casque de feutre, avec une volumineuse chenille, qui est aussi le casque romain. Voici le chef bonze; il tient à la main un bâton, ce bâton est un glaive romain exactement.

Nous les voyons passer dans les cours et se réunir dans des chapelles, accroupis sur leurs talons; ils commencent à chanter en thibétain. Un d'entre eux vient se mettre à un pupitre pour réciter l'antienne, et toute l'assistance de chaque côté reprend son chant alterné. On se croirait dans la chapelle de quelque couvent catholique. Debout, près d'une porte, j'observe avec soin les visages. Un de ces moines chante avec une ardeur mystique vraiment remarquable; il est tout entier possédé par sa psalmodie, il ne nous voit pas. Dans les rangs passe un surveillant, un vieillard qui frappe, de son glaive de bois, la tête des jeunes inattentifs.

Ceux-là sont même des enfants, des gamins, les bonzillons dont le jeune cerveau n'est pas encore dressé à cet exercice de la prière machinale. Quelques-uns nous font des grimaces en cachette pour s'amuser et se remettent bien vite à regarder leur rouleau thibétain ou mongol qui glorifie sans doute *la lampe tournant dans les merveilles de*

la lumière, ainsi que le dit l'inscription en caractères chinois au-dessus de la porte de cette chapelle.

Celle-ci fait partie de toute une quantité de bâtiments répartis sur un assez vaste espace. Des arbres ombragent de belles cours, entourées de pavillons aux toits recourbés aux angles. Nous allons jeter un coup d'œil aux cellules de ces moines, sortes de logettes entre des murs gris, où dorment ces hommes complètement rasés qui se vouent à la chasteté et à la prière. Leur propreté est douteuse. Volontiers je me figure que les moines de notre moyen âge étaient ainsi.

Lors de notre visite, je n'eus pas le temps d'interroger, sur ses doctrines, le grand bonze, homme instruit disait-on, c'était l'heure de l'office. Mais d'autres fois et dans d'autres couvents de la ville, je me livrai à cet examen intellectuel. Les idées métaphysiques de ces religieux sont loin d'avoir la précision tranchante de celles des Occidentaux, qui aiment à enfermer l'infini en d'étroites formules. Le Bouddha qu'ils prient, un homme, ne se distingue guère d'un dieu, c'est une sorte de Christ. Quelques-uns le confondent avec le Laotienyé, le vieux grand-père céleste, dieu des bonnes gens chinois, qui ne raffinent pas sur les conceptions philosophiques et théologiques, hors de leur portée.

Il résulte de mes conversations avec ces moines de robe rouge ou de robe jaune qu'ils croient que dans le ciel réside un personnage divin, qui voit les actes des hommes, récompense les bons et punit les méchants; quant à la nature de ce dieu, ils ne s'en embarrassent guère et, comme pourrait le faire un moine chrétien, trouvant impies les doutes qui peuvent susciter les questions de la raison curieuse, ils fuient les réponses précises.

Les Chinois lettrés, analogues d'esprit bien souvent à nos anticléricaux, disent volontiers du mal des bonzes et de leurs pratiques. Vus de près, examinés sans parti pris,

ceux-ci me font plutôt une bonne impression. Ils respirent la douceur et la paix. La révolution ne les touche guère, elle passe à côté de ces hommes qui ont les yeux tournés vers le mystère de l'infini. Cependant, les couvents qui avaient des subventions gouvernementales, et qui ne reçoivent pas assez d'aumônes pour vivre, sont inquiets de l'avenir. Que va leur réserver la société nouvelle?

*
* *

Celle-ci est toujours en gestation. Une lutte sourde est commencée entre le président Yuen Chekai et l'Assemblée provisoire.

Cette dernière, à peine réunie depuis quelques jours, commence déjà à s'apercevoir que le chef de l'État est bien envahissant. Ces républicains se défient. Plusieurs ministres sont pourtant des révolutionnaires de marque, mais les choses n'avancent guère. Yuen Chekai les met toujours en face du point délicat de la situation, comme il le faisait avec la Cour expirante :

« Pour faire quelque chose, leur dit-il, il faut de l'argent, nous n'en avons pas. Seuls les étrangers peuvent nous en fournir. Il faut accepter les conditions du consortium. » Et les discussions continuent entre celui-ci et le gouvernement chinois qui transmet les propositions faites à l'Assemblée, laquelle s'effraie et les repousse encore.

Et toujours on apprend quelques troubles causés dans les provinces par des soldats non payés. Le général Tchanghiun, l'intraitable monarchiste qui a fui Nankin avec dix mille hommes de l'ancienne armée, se trouve du côté de la province du Chantong, sur la ligne de Poukéou ; il vit là, dans des wagons de chemins de fer qu'il a réquisitionnés et rançonne le pays environnant. Nul ne l'inquiète. Les républicains le surveillent, Yuen Chekai ne lui dit rien.

A Pékin, les troupes de la garde impériale ne sont pas

sûres; on les dit des plus tièdes pour le régime nouveau.

J'ai pris un professeur de conversation, un Mandchou, autrefois scribe au ministère des finances; la révolution l'a chassé de son poste, et il vit misérablement, bien heureux d'avoir trouvé ces leçons. Ce brave homme, qui ne connaît aucune autre langue que la sienne, vient causer quatre heures par jour avec moi. Il gémit sur les malheurs des temps, sur l'ignorance de ses princes qui ont été cause de la ruine des Mandchoux. Il ne croit pas que soit possible une restauration. Il pronostique la fin de la Chine sous la domination étrangère. Pour lui, il s'en ira vivre sur une petite terre que possède dans la campagne la famille de sa femme et il sera agriculteur, lui lettré. Chose curieuse, il pense que la République est, en elle-même, une bonne forme de gouvernement, mais qu'elle ne convient pas à la Chine d'aujourd'hui.

Le 10 juin, il m'annonce une probable révolte pour le 15, premier jour de la lune; si l'on ne paie pas la solde de la garde impériale, le pillage recommencera comme au 28 février; des princes s'agitent pour reprendre le pouvoir. On attaquera les républicains et peut-être aussi les étrangers, puisque ceux-ci soutiennent maintenant Yuen Chekai.

De fait, en ville, courent de mauvais bruits; il y a une véritable inquiétude. Tous les Chinois, qui se trouvaient à l'Hôtel des Wagons-Lits et à l'Hôtel de Pékin, sont partis soudain, comme s'ils obéissaient à un mot d'ordre. Pourquoi? Est-ce que les soldats chinois attaqueraient les Légations?

La situation se complique. On prétend que Yuen Chekai serait sur le point d'accepter les conditions du consortium et que cela provoquerait un mouvement contre lui et contre nous.

Nous prenons des dispositions, car notre maison se trouve dans un cul-de-sac, pour, le cas échéant, partir par les toits et les jardins, afin de gagner le quartier des Légations,

si la rue qui longe la cité impériale se trouvait prise en enfilade par la fusillade des soldats.

Dans cette hypothèse, nous passerions par-dessus un mur; nous gagnerions le jardin d'un Français, M. Rousse-Lacordaire, sous-directeur des postes chinoises, puis les bureaux de l'administration du chemin de fer de King-Han, où se trouvent également des Français, et tous ensemble, nous traverserions le glacis pour nous réfugier derrière les murs fortifiés du quartier. On entend des coups de fusil et des coups de canon au loin, mais on est sans renseignements.

Enfin, notre ministre nous apprend que l'on vient de verser 3 millions de taëls à Yuen Chekai, pour qu'il puisse payer les soldats le dernier jour de la lune. Ce sont les banques du consortium qui font ainsi une avance sur le futur emprunt. Le 15 juin arrive, pas de révolte. La garnison de Pékin est payée. On croit même que l'emprunt va être signé; les banquiers, à Londres et à Paris, délibèrent; on annonce la chose comme faite.

Le 17, coup de théâtre. Le premier ministre, M. Tang Chao-y, est disparu. Où est-il? Au bout de plusieurs jours on apprend qu'il est caché à Tientsinn. Il s'est enfui pour ne pas prendre la responsabilité de l'emprunt. Le chef de l'État envoie plusieurs personnes pour ramener le fugitif. Peine inutile, M. Tang reste inébranlable. Il en a assez du pouvoir; signer ce contrat d'emprunt, accepter cette mainmise des étrangers sur la Chine lui semble une trahison. D'autre part, les membres du parti révolutionnaire sont irrités et menaçants. On demande au ministre les comptes des fonds de l'emprunt belge; on le menace, s'il signe; ce sera son arrêt de mort.

M. Tang a-t-il jamais eu l'intention de signer? C'est fort douteux. Dans tous les cas, il ne veut pas s'exposer à tant de dangers et il se prépare à gagner Changhaï. Mais, au moment où il s'embarque, un révolutionnaire le fait redes-

cendre du paquebot, le pistolet sous la gorge. Il reste à Tientsinn.

Le mois de juin s'achève dans l'attente d'événements qui ne se produisent pas. Bien entendu la fuite du premier ministre a arrêté les négociations. On commence à parler d'un remaniement ministériel, mais où trouver un homme politique qui puisse à la fois plaire à Yuen Chekai, lequel se défie toujours des républicains, et qui soit capable de faire face aux difficultés de la situation?

La politique chinoise piétine sur place. L'Assemblée vote quelques lois d'organisation, mais que faire sans argent? De son côté, elle se défie du président. Celui-ci n'a toujours pas d'organisation administrative à son service. Pour en créer une, il lui faudrait des ressources et un personnel, et il n'a ni les unes ni l'autre.

Toute sa politique consiste à se gagner des amis. Il nomme des conseillers, des Kouwenn. D'abord il les recrute parmi les républicains modérés, pour les lier à sa cause, puis il nomme d'anciens fonctionnaires qui avaient dû courber la tête et se terrer sous l'orage révolutionnaire, et aussi des étrangers pour se faire bien voir des Puissances.

Naturellement, les conseillers ne conseillent point, car Yuen Chekai n'est pas homme à recevoir d'autrui tant d'avis. Les quatre-vingts ou cent personnes qu'il gratifie de ce titre touchent surtout des appointements qui doivent garantir leur fidélité.

Je vois venir, à Pékin, M. Soun Paoki, mon ami, l'ancien ministre à Paris, qui fut un instant président de la République provisoire de Chantong. Je le croyais assassiné, car, lorsque j'étais au Yunnan, j'avais appris qu'un officier révolutionnaire était parti par le Tonkin, afin d'aller lui trancher la tête comme à un traître. Aussi, je puis le féliciter lorsqu'il vient me faire visite, vêtu en Européen et coiffé d'un panama. M. Liou, un autre ambassadeur, vient

aussi prendre le vent. Ces fonctionnaires d'ancien régime apportent leur concours à Yuen.

Le docteur Morrisson, qui fut si longtemps correspondant du *Times* à Pékin, est, lui aussi, nommé conseiller politique; plus tard, un Français, le commandant Brissaud-Desmaillet, est conseiller militaire.

Ces messieurs ont de beaux appointements, qui soixante-quinze mille francs, qui, soixante mille, mais les touchent-ils intégralement, dans la pénurie actuelle du trésor?

Dans tous les cas, on vient, par nécessité budgétaire, de réduire à 60 francs par mois, uniformément, les traitements de tous les fonctionnaires chinois, les ministres tout les premiers, sacrifice nécessaire au bien du pays. Ces fonctionnaires regardent d'un œil d'envie, et quelque peu jaloux, les Européens avantagés, véritables prébendés qui n'ont guère de travail, car s'ils s'avisent de vouloir faire des rapports, ceux-ci sont jetés au panier par les ministres jaloux qui devraient les examiner.

*
* *

Quant à la famille impériale, c'est-à-dire à l'impératrice douairière et à l'empereur enfant, depuis l'abdication, ils résident toujours dans le palais.

On n'a pas pu, cela se comprend, payer l'intégralité de la pension promise, environ un million de francs par mois. Le gouvernement de la République verse quelques petits acomptes; il engage l'impératrice à participer à l'impécuniosité générale et à se priver pour le bien du pays.

L'impérial bambin ne comprend vraisemblablement rien à tout cela, et il s'amuse à voir voler ses pigeons à musique. Ceux-ci sont des pigeons vivants, dans le plumage desquels on a disposé de minuscules tuyaux d'orgue; lorsqu'ils volent, l'air pénètre dans ces tuyaux, et cela fait un bruit assez curieux et assez doux. Ces volatiles impériaux passent en

volant, seuls ou en troupes tournoyantes, au-dessus de notre maison. Combien de fois, au cours de cette année, ne les avons-nous pas entendus! Autrefois, quiconque en aurait tué un était passible de la peine de mort.

On ne peut visiter le palais impérial sans avoir la permission de la présidence, qui ne la donne pas; toutefois, un prince allemand vient officiellement à Pékin et il désire voir le palais. On en ouvrira donc les portes pour lui et un groupe d'Allemands; quelques Français et Françaises en profiteront. C'est ainsi que nous pourrons naviguer dans les barques impériales sur l'étang aux lotus, passer sur les ponts de marbre que foulent seuls les pieds des eunuques, des grands et des souverains, entrer dans les pavillons aux colonnes rouge et or. Naturellement, on ne visite pas la partie actuellement habitée par l'impératrice et le petit Shiuentong; le prince, son groupe et le nôtre vont examiner curieusement le pavillon où fut, depuis 1898, interné Kouang Sin, la chambre où il mourut. Un lit de soie jaune, un fauteuil sans style et des pendules venues d'Europe, quelques inscriptions au mur, tout cela n'a rien de majestueux. O pompe asiatique de nos rêves, que vous êtes loin de la réalité dans cette chambre du prisonnier impérial!

Le petit palais de Tseushi est à côté; c'est une bâtisse de style européen qui jure dans ce décor chinois; elle fut, dit-on, élevée par quelque architecte allemand. Dans une salle où se trouve le trône de la terrible Tseushi, il y a tous les bibelots, meubles, bijoux, donnés par les souverains aux empereurs de Chine; tout cela est sous vitrine. Que de pendules! Lorsqu'on regarde de près toutes ces horreurs qui rappellent un bazar, on ne peut admettre que tout ceci ait été donné par Louis XIV, par les rois d'Angleterre, par les empereurs qui faisaient évidemment d'autres cadeaux! On est bien obligé de croire ce que disent les Chinois, que tout ce qui avait une valeur a été, au cours du temps, volé par les eunuques dans le désordre général, vendu en secret à

des marchands étrangers. Toujours la décomposition de la société mandchoue qui se présente à vous, dès qu'on s'approche!

Dans cette partie du palais, il y a un temple bouddhique très élevé, d'où l'on voit la succession des toits jaunes et parfois violets des bâtiments du palais et la verdure de Pékin. Quel joli coup d'œil! quel paysage lumineux sous ce beau ciel d'été!

Nous sommes accompagnés par des eunuques, personnages un peu gras, vêtus de modestes robes de coton bleu. Il en reste encore quelques-uns, mais le temps de leur puissance est passé.

Le terme « palais » est d'ailleurs de nature à induire en erreur un Européen, qui se représente une plus ou moins grande bâtisse. En réalité, le palais impérial est une sorte de ville murée, avec de nombreux bâtiments, des jardins, de vastes bassins. Elle se trouve entourée par ce que l'on appelle la ville impériale aux murs rouges, et dans laquelle résidaient les serviteurs et les mandarins, et tous les gens dépendant du service de la Cour.

Certains de ces bâtiments, les pavillons chinois rituels, sont fort beaux; leurs colonnes rouges, leurs tuiles brillantes jaunes éclatent sous le soleil. Le dessin des petits acs et des jardins est conçu avec l'art du paysage qui caractérise les Chinois et produit un agréable effet. Cela rachète, aux yeux de l'artiste, les intérieurs dont la plupart sont curieux sans beauté. En somme, ce qu'il y a de bien ici, c'est le pur style chinois, ce style qui remonte loin dans les siècles; la dynastie mandchoue a fait, là encore, preuve de son infécondité, de son impuissance. Tout ce que l'on voit dans ce pays porte à croire qu'elle a eu le rôle de ces insectes qui enfoncent leur aiguillon dans un point particulier du corps d'autres insectes, dont ils paralysent, sans les tuer, tous les organes du mouvement et les laissent ainsi en léthargie, pour en faire une future proie à leur progéni-

ture. Mais tout cela est déjà du passé et la dynastie est morte, elle-même, paralysée.

Bien que le dernier descendent de la longue lignée des empereurs soit là, derrière ces murs, tout près de nous, il n'est plus qu'un souvenir historique, un jouet dans la main de l'ambitieux personnage qui s'avance doucement dans les voies de la dictature.

CHAPITRE XIII

LA VIE A PÉKIN

Le Pétang. — Le patriotisme des Chinois. — Le Palais d'été. — Le 14 Juillet à la Légation de France. — On voit poindre la dictature. — La déception et les projets des républicains. — Une entrevue avec le nouveau président du conseil des ministres.

Il y a, à Pékin, un endroit que les Français ne manquent pas d'aller visiter; c'est le lieu où reposent les derniers restes de ceux d'entre eux qui meurent là, si loin de leur patrie. Ce modeste cimetière se trouve dans l'ouest de la ville, au nord du Pétang, la mission catholique. Les tombes des soldats, toutes pareilles, sont alignées; ce sont celles des défenseurs des Légations ou du Pétang lui-même, lors des événements anciens, celles aussi des enfants de la France que la maladie surprend et terrasse pendant le temps de leur service, dans le climat pourtant si sain de la Chine septentrionale. Ce petit cimetière, ombragé de quelques arbres, pieusement entretenu, n'est point lugubre; les oiseaux chantent dans les ramures et les morts doivent dormir là paisiblement.

Nul ne manque, non plus, d'aller voir l'ensemble de la mission française, le Pétang, qui a soutenu en 1900, lui aussi, un siège mémorable, et de faire visite à l'évêque de la province, Mgr Jarlin, toujours si accueillant pour ses compatriotes.

Actuellement, le Pétang est gardé par des soldats français. Dès la révolte du 28 février, on envoya une trentaine

d'hommes avec un officier. Il y a là une cathédrale à double clocher et les bâtiments abritant le séminaire, l'orphelinat des filles, une imprimerie pour les besoins des missionnaires et de leurs paroisses ; elle travaille aussi pour les Européens, au besoin.

L'école des filles est tenue par des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul ; la directrice n'est point Française ; c'est une personne petite, vive et aimable, qui parle fort bien notre langue et gouverne quelques sœurs françaises et chinoises. Voilà longtemps qu'elle vit au milieu des jaunes, nous dit-elle, en nous conduisant dans son école, en nous montrant le trou immense fait par l'éclatement d'une mine en 1900, au nord de l'enceinte. Elle aime cette vie, au milieu des petites filles chinoises ; elle la préfère aux pompes du monde, cela est visible, car une gaieté sereine règne sur le visage et dans les yeux vifs de cette princesse de la maison d'Autriche qui, sous la robe de bure et la cornette blanche, marche devant nous, son trousseau de clés à la main, pour nous ouvrir les portes. Elle nous fait visiter les ateliers, les salles, les travaux de broderie de ses enfants, comme elle dit.

L'imprimerie du Pétang est également très intéressante ; on y fond les caractères mobiles chinois et les matrices sont faites par la galvanoplastie ; chaque caractère peut tirer à cent mille avant d'être usé.

Un jeune Pékinois, M. Yu, qui m'accompagne et remplace mon Mandchou comme professeur de conversation, avait une douzaine d'années lors de l'affaire des Boxeurs, et il se trouva, avec une partie de sa famille, réfugié ici, où fut soutenu le siège que l'on connaît, pendant que les Légations luttaient de leur côté.

M. Yu me promène dans l'enceinte, m'explique les phases du siège restées dans sa mémoire. Il était là, à côté de lui, lorsque, frappé à mort, le lieutenant Henry, un Breton catholique, se fit transporter devant la statue de la

Vierge pour y mourir. Nous avons vu le portrait de ce vaillant et de plusieurs autres marins morts en défendant les habitants du Pétang, que l'on conserve pieusement dans les salles où nous sommes passés tout à l'heure. Que de douloureux souvenirs!

Cette statue est dans un joli jardin, sous de frais ombrages, derrière l'église, un lieu de paix, qui était alors le théâtre de la désolation et de la mort. Ce siège du Pétang restera une page glorieuse dans les annales de la bravoure française, dont mon guide me conte les exploits avec une admiration que les années n'ont point diminuée.

Le jardin de l'évêché est verdoyant et frais; on se sent un peu en France, ici, et cela repose des rues poussiéreuses de la ville.

Le chef du diocèse, Mgr Jarlin, de petite taille, le visage un peu rouge, barbe et cheveux blancs, nous accueille la main tendue. Comme tous les missionnaires à peu près, il est ici depuis de longues années et pour toujours. Dans la pièce meublée sobrement, mais qui rappelle aussi la France, il nous fait asseoir sur le canapé où l'on s'accoude à la petite table pour y causer longuement.

Mgr Jarlin constate combien l'esprit des Chinois est changé, combien il évolue vite. Ainsi, me dit-il, c'était autrefois un axiome que le Chinois était dépourvu de patriotisme, qu'il sacrifierait sans peine son pays pour quelques dollars. Nous-mêmes, missionnaires, nous avons contribué à répandre cette idée. On se trompait à cet égard, et les événements démontrent bien que le Chinois est patriote, tout comme un autre. Et il me cite des exemples. Le boycottage des produits américains, à un certain moment, fut un acte de patriotisme pour lequel bien des gens se sont volontairement ruinés.

Le Chinois, me dit l'évêque, a un grand amour de la justice et c'est ce sentiment qui a, en partie, causé la révolution. Le christianisme aussi a eu une influence indirecte.

Les idées de fraternité, d'égalité qu'il enseigne ont fait leur œuvre. De fait, les chrétiens et les prêtres chinois sont acquis aux idées républicaines d'aujourd'hui; il y a plus d'un million de catholiques dans l'ensemble de la Chine. Dans la province, ils augmentent sans cesse et l'on est obligé de créer un nouvel évêché. Le clergé indigène progresse également, et l'on constate chez les curés à la tête des paroisses un phénomène en contradiction avec ce que disent généralement les étrangers au sujet du caractère chinois. En effet, on reproche d'ordinaire aux Chinois leur manque d'esprit de direction et d'initiative; or, lorsque les curés indigènes sont laissés libres de diriger leur paroisse, ils s'en acquittent en général fort bien et obtiennent de beaux résultats. Ils valent, en bien des cas, les Européens, et c'est à leur activité que l'on doit surtout le développement du nombre de catholiques parmi la population indigène.

Ce développement va s'accroître encore avec le nouveau régime, qui accorde la liberté des cultes et a supprimé les mandarins exploiteurs du peuple, lesquels étaient si souvent hostiles à l'action du clergé, témoin de leurs exactions; quant à la population, elle est presque toujours en bons termes avec les missionnaires, et il n'est pas rare de voir des païens venir chercher des prêtres catholiques comme arbitres dans leurs disputes.

— Que pensez-vous, dis-je, de la moralité des non-chrétiens en général?

— Autant l'ancienne classe mandarinale était corrompue, me répond-il, autant la masse du peuple est paisible et honnête. Il lui manque, évidemment, les vertus chrétiennes que seule la grâce peut donner, mais elle possède de grandes vertus naturelles. Je connais des familles païennes où règne une telle dignité de vie, une telle moralité, qu'elles font mon admiration.

— Croyez-vous, demandai-je encore, à la durée de la Ré-

publique et croyez-vous que les Chinois ont ce qu'il faut pour faire vivre un tel régime?

— Sans doute, et il est très important qu'ils aient institué un Parlement provisoire. Ce sont des réformes qui resteront, malgré les luttes possibles des partis, dans les premières années du régime nouveau. »

J'écoutais sans surprise ces paroles qui contrastaient si fortement avec tant d'autres que j'avais entendues dans la bouche des Européens, aveuglés par le préjugé de race, et je partis après avoir admiré le magnifique portique sculpté par la patience des mains chinoises et imitant un curieux entrelacs de bambous, lu le caractère souhaitant longue vie, écrit du pinceau même de l'impératrice Tseushi, et placé dans la salle d'honneur de l'évêché.

*
* *

Le ministère n'est toujours pas formé; depuis la fuite de Tang Chao-y on n'a pu trouver personne qui consentît à prendre le pouvoir ou qui fût agréé par l'Assemblée, car cette condition est nécessaire pour former un cabinet. On parle toujours de mutineries, de révoltes de soldats, et quelquefois on entend des coups de fusil dans les casernes; mais, sur ces événements, les Chinois sont muets; le gouvernement ne tient pas à mettre les étrangers au courant de la situation réelle. L'ancienne garde impériale donne des inquiétudes.

Me rendant dans l'ouest de la ville en auto pour y chercher des amis et aller ensemble visiter le Palais d'été, je passe près de la ville impériale, et j'aperçois, vision lugubre, un homme, vêtu du costume des serviteurs des princes, tout couvert de sang; on l'a assis dans un pousse-pousse, la foule l'entoure, sa tête branle faiblement sur ses épaules, ses yeux se ferment, le sang coule d'une blessure qu'il a à la poitrine. A-t-il été poignardé? pourquoi? quel

est cet homme, ainsi entrevu dans une vision de kaléidoscope?

L'ami chez qui je vais, qui occupait une importante fonction dans les chemins de fer chinois, est fort inquiet; sa famille se demande s'il ne faudra pas recommencer à se réfugier, quelque jour, au quartier des Légations. Ici, en effet, on est très loin de tout secours. Il faut près d'une heure de course pour rejoindre la porte de Tsienmenn.

Néanmoins, nous irons faire notre visite au Palais d'été. Pour s'y rendre, il y a une route bien entretenue. L'empereur pouvait croire, en la parcourant, qu'il en était ainsi dans le reste de l'empire. Cette route, large comme nos routes nationales, a, de chaque côté, un pavage de dalles de pierre, sur lequel circulent les charrettes, à l'ombre des arbres qui donnent à cette voie l'air d'une route de France. Bien des fois nous l'avons suivie, car c'est la seule voie commode pour sortir de Pékin, pour aller chercher, pendant les chaleurs torrides de l'été, un peu de fraîcheur dans les collines de l'Ouest et dans les grottes de la fontaine de Jade.

Sur cette route, des mendiants attendent l'étranger; des enfants, nus comme des vers, trottent dans la poussière derrière nous, pour recevoir les quelques cents qu'on leur jette à la volée.

Voici une jeune femme, en belle toilette de soie bleue, suivie d'un vieillard; elle marche sur le côté de la route. Tous les cinq ou six pas, elle joint les poings, salue, s'agenouille et se prosterne le front sur le sol. Elle accomplit ainsi un vœu pour la guérison d'un des siens et fera comme cela peut-être dix kilomètres.

Le Palais d'été est gardé par des soldats, et l'on n'y entre qu'avec une autorisation que notre légation obtient du gouvernement chinois. Actuellement, cette résidence impériale est vide; l'empereur qui devrait, à cette époque de l'année, venir avec sa suite se reposer là, car la République lui en

laisse la jouissance, demeure au Palais d'hiver dans la ville. L'impératrice n'a pas voulu quitter Pékin, de peur, dit-on, de n'y plus rentrer et de perdre le trésor qu'elle n'a pas eu le temps de réaliser.

Nous causons avec les soldats ; ceux-ci ne doivent pas inspirer grande confiance au gouvernement, car on leur a retiré leurs cartouches.

Le Palais d'été est sans contredit une belle résidence et il a grand air, à la chinoise. Comme toujours, c'est une multitude de bâtiments à colonnes rouges et décorés de peintures et d'or. Ces pavillons sont placés sur le flanc d'une colline, au pied de laquelle on a creusé un lac artificiel tout entouré de balustres de marbre blanc; au milieu du lac se trouve une île avec un pavillon assez vaste. On monte un escalier à nombreuses marches qui accède au sommet de la colline, et de là, on peut contempler l'ensemble du Palais, la campagne, la ville, avec, là-bas, dans la claire atmosphère, ses portes monumentales. Tout cela compose un de ces beaux paysages qui séduisent les yeux chinois. Puis on redescend par les jardins et les bosquets étagés et l'on se retrouve au bas dans un petit parc où circule, de chaque côté du pavillon d'entrée central, une longue galerie dont le plafond et toutes les colonnes sont garnis de fines peintures d'un joli coloris. Les jours de pluie, l'empereur et les grands peuvent venir se promener là comme dans le cloître d'un couvent. Sur le lac, on admire une curieuse fantaisie : la jonque de marbre, un pavillon en forme de bateau, dans lequel on peut prendre le thé.

Les gardiens ne savent pas si l'empereur viendra cette année; ils n'ont pas reçu d'ordres. Néanmoins, l'ensemble de ce que nous voyons est bien tenu; on n'a pas ici l'impression de vétusté, de ruine, de décadence que l'on éprouve partout ailleurs. Ce Palais, cette résidence du souverain est, comme la voie par laquelle nous revenons, un symbole.

L'empereur et sa cour, seuls, comptaient dans ce pays;

le peuple était oublié. Cela n'était point conforme aux enseignements des vieux livres chinois qui disaient que le Fils du Ciel, père-mère de tous, devait vivre pour le bien de ses sujets qui étaient ses enfants. C'était là l'enseignement de Confucius, le saint, de Mengtzeu et de tous les sages, devenu, dans la décadence universelle, des paroles vides et sans vertu.

Notre automobile nous ramène à toute vitesse sur la route poussiéreuse. On passe, dans cette course, devant les ruines de l'ancien Palais d'été. Quelques murailles rouges, une vieille porte restent encore debout près de la route, et, de loin en loin, dans la plaine verdoyante, apparaissent des monceaux de murailles écroulées. Cette destruction est l'œuvre des Européens, qui incendièrent le Palais, détruisant ainsi des merveilles, dit-on, pour venger la mort de missionnaires, d'officiers, de diplomates français et anglais, lors de la campagne de 1860.

Nous pouvons rentrer sans inconvénient dans la ville, les portes n'en sont pas fermées et il n'y a pas de rébellion.

Ces promenades, si agréables et si intéressantes pour l'observateur averti, doivent s'interrompre. Le temps des pluies est arrivé et, cette année, justement, dans ce climat où il ne pleut habituellement qu'une quinzaine de jours par an, l'eau va tomber d'une façon tout à fait exceptionnelle; en un seul mois nous aurons plus de vingt jours de pluie. Et quelle pluie!

Or, quand il pleut à Pékin, tout s'arrête. Ce sont des torrents qui s'abattent du ciel pendant des journées entières avec la même force. Dans les cours de notre maison, devenues des bassins, nous ne pouvons circuler que dans l'eau jusqu'aux jarrets. Aussi les portes qui donnent sur ces cours ont-elles toutes un seuil en pierre, surélevé pour empêcher l'eau de pénétrer à l'intérieur. Les rues en terre non battue deviennent des fleuves de boue. Voitures et

pousse-pousse ne peuvent plus avancer, sauf dans les grandes voies nouvelles, et encore!

Nos serviteurs, la robe relevée autour des reins, se glissaient comme ils le pouvaient sur des pierres branlantes pour aller hors de notre ruelle, sous des parapluies de papier huilé, acheter la nourriture nécessaire à la maisonnée et ils rentraient trempés. Le petit canal, qui passe par la ville impériale et traverse le quartier des Légations, était plein jusqu'aux bords et l'on ne voyait plus les boues nauséabondes, au milieu desquelles coule le ruisseau d'eau sale, qui désenchante le spectateur voyant pour la première fois le canal de Jade, car tel est son nom poétique.

Ces pluies soudaines et torrentielles dévastatrices ont pour cause le déboisement des forêts. Le gouvernement chinois, là encore, n'a pas rempli sa tâche depuis des siècles par ignorance ou par impéritie.

*
* *

C'est surtout en Chine qu'on peut dire avec vérité : « Après la pluie, le beau temps! » car en ce climat si sec, les rues des villes sout vite revenues à leur état poussiéreux sous le soleil brûlant. Nous allons donc pouvoir fêter le 14 Juillet dans la lumière.

En France, la fête nationale est devenue, par l'accoutumance, un rite banal.

A l'étranger, il n'en est pas de même. Les quelques Français qui vivent à Pékin, si loin de la mère patrie, se groupent et il n'en manque pas un à l'appel; ceux qui résident un peu loin dans la campagne, des employés sur la ligne de chemin de fer, à la poste ou dans les douanes, viennent aussi faire leur visite à la Légation.

Chacun arbore son drapeau sur sa maison et cette étoffe aux trois couleurs, dans cette cité d'Extrême-Orient, parle un muet langage que peuvent seuls bien comprendre les

Français qui l'ont rencontrée au bout du monde sur la terre étrangère.

La fête nationale commence généralement par des exercices à la caserne Voyron. En 1912, les soldats organisèrent des jeux, des concours : courses en sac, courses au tonneau, jeux de ciseaux et autres amusements du même genre dans la vaste cour ensoleillée. Le cercle des officiers français offre un petit lunch à ses visiteurs, avec une cordialité que nous n'oublierons pas. Mais c'est à la Légation que se concentre naturellement l'éclat de cette solennité nationale.

Tous les résidents français à Pékin sont invités à la table du ministre, les uns au déjeuner, les autres au dîner qui est suivi d'une soirée ; le déjeuner est réservé aux personnages graves et aussi à ceux qui, habitant loin, éprouveraient des difficultés pour regagner dans la nuit leur demeure.

Mais auparavant, tous les Français viennent porter leurs hommages au représentant de la France. En l'espèce, c'est M. F. Georges Picot, le fils du membre de l'Institut de ce nom et premier secrétaire ; il est actuellement chargé d'affaires, car le ministre nous a quittés pour rentrer à Paris. M. F. G. Picot, nous parle, dans une allocution qui n'a rien de la banalité habituelle à ces sortes de discours, de l'attitude de notre pays et de celle des Français en Chine, en présence de la situation actuelle, et ses paroles simples, justes et élevées, que tous, la coupe de champagne en main, nous écoutons en silence, empruntent à l'heure historique où elles sont prononcées, dans ce grand salon qui est un peu de la France ici, un intérêt vivant et grave que nul ne manque d'apprécier.

Nous sommes du déjeuner. Il y a là le clergé : l'évêque et son grand vicaire, le visiteur des Frères maristes qui fait son tour d'inspection en Chine, quelques messieurs et quelques dames, dont ma voisine, une Chinoise en toilette européenne, a épousé un de nos compatriotes.

Le soir, ce sera le tour de nos quelques élégantes en décolleté qui maintiennent la suprématie de nos modes dans Pékin même. Malheureusement le nombre en est bien petit, car sur la soixantaine de personnes qui composent le tout Pékin français ici présent, le sexe laid est en très grande majorité.

Après le dîner, les jardins s'éclaireront de cordons de lampes électriques et les lanternes chinoises en papier accrochées dans le feuillage piquent de leurs nuances multicolores les coins d'ombre, bien que la nuit soit presque dissipée dans ces jardins où brillent tant de feux.

La photographie à la lumière oxhydrique conservera même le souvenir durable de cette soirée.

Nul ne pense, il faut bien l'avouer, à la prise de la Bastille, aux libertés conquise par nos aïeux dans le sang versé des révolutions. Ce sont là choses anciennes, devenues pour nous de l'histoire apprise, et nous jouissons maintenant de leurs avantages sans nous en apercevoir, tant ils nous semblent naturels. Ici, les nuances politiques s'effacent; on n'a pas d'occasion de se diviser. Les disputes de nos Parlements, les polémiques des journaux de la métropole ne nous arrivent plus qu'atténuées et vieillies, sans saveur, dans des paquets que l'on n'ouvre pas toujours. Tout cela, vu de loin, provoque un certain scepticisme, et, si l'on ne fait pas — et beaucoup ne le font pas — un effort nécessaire pour se rappeler que la vie, le progrès et la décadence des nations sont faits de ces diverses manières de voir des hommes et de leurs conflits, on se prend à penser que le bon tyran qui coordonnerait d'une main ferme et despotique les forces nationales et les dresserait en armes devant les autres serait l'idéal en fait de gouvernement. Doucement on glisse sur la pente, on en vient à dédaigner les régimes de liberté et de discussion qui, en apparence, affaiblissent la résistance des peuples aux chocs du dehors et diminuent la rapidité de leur action contre les adversaires

ou les ennemis possibles que l'on sent chaque jour autour de soi.

Ce phénomène psychologique est très remarquable; son action est très certaine et elle explique une bonne partie des préjugés que nous avons déjà signalés.

*
* *

A cause de ces préjugés, on est, en général, plein de dédain pour le Parlement chinois, plus encore que pour les autres. Ces hommes, qui discutent sans aboutir, paraissent ridicules. Les sympathies vont naturellement à celui qui semble disposer de la force, à Yuen Chekai. S'il mettait ces disputeurs à la porte, tout le monde l'approuverait. A quoi bon une assemblée délibérante qui veut porter un regard curieux dans les affaires, qui veut savoir ce qui se traite avec le gouvernement dans le secret des chancelleries, qui n'accepte point les conditions d'emprunt, auxquelles le président semble prêt à souscrire?

Certains lui conseillent même de jeter tout ce monde d'avocassiers et de lettrés dehors, comme l'a fait Bonaparte, dont on lui met l'exemple sous les yeux. Cela vaut à certain conseiller étranger, de la part des Chinois républicains, l'appellation de « conseiller du coup d'Etat ».

Mais le rusé politique qu'est Yuen Chekai n'écoute pas ces voix tentatrices. Il est Chinois et, comme tel, il ne se résigne à l'emploi des grands moyens qu'à la dernière extrémité, et puis, l'Assemblée lui est utile; il se réfugie derrière elle pour dire au consortium : « Comment pourrais-je vous satisfaire? L'Assemblée repousse vos propositions. » Et il se hâte d'ajouter : « L'emprunt se fera, mais mes troupes vont se révolter, les étrangers seront alors en péril ici, le bruit en arrivera en Europe, le crédit de la Chine, vos intérêts à vous banquiers, qui êtes liés à notre salut, puisque nous vous devons des milliards, en souffriront

gravement. Donc, pour le bien de la paix et pour votre intérêt même, faites-moi encore une avance d'argent. » Ce système lui réussit; et le rusé Chinois reçoit sans rien donner.

Les sommes qu'il touche ainsi lui permettent de s'acheter des concours, de placer des hommes à lui à la tête des troupes, de payer une garde fidèle. Toute sa tactique est de s'assurer l'appui des soldats.

En ce mois de juillet, il va se servir de ceux-ci une première fois. Le ministère n'est toujours pas formé. Un mois est passé depuis la fuite de Tang Chao-y et l'Assemblée n'a pas accepté les ministres qu'il lui présentait. Il lui offrait, en effet, des personnages rétrogrades, gens d'ancien régime, bien plus capables d'être ministres — certains l'avaient été — d'un souverain absolu que d'un président de République, et, au surplus, détestant les républicains.

Les discussions pour la formation du ministère n'ont pas abouti, car Yuen ne veut faire aucune concession sur une question aussi grave; il lui faut des hommes qui soient un instrument dans sa main.

Le gouvernement fait alors savoir à tout l'élément militaire que, depuis que le premier ministère n'existe plus, il ne peut plus payer la solde, les banques ne consentant pas à faire d'avances si un cabinet n'est pas formé. Aussitôt, une manisfestation épistolaire se produit de la part des officiers; ceux-ci protestent auprès du président contre l'attitude de cette Assemblée qui arrête tout, paralyse la vie politique, réduit les troupes à la famine. La menace de sédition contre le Parlement n'est pas déguisée. La foudre est suspendue sur celui-ci et sur la République.

Que vont faire les cent vingt-six délégués des provinces, que vont décider les membres actifs des comités réunis à Pékin ou ailleurs, et qui suivent avec une curiosité passionnée cet événement si grave?

Ils ne se dissimulent nullement qu'ils se trouvent, cette

fois-ci, et pour la première fois, en face de la dictature. Ils ont fait, forcés d'ailleurs par les circonstances, l'essai loyal de Yuen Chekai. Celui-ci leur a été infiniment précieux pour instituer la République. N'est-ce pas lui qui a fait abdiquer la Cour? N'est-ce pas lui qui a traité avec Li Yuenhong à Outchang, qui a arrêté le combat entre les troupes impériales, qui a séduit les ministres étrangers jusqu'à la plus complète illusion?

Les républicains qui comptaient le tenir en main se sont trompés; seuls, les hommes comme Hoang Hing et quelques autres, les irréductibles, avaient raison. La République est loin d'être faite et il va encore falloir, maintenant, la disputer à cette dictature qui commence.

En pareille occurrence, les Français auraient levé tout de suite l'étendard de la révolte, mais les Chinois sont des hommes de race jaune, dont l'ardeur bouillonne invisible au fond d'une âme incroyablement maîtresse d'elle-même.

On cédera donc! Que Yuen Chekai prenne des hommes qui ne sont point républicains, c'est une chose nécessaire, car il ne peut être question, aujourd'hui, d'engager une lutte armée contre lui. Comment la mènerait-on à bout sans argent, alors que Yuen Chekai serait soutenu peut-être par les banques? Il a, en ce moment, en main, les soldats du Nord. Il les paie. Li Yuenhong, le vice-président, est maintenant complètement gagné, il fait cause commune avec Yuen, et il commande les troupes du Centre. Ce vieux Chinois aigri de l'ancien régime n'était qu'un faux révolutionnaire. Il n'a point de principes; son ambition est maintenant satisfaite bien au delà de ses mérites. Il marche pour le coup d'État, c'est entendu.

Donc, impossibilité de résister par la force.

Il est d'autant plus nécessaire de gagner du temps que l'Assemblée n'est que provisoire, malgré sa légitimité juridique, malgré la Constitution écrite; c'est un Parlement de circonstance. On aurait une bien plus grande force si les

élections étaient faites, et si, le peuple s'étant prononcé, on pouvait s'appuyer sur sa volonté.

J'entends encore un ancien ministre, qui fut vice-président du Sénat, m'exposer ces raisons si politiques, dans notre maison de la rue Kéoutai, tandis que nous dînions sous le ciel étoilé.

« Je vais partir, nous disait-il, préparer l'avenir, faire de la propagande dans le peuple, dans les provinces intelligentes et libres du sud et de la côte, et tous mes amis feront comme moi. »

En effet, les uns et les autres disparurent, les chefs du parti qui prenait le nom de Kouominntang (littéralement : *parti du peuple*), ceux qui avaient été du premier ministère, les hommes d'action faits pour le gouvernement s'en allèrent travailler à leur œuvre. Les membres de l'Assemblée s'inclinèrent, acceptèrent les hommes de Yuen Chekai, continuèrent à repousser les conditions du consortium et se mirent à voter les lois électorales en vue du Parlement définitif.

*
* *

La nouvelle présidence du conseil fut occupée tout de même par quelqu'un qu'on pouvait considérer comme étant à la fois de l'ancien monde et du nouveau. M. Lou Tchensiang avait, pendant vingt et un ans, occupé des fonctions diplomatiques en Europe et notamment en Russie. Il ne rencontrait d'hostilité personnelle dans aucun parti.

Lorsque j'allai le voir, dans le grand bâtiment en briques grises, l'ancien ministère de la guerre où il s'était installé, je me trouvai en face d'un aimable gentleman dans son salon, parlant la langue française avec une extrême correction et une grande facilité.

« J'ai été appelé ici, me dit-il, dans les circonstances difficiles actuelles, justement parce que, si longtemps éloigné

de mon pays, je n'y ai pas d'ennemis; mais je ne connais pour ainsi dire plus la Chine, tout m'y est nouveau, il faut que j'en fasse l'apprentissage. J'ai longtemps sincèrement refusé, car ma santé est délicate, et j'ai peur que celle de Mme Lou ne s'accommode mal du climat, si chaud l'été à Pékin, mais il m'a fallu venir quand même, et je sens toute mon insuffisance. Que faire dans la situation actuelle! »

Nous causâmes longtemps avec ce Chinois européanisé et mal préparé aux âpres luttes de la politique, dans un monde qu'il ne connaissait pas. Ce n'était pas un chef de gouvernement et sa modestie n'était pas feinte. M. Lou était un de ces hommes destinés à remplir des fonctions bureaucratiques ou diplomatiques, douces et de tout repos, et à rester dans la paix du plus uni des ménages monogames, en compagnie de la charmante Mme Lou, une Belge, catholique militante, qui avait, dit-on, un grand empire sur son époux.

Ce gentleman délicat, faible et doux, ne pouvait être qu'un figurant docile à côté du terrible Yuen. Aussi l'Assemblée ne lui ménagea-t-elle pas quelques moqueries, lors de ses débuts parlementaires; surtout lorsque le nouveau premier ministre, paraissant devant elle pour faire son discours-programme, s'empêtra les pieds dans le tapis de la tribune et tomba tout de son long sur le sol, petit accident où l'on voulut voir un symbole.

La sympathie qu'il inspirait donna, surtout aux yeux des étrangers, une certaine figure au ministère, mais bientôt M. Lou tomba malade et s'en fut soigner sa réelle neurasthénie à l'hôpital français. Plus tard, il quitta la présidence et resta seulement ministre des affaires étrangères. Là, sa connaissance si parfaite de notre langue, celle du russe aussi, le mettait à même de rendre de réels services.

Un autre personnage marquant du nouveau ministère était le fameux Touan Kijouei, ancien vice-roi de l'empire, général qui détenait le ministère de la guerre. C'était celui-

là même qui jetait dédaigneusement au panier, sans les lire, les rapports de notre compatriote, le commandant Brissaud-Desmaillets, conseiller militaire, qui, d'après les gens compétents, est un de nos plus savants officiers et des plus capables de former une armée chinoise redoutable.

Peut-être, après tout, valait-il mieux, pour les intérêts de la race blanche en Extrême-Orient, que Touan Kijouei fût un homme si obtus et si jaloux.

Mais ce ministre de la guerre, s'il était un piètre appréciateur d'un beau talent avec lequel il ne pouvait, même de très loin, rivaliser, n'en était pas moins un fidèle serviteur de la politique de Yuen et prêt au besoin à exécuter tous les coups d'État qu'il faudrait pour assurer le pouvoir à celui-ci. N'était-ce pas là l'essentiel?

CHAPITRE XIV

MOEURS CHINOISES ET EMPRUNT

A Tientsinn. — Un pas dans le sang vers la dictature. — Un type de conservateur original. — L'emprunt Crisp et le monopole. — Dîners chinois; les chanteuses. — Sur la grande muraille. — Aux tombeaux des Ming.

A Pékin, l'été est fort chaud et la température monte jusqu'à 40 degrés. On garde ici le costume colonial : toile blanche et casque, de fin mai à fin septembre. Les indigènes de qualité prennent la robe dite *hiapou*, c'est-à-dire en toile d'été fort légère. Mais, heureusement, on jouit de nuits délicieuses dans cet air sans humidité.

Les rayons ardents du soleil produisent ici le même effet qu'en Europe, ils ralentissent l'activité humaine, font chercher le repos des longues siestes, la fraîcheur des ombrages, et désirer la villégiature au bord de la mer.

La politique elle-même a ses vacances. Les ministres étrangers et leur famille vont sur les bords du Pacifique prendre les bains ; les Chinois élégants et fortunés se rendent aussi à Tsingtao, chez les Allemands du Chantong, qui ont aménagé la baie de Kiaotchéou avec le soin, la méthode qui caractérisent leurs actes.

Yuen Chekai, lui, demeure dans son palais, à suivre les affaires, il ne sort jamais. Le nouveau ministère a repris les discussions avec les représentants des banques et il recommence à faire la navette entre ceux-ci et l'Assemblée. Les délégués des provinces conservent les mêmes sentiments ; ils sont toujours hostiles, ils ont peur de travailler à la

mainmise sur leur pays par les étrangers s'ils acceptent le contrôle des dépenses, tel qu'on le leur propose. Le malheureux et faible Lou Tchengsiang a une tâche bien ingrate.

Certes, la Chine a grand besoin d'argent; elle pourrait à la rigueur s'en passer, à ses risques et périls, employant des moyens de fortune, s'essayant d'établir vaille que vaille un système d'impôts, mais elle n'arriverait pas à payer les intérêts de ses dettes, à moins qu'on ne lui fît crédit.

La faillite, une faillite momentanée, serait une solution. La presse chinoise fait remarquer que les étrangers sont bien plus intéressés au crédit de la Chine que la Chine elle-même, puisqu'ils sont ses créanciers, toute la dette étant placée au dehors.

On pense bien que les banques n'entendent point de cette oreille, elles qui tiennent à lancer l'emprunt dans de bonnes conditions. Mais la Russie n'a aucun intérêt à ce que le gouvernement chinois fasse des commandes de fusils, de canons aux grandes fabriques d'armement de France, d'Angleterre et d'Allemagne, car tout cela pourrait servir contre elle en Mongolie; elle sait bien que le consortium a été formé en grande partie pour défendre les intérêts de l'industrie d'armement, française et anglaise; aussi n'est-il pas étonnant qu'elle pousse toujours celui-ci à faire des propositions inacceptables pour les Chinois; les choses ne sont donc pas près de s'arranger et les négociations vont encore traîner en longueur; rien de particulièrement intéressant ne se produira; nous pouvons donc, nous aussi, en profiter pour fuir l'air embrasé de Pékin; nous irons au Japon, où le mikado est à l'agonie, et nous visiterons les îles montagneuses et charmantes du Soleil Levant.

Nous voilà donc à Tientsinn, que nous gagnons à travers les plaines inondées et la dévastation. Toute la ligne est gardée par des troupes internationales; des sikhs de l'Inde avec leurs turbans, des Anglais maigres et raides dans leur

costume kaki, des Russes colosses surveillent, le fusil au poing, la ligne et les gares, afin d'assurer toujours la communication entre Pékin et le corps d'occupation qui se trouve ici.

Tientsinn est une jolie ville européenne qui rappelle Hankéou ; ses rues sont plantées d'arbres qui donnent un agréable ombrage. Lors de la révolution du 28 février, elle a eu aussi ses troubles et ses incendies dans la cité chinoise, mais les huit mille soldats du corps d'occupation ont empêché la rébellion de prendre un caractère par trop grave. On a eu seulement à déplorer la mort d'un médecin allemand qui s'était disputé, pendant la révolte, avec un soldat et fut tué par celui-ci.

Dans le Nord, de même que dans le Sud, les événements qui ont amené la République faisaient prévoir l'avènement de celle-ci. Déjà, bien des mois avant que n'éclatât la révolution, notre consul, M. Kahn, en avait informé ses chefs. Lorsque nous allons lui faire notre visite, il nous dit que le changement est considérable ; voilà longtemps qu'il est en Chine, et il constate une profonde et rapide évolution.

Ici, à Tientsinn, il était à même de fréquenter d'importants personnages du monde chinois et les renseignements ne lui manquaient pas sur ce sujet. Après la dynastie épuisée, la seule forme de gouvernement possible était la République. D'ailleurs, la révolution ne fait que commencer, nous dit-il, et la situation actuelle, dans sa paix apparente, ne peut être toujours stable. L'œuvre de construction de la société politique pourra provoquer dans l'avenir de terribles conflits.

A Tientsinn, sur les concessions, s'était réfugié notre ami, M. Soun Paoki, après qu'il eut quitté le Chantong, dont il était gouverneur et dont il fut quelques jours président de la République. Nous revoyons ses enfants, son fils que nous avions connu tout petit et qui est maintenant un jeune homme d'une quinzaine d'années. Les changements

dans le domaine des études sont tels qu'on ne peut plus lui trouver ici un bon professeur de chinois. Nous nous promettons de nous revoir au retour. Nous irons encore avec notre ami commun, M. Médard, le vice-consul, un des meilleurs sinologues européens qu'il y ait dans toute la Chine, goûter de la cuisine allemande de l'Astor house, l'hôtel des gens chic, pour y causer des événements extraordinaires de cette curieuse époque. Il est triste pour nous de penser que le père de M. Médard, qui fut quarante-cinq ans professeur de mathématiques à l'arsenal de Foutchéou, et que nous connaissions tous, n'est pas là avec nous. La mort l'a ravi depuis peu à l'affection des siens et à celle des nombreuses générations de jeunes Chinois qu'il avait formés à l'esprit scientifique. Ce vieillard aimable, accueillant et modeste, ce missionnaire de la science, avait contribué dans une large mesure à rendre sympathique, en Chine, le nom français.

Ses nombreux enfants, fils et filles, qui vivent ici et en Europe, marchent sur ses traces et travaillent ainsi sans bruit au rayonnement de notre pays. Chez eux, on trouve des Chinois distingués qui, se sentant dans une atmosphère sympathique, ne redoutant pas l'humiliation de quelque phrase malsonnante ou les airs de dédain, peuvent se montrer tels qu'ils sont, se faire comprendre et être compris, et ainsi apprécier ce que l'âme française et son génie ont d'universel.

Un matin, le *Yongtchoun,* un petit bateau fluvial qui descend le Peiho jusqu'au Pacifique, nous emmène entre des rives plates et verdoyantes au bord desquelles se baignent des hommes complètement nus qui semblent ignorer la pudeur. Nous passons devant des villages aux maisons en pisé du Nord. Ici, l'hiver, la température est extrêmement rigoureuse et les habitations doivent avoir des murs épais. Nous gagnons enfin le *Sagami Maru*, qui nous attend là-bas en pleine mer, tout à l'horizon, et nous partons pour la

terre des chrysanthèmes, dont la mort de l'empereur divin va bientôt précipiter tous les habitants le front sur le sol, dans l'attitude de la prière.

Nous reviendrons après avoir senti dans ce pays régner également le souffle puissant d'un esprit nouveau, après y avoir constaté une vigueur d'âme, un patriotisme peu communs. Et quand nous remettrons le pied en Chine, nous n'oublierons pas la parole d'un vieux résident au Japon, d'un missionnaire catholique, le père Fabre, qui nous a dit : « Ici on marche vers la République et vers le socialisme et la mort de l'empereur va accélérer le mouvement! Dans combien d'années celui-ci aboutira-t-il à son terme? Je ne puis le dire, mais c'est un événement qui arrivera. »

*
* *

Pendant notre absence, il s'était passé un événement de la plus haute gravité. Yuen Chekai avait fait un deuxième pas dans la voie du pouvoir personnel, et cette fois-ci, il l'avait fait dans le sang.

Un républicain de marque, le général Tchang Tchennou, ainsi que le général Fangwei, étaient venus à Pékin pour conférer avec Yuen Chekai afin de se plaindre à lui de l'attitude de Li Yuenhong qu'ils estimaient mauvaise pour la République. Le président envoya quelqu'un pour les recevoir, on dîna à l'hôtel des Légations amicalement et, à la sortie du quartier, on se saisit des deux hommes : ils disparurent. On apprit le lendemain qu'ils avaient été tués dans la nuit, sans jugement, sur une dépêche de Li Yuenhong qui les accusait de complot.

C'était le recommencement des vieux procédés de gouvernement. Yuen Chekai, qui les avait si souvent employés, ne pouvait se débarrasser de ses anciennes habitudes. La garantie de la liberté du citoyen, le droit inscrit dans la Constitution pour l'accusé d'avoir un juge, ce sont là

choses gênantes ; il est plus simple, quand on le peut, de tuer sans phrases son ennemi ou celui que l'on croit tel, ou même celui qui s'oppose à vos desseins.

Un grand frémissement passa sur tous les hommes qui avaient fait la révolution, et une haine mortelle grandit dans leur cœur pour Li Yuenhong, le vice-président, le faux révolutionnaire, l'ambitieux nanti, et pour Yuen, dont décidément apparaissait, de plus en plus visible, le goût de la tyrannie.

Qu'allait-on faire ?

Dans le Sud, on s'agita. Hoang Hing, Sun Yatsen demandèrent des explications ; on sentait gronder l'orage. Des conciliabules eurent lieu de tous côtés. Est-ce que la guerre allait être déclarée entre le président et les hommes de la révolution ? Les Européens en Chine se le demandaient.

Il faut croire que, des conseils qui se tinrent dans l'ombre des comités, il résulta qu'une levée de boucliers, alors que les élections n'étaient pas faites, que les lois électorales n'étaient même pas promulguées, serait une entreprise trop périlleuse pour la République. Tout se calma, les républicains reprirent leur masque impassible ; le gouvernement accorda des honneurs posthumes à Tchang Tchennou et à Fangwei. On leur fit à Outchang, où retournèrent leurs corps, un beau service funèbre.

D'après les conversations que j'eus plus tard avec les amis des défunts, le bien du pays exigeait qu'on ne partît pas en guerre contre l'homme dont la présence paraissait utile au pouvoir, à cause surtout du trait d'union qu'il constituait entre la Chine et l'étranger.

Il me paraît certain que le parti républicain, malgré sa haine profonde et vivace contre lui, le considérait encore comme l'homme nécessaire.

Mais des isolés peuvent toujours s'ériger en vengeurs, aussi Yuen redoubla-t-il de précautions pour sa sécurité. Et, de fait, des haines mortelles, de ces haines d'Asiatiques

dont l'habile dissimulation n'a d'égale que la profondeur, rôdaient de loin autour de lui. Yuen, ne sortant jamais, demeurait invisible au fond de son palais.

De là, il continuait d'appeler, à Pékin, les grands révolutionnaires pour protester auprès d'eux et de vive voix, de la loyauté de ses intentions, de son désir d'assurer le salut du pays en dominant les factions, dût-il déployer la plus cruelle rigueur. Le bien de l'État est la suprême loi.

L'assassinat de Tchang Tchennou et de Fangwei eut pour résultat de retarder la venue à la capitale de Hoang Hing qui devait, pour la première fois, se rendre en cette ville afin de conférer, avec Sun Yatsen et Yuen Chekai, des destinées de la République.

*
* *

La République! Ce mot, qui exprime une idée de consentement général aux directions du pouvoir, ne pouvait guère s'appliquer à la Chine qu'en théorie.

L'absence de fonds, le manque de personnel, la défiance du parti républicain qui attendait les élections et le jour où, celles-ci terminées, se poserait la terrible question de choisir le chef de l'État, rendaient toute organisation du pays impossible. Celui-ci vivait dans une anarchie paisible, troublée par quelques actes de banditisme et quelques séditions. Sa situation ne différait point en somme, au point de vue administratif, de ce qu'elle était sous la dynastie et il ne pouvait en être autrement.

Aussi, les adversaires du régime nouveau, les conservateurs du passé, comme on en trouve en tous pays, prenaient-ils thème de cette situation pour vitupérer contre le parti républicain.

Au nombre de ceux-ci, dont nous vîmes bien des échantillons, un des plus curieux que nous ayons rencontrés était

un des familiers de notre petite maison de la rue Kéoutai, un lettré distingué, M. Kouo Houming.

Chinois de pure race, il était attaché à la monarchie déchue par principe et il promenait, dans Pékin, sa natte, ses vêtements chinois de soie qui ne faisaient aucune concession aux changements actuels, comme une vivante protestation contre les nouveautés.

M. Kouo Houming, âgé d'une cinquante d'années, connaissait fort bien le français, l'anglais, l'allemand; il avait visité l'Europe et c'était un vrai plaisir pour nous de converser avec ce lettré confucianiste qui aimait à citer nos philosophes et nos littérateurs. Il avait une prédilection particulière pour Joubert et pour Sainte-Beuve, qui convenaient sans doute mieux que les autres à la tournure de son esprit.

D'abord secrétaire de Tchang Tcheutong, l'ancien vice-roi réformiste de la première heure, il avait été chargé de diriger les services de la conservation et de l'entretien du fleuve de Changhaï, le Hoangpou, situation brillante et lucrative, perdue par sa franchise et son honnêteté à dénoncer les abus sous le régime cher à son cœur.

Quand vint la révolution, il dut quitter Changhaï, car il ne voulait pas capituler devant les blancs-becs de la République. Couper sa natte, mettre un ignoble chapeau de feutre, feindre d'admettre l'égalité, jamais!

« L'égalité, monsieur, me disait-il, mais ça n'existe pas. Toutes les théories républicaines reposent sur des principes faux; la démocratie mène tout droit à l'anarchie, à l'irrespect universel. Ah! on nous en fait une belle Chine! Bientôt, tout le monde voudra commander et personne ne voudra obéir.

« Les principes de subordination et de respect qu'enseignait Confucius (Kongtzeu), faisaient la famille unie et la société en paix. On enseignait à chacun ses devoirs envers le prince, et l'on ne parlait pas, comme aujourd'hui, tou-

jours des droits du peuple. Sun Yatsen et sa bande n'ont que ces mots-là à la bouche. Ce sont de véritables farceurs, même mieux, des « sycophantes » et ce bon M. Kouo Houming s'animant, appuyait et répétait ce mot qui lui plaisait visiblement : « oui, des sycophantes ». Ne croyez pas qu'ils veulent le bien du pays. Non, ils ne désirent le pouvoir que pour s'enrichir. Que font les membres du Tsan y Yuen? Le soir, on les trouve dans la ville chinoise, ils courent les lieux de plaisir; ils vendent leur vote à l'Assemblée. Ils se font donner de l'argent par Yuen Chekai. On se plaignait des mandarins de l'ancien régime! mais les nouveaux sont plus voleurs que les anciens. Ah! c'est un beau personnel! Tous nos républicains conduisent le pays à sa perte! »

En écoutant ce Chinois me tenir un tel langage, il me semblait entendre quelque bon conservateur ultra de France, comme j'en connais plus d'un qui, sans se lasser, prédisent depuis quarante ans la chute prochaine de la République.

Ce type de conservateur chinois, loquace, disputeur, était fort curieux. Les républicains le considéraient comme un original, mais l'estimaient à cause de son honnêteté, si rare dans le personnel de l'ancien régime.

C'était un original en effet, et une exception aussi, car le caractère chinois s'accommode mal des affirmations tranchantes, catégoriques, qui distinguaient notre ami Kouo Houming. Le Chinois est essentiellement conciliateur, et, avec lui, l'adversaire peut toujours espérer s'entendre.

Plusieurs de ce genre vinrent aussi bien des fois dîner à notre table; et c'est ainsi que nos commensaux mandchoux nous apprenaient qu'ils apportaient leur concours à Yuen Chekai lui-même, qu'ils n'aimaient pourtant pas plus que les républicains.

Ces dîners dans l'intimité, où la chaleur du repas délie les langues, où la conversation s'anime, tout en mangeant et en fumant, en prenant des liqueurs de France dont les

Chinois sont très amateurs, sont un puissant moyen d'observation. Nous vîmes ainsi défiler, devant l'objectif invisible que braquait sur eux notre mémoire, bien d'intéressants types, d'une grande variété; depuis les parleurs inépuisables comme M. Wang Tchonghœi, un militant qui avait occupé d'importantes magistratures au Turkestan, et qui fonda à Pékin le musée de la révolution, jusqu'aux silencieux, tel que le président de la terrible société terroriste des *Kansseu*, qui ne pouvait bien manier sa fourchette parce que sa main était mutilée, souvenir que lui avait laissé le lancement d'une bombe dans ses combats contre la tyrannie.

Que de figures ont ainsi passé! Que de suggestives conversations dans l'une des trois langues qui se parlaient là, le français, l'anglais et le chinois, quelquefois simultanément toutes à la même table, où les réflexions se croisaient bizarrement sans que pourtant nous fissions concurrence à la tour de Babel! Ces déjeuners, ces dîners avec ces grands parleurs que sont ordinairement les Chinois m'ont laissé le plus agréable souvenir; combien j'ai pu en tirer de précieux enseignements! Notre hôte, M. Monestier, qui avait longtemps vécu à Changhaï et y comptait beaucoup d'amis parmi les hommes de toute opinion, était le lien de ces réunions bigarrées. Doux et aimable par excellence, observateur sagace, il savait réunir les types les plus représentatifs de leur époque et de leur milieu.

Pékin était, pendant toute l'année 1912, devenu le centre de la vie politique. Tous les politiciens du Sud y étaient accourus, depuis l'union avec Yuen Chekai; les hommes d'affaires également, les anciens mandarins se lançaient dans le commerce, fondaient des banques et des sociétés industrielles. En août, quand éclata la nouvelle du meurtre de Tchang Tchennou, on n'attendait plus que les deux chefs de la révolution : Sun et Hoang Hing.

*
* *

Dans les premiers jours de septembre, on apprit une autre nouvelle du plus haut intérêt pour la politique, la signature de l'emprunt Crisp. Tous les Européens de Pékin furent en grand émoi, et, dans le quartier des Légations, au Cercle international où l'on va de cinq à sept jouer au tennis, boire des coktails et lire les journaux, on ne parla plus que de ce nouveau combattant, qui apparaissait soudain sur le champ de bataille en remportant pour ses débuts une victoire sur la puissante coalition du consortium diplomatico-financier.

L'objectif de ce dernier était, en effet, de monopoliser, pendant cinq années au moins, tous les emprunts dont la Chine pourrait avoir besoin. La Chine devait s'engager, par un article du contrat qu'on lui soumettait, à ne point demander d'argent, ni bien entendu accorder les avantages correspondant au service rendu par le prêt, à aucune personnalité ni groupe en dehors du consortium. Cette proposition de monopole était une des pierres d'achoppement du projet.

Les Chinois voyaient là une sorte d'esclavage économique dans les chaînes de l'étranger.

Déjà, lorsque le consortium ne comprenait que les banques françaises, anglaises, allemandes et américaines, celui-ci avait été vivement contrarié de ce que, à Changhaï, Tang Chao-y eût pu réaliser un petit emprunt de 25 millions de francs à des Belges ; on avait fait de vives remontrances au gouvernement chinois et l'on avait cru voir là un coup porté au consortium par la diplomatie russe. C'est à la suite de cette affaire que la Russie et le Japon furent invités à rentrer dans le groupe.

Ainsi, la Chine se trouvait entourée d'un cercle vraiment formidable, formidable par la puissance de l'argent, formidable surtout par la puissance politique.

L'Angleterre tenait la tête avec la toute-puissante banque la Honkong and Shanghaï Banking Corporation, puis venait la France avec la Banque de l'Indochine, représentant le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Comptoir d'Escompte, le Crédit industriel et commercial, etc. Pour l'Allemagne, c'était la Deutsche Asiatische Bank et plusieurs autres ; MM. P. Morgan, Kühn, Loeb, First National Bank, National City Bank, représentaient l'Amérique ; enfin, la Banque Russo-Asiatique et la Yokohama Specie Bank marchaient en tête pour la Russie et le Japon.

Telles étaient les principales forces financières qui étendaient une main géante sur la Chine désorganisée et déjà débitrice de plus de quatre milliards.

Derrière elles se profilait, dans l'imagination du spectateur, la silhouette de tous les vaisseaux, de tous les canons, de tous les soldats de ces six puissances.

Quels qu'aient été les rôles respectifs de la finance et de la diplomatie étrangères dans toute cette affaire, ce qui paraît bien certain, c'est que la finance française, mieux informée d'ordinaire que la diplomatie sur la situation réelle des États, n'a prêté son concours à l'opération qu'avec une visible répugnance.

J'entends encore le directeur d'un de nos plus grands et plus puissants établissements financiers, venu en personne à Pékin pour examiner la situation avant d'assurer la charge de placer la plus grosse part du milliard, que la France devait absorber, je l'entends, dis-je, à l'Hôtel des Wagons-Lits, me répéter avec force :

« Ce pays n'offre aucune sécurité, il n'a que des espérances ; tout repose sur un homme qui peut disparaître demain par un assassinat ; il n'y a ni administration, ni impôts. Tout le disponible est engagé ; comment pourrions-nous pousser le public français et notre immense clientèle, envers laquelle nous sommes responsables, dans une entreprise si hasardeuse ? Nous sommes des honnêtes gens ! Que

dirait le génie financier prudent et sûr qui fut notre fondateur, si nous agissions de la sorte? Nous rougirions devant sa mémoire! »

Aussi bien, après le voyage de cet important personnage, croyait-on à Pékin que le consortium avait abouti à un échec complet. Mais la diplomatie, qui conduisait l'opération, ne voulut pas renoncer à sa combinaison. Elle sut persuader les banques de continuer à discuter pour imposer l'emprunt aux Chinois. Le montant de celui-ci fut réduit à 625 millions. C'était près d'un milliard que l'épargne européenne et surtout française n'allait pas avoir à aventurer.

L'histoire dira si le coup d'œil du financier valait mieux que les vues des diplomates.

En ce qui concerne la politique internationale, l'affaire se présentait sous les mêmes aspects qu'avant et la Chine démunie trouvait en somme, devant elle, l'Europe, l'Amérique et le Japon coalisés.

Le Chinois est, nous l'avons dit, le meilleur des diplomates. Il connaît les hommes et leurs faiblesses. Psychologue, il sait par expérience que les intérêts pécuniaires sont pères des conflits. Les hommes d'État chinois regardaient, dans le sein même du consortium, le groupe allemand qui leur semblait avoir une place de parent pauvre au milieu de gens cossus ; ils le croyaient disposé à écouter leurs propositions lorsqu'ils lui demanderaient à briser, si possible, quelques mailles du filet qui les enserrait.

La tentative d'évasion des Chinois eut lieu en Angleterre même. Là, dans le plus grand secret, un financier hardi, M. Crisp, avait su grouper plusieurs banques mécontentes de la mainmise du consortium sur la Chine et sur ses espérances. La Chartered Bank of India Australia and China, la London and South Western Bank, la Lloyds Bank et la Capital and Counties Bank, s'unissaient pour lancer un emprunt de 10 millions de livres, soit 250 millions de francs environ, sans demander l'appui de la diplomatie ;

n'ayant en vue que des intérêts financiers, elles étaient plus accommodantes sur les conditions de garantie que le consortium.

Lorsque les dépêches eurent annoncé cette nouvelle à Pékin, ce fut une surprise générale. Comment pouvait-il se faire qu'il y eût des financiers assez hardis pour lutter contre la puissante union de la diplomatie et de la finance? Les Chinois avaient donc enfin réalisé leur rêve : traiter directement avec les Européens sans passer par les fourches caudines de la politique internationale.

C'était un échec pour le Foreign Office, pour notre ministère des affaires étrangères, pour les autres chancelleries. C'était le commencement de l'indépendance de la finance et des forces politiques des États en Extrême-Orient. A Londres, il y eut des polémiques passionnées à ce sujet.

La lutte commença aussitôt et les financiers anglais indépendants virent accourir vers eux, menaçants, les puissants adversaires. On fit d'abord, à Pékin, les représentations voulues au gouvernement chinois sur sa duplicité; celui-ci les reçut avec son habituel sourire.

A Londres et sur le continent, toutes les forces du consortium se liguèrent pour faire échouer l'émission que les banques indépendantes avaient lancée, comme les syndicats ouvriers se liguent contre les faux frères appelés des « renards » qui se soustraient à l'autorité collective.

Le « renard » revendiquant sa liberté finit presque toujours par être battu ; il en fut de même du groupe Crisp. La campagne menée contre lui eut pour résultat d'effrayer le public des souscripteurs qui ne prit que 39 pour 100 de l'emprunt ; les banques associées durent porter le reste du fardeau et finalement le consortium s'efforça de les appeler à lui. Les belligérants traitèrent et les faibles se mirent à la suite des forts.

Les Chinois n'avaient pas réussi à briser le cercle formidable et ils durent reprendre leurs discussions avec le sex-

tuple groupe, reculant toujours devant le contrôle proposé, qui leur paraissait attentatoire à leur indépendance nationale.

*
* *

Malgré la pénurie d'argent, on vivait tout de même, le gouvernement faisait à droite et à gauche, à des particuliers, de petits emprunts pour parer au plus pressé, payer la police, les troupes, la garde de Yuen Chekai, les soldats de Pékin. Les provinces s'arrangeaient comme elles pouvaient. N'avaient-elles pas l'habitude de l'indépendance?

Aussi, à la capitale, la tranquillité était-elle revenue; après les vacances de la saison chaude, la vie reprenait plus active. Le petit empereur n'était pas allé au Palais d'été. Il demeurait derrière les murs rouges du Palais d'hiver. Cela nous valut l'avantage de dîner avec son précepteur, mais ce dîner n'eut pas lieu dans la petite maison hospitalière. Il nous fut offert, ainsi qu'à une trentaine de Chinois de marque, par un banquier, ancien préfet, auquel la révolution avait fait des loisirs.

Ces dîners ont lieu dans des restaurants où l'on mange groupés en tables d'une dizaine de convives. Cette fois, tous les dîneurs étaient vêtus à la chinoise, avec calotte et bouton. Nous étions dans le monde conservateur. Il y avait là tout un lot d'anciens mandarins, jeunes et vieux, aux robes chatoyantes.

C'était le vrai dîner chinois, comme nous allions en faire quelquefois, entre Français, dans un restaurant du Nord, devant l'étang des Lotus, derrière la ville impériale. On y mange avec les classiques baguettes d'ivoire ou de bois. Une petite fourchette à deux longues dents de cuivre sert à prendre certains mets. Chacun a devant soi une soucoupe posée sur un morceau de papier de soie. Sur la table, de nombreux plats contiennent des mets variés : les chatteries

que l'on grignote pour commencer, car, en Chine, le repas débute par le dessert. On picore çà et là, qui des graines de pastèques grillées, qui des amandes, de petits cubes de jambon parfumé, du canard en petits morceaux, vraiment délicieux; puis viennent les œufs fermentés, les bouillons divers, etc... etc... Il faut renoncer à décrire tout cela par le menu.

Les plats de résistance sont servis au milieu de la table et vers la fin du repas. Chacun prend avec ses baguettes qu'on tient comme une pince et place le mets dans sa soucoupe. Les Européens maladroits en laissent parfois choir quelques bribes. Il est de bon ton, si l'on aperçoit un morceau de choix, de le mettre dans la soucoupe de son voisin. Cela se fait avec les baguettes dont on se sert soi-même pour manger. La politesse veut qu'on ne s'en offusque pas. Tant pis pour vous si vous êtes délicat, lorsqu'un vieux mandarin aux dents jaunes vous fait l'honneur de saisir délicatement, dans le plat central, du bout des baguettes qu'il sort de sa bouche, un morceau d'aileron de requin, et de le poser en souriant, montrant son horrible clavier, dans votre assiette. Il faut le remercier pour cette attention et goûter sans tarder au bon morceau. C'est alors qu'on apprécie, à sa juste valeur, la propagande des livres modernistes qui prônent l'usage de la brosse à dents.

Au milieu du repas, les boys servent des petits pains ronds cuits à la vapeur et le riz en potage vient à la fin.

L'ordonnance de ces dîners est ainsi à l'inverse de celle des nôtres. Le dessert au début, le potage pour terminer. L'alimentation est légère et ne fatigue pas l'estomac.

Les viandes sont toujours servies toutes découpées. On n'a pas besoin de couteau; graines, fruits, légumes abondent; les noix cuites au sucre sont délicieuses et les bouillons aux œufs de canard exquis. Il va sans dire que le coûteux potage aux nids d'hirondelles est obligé dans tout dîner un peu chic. Cette sorte de gomme, que sécrète le bec

de l'oiseau pour faire son nid, ressemble, dans le potage, à des nouilles blanchâtres; c'est un mets extrêmement fin lorsqu'il est bien préparé. Les Chinois en sont très friands et le paient fort cher. Les ailerons de requin, coûteux aussi, sont très prisés.

Dans ces dîners on boit un peu d'alcool de riz, dans des tasses grandes comme nos verres à liqueur, et l'on invite quelquefois un convive à vous rendre raison. En mangeant on fume des cigarettes et l'on joue à la « mourre », ce qui consiste à faire deviner le nombre de doigts que l'on va présenter en ouvrant le poing, tandis que votre adversaire doit au moment même, dire un nombre au hasard. On joue ainsi des rasades et la salle retentit de cris et de rires.

Ces repas sont fort coûteux; celui dont nous parlons et qui eut lieu dans un restaurant de la ville tartare, revint à notre amphytrion à plusieurs centaines de piastres. Le Chinois aime le faste en pareil cas. C'était d'ailleurs ce que nous considérerions comme un grand dîner où l'on invite des personnages de marque. Il y avait là des mandarins de la Cour déchue, d'anciens fonctionnaires importants, ce qui nous valut, au départ, de nombreuses poignées de main, car ce signe d'amitié, inconnu jadis en Chine, s'y répand de plus en plus.

Les dîners de ce genre ne comportent pas de femmes. Celles-ci restent enfermées à la maison et ne doivent jamais connaître les relations du mari. Toutefois, sous l'influence des idées nouvelles, quelques Chinoises commencent à assister à des dîners où se trouvent des hommes, mais c'est encore extrêmement rare; même à Changhaï, on cite la chose comme un événement.

La claustration de la femme a fait naître en Chine une coutume qui rappelle la Grèce antique. L'homme semble avoir besoin de la société de femmes qui ne sont pas celles qu'il voit tous les jours et qu'il domine, au foyer. De là, la coutume de dîner avec les chanteuses qu'il ne faut pas con-

fondre avec les courtisanes, dont il y a plusieurs sortes. Le domaine des unes et des autres n'est pas très exactement délimité et il peut y avoir des incursions sur les frontières; néanmoins, ces personnes aimables représentent des catégories différentes; mais les unes et les autres ont comme caractère distinctif, très remarquable, la pudeur, dans ce qu'elle a d'extérieur tout au moins. La race chinoise a toujours le souci du décorum et des bienséances.

L'amie d'un riche négociant fait inviter toute notre maisonnée, composée de quatre personnes, à un de ces dîners curieux et intimes.

Après avoir parcouru les méandres des rues étroites de la ville chinoise, nous traversons les cours d'une maison très habitée. Au fond est le logis de la demoiselle, notre hôtesse; elle est encore à sa toilette, devant un miroir; elle pique des fleurs dans sa chevelure noire de jais peignée un peu à l'occidentale et à la japonaise; elle n'a pas les cheveux sur le front et la natte des jeunes filles. Elle est toute vêtue de soie argent du plus bel effet; des perles d'acier, des perles marines jettent çà et là leurs points lumineux; son pantalon de soie tombe jusque sur ses pieds minuscules et elle marche, sans trop de gaucherie, sur les dalles de pierre de cette chambre; dans un renfoncement se trouve un grand lit; au mur lui-même est accroché, dans un cadre, une belle inscription horizontale en lettres dorées. C'est une sorte de diplôme qui fut donné par un groupe de lettrés à notre hôtesse parce qu'elle sait ciseler les vers avec élégance. Le visage de cette hétaïre est énergique, comme celui de tant de femmes chinoises; ses yeux noirs et bridés ont une expression remarquable de volonté et de force. Elle contraste avec le Chinois qui nous a amenés dans son logis, homme d'un remarquable embonpoint, ce qui est un signe de richesse, gai, jovial et rieur, ami du plaisir et de la bonne chère, et qui semble, selon l'expression chinoise, « exhaler le bonheur ».

Des matrones aux pieds de biche, vêtues de toile bleue, viennent en clopinant garnir la table ronde laquée où les étrangers vont s'asseoir pour ce festin intime.

Derrière chacun de nous on place un siège pour les chanteuses, le repas commence et celles-ci arrivent. L'hôtesse ne s'assied pas à la table, elle reste à côté de son ami.

Un joueur de violon à trois cordes vient se placer près de la porte et une de ces jeunes filles commence à chanter d'une voix aiguë; la voix monte, monte d'une façon singulière, il n'est guère possible de comprendre les paroles à cause des monosyllabes de ces poésies. On peut, sans être distrait par le sens, goûter la musique, apprécier la voix de la chanteuse qu'accompagnent les sons aigres du violon. Chacun de ces bizarres rossignols, si tant est que l'on puisse comparer ces voix à celle de l'oiseau divin qui égrène ses trilles harmonieuses dans le silence nocturne des bois, chante à son tour et on lui offre à grignoter quelques friandises, à fumer une cigarette.

Mais voici une chanteuse qui entre, elle est en retard : costume bizarre, jupe, chapeau de feutre mou, c'est une véritable beauté. Elle chante; placé près d'elle, j'observe avec soin son visage, j'écoute avec attention sa voix. Celle-ci est belle, pure et forte, mais avec de singulières intonations; cette chanteuse a quelque chose d'étrange. Est-ce une femme? Est-ce un jeune homme? Sur le visage de cet être, dans son regard, il me semble parfois saisir comme l'expression d'une indicible haine. Quel est ce personnage étrange? Il me semble bien que c'est un jeune homme, mes amis ne veulent pas l'admettre; notre hôte prétend le contraire sans me convaincre. Serait-ce un *siang kong*, ce qui signifie « petit monsieur qui vous fait vis-à-vis », car il y a aussi des jeunes hommes qui viennent tenir compagnie aux viveurs et réjouissent leurs yeux de la beauté de leurs traits, comme les éphèbes de la Grèce autrefois dans notre Europe.

Mais pourquoi l'observateur attentif peut-il sentir, derrière ce beau visage, une âme faite de cruauté? C'est un mystère qui ne sera pas éclairci et j'emporterai seul ma conviction.

Le violon grince toujours, nos chanteuses une à une s'en vont. On leur paie leur salaire et elles courent vers un autre dîner. Elles visitent ainsi plusieurs maisons dans la même soirée; quelques-unes se font de beaux profits qui reviennent à leurs parents ou aux matrones qui les ont élevées. Ces jeunes filles ont été dressées dès l'enfance; leur profession est considérée comme vile dans l'esprit des Chinois.

Il faut croire que notre attitude a produit une bonne impression sur notre jeune poétesse, nous n'avons pas été trop gauches, nous avons respecté les bienséances jusque dans nos regards. Cela est nécessaire, même ici, pour ne pas passer pour des barbares. Nous devons promettre d'accepter une nouvelle invitation et nous quittons ce lieu si différent du salon d'une Parisienne.

Quelle animation dans ce quartier de la ville chinoise, la nuit! Devant chaque maison, les véhicules attendent les joueurs ou les dîneurs. Au milieu de la cohue des pousse-pousse, nous serpentons dans les rues étroites; bientôt nous repassons le pont de marbre et la porte de Tsien-menn, ouverte à moitié, et sous le ciel étoilé, dans l'ombre du mur de la ville impériale, nous pressons les coolies vers notre maison où nous attendent les chambres tranquilles de l'ancien gynécée.

*
* *

Ces spectacles nous présentent des visions de la vieille Chine; mais dans les mœurs également des transformations s'accomplissent, la claustration de la femme, les habitudes qu'elle entraîne, tout cela disparaîtra vite.

Ne voyons-nous pas déjà, à Pékin même, des femmes

sortir dans la rue avec leur mari, ce qui eût été, il y a encore peu de temps, un vrai scandale. Elles le suivent à quelques pas d'ailleurs, mais elles sont là près de lui. On n'en voit pas bras dessus bras dessous, comme nous en avons vu à Changhaï, mais enfin, l'évolution des mœurs sur ce point commence à apparaître ici. La puissance du mouvement féministe, dans ce pays où la femme est virile, fera vite marcher les choses.

Il faut se hâter de voir la vieille Chine, qui, bientôt, aura disparu.

Pour obéir au sentiment que nous inspire cette constatation, nous décidons d'aller faire le pèlerinage, dans le Nord, aux tombeaux fameux des empereurs de la dynastie des Ming et de voir également, de nos yeux, la célèbre grande muraille, cette œuvre de géants des générations passées.

L'automne est venu avec ses fraîcheurs, c'est le bon moment pour faire un voyage de ce genre sans trop de fatigue.

On prend, pour aller dans ces régions, le chemin de fer qui aboutit à Kalgan, œuvre entièrement chinoise; ce furent des ingénieurs indigènes qui en firent le tracé et en dirigèrent la construction. Ils eurent à cœur de démontrer aux blancs qu'ils étaient capables de faire un tel travail seuls; ils y parvinrent; toutefois, à un certain endroit, pour franchir un col, ils construisirent une pente trop rapide, et là, les locomotives ne peuvent tirer qu'un petit nombre de wagons. Ce fut une faute que les Européens, férus de leur supériorité, leur reprochent ironiquement. Quant à moi, pendant que je me sentais emporté dans le train, je pensais qu'il y a seulement quelques années, les constructeurs, les administrateurs, les employés, les télégraphistes et tout le personnel grand et petit de cette œuvre de civilisation intense qu'est ce chemin de fer, étaient dans l'état mental et social où se trouvaient les sociétés de l'Europe il y a des milliers d'années, et j'étais frappé bien plus de la rapidité

du progrès accompli que des imperfections de l'œuvre.

Arrivé aux passes dites de Nankéou, le chemin de fer traverse les lignes de grande muraille, car il y en a plusieurs successives aux endroits qui semblent être plus particulièrement situés sur la route possible d'un ennemi venant du dehors. Nous quittons le chemin de fer et nous entreprenons à pied, dans le rocher de la montagne, les ascensions nécessaires pour voir de près la ligne principale de cette fortification fameuse qui défendait, contre les invasions des cavaliers venus des steppes du Nord, l'empire de Chine sur une longueur de deux mille kilomètres environ.

La muraille court sur le sommet des montagnes et, pour en atteindre le pied, il faut s'exposer, à l'endroit où nous sommes, à maintes glissades. La construction est en briques de grande taille. Quel nombre formidable il en a fallu ! Elle a, à l'endroit où nous sommes, sept mètres de hauteur et cinq mètres de largeur entre les deux parapets. Nous pénétrons dans la muraille par de petites portes, des escaliers étroits nous mènent au sommet. De loin en loin sont des postes où se tenaient les soldats, où guettaient les sentinelles. Nous marchons et grimpons sur cette muraille, d'où l'on aperçoit un paysage rocailleux, sec et désolé. Nous avoisinons les régions où règnent les sables. L'état de conservation du rempart est encore remarquable, mais, aujourd'hui, cette œuvre gigantesque, destinée à empêcher les incursions des cavaliers mongols, ne peut plus avoir aucune utilité. Elle témoigne seulement de la grandeur de la civilisation qui l'a entreprise. Comme pour la construction de la muraille de Pékin, faite d'après les mêmes principes, il a fallu, pour mener à bien ce formidable travail, déployer des qualités administratives qui ont fait complètement défaut aux dernières générations.

Nous irons passer la nuit au petit hôtel chinois où les lits sont plus durs que le bois ; pour les Européens comme nous, on met des draps sur cette couche où nous gagnerons une

courbature ; le lendemain matin, notre petite troupe, composée de deux jeunes Français de Pékin, MM. Hubert et Bahr, et d'un aimable Anglais, M. Hutchison, frète des ânes et des chaises à porteurs pour faire, dans les sentiers de la vallée, la longue route qui mène aux tombeaux. Les chaises sont tout simplement de mauvais fauteuils de rotin usés, attachés par des cordes à des bambous, et, comme les villageois sont des porteurs inexpérimentés, nous garderons plusieurs jours, à l'épine dorsale, de cuisants souvenirs de leur marche saccadée et inégale.

Le temps est délicieux dans sa fraîcheur, qui est presque de la froidure. On marche des heures. Enfin, on arrive dans une vallée qui forme un admirable paysage. Des montagnes bleuâtres, à l'horizon, décrivent un demi-cercle ; à leur pied se trouvent les quelques palais aux bâtiments multiples que sont les tombeaux émergeant de la verdure des grands arbres. Des âmes impériales exigent de vastes et somptueuses demeures.

L'entrée rituelle de l'enceinte est fort loin de ces palais, et, pour atteindre le but, notre petite caravane doit marcher longtemps à travers la plaine. Elle défile dans la curieuse avenue formée d'animaux et de personnages gigantesques : chevaux, chameaux, éléphants, mandarins qui montent là une garde éternelle.

Nos deux jeunes gens, irrespectueusement, veulent chevaucher ces monstres de pierre et se faire photographier là, pour conserver un original souvenir de cette solitude grandiose.

Ce lieu est, en effet, d'une admirable grandeur. Décidément les Chinois savent choisir les paysages aux lignes harmonieuses ; ici, on respire une vaste paix.

Nous cheminons sur une allée de marbre dont les dalles n'ont pas été entretenues depuis combien d'années? Et il nous faut faire des exercices d'acrobatie pour traverser un cours d'eau sur les ruines d'un pont qui fut beau ; enfin,

nous pénétrons dans le bois où demeure l'âme de Yonglo, l'empereur qui, en 1409, fixa la capitale à Pékin.

Nous entrons dans un palais comme ceux que l'on édifie aux vivants.

Dans un magnifique bâtiment dont le toit est soutenu par trente-deux énormes colonnes peintes en rouge, et faites chacune d'un seul tronc d'arbre, se trouve la tablette où est écrit, en or sur rouge, le nom sacré du défunt.

Les cours du palais sont spacieuses, les balcons de construction harmonieuse. Nous nous promenons dans le silence de cette demeure de l'esprit.

Un gardien nous guide, nous donne quelques explications en vue de pourboire.

Nous avons emmené avec nous un boy expert, chargé des victuailles, et nous déjeunons, abrités des rayons solaires, dans un coin du tombeau lui-même, une construction massive et voûtée, au milieu de laquelle se trouve la porte murée, fermant l'accès au souterrain où le souverain dort son éternel sommeil.

Que l'âme de Yonglo nous pardonne notre irrévérence; on était si bien là, sous une voûte aux murs peints en rose sur lesquels des visiteurs étrangers ont laissé un souvenir de leur passage en gravant leur nom!

Dans les arbres que nul n'abat, — c'était un sacrilège puni de mort par le code, — des oiseaux chantent leur chant de vie et de joie. Rien n'est triste ici, les murs rougeoient au soleil, les tuiles vernissées brillent sur les toits où les ramiers roucoulent. Une pie rieuse passe dans le ciel bleu. Les ramures étendent leur ombre; les insectes bruissent et bourdonnent dans l'herbe et dans les bosquets. Ici, le respect sacré de la mort protège la vie.

Une société s'est formée en Chine pour la conservation des monuments historiques; les hommes nouveaux ne détruiront donc pas ces palais, et les âmes des souverains pour qui on les a bâtis pourront, de longues générations

encore, errer invisibles dans les bois verdoyants et dans la vaste plaine qui s'étend au pied des montagnes, où ils ont choisi l'emplacement de leur dernière demeure.

Quant à notre petite troupe, sa visite terminée, elle fit ses adieux à ces lieux agréables et splendides et reprit sa marche de caravane dans les sentiers de la plaine, pour gagner avant la nuit les lieux habités et retourner à Pékin.

Page 273.

SUR LA GRANDE MURAILLE

CHAPITRE XV

LES PROJETS CHINOIS

Mon entrevue avec le docteur Sun Yatsen : ses projets. — Le prince régent et Sun Yatsen. — Arrivée de Hoang Hing à Pékin. — Une grande réunion publique. — Les nouvelles lois électorales. — Une administration impuissante. — En présence de Yuen Chekai et de ses conseillers.

Au milieu des acclamations et des vivats, Sun Yatsen, l'ancien président, était venu à Pékin. Il avait l'intention, qu'il réalisa d'ailleurs, de faire une tournée de propagande dans le Nord. Le rôle que cet homme vraiment remarquable avait joué pendant tant d'années sous l'ancienne dynastie, ses combats contre celle-ci, son activité au dehors, son habileté politique lui valaient, auprès de ses compatriotes, un incroyable prestige. A Pékin, sa tête avait été mise à prix pendant bien des années, aussi nul ne l'y avait jamais vu. Il n'y vint que lorsqu'il eut la certitude morale que Yuen Chekai ne le ferait pas disparaître par un assassinat.

Le président provisoire n'avait, à cette époque, en effet, aucun intérêt à la mort de Sun Yatsen, pas plus qu'à celle de Hoang Hing. Il croyait s'être solidement attaché l'un et l'autre.

Sun avait été nommé directeur général des chemins de fer, chargé de tracer et d'exécuter tout un plan de construction et d'organisation des voies ferrées à travers le territoire de la République. Il devait s'entendre avec les financiers européens et américains pour faire les emprunts nécessaires à cette grande entreprise et en surveiller l'exécution.

Pour monter tout son service, il lui était alloué une somme considérable, plus d'un million de francs annuellement.

Quant au général Hoang Hing, l'aliment donné à son activité était le contrôle général des mines, puis de la construction du chemin de fer de Hankéou à Canton.

Les deux hommes voyaient là, pour eux et pour leur parti, une source considérable de puissance. Le développement économique de cet immense pays ayant à leurs yeux une importance aussi grande que les changements politiques, leur rêve était de libérer la Chine du joug financier de l'étranger, de la mettre en valeur pour pouvoir rembourser ses dettes, de reconquérir par là son indépendance.

En leur donnant une telle mission, Yuen Chekai était-il sincère? Ne croyait-il pas plutôt que jamais les puissants groupes financiers constituant le consortium ne permettraient la réalisation d'un tel projet, eux qui s'étaient justement constitués en syndicat pour monopoliser l'exploitation économique de la Chine et pour éviter les luttes entre eux au sujet du partage des avantages et des bénéfices?

Depuis longtemps, le docteur Sun devait venir à Pékin; il différait toujours, enfin il arriva. Toutes les troupes firent la haie sur son passage; il fut reçu comme un roi. On lui donna comme résidence un palais construit à l'européenne, le Yngpinnkoan, destiné à recevoir les souverains ou les princes de passage.

C'est là où j'allai m'entretenir avec lui de ses projets, dans la matinée du 11 septembre. La presse d'Extrême-Orient avait déjà publié de ses déclarations, loué ou critiqué ses paroles et ses vues, son projet de construire un réseau monstre de chemin de fer. Les opinions étaient variées comme divers étaient les intérêts des critiques.

Il n'en était que plus intéressant de tenir de la bouche de ce personnage considérable, lui-même, ses propres déclarations à ce sujet.

J'attendis longtemps dans un vaste salon-bureau meublé

de beaux et larges fauteuils de cuir; de grandes baies prenaient jour sur un jardin, et, par une porte vitrée, je pus à mon aise observer les allants et venants qui désiraient approcher le docteur Sun Yatsen, pendant son court séjour à Pékin; hommes politiques et éternelles suffragettes venant avec une ténacité inlassable intéresser à leurs ambitions et à leurs desseins les puissants du jour.

Enfin, le docteur entra, me tendit la main; cet homme, d'un air grave et réfléchi, avait l'air d'un pasteur protestant sanglé dans sa redingote; de taille moyenne, le front large, il paraissait un peu plus vieux que ses portraits, mais n'accusait pas plus que ses quarante-six ans.

L'ancien vice-ministre des finances de Nankin assistait à notre entretien.

Nous causâmes longtemps; je ne reproduirai ici que celles de ses paroles concernant ses grands projets économiques, qui étaient alors l'objet de vives discussions.

— On vous reproche, lui dis-je, d'avoir des projets trop grandioses; seize milliards de francs de lignes de chemins de fer, quelle entreprise! Vous n'ignorez pas les critiques que l'on fait de ce plan gigantesque.

— Sans doute, me répondit-il, mais j'ai en vue un plan dont la réalisation demandera du temps. En annonçant ce projet, je ne pouvais qu'en tracer les lignes idéales. On me reproche, dit-il en souriant, de ne pas en avoir indiqué les détails. Toute affaire en Chine fait naître tant de concurrences, qu'il faut bien s'attendre à ne pas satisfaire tout le monde et à provoquer les critiques!

— Vous comptez bien, n'est-ce pas, avoir recours au concours des étrangers et c'est à ce propos que des questions délicates se présentent?

— Certes, me répondit-il, tous les républicains qui sont au courant des questions économiques sont convaincus que le meilleur moyen de hâter notre relèvement est de mettre les richesses de notre sol en valeur et, pour cela, faire appel

franchement aux capitaux et à l'activité des étrangers. Nous sommes prêts d'ailleurs à leur accorder la plus grande somme d'avantages possible, à une condition toutefois, c'est qu'on ne se serve pas des concessions que nous pourrons accorder, de l'aide que l'on nous donnera, pour des fins politiques.

Et ici l'ancien conspirateur s'anima : « Oui, me dit-il, toutes les fois que nous voulons traiter pour quelque entreprise, on se sert de nous comme d'une monnaie pour payer les frais des combinaisons diplomatiques.

« Nous avons été hostiles à la dynastie, nous l'avons combattue parce qu'avec elle, peu à peu, nous marchions vers la perte complète de notre indépendance. C'est pour cela que la révolution s'est faite, c'est le sentiment patriotique qui lui a permis de triompher. Et c'est à propos d'une affaire de chemin de fer que le mouvement a commencé.

« Mais aujourd'hui, nous espérons que le monde saura comprendre notre attitude et que ceux qui nous viendront en aide, de leurs capitaux et de leurs efforts, se contenteront des profits économiques que méritent leurs concours et que nous débattrons ensemble préalablement. »

Pendant que j'écoutais ces paroles, qui me paraissaient fort raisonnables, je pensais que peut-être le grand patriote chinois se faisait beaucoup d'illusions.

Faire appel à la raison lorsqu'on se trouve en face de convoitises, aiguisées encore par la concurrence et l'amour-propre national, comme celles dont la Chine est depuis des années le théâtre, me paraissait être bien hasardeux. Mais une certaine pudeur d'Européen me retint de le lui faire remarquer.

Vraisemblablement, les étrangers en Chine n'abandonneraient pas facilement le vieux système et j'augurai mal de la réussite des projets du directeur général des chemins de fer à construire.

Il me dit aussi bien des choses intéressantes sur le futur

régime économique et juridique des mines, tel qu'il le concevait, sur le moyen pratique de juger les conflits entre les étrangers et les Chinois, sur l'ouverture du pays à ceux-là, sous certaines conditions.

Il voulait profiter de ce que la révolution avait fait table rase de toutes les anciennes lois impériales pour faire voter le droit de propriété de l'État sur le sous-sol du territoire, pour permettre aux étrangers, qui monteraient des entreprises utiles au développement économique du pays, de s'installer partout; pour instituer une juridiction spéciale, des cours mixtes composées de magistrats chinois et étrangers, afin de trancher les différends auxquels donnerait lieu la présence au milieu des Chinois de ces nouveaux éléments de population étrangère.

Les Européens s'en allaient répétant toujours que Sun Yatsen était un idéologue. Combien de fois avais-je lu cela sous la plume de journalistes! Et je me trouvais en face d'un homme qui m'émettait des idées pratiques, qui tenait compte des réalités et des possibilités.

Sans doute, le docteur avait certaines idées socialistes; il ne voulait pas qu'un industrialisme déréglé s'introduisît dans son pays pour y créer un prolétariat urbain et y provoquer dans l'avenir une révolution sociale, dont il estime les maux plus terribles que ceux d'une révolution politique; sans doute aussi, il voulait que le nouveau régime de la propriété, issu de la révolution, ne créât pas un droit absolu pour le propriétaire, et que la plus-value existant du développement économique général profitât à la collectivité. Mais ces idées, pour avancées qu'elles soient, si elles ont été jadis en Europe considérées comme des hérésies, passent maintenant petit à petit dans la législation des divers États, d'une façon quelconque. Le directeur se montrait en cela un homme bien informé du mouvement des esprits et du cours des choses. Selon ses propres paroles, il voulait que son pays, « où l'on connaît la misère mais non

pas le paupérisme, où il y a des pauvres mais non pas des prolétaires, fît l'économie d'une révolution ».

L'ancien président de la République, qui a beaucoup étudié les problèmes sociaux, est, en effet, convaincu que le régime actuel de la propriété, en Europe et en Amérique, doit amener nécessairement dans ces contrées une révolution sociale et ses douleurs.

Ce sont justement ces idées qui font mauvaise impression sur les hommes d'affaires et sur les diplomates de race blanche résidant en Chine, imbus des doctrines de l'économie politique libérale dont le principe fondamental est la lutte pour la vie, l' « enrichissez-vous », et qui considèrent comme un mal tous les freins que la loi peut mettre au libre déchaînement de la concurrence.

Les idées de Sun Yatsen et de ses disciples apparaissaient en somme aux hommes d'affaires qui ne sont point venus en Chine pour administrer ce pays, mais pour y gagner le plus d'argent possible, dans le plus court délai, comme un obstacle à leurs desseins et il était dans la logique des choses que le nouveau directeur des chemins de fer vît se dresser devant lui, de leur fait, de nombreux obstacles.

Dans l'appel des capitaux qu'il allait devoir faire, dans les propositions d'emprunts nécessaires pour réaliser ses desseins, il devait s'en apercevoir. Le cercle diplomatico-financier qui enfermait Yuen Chekai, le Parlement, quant à l'emprunt, devait également l'enserrer.

— Vous avez, lui dis-je, l'intention de vous adresser en Europe pour la réalisation de ce projet pour lequel vous êtes d'accord avec le président Yuen Chekai?

— Oui, me répondit-il, et comme la France est le grand réservoir des capitaux, comme c'est son épargne qui prête le plus au monde, c'est surtout en France que je compte m'adresser pour trouver une bonne part des sommes nécessaires.

— Certes, monsieur le président, mon pays est un de ceux qui placent volontiers son argent à l'étranger, mais le Français est très timide et très difficile sur les garanties. Il aime les placements sûrs, ceux-ci dussent-ils ne lui donner qu'un faible intérêt.

— Mon intention est d'offrir toutes les garanties voulues, de donner même non seulement la direction de la construction, mais de l'exploitation et de l'administration, pendant le nombre d'années nécessaire, à ceux qui fournissent les capitaux. D'ailleurs, la France compte de nombreux ingénieurs dont l'habileté en matière de chemins de fer est renommée, ils seraient à leur place dans ces exploitations, dont ils surveilleraient et dirigeraient les services. Quelle meilleure garantie peut-on donner?

Ne serait-il pas plus simple que ceux qui fournissent les capitaux en aient eux-mêmes le bénéfice, d'autant que la France, en République, ne peut avoir que sympathie pour la République chinoise?

Pourquoi faut-il que l'argent français nous arrive si souvent par intermédiaire et paye des avantages que nous devons accorder à d'autres étrangers? Notre faiblesse fait que nous ne pouvons traiter librement. Quant à moi, je ne demande pas mieux que de m'adresser directement, et dans les conditions que je dis, aux Français pour la construction des chemins de fer; il en est de même pour les mines.

Il me semble juste que ceux qui nous aident de leur argent en recueillent les fruits. A ce système, nous gagnerions notre liberté et la justice y trouverait son compte.

— C'est là, lui dis-je à mon tour, un point de vue fort délicat, car il y a les combinaisons savantes de la diplomatie et les exercices d'équilibre instable où celle-ci excelle. Et je pensais, sans le dire, que la France, en réalité, servait ici trop souvent les intérêts d'autrui pour de problématiques compensations.

Pendant que nous causions, un serviteur vint apporter

un papier au docteur. « Il faut que je vous quitte immédiatement, me dit-il, voici le prince régent qui arrive! » Il me serra rapidement la main et partit.

Le prince régent, le père de l'empereur, celui qui, hier encore, était le souverain effectif de la Chine, le potentat, maître de tous les biens, de toutes les vies, le successeur de toute la longue lignée des empereurs des vingt-cinq dynasties, qui venait humilier sa majesté déchue devant le républicain, devant l'ancien conspirateur et combattant dont la tête avait été si longtemps mise à prix, quelle vision!

Il n'est pas souvent donné à un homme d'assister à un tel spectacle.

Le docteur nous avait quittés, son ancien ministre et moi, pour monter dans une salle de l'étage supérieur; il voulait sans doute que le symbole de l'humiliation de l'ancien régime fût saisissant et que l'homme qui incarnait tout le passé, aux pieds duquel on restait prosterné, la tête sur les marches du trône, montât péniblement jusqu'au fils du peuple qui représentait les temps nouveaux.

Nous sortîmes tous deux dans le vaste vestibule et nous nous mîmes près d'une colonne, pour voir arriver l'ancien souverain.

Une sonnerie de clairon; c'est la garde du palais, soldats en kaki, à casquettes plates, qui rend les honneurs à la porte.

Puis, nous voyons apparaître, dans la lumière du soleil, en haut des marches du vestibule, un jeune homme à figure douce, d'une trentaine d'années, un Chinois à la tête rasée, portant la robe bleue et le surtout de soie noire sans manches; il est nu-tête. Avec lui, un ou deux Chinois et un Européen en habit noir; un officier de la garde du palais les précède.

Le petit groupe s'avance vers nous, mais la foule des scribes et des soldats est accourue; elle se presse de chaque côté du tapis passe-pied rouge, qui fait chemin au milieu

du vestibule à colonnes, pour voir de près celui devant qui, l'an passé, il fallait se précipiter à genoux. Elle regarde le prince d'un air goguenard; les petits yeux noirs semblent dire : « Tu n'es plus rien aujourd'hui! »

Un chef de service est obligé de faire écarter tout ce monde pour laisser passer le régent; celui-ci a l'air confus; il se hâte, s'avance comme un homme qui voudrait fuir tous ces regards; il passe devant nous, près de notre colonne, et la petite troupe, conduite par l'officier, monte le grand escalier; le prince Tchounn gravit les marches la tête basse, les épaules courbées, comme s'il portait le fardeau de toute sa grandeur passée. Le groupe disparaît à l'étage supérieur.

Quelle heure historique! Il faudrait, pour écrire cette scène de la rencontre, en de telles circonstances, de deux mondes, la plume d'un Shakespeare!

Quand nous sortons dans la rue, trois ou quatre domestiques en robe bleue, au chapeau conique blanc, recouvert de franges rouges, qui est la coiffure des serviteurs des princes, tiennent en main de petits chevaux mal peignés. Quoi! c'est là tout ce qui reste du faste impérial!

*
* *

Midi sonnait quand le dernier des souverains de la Chine allait porter le tribut de son hommage au républicain qui l'avait renversé. Je me hâte vers le déjeuner, car la journée est très chargée; à une heure et demie doit arriver, à Pékin, le fameux Hoang Hing et je ne veux pas manquer cette entrée sensationnelle du grand combattant de la révolution.

Nous déjeunons rapidement; les marchands de bibelots qui viennent ordinairement, après le repas, nous offrir leurs vases, leurs bronzes, leurs manuscrits, le plus souvent faux, feront aujourd'hui une visite inutile, et maître Wang, notre

boy, ne touchera pas la commission qu'il se fait donner par eux pour les introduire, selon la coutume du pays.

La trompe de la petite auto du directeur du *Journal de Pékin,* M. Van Lerberghe, résonne dans notre ruelle; il faut partir. Ce véhicule n'a que trois roues, en prévision des mauvais chemins de ce pays; il n'en jouera pas moins aujourd'hui son rôle historique assez curieux.

Il nous transporte en quelques minutes à la gare de Tsienmenn; tout le long des rues qui bordent le palais impérial, des sentinelles sont postées; des cavaliers mongols se tiennent dans la cour de la gare. Sur les quais de celle-ci, des soldats, l'arme au pied, attendent. Tous, ou presque tous, portent sur la poitrine la médaille des combattants de la révolution qui ne se sont pas livrés au pillage, lors de la sédition du 28 février.

Voici également, rangées comme un régiment, des quantités de jeunes filles et jeunes femmes; ce sont des écoles inspirées de l'esprit nouveau, venues pour rendre hommage au premier combattant de la révolution. Elles sont, pour la plupart, vêtues de la jaquette bleue claire, avec pantalon de soie de même nuance. Ces visages féminins ont toujours l'expression d'énergie qui m'a si souvent frappé. Plusieurs portent des médailles ; peut-être y a-t-il là des amazones qui combattirent dans le Sud, dans les bataillons de femmes.

Sur le quai d'arrivée, de nombreux groupes de Chinois et quelques étrangers, curieux de voir, pour la première fois, le « Napoléon » de la révolution chinoise.

Le panache de fumée apparaît, le train entre en gare et s'arrête. Les musiques retentissent des airs nationaux. On se précipite vers les wagons ; voici Hoang Hing, entouré d'un groupe d'une quarantaine de ses amis, qui ont tenu à l'accompagner et qui ont juré la mort de Yuen Chekai, si celui-ci faisait à leur chef quelques-uns de ces coups de traîtrise que l'on redoute. Ils sont, paraît-il, armés de bombes. Tous sont vêtus à l'européenne.

Hoang Hing s'avance ; c'est un homme de taille moyenne, râblé et large d'épaules, il doit être d'une grande vigueur physique ; sa figure est pleine, et il a une barbe noire. Il n'est point vêtu en soldat. Il porte la classique redingote noire et le chapeau haut de forme.

Après avoir serré les mains de ses amis, il se dirige, suivi de plusieurs centaines de privilégiés qui ont pu pénétrer jusque-là, vers la sortie, où l'attend un carrosse préparé sous la dynastie pour la visite d'un prince impérial allemand. Quand il passe devant les troupes alignées, celles-ci portent les armes ; les suffragettes saluent le militant glorieux, et quand celui-ci est arrivé à la voiture, dans la cour de la gare, il adresse, de cette tribune, quelques paroles à la foule.

Nous avons rapidement regagné notre auto et nous ne pouvons entendre ce que dit le général ; il faut d'ailleurs nous presser, car nous serions arrêtés par des mesures d'ordre très sévères. Des troupes sont rangées sur tout le parcours qu'il doit suivre pour aller, assez loin dans Pékin, au palais de l'ancien beau-père de l'empereur, qui sera sa résidence.

Nous sautons dans l'auto et nous partons, car la cavalerie se met déjà en marche ; nous prenons la tête, et ainsi la presse française semble jouer le rôle du préfet de police à Paris, lors de l'arrivée des souverains. Notre véhicule s'engouffre sous la porte de Tsienmenn, sur laquelle flottent les drapeaux aux cinq couleurs.

Les cavaliers mongols de l'avant-garde nous rattrapent et nous entourent ; leurs petits chevaux aux longs poils trottent et galopent dans la poussière. Sur tout le parcours, la police a fait disparaître le peuple. Nous longeons la cité impériale, le glacis des Légations et nous tournons dans la rue Wangfoutsing, qui va du sud au nord, et toujours les cavaliers à la face jaune nous entourent et nous suivent en galopant.

Quand le général est entré dans le palais, les visiteurs

viennent lui apporter leurs félicitations. Il nous reçoit, entouré de ses fidèles. Un Chinois, ami commun, nous présente. Puis, nous causons avec des arrivants, nous goûtons des potages aux nids d'hirondelles, car on a servi une collation; nous causons avec ces hommes au visage qui décèle l'énergie. C'est en effet là la fine fleur des combattants de la révolution. L'observation de ces têtes, de ces figures, est pleine d'intérêt. Tous ceux qui sont réunis dans ces salles ont maintes fois risqué leur vie et ils sont prêts à la risquer encore. Ils n'ont pas voulu laisser venir seul leur chef à Pékin, dans ce milieu dangereux. Sa vie est trop précieuse et elle peut être encore si utile à la cause de la révolution, à la République!

Nous causons longtemps avec ces révolutionnaires, venus pour lutter de finesse avec le rusé président et pour le surveiller aussi. Ils n'ont en lui que la plus médiocre confiance. La passe difficile leur paraît être, pour la République, le moment où il faudra choisir le président définitif, mais ces Chinois prudents se réservent, ils attendront les événements pour se prononcer, pour agir.

Le soir, un grand banquet les réunira, avec Sun Yatsen, avec les princes de la famille impériale, et le chef de ceux-ci, le prince Poulounn, fera devant eux, et au nom de l'impératrice douairière, un discours d'adhésion à la République. Ils connaissent ainsi les joies du triomphe.

Le lendemain, le général Hoang Hing nous invite à déjeuner avec lui. Malheureusement, il fut empêché au dernier moment et nous festoyâmes en compagnie de plusieurs de ses fidèles. Le dîner venait des cuisines de Yuen Chekai lui-même. Il était exquis. Le président tenait à bien traiter ses hôtes, ceux-ci fussent-ils des ennemis d'hier ou de demain.

Les jardins de ce palais, aux rocailles, aux bassins sur lesquels nageaient paisiblement de jolis canards à l'ombre des saules pleureurs mirant leur feuillage dans l'eau trans-

parente, étaient un agréable séjour, lieu de paix, comme toutes les demeures chinoises, où la vie se passe loin des agitations du dehors. Hoang Hing, cet homme extraordinairement actif, n'avait pas le temps d'en goûter les délices. Il était venu à Pékin pour peu de jours et mille occupations l'accablaient.

*
* *

La présence de tous ces révolutionnaires dans ce palais du père de l'impératrice était aussi un symbole. Et quels révolutionnaires! non pas seulement des théoriciens, car c'est là que je vis pour la première fois le président de la société terroriste, à la main mutilée par des bombes.

Là aussi, je rencontrai le fameux Tchenn Kiméi, le Robespierre chinois, que j'étais allé voir à Changhaï, dans le vieux yamenn. Changhaï était tranquille et pouvait se passer de sa main de fer.

Tous ces hommes politiques, qui firent dans le Nord une tournée de conférences, apportaient une particulière animation à Pékin. Le peuple était curieux de voir ces héros, comme il les appelait, qui lui apportaient les mœurs nouvelles de la démocratie.

Pendant que le petit empereur déchu continuait à jouer sous la direction de l'impératrice Long-Yu, désormais sans autorité; pendant que Yuen Chekai demeurait enfermé dans l'ancien ministère de la guerre à l'abri des complots et songeant à la restauration d'un pouvoir personnel à son profit, les triomphateurs organisaient des réunions publiques pour parler directement au peuple, pour lui dire ses droits, pour réchauffer son patriotisme.

Aussi, un dimanche, la petite auto nous emmena-t-elle dans la ville chinoise, au club de la province de Houpé, où nous allâmes entendre discourir les grands premiers rôles de la révolution.

La salle contenait des milliers de personnes, dont quelques femmes dans les galeries; des drapeaux de toutes les nations la décoraient; sur la scène, des arbustes, des fleurs. Les uns après les autres, Sun Yatsen, Hoang Hing, Tchenn Kiméi et plusieurs orateurs, dont un prince mongol, vinrent parler à ce peuple de ses droits, de la révolution, des humiliations du pays dans l'affaire de Mongolie. Sun Yatsen parlait d'une voix douce et persuasive, il était sobre de gestes, mais sa renommée l'entourait comme d'une auréole d'où semblait rayonner sur la foule une influence magique. Hoang Hing parlait d'une voix aiguë et animée; l'orateur par excellence, celui dont les accents semblaient agir le plus directement sur l'auditoire, ce fut Tchenn Kiméi. Je retrouvai là le verbe contenu et émotionnant dont j'avais senti l'expression à Changhaï. Tous ces hommes parlaient, avec des accents divers, la langue mandarine que l'on comprend à Pékin.

Les assistants applaudissaient comme en Europe. Nous restâmes jusqu'à la fin de cette réunion mémorable, où, lorsque l'immense foule s'écoulait, on photographiait ensemble Sun Yatsen et le prince mongol, pour conserver un souvenir particulier et symbolique de l'union, devant le peuple du Nord et du Sud. Nous allâmes également dans des théâtres entendre les orateurs de la révolution. Toujours la foule y était pressée et acclamait ceux qui lui parlaient de ses droits et de la nécessité de défendre le pays contre l'envahissement de l'étranger.

*
* *

Malgré les visibles tendances de Yuen Chekai au pouvoir personnel, la Chine n'était point divisée à son sujet et elle se présentait comme un bloc devant les puissances. L'Assemblée provisoire comprenait deux partis : les Komingtang, ou révolutionnaires, qui avaient changé leur nom en

Kominntang, ou parti du peuple, et les Konghouotang, ou républicains, qui constituaient la droite.

En septembre, on acheva la promulgation des lois électorales qui datent des 10 août, des 4 et 20 septembre.

Elles instituaient une Chambre des députés de 596 membres et un Sénat de 274 sénateurs.

Celui-ci est élu par les assemblées provinciales, à raison de 10 sénateurs par province, la Mongolie en fournissant 27, le Thibet 10, le Turkestan 3; huit lettrés éminents et six sénateurs représentants des Chinois résidant à l'étranger complètent la haute Assemblée.

Les membres de celle-ci doivent avoir plus de trente ans. Ils sont élus pour six ans; le Sénat est renouvelable partie tous les deux ans.

Quant aux députés, leur mandat est de trois ans; ils doivent être âgés de plus de vingt-cinq ans.

La Chambre est nommée par un corps électoral, comprenant tous les mâles âgés de plus de vingt et un ans, et qui remplissent une des conditions suivantes : 1° payer plus de 2 dollars (soit environ 5 francs) d'impôt direct; 2° posséder plus de 500 dollars d'immeubles, sauf en Mongolie, ou au Thibet ou dans le Tsinghaï, où les biens requis peuvent être mobiliers; 3° ceux qui ont un diplôme de fin d'études supérieur aux études primaires; 4° ceux qui, bien que non diplômés, ont des capacités équivalentes aux études secondaires. Ne peuvent être électeurs : 1° les condamnés privés de leurs droits civiques; 2° les faillis non réhabilités; 3° les gens atteints de maladie mentale; 4° les fumeurs d'opium; 5° les illettrés.

Ne peuvent être ni électeurs ni éligibles : les soldats, les fonctionnaires administratifs, les magistrats de l'ordre judiciaire, les fonctionnaires de police.

Ne peuvent être éligibles : 1° les instituteurs primaires; 2° les étudiants dans les collèges.

Ce travail se fit sans bruit et sans dispute dans l'Assem-

blée, car celle-ci tout entière était du même avis sur les grandes lignes de cette importante législation. L'établissement des listes électorales fut soigneusement réglementé par ces hommes défiants et habitués à la fraude. La loi sur l'état civil, nécessaire pour l'inscription sur les listes, fut promulguée le 19 novembre.

En somme, ces lois électorales étaient fort bien faites; elles sont une adaptation au caractère chinois des procédés européens en la matière.

Lors de la publication de la Constitution et de l'élection de Yuen Chekai, il avait été décidé que la convocation du Parlement devait avoir lieu dix mois plus tard, mais le temps manqua et l'on dut allonger ce délai; en fait, le Parlement ne put se réunir que le 8 avril 1913, car la préparation des listes, dans ce vaste pays où les moyens de communication sont si lents, demanda plusieurs mois.

Les Européens ne s'inquiétaient guère de ce travail intérieur, pourtant si important. Combien d'ailleurs en soupçonnaient l'existence? Personne, pour ainsi dire, ne pouvant suivre ces travaux, ne pouvant lire les comptes rendus que donnaient les journaux chinois, on aimait à se moquer de ce Tsan Y Yuen dont d'ailleurs à peu près aucun Européen, en dehors peut-être de quelques rares interprètes, n'eût été, à Pékin, en état de dire la nature et les fonctions exactes. Cela peut paraître invraisembable, et c'est pourtant la vérité. Ainsi, les journaux se publiant en Chine, en anglais ou en français, qualifiaient constamment d'assemblée consultative ce petit parlement, qui était bien réellement un corps législatif au premier chef, concentrant en lui tous les pouvoirs des parlements européens. Ce fait donne une idée de la valeur des renseignements que l'on peut, en certains cas, tirer des résidents européens en Chine et explique les fautes énormes qui se commettent quelquefois.

On riait de cette Assemblée et on la considérait comme

un moyen dont Yuen Chekai se servait pour discuter plus avantageusement avec le consortium, en s'abritant derrière elle.

Le premier ministre, M. Lou Tchengsiang, pour des raisons de santé, disait-il, avait résigné ses hautes fonctions, il ne restait plus que ministre des affaires étrangères. Le parti de gauche, c'est-à-dire le véritable parti républicain, avait renoncé à faire prévaloir sa volonté dans le choix du successeur du premier ministre, bien qu'il eût la majorité dans l'Assemblée.

Yuen tenait à avoir un ministère à lui. Engager la lutte alors, avec une asssemblée provisoire, avant les élections, eût été une lourde faute de la part des hommes du parti du peuple.

Le président constitua donc sans difficulté un ministère à sa guise, avec des hommes d'ancien régime, à la tête desquels il plaça M. Tchao Pingkiunn; à la Guerre, ce fut l'ancien vice-roi, le général Toan Kijoei; ces deux personnages étaient complètement à sa dévotion, partageaient ses idées et son ignorance des forces morales qui se trouvaient devant eux. Les militants du parti du peuple avaient, pour la plupart, quitté Pékin; ils s'étaient répandus dans les provinces, faisaient une active propagande en vue des élections futures. Cette manœuvre était fort habile. Ils laissaient à l'adversaire les difficultés actuelles du pouvoir en présence des exigences de l'étranger, de la Russie qui s'avançait en Mongolie, de l'Angleterre au Thibet, et ils se préparaient une majorité qui serait une force véritable pour lutter contre la tyrannie, si Yuen décidément ne voulait pas se contenter du rôle de président d'une république.

Quant à ce dernier, il s'efforçait, suivant le vieux procédé, de gagner les hommes à sa personne, en les attachant par l'intérêt. Il créait des places de conseillers qui étaient des sinécures et les offrait à tous ceux qui pouvaient avoir quelque influence, achetant ainsi leur concours ou

leur neutralité. Mais son action n'atteignait guère les hommes nouveaux. Comment acheter des gens qui étaient prêts à faire le sacrifice de leur vie à leur idéal? Ou ils refusent, ou ils acceptent et font défaut au moment critique.

En fait, ils restèrent en dehors du cercle où Yuen recrutait des concours, et comme c'était chez ces hommes ayant vécu longtemps en Europe, en Amérique, au Japon, ayant étudié les lois, les méthodes administratives et gouvernementales modernes, qu'il aurait pu rencontrer des agents capables de travailler à une organisation sérieuse, il se trouvait dépourvu; il n'avait sous la main qu'un personnel dont les faits s'étaient chargés de démontrer l'incapacité et l'impuissance.

Aussi bien, rien ne se faisait, rien ne pouvait se faire. La présence de Yuen, à la tête des affaires, frappait le système politique et administratif de paralysie, avant même qu'il fût né.

Il y avait bien les conseillers étrangers, mais l'entourage du président, ignorant et jaloux, se serait bien gardé de tenir compte de leurs avis. Ces conseillers étaient des figurants destinés à donner une satisfaction aux diverses puissances en leur faisant croire qu'elles exerçaient par eux une influence. En réalité, celle-ci était équivalente à zéro. Si même on eût voulu tenir compte de leurs rapports, les agents eussent manqué pour appliquer les mesures qu'ils préconisaient.

Le ministère des finances, qui était celui rentrant plus particulièrement dans l'objet de mes études, donnait l'impression d'un cimetière. J'y fis maintes visites, j'y eus maintes conversations avec des fonctionnaires aimables, imbus des vieilles méthodes. Je me promenai dans les méandres des bureaux, d'ailleurs bien tenus et où les dossiers n'abondaient pas. Quant aux notions de la comptabilité publique, quant aux système fiscaux rationnels, aux

Page 291.

M. MA SIANG-PÉ

CONSEILLER PROVINCIAL DU KIANGSOU

CONSEILLER DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

éléments de la science des finances, tout cela était naturellement inconnu de ces hommes, qui ignoraient les choses occidentales.

Aussi, est-ce par acquit de conscience que je rédigeai un rapport sur la réforme des finances, en exposant ce qui, du système fiscal français et de la comptabilité publique française, me paraissait susceptible d'être appliqué en Chine. Le président le désirait, je lui donnai cette satisfaction, mais, comme mon style chinois eût été vraiment trop barbare, un ami, lettré et orateur des plus distingués, surnommé d'ailleurs le « Cicéron de la Chine », grand admirateur de Bossuet dont il imite les périodes, M. Ma Siangpé, conseiller provincial du Kiangsou, me le mit en bonne prose. Ce travail en chinois fut du moins publié par les journaux indigènes; c'est le seul avantage, si c'en est un, qu'il eut sur beaucoup d'autres. Yuen Chekai, qui cherchait partout quelque rayon de lumière sur les finances, le lut avec une grande attention et voulut en conférer avec moi; puis le document fut transmis à la nécropole silencieuse du ministère des finances, à qui les moyens manquaient d'en tirer quelque chose.

*
* *

Le Président avait beaucoup à me dire, car il voulait que je fisse savoir en Europe, d'une façon directe, quelle était sa pensée, et exposer lui-même, dans un grand journal, la situation de la Chine en présence du consortium.

Le conseiller, M. Maliang, vint me chercher dans une voiture à deux chevaux; on me mena au ministère de la guerre, bâtiment tout en briques grises, de construction européenne.

A la porte, de nombreux soldats montaient la garde; un sous-officier prit nos cartes et nous introduisit dans une salle d'attente, puis on vint nous chercher là pour nous

conduire, à travers une série de bâtiments et de couloirs, jusqu'à l'endroit reculé où se tenait le président, à l'abri de toute attaque.

Un petit homme cérémonieux vint au-devant de nous; c'était un des chefs du secrétariat, M. Tchang Tchong jen, un lettré de l'ancienne école, qui avait déjà servi Yuen Chekai dans ses précédentes magistratures.

Le Président me reçut dans une sorte de parloir, d'une nudité monacale, une simple pièce au milieu de laquelle était une table ronde. La porte de cette salle était encore gardée par quelques secrétaires et quelques soldats, qui observaient curieusement l'étranger. Je me trouvai en face d'un homme de taille plutôt petite, large d'épaules, vêtu à la chinoise d'une robe de soie grise recouverte du surtout noir sans manches. Yuen était alors âgé de cinquante-quatre ans environ; il ne portait ni plus ni moins. Sa tête ronde était garnie de cheveux gris et je fus frappé par la clarté de ses yeux, rare chez les Chinois. Il regardait bien en face; l'expression de son visage était agréable et droite. Elle contrastait avec celle du chef de son secrétariat, de son âme damnée, M. Léang Cheu-y, un petit homme gros, aux yeux bridés, à l'air patelin et doucereux, qui était là, lui aussi, car aucune affaire importante ne se traitait sans ce personnage, depuis de longues années collaborateur du président provisoire et au courant de tous les dessous de sa politique.

Yuen Chekai, *Tchang Tchongjen, Léang Cheu-y,* ces trois hommes tenaient en ce moment la Chine immense. Le premier, c'était le soldat dominateur, le second, le lettré féru des vieux livres, celui qui maniait le pinceau, le troisième, l'homme d'affaires, le traitant des consciences, le financier retors.

Après avoir conversé avec ces importants personnages, j'eus l'impression bien nette que cette trinité, qui constituait le seul gouvernement réel de la Chine, appartenait à un autre âge. Quelle différence avec la nouvelle génération!

avec ces militants du parti républicain qui venaient manger à notre table! un abîme les séparait!

Jamais les uns et les autres ne pourraient s'entendre! Ils ne parlaient pas le même langage et, à la première occasion, ces Chinois d'ancien modèle que j'avais là devant moi feraient, par impuissance de comprendre la situation nouvelle, quelque énorme faute politique! La finesse et la ruse, ces qualités secondaires, dont ils paraissaient doués d'ailleurs au suprême degré, ne sont pas en effet suffisantes pour conduire un État, lorsqu'elles n'accompagnent pas une intelligente compréhension des événements politiques et de leurs causes lointaines, psychologiques et historiques.

On apporta le champagne et les cigarettes, rite pour ainsi dire obligé en Extrême-Orient; en buvant, j'observais ce trio, dont les actes laisseront une trace peut-être profonde dans l'histoire du monde.

Le seul type vraiment original était le président provisoire. Vu de près, il ne produisait pas l'effet auquel on aurait pu s'attendre, à en juger par les dires de ses ennemis. Parmi tous les Chinois que j'ai approchés, et j'en ai vu beaucoup, il est un de ceux qui portent, sur le visage et dans le regard, le signe de la franchise. L'impression vivante que produit sa personne n'est nullement en rapport avec sa réputation de duplicité, de fourberie, de traîtrise. Son aspect, plutôt sympathique à un observateur européen, prévient en sa faveur.

Par comparaison avec son entourage, il donne une impression de loyauté. Et pourtant, l'histoire de sa vie est là, qui nous renseigne exactement.

Faut-il donc croire à une profondeur de dissimulation que nulle autre n'égale? Je ne le pense pas.

Yuen Chekai me paraît être le produit atavique d'une société ancienne, venu trop tard dans un monde nouveau.

Ses actes de fourberie et de cruauté, qui révoltent notre

sensibilité occidentale, qui apparaissent comme d'inexpiables crimes aux yeux des Chinois rénovés, ne sont pas tels à ses yeux; de même qu'il n'en peut pas comprendre l'inopportunité, il n'en peut connaître l'immoralité véritable.

Tous les peuples, à quelque heure de leur histoire, ont connu l'hypocrisie et le crime comme instruments de règne, mais il fut chez eux des époques où l'une et l'autre semblaient un usage légitime du pouvoir absolu des princes, censés agir pour le salut de l'État qui était la suprême loi.

Pourquoi Yuen, d'un trait de pinceau, n'eût-il pas envoyé à la mort d'un cœur léger ceux qui gênaient son ambition? S'il le faisait, c'était pour le bien de l'État, incarné dans sa personne. Les souverains absolus ne raisonnaient pas autrement.

Son malheur, et celui de son pays, était de représenter un âge disparu.

Il avait des vues sur le gouvernement, sur l'administration des finances, sur la centralisation qui étaient celles d'un homme d'État, mais de l'homme d'État qu'il pouvait être, le despote antique. Peut-être eût-il fait un bon tyran. Ses compatriotes qui venaient de renverser une tyrannie impuissante devaient supporter encore moins une main de fer que ne devait bientôt cacher aucun gant de velours.

Dans la petite salle, tandis que nous parlions et que Léang Cheu-y coulait vers moi ses regards aigus, entre ses étroites paupières, comme un chat qui guette, ces réflexions me venaient à l'esprit.

Nous décidâmes de résumer par écrit la partie de notre entretien qui se rapportait au consortium et que le président voulait publier, afin que tous les termes en fussent pesés; ce que je fis. Cette interview parut dans *le Journal*, à Paris, le 27 octobre 1912 (1).

(1) Voir aux annexes, p. 383.

A cette époque, Yuen Chekai exprimait réellement la pensée de toute la Chine. Il était bien la voix de la nation, demandant qu'on écartât le cercle qui l'enserrait, qu'on reconnût la République.

Cette situation est bien changée et son incompréhension de son temps devait lui faire commettre la faute suprême de provoquer la division de son pays et démontrer avec éclat cette vérité de bon sens, à savoir, qu'à une situation nouvelle, il faut des hommes nouveaux.

CHAPITRE XVI

LA FÊTE NATIONALE

Pourquoi on ne reconnaît pas la République. — Le nouvel enseignement primaire. — La première fête nationale et le Bouddha vivant. — La pharmacopée chinoise. — L'opinion de l'évêque de Pékin sur les sentiments du peuple.

Un an bientôt s'est écoulé depuis la révolution; nous sommes en septembre. Depuis le 15 février, l'union a été faite entre le Nord et le Sud; l'empereur a abdiqué, il a régulièrement passé son pouvoir à la République, celle-ci se trouve donc investie en fait et en droit par le consentement même de la dynastie déchue. Une assemblée régulière siège à la capitale, un gouvernement est constitué, il fonctionne; les étrangers discutent avec ce gouvernement pour lui prêter, d'abord un milliard et demi de francs, puis six cent vingt-cinq millions, et pourtant, au point de vue international, la République n'existe pas.

En effet, cette République, née dans des conditions de légitimité que peut-être aucune autre dans le monde n'a rencontrées, n'est pas encore reconnue par les gouvernements.

La presse chinoise ne cesse de constater ce mauvais vouloir des blancs. Elle dit qu'on veut mettre à la Chine le couteau sur la gorge : « Acceptez les conditions de l'emprunt, le taux de l'intérêt, les commissions diverses, la cession déguisée de la Mongolie, un contrôle des dépenses qui est une intrusion étrangère dans le gouvernement de la nation et l'on reconnaîtra votre République, vous existerez

alors aux yeux du monde. Pas d'emprunt tel que nous le voulons, pas de République. C'est la reconnaissance au rabais. » Tels sont les reproches que les organes de l'opinion chinoise font entendre journellement et qu'ils mettent sous les yeux de leur public, lequel n'en sent que davantage croître son animosité profonde pour les étrangers.

De temps en temps, on annonce que le régime nouveau va être consacré.

Mais cette éventualité ne se produira pas, car les habiles diplomates russes qui exercent en réalité, à Pékin, une influence prépondérante, réussissent toujours à la faire écarter.

Le gouvernement russe, ou plutôt sa bureaucratie, semble ne vouloir, en effet, à aucun prix, qu'une république véritable s'établisse en Chine; cela serait du plus mauvais effet sur les populations de la Sibérie.

Ce pays est, en effet, peuplé, dans son élite intellectuelle, de bannis politiques et de descendants de bannis, de condamnés qui ont souffert de la dure main du gouvernement de Saint-Pétersbourg et de ses agents et qui rêvent, eux aussi, de conquérir leur liberté.

Déjà, en 1905, lors de la révolution qui donna naissance à la première Douma, les grandes villes de Sibérie avaient cherché à s'affranchir. Tchita, Irkoutsk, Tomsk, Omsk, avaient levé l'étendard de la révolte et proclamé des républiques qui ne durèrent que l'espace d'un matin. La répression fut terrible : bagne, pendaisons, fusillades, écrasèrent ce mouvement.

Mais les aspirations vers un régime meilleur restèrent, et, malgré l'absence de liberté de la presse, malgré la surveillance de la police, les gens de Sibérie rêvent toujours du moment où ils pourront, comme les citoyens libres dans les autres nations du monde, être maîtres de leurs destinées.

Ceci est extrêmement grave, car le jour où la constitution d'une ou de plusieurs républiques indépendantes serait

possible dans la vaste et lointaine Sibérie, cela serait une grave atteinte au gouvernement, non seulement en Asie, mais peut-être aussi dans la Russie d'Europe, dont les peuples ne supportent qu'en frémissant l'administration bureaucratique et ses abus.

On comprend, dès lors, l'importance extrême que la diplomatie russe attache à écarter tout ce qui peut augmenter le désir de la liberté dans la Russie d'Asie.

Or, rien ne serait plus propre à attiser, chez les habitants de Sibérie, ce désir toujours vivace quoique caché par la crainte au fond des cœurs, que la vie et le développement sur la frontière de ce pays d'une république proclamant, comme le fait la Constitution chinoise, les Droits de l'Homme et du Citoyen et instituant un Parlement pour contrôler les actes du pouvoir et refréner les abus d'autorité du personnel des fonctionnaires.

N'ayant pas pu empêcher que la République ne résultât en Chine de la révolution, la diplomatie russe devait du moins s'efforcer de lutter habilement contre l'établissement définitif d'un régime qui pouvait être si nuisible aux intérêts qu'elle avait mission de défendre.

Le premier moyen à employer était d'éviter que la République ne fût reconnue par les gouvernements étrangers, car une reconnaissance de ce genre est nécessairement une cause de force et de durée. Elle orienta dans ce sens sa politique, avec d'autant plus de constance que, dans le même temps, elle poussait les habitants de la Mongolie extérieure, vassale de la Chine, à revendiquer une indépendance apparente, sous l'hégémonie russe.

C'est cette politique qui explique surtout les échecs continuels du consortium.

La France devait fournir les plus fortes sommes de l'emprunt; sans doute, ses banquiers tenaient à ce que l'opération réussît, ils ne voulaient point manquer les importantes commissions ordinaires en ces sortes d'affaires et vou-

laient que la Chine payât les coupons de sa dette; mais, d'autre part, la France devait soutenir la politique de son alliée.

Un diplomate des plus distingués, résumant dans une formule lapidaire la situation exacte par rapport à nos obligations diplomatiques, me disait : « La France, c'est la Russie. »

Aussi, quand, pressé par le besoin d'argent, le gouvernement chinois était sur le point d'accepter les conditions du groupe, on voyait surgir une nouvelle proposition plus ou moins inacceptable qui remettait tout en question.

Ainsi, la Chine ne pouvait avoir les sommes nécessaires à son relèvement, à l'affermissement de la République, et la vie de celle-ci se trouvait en quelque sorte comme suspendue. Les intéressés à sa perte pouvaient espérer que quelque événement viendrait qui fournirait peut-être l'occasion de la détruire.

La situation était donc toujours stationnaire. Elle restait fort délicate et demandait des hommes très expérimentés des choses chinoises et très au courant des discussions qui se poursuivaient à Pékin.

C'est à ce moment que le personnel de notre Légation se renouvela complètement. Le ministre était parti au mois de juillet sans espoir de retour, le premier secrétaire le suivit; sauf l'interprète, qui demeura, on fit maison neuve.

Cela nous valut le plaisir et l'honneur de présenter, dans le bureau aux larges fenêtres donnant sur l'agréable jardin de la Légation, nos hommages au nouveau représentant de la France, M. Conty, qui occupe actuellement ce poste difficile avec tant de distinction.

Le nouveau ministre se mit à l'ouvrage et continua, comme l'avait fait son prédécesseur, à tourner ce moulin des négociations qui ne s'arrêtait jamais. Le ministère chinois, de son côté, fit de nouveau la navette entre l'Assemblée et le groupe diplomatico-financier.

Quant à l'administration chinoise, aucune réforme, aucune création n'étaient possibles dans ces conditions. Des avances avaient été faites à Yuen Chekai pour qu'il licenciât les troupes révolutionnaires. Il consacra une partie de l'argent avancé à se débarrasser des soldats du Sud, sur lesquels il ne pouvait compter, mais, dans le même temps, il enrôlait des soldats dans le Nord, afin de se faire une armée à lui. A cela se bornaient les actes positifs de son gouvernement.

*
* *

Quel était l'esprit public?

Dans l'ensemble de l'Empire, la situation demeurait la même. L'année 1912 avait été particulièrement favorable au point de vue des récoltes. De temps en temps on apprenait bien quelques méfaits des soldats mal payés, mais la masse du peuple paraissait s'accommoder du régime qui ne la gênait point. Comme on ne percevait pas d'impôts nouveaux, elle n'avait pas lieu de se plaindre d'un état d'inorganisation qui ne différait pas de ce qu'elle avait toujours connu.

Mais le monde politique s'inquiétait de l'avenir. Tout le personnel des anciens fonctionnaires se prenait à espérer un retour à un état de choses peu différent du passé; il comptait sur Yuen Chekai pour lui rendre ses places, ses sinécures, ses bénéfices. Nous vîmes plus d'un de ces personnages reparaître à Pékin et s'approcher du soleil levant. Ils s'imaginaient naïvement que la Chine pouvait revenir dans son état passé, mais sans les Mandchoux, et que, petit à petit, ils allaient reprendre leur ancienne vie d'oisiveté salariée. Pour cela on comptait sur l'emprunt.

L'élément républicain se tenait tranquille, il travaillait à sa propagande en vue des élections; ses comités surveillaient les négociations pour soutenir la résistance de l'Assemblée aux propositions du sextuple groupe. Il avait

renoncé à lutter contre le Président avant les élections. La politique s'était apaisée.

J'en profitai pour aller visiter, dans Pékin, quelques écoles primaires, entretenues par des comités de pères de famille. Les Chinois attachent une si grande importance à l'enseignement, que les observations que l'on pouvait faire dans ces visites fournissaient toujours d'utiles indications. Je constatai qu'à la capitale, l'esprit novateur des maîtres de la jeunesse était le même qu'ailleurs.

Tout près du palais impérial, il m'arriva d'entrer dans une école au moment même où l'instituteur, usant de son autorité, coupait à la tondeuse les derniers restes d'une natte que les parents avaient conservée à leurs fils. Au tableau était encore inscrite la leçon de musique, avec les paroles. C'était un hymne composé à la gloire des « héros qui étaient morts en lançant des bombes », avant et pendant la révolution et sous les murs d'Outchang. On fit chanter pour moi ce morceau à ces bouches enfantines, qui exprimèrent, avec une grande justesse de ton, ces syllabes incendiaires, désormais gravées dans leur jeune mémoire. Ces petits Chinois à la mine futée n'oublieront pas que « la tyrannie du pouvoir absolu est plus cruelle que le tigre et le loup. » Le meilleur élève de l'école me fut présenté; c'était le fils d'un colonel de la garde impériale que je connaissais personnellement.

On se doute des sentiments que produira un tel enseignement dans la génération qui grandit.

L'école dont il s'agit était entretenue par des groupes de braves gens du quartier, et, bien qu'elle ne fût pas confessionnelle, le président du conseil d'administration était un catholique militant. Il y avait là un vieux et un jeune instituteurs, qui faisaient usage de méthodes pédagogiques et de livres inspirés des nôtres.

Ceux-ci, d'ailleurs, enseignaient ces enfants pour un très médiocre salaire, selon le vieil usage chinois.

Il va de soi que les républicains comptent sur l'école primaire pour rénover leur pays. La fondation d'écoles est pour eux une sorte d'œuvre pie. Combien de fois ces occidentalisés ne m'ont-ils pas dit qu'ils espèrent qu'un jour viendra où l'enseignement primaire sera obligatoire comme en France. En attendant, les nouvelles écoles demandent aux familles une légère cotisation. En raison de l'état d'esprit qui règne actuellement dans le pays, de la haute estime dans laquelle les Chinois tiennent tout ce qui concerne l'instruction, il est infiniment probable que ces écoles libres vont se multiplier partout et exercer leur influence transformatrice. Les novateurs voient là un trop puissant moyen de propagande dans le peuple pour qu'ils ne s'en servent pas de plus en plus.

*
* *

Le 10 octobre, tout Pékin se trouvait en mouvement. Ce jour-là, en effet, était celui de la première fête nationale. On avait choisi, pour célébrer celle-ci, l'anniversaire du jour même où la révolution éclata, en 1911, à Outchang.

Les monuments publics arboraient leurs drapeaux aux cinq couleurs ; la ville chinoise, aux rues étroites, était particulièrement pavoisée.

Dans le quartier où se trouve la rue Lioulitchang, celle de la corporation des libraires, des tentes, des estrades s'élevaient ; sur l'une d'elles, on voyait une grande étoffe blanche, tenant lieu de la tablette sur laquelle l'âme des défunts est censée venir se poser dans le culte des ancêtres ; sur cette étoffe, une longue inscription verticale en caractères noirs disait : « Siège des âmes de tous les morts pour la République chinoise. »

La fête commença par un acte religieux. Malheureusement, je ne pus assister au sacrifice qui eut lieu le matin de

bonne heure et qui fut célébré par le président du Conseil des ministres lui-même.

Je ne pus voir que dans l'après-midi seulement l'autel improvisé, l'inscription et tous les fruits de l'offrande, qui étaient alignés devant elle. On ne peut être partout à la fois. Je fus réduit à en lire les détails dans les journaux, je tenais à me rendre à l'invitation, que m'avait adressée la Présidence, d'assister à la grande revue matinale, analogue à celle du 14 Juillet à Paris, revue qui devait avoir lieu au nord-est de la ville tartare, assez loin du sacrifice.

Le même matin eut lieu un événement symbolique de la plus haute importance pour les Chinois, qui attachent une grande portée aux symboles, et pour quiconque connaît la valeur sociologique des faits d'une telle nature. Le grand temple du Ciel, où depuis sa chute l'empereur n'avait plus mis les pieds, fut ouvert tout grand, et un ministre s'y rendit pour y offrir, au nom du président de la République, un sacrifice au Suprême Seigneur. Jamais, depuis les lointaines origines de l'histoire chinoise, fait semblable ne s'était vu, car seul l'empereur, fils du Ciel, avait le droit de s'adresser à celui-ci et de lui offrir les mets mystiques du sacrifice.

Le nouveau chef de l'État lui succédait donc dans ses attributions religieuses, devenues simplement cérémonielles.

Jamais le peuple n'avait eu le droit de pénétrer dans le temple du Ciel. Or, le 10 octobre et les deux jours qui suivirent, cette vaste enceinte lui fut ouverte et, pour la première fois, il put en fouler le sol sacré. La République le faisait souverain à son tour, et la foule venait par sa présence consommer l'investiture.

Pour les étrangers, la grande attraction de cette fête nationale était la revue que devait passer le président de la République. On disait d'abord que l'on allait voir Yuen Chekai défiler devant les troupes dans la rue même où une bombe lui avait été lancée. Cet homme prudent n'en fit

rien, car des révolutionnaires n'écoutant point les conseils de temporisation des grands chefs, ou quelque solitaire partisan de l'action directe, disposé à lancer une bombe, auraient pu vouloir saisir une occasion si favorable pour se débarrasser de celui que certains pensaient ne pouvoir jamais être qu'un tyran. Aussi, au dernier moment, apprit-on que la revue serait passée par le général Toan Kijoei, ministre de la guerre.

Toutes les troupes se trouvaient alignées de chaque côté de la longue rue de Hatamenn ; il y avait là 13000 hommes. Nous passâmes en auto devant tous ces régiments pour nous rendre au ministère de la guerre, où se trouvait le président. Tous ces soldats paraissaient se bien tenir sous les armes. Dans la vaste cour du ministère, les étrangers invités arrivaient; ce fut un spectacle de redingotes noires et de chapeaux hauts de forme quelque peu en retard sur la mode. La République n'étant pas reconnue, les attachés militaires des diverses légations étaient en civil; seul, un officier allemand, instructeur dans l'armée chinoise, faisait voir son uniforme gris et son casque à pointe.

Cette première manifestation militaire depuis le début de la révolution excitait la curiosité des étrangers invités. Dans la foule on apercevait les divers ministres chinois, vêtus de la redingote et du chapeau haut de forme, la poitrine barrée par le cordon jaune de la nouvelle décoration de la République : la Moisson d'or, remplaçant l'insigne monarchique du Double Dragon, répudié par les hommes de progrès, comme un souvenir de la tyrannie politique et de la superstition religieuse.

Le président de la République était debout sur une estrade rouge, sous la porte d'entrée qui forme une sorte de vestibule du ministère; il dominait ainsi l'assistance; vêtu d'un uniforme gris de général, portant ses décorations et la casquette plate, il avait l'air assez martial. Autour de lui, des officiers et des civils, des robes chinoises de

diverses couleurs, brillaient au soleil. Des étrangers, dont quelques Anglaises à lunettes, se tenaient là aussi.

Cet endroit, pour passer la revue, était fort bien choisi et ne permettait aucune surprise; les troupes devaient défiler dans une cour dont les issues de chaque côté étaient fort bien gardées.

Lorsque le ministre de la guerre et son état-major eurent passé sur le front des troupes, le défilé commença.

Une musique vint se placer contre le mur en face de nous. D'abord apparut l'infanterie, vêtue de kaki, guêtrée de jaune; les uniformes étaient très propres, les hommes bien tenus, les sous-officiers et les officiers portaient des bottes noires. Chaque fois que passait un drapeau, Yuen saluait. Vinrent les régiments recrutés dans le Honan, la province dont le président est originaire : soldats grands et bien découplés, des gaillards solides.

Puis ce fut la garde impériale, précédée par une musique vêtue de rouge, qui jouait bien, beaucoup mieux que les musiques des autres régiments. Les jambes des hommes s'élevaient et s'abaissaient en cadence, avec une régularité et un ensemble bien supérieurs à ceux des autres corps; ces soldats étaient visiblement exercés.

Les troupes de Pékin, vêtues de gris, passèrent à leur tour; l'artillerie, la cavalerie leur succédèrent, mais il y avait fort peu de ces deux corps.

En somme ces régiments produisaient une bonne impression; on sentait qu'ils mettaient tout leur amour-propre, stimulé par la crainte des punitions, à défiler convenablement devant le chef de l'État et devant les étrangers. Que vaudraient-ils dans des combats contre des troupes occidentales? L'expérience seule peut donner la réponse. D'après des officiers européens, mes voisins, que je consultai, leurs officiers valaient, en général, nos bons officiers de réserve. Quant au moral de ces troupes, nul n'eût pu dire ce qu'il était. On suspectait officiers et soldats de la

garde impériale de regretter le régime disparu; quant aux hommes récemment enrôlés par Yuen Chekai, ils devaient valoir ce que valent des mercenaires qui n'en sont qu'à leur apprentissage du métier militaire, c'est-à-dire peu de chose. Mais, vraisemblablement, on n'avait pas dû faire défiler devant nous ces recrues novices.

Yuen Chekai descendit de son estrade rouge, et rentra pour recevoir les félicitations polies des assistants.

Sous un vaste *pong,* c'est-à-dire un abri fait de nattes de bambous, on avait préparé un lunch, servi à la française.

Mais, voici un singulier cortège qui arrive : une charrette pékinoise, posée sur ses deux roues sans ressort et tirée par une mule, traverse la cour; elle est jaune, couleur impériale d'hier; dans l'intérieur, sous la voûte en demi-cercle du véhicule, se tient, accroupi et invisible, le Bouddha vivant de Mongolie, autour, quelques Mongols, vêtus de robes jaunes ou rouges, le chef coiffé du chapeau chinois, retenu sous le menton par des cordons, accompagnent le demi-dieu dans sa charrette.

Un Bouddha vivant est en effet un personnage semi-divin, une sorte d'incarnation du vrai Bouddha qui vint jadis éclairer le monde de sa lumière. Ce parfait sceptique qu'est Yuen Chekai avait voulu que ce personnage, qui dispose d'une grande autorité politique en Mongolie, vînt le jour de la fête nationale assister à l'apothéose du régime nouveau, et c'est ainsi que l'on put voir ce spectacle archaïque et bizarre d'un Bouddha vivant et de sa suite au milieu de toutes ces redingotes européennes.

Le demi-dieu est un personnage trop sacré pour luncher debout comme nous allons le faire, il pénètre au fond de la vaste tente, va s'abriter, dans une salle au fond du bâtiment, contre tant de curieux regards. Quant à nous, en compagnie du capitaine Defontaine, le distingué sinologue attaché à notre légation, nous attaquons les victuailles à la même table que les suivants du Bouddha qui mangent à pleine

bouche, piquent dans les plats avec les fourchettes comme tout le monde; le bouddhisme de ces lamas ne les empêche point de mordre à belles dents les cuisses de volailles et de savourer le jambon d'York, ni de s'abreuver de bière et de champagne. Ces hommes en robe jaune, aux faces lunaires d'un brun foncé, aux petits yeux bridés, évoluent sans doute comme tout le reste. Je passe une assiette à l'un d'eux, qui comprend ce muet langage et me remercie d'un signe de tête.

Ce lunch, auquel prirent part environ cent cinquante personnes, était ma foi fort réussi. Une musique chinoise accompagnait et couvrait le bruit des mâchoires au travail.

Avant de partir, tout le monde se pressa pour aller au fond de la tente dans le bâtiment où se tenait Yuen Chekai et le Bouddha. La chaleur communicative du lunch au champagne faisait son effet sans doute, car des voix d'étrangers criaient : « Yuen Chekai, hurrah, hurrah! » en guise d'adieu.

La petite auto nous ramena à toute vitesse dans notre ruelle, d'où nous repartîmes bien vite pour aller voir la foule en liesse, fêtant la république dans la ville chinoise.

Sur les places, des estrades sont élevées; là, des novateurs à lunettes haranguent la foule, lui disent les beautés de la révolution, le mérite des héros morts pour la faire triompher; le peuple écoute avec ce visage impassible qui cache si bien les sentiments de l'Asiatique et qu'il ne faudrait pas prendre pour de l'insensibilité sous peine de grave erreur. Dans cette foule, il y a des gens de toutes conditions, de belles robes de soie et la robe de coton de l'humble coolie, des hommes, des femmes. On a tout à fait l'impression d'un 14 Juillet dans un de nos faubourgs de Paris où, à l'occasion de la fête nationale, les baraques foraines sont rangées autour de quelque place. Des faiseurs de tours font le grand soleil à une barre fixe; plus loin, des gens entrent et sortent d'un théâtre improvisé où l'on vient

de jouer une pièce révolutionnaire. Une ambulance pour les secours médicaux se trouve dans le coin de la place en cas d'accident.

Le lieu où la foule se pressait davantage était le musée de la révolution dont notre aimable commensal, M. Hoang Tchong Hoei, l'ancien fonctionnaire du Turkestan, avait pris l'initiative. On s'y écrasait réellement pour voir les portraits des révolutionnaires fameux, les souvenirs conservés de cette période qui était pourtant loin d'être achevée, et surtout pour y entendre les orateurs renommés qui profitaient de la réunion de ces milliers de personnes, chauffant l'opinion du peuple de Pékin, venu là en curieux.

Dans une cour de l'immeuble abritant le musée, des rires éclatent. Nous nous approchons d'un groupe et nous voyons un pauvre diable qui s'était risqué dans ce lieu avec sa belle natte de cheveux que, probablement, il n'avait jamais coupée depuis sa naissance et à laquelle il tenait sans doute beaucoup. Des loustics viennent de lui trancher cet appendice conservateur et il le tient maintenant à la main, en le regardant d'un air piteux et déconfit vraiment comique. Aussi les Chinois, très rieurs, s'en donnent-ils à cœur joie de voir sa déconvenue.

Le soir, des illuminations éclairent la ville chinoise, c'est d'ailleurs dans cette partie de Pékin que la fête nationale a tout son éclat; cela s'explique à cause des rues aux nombreuses boutiques, des maisons dont certaines ont des étages. Dans la ville tartare, il en fut tout autrement; là, les rues, couloirs aux portes fermées et sans fenêtres, ne sont guère propices aux pavoisements; même dans les quelques grandes rues percées depuis 1900, la décoration fut à peu près nulle; la fête nationale ne semblait intéresser personne, ou du moins valoir les dépenses de décoration ou d'éclairage. Les commerçants gardaient leurs fonds pour payer les soldats volontaires, sorte d'agents de police à gages, chargés de les protéger en cas de nouveau pillage.

Ils ne pardonnaient pas à Yuen Chekai celui du 28 février.

La fête dura trois jours et cela nous valut, à M. Monestier et à moi, un dîner refroidi. Le lendemain soir, en effet, nous nous hâtions en pousse-pousse vers la demeure d'une famille amie, qui habite fort loin dans l'ouest de la ville, lorsque, voulant passer devant la porte du palais impérial, sur la place qui se trouve derrière la porte de Tsienmenn, nous fûmes arrêtés par une grande manifestation. C'était un meeting en plein air, analogue à ceux que l'on voit en Angleterre et en Belgique. Des milliers d'hommes se tenaient rangés devant le Palais impérial et criaient : « A la République chinoise, dix mille fois dix mille années! » *Tchong hoa konghouo wan wan soei!* La circulation était interrompue par la police qui encadrait la manifestation. Nous dûmes nous envelopper dans nos couvertures, car le froid était déjà assez vif après le coucher du soleil et attendre la fin de ce meeting, assis dans nos véhicules. Nous attendîmes longtemps. A la porte du palais, dans deux sortes de tabernacles, d'un côté on avait affiché l'édit d'abdication de l'empereur, de l'autre, le décret qui consacrait Yuen Chekai président de la République.

Enfin, la manifestation se termina et nous pûmes assister au départ de la foule qui marchait accompagnée par des musiques. Tous ces hommes tournèrent le dos au palais impérial et s'engouffrèrent sous la haute voûte de la porte de Tsienmenn pour gagner la ville chinoise.

Dans l'encombrement des charrettes, des pousse-pousse, des cavaliers, des piétons qui attendaient là, en ce lieu où la circulation est intense, nous nous trouvions au premier rang et nous pûmes observer tout à notre aise cet interminable défilé, pendant que nos hôtes nous attendaient toujours.

La manifestation ne comprenait que des hommes, les robes de soie étaient rares; tout ce monde était visiblement de condition modeste; ce n'était pas toutefois du plus bas

peuple, il appartenait à la classe des petits commerçants, des employés, des artisans; peu de coolies non plus, reconnaissables à leur pantalon de toile bleue ouatée.

Ils défilèrent dans un certain ordre et presque tous, la nuit étant venue, avaient allumé des lanternes de papier. En pénétrant sous la porte symbolique où l'empereur ne devait plus jamais passer pour se rendre au grand sacrifice, tous les groupes du défilé criaient les uns après les autres leur vivat à la République, comme si tous ces hommes avaient voulu, dans ce lieu même, affirmer la souveraineté nouvelle du peuple.

La régularité de leurs cris, lorsqu'ils arrivaient sous la voûte, l'ordre de la manifestation, dénotaient que celle-ci avait dû être préparée avec soin, comme le font en Europe certains partis démocratiques, qui tiennent à affirmer dans la rue, par la voix des plus actifs, la volonté de tous.

Ici les visages avaient une curieuse expression de volonté et je les regardais avec attention, tandis que tous ces hommes passaient près de moi, les plus proches étant à moins d'un mètre de mon véhicule. Ils ne paraissaient point agir par jeu, mais semblaient être convaincus qu'ils accomplissaient un devoir. Parfois, ces bouches qui s'ouvraient pour proférer leur cri symbolique avaient une expression sauvage à la lueur rouge ou jaune des lanternes.

Après avoir été ainsi immobilisés pendant une heure environ, les derniers rangs des manifestants étant passés, nous pûmes, transis, nous enfoncer dans l'ombre des ruelles au grand galop de nos coolies et gagner la maison de nos amis inquiets.

Ce spectacle valait bien notre attente, car nous venions de voir là un peu de l'immense peuple de cet immense pays, conscient des droits nouveaux qu'il avait conquis et qu'il serait désormais bien difficile, sinon impossible, de lui arracher pour toujours.

*
* *

Les premiers froids vinrent tôt, et déjà en octobre, on avait eu le soir plus de dix degrés au-dessous de zéro. C'était exceptionnel, car bien que Pékin soit situé sous un climat où la température est extrême, très chaude et très froide, l'automne est généralement long et doux; c'est l'époque délicieuse de l'année.

Les voyageurs sont imprudents. Ce fut mon cas et cela me valut une petite indisposition dont je ne parlerais pas si elle ne m'avait permis de faire *in anima vili* l'expérience de la pharmacopée chinoise.

Un jour, écrivant le dos tourné à une porte ouverte, je fus atteint d'un lumbago; me voici devenu raide comme un morceau de bois, étendu sur le lit, ce qui est fort désagréable quand on a tant de choses à faire et à voir.

J'essayai de nos remèdes ordinaires qui me firent peu d'effet. Un Chinois me persuada de me mettre sur les reins un emplâtre excellent; ses grands-parents en avaient usé avec succès et tout le monde, prétendait-il, en disait le plus grand bien.

Une grande pharmacie de la ville chinoise avait la spécialité de cet emplâtre. Notre vieux boy, maître Wang, alla me chercher le bienfaisant remède. C'était une feuille de satin rouge épais, au milieu de laquelle se trouvait grand comme une pièce de cinq francs d'une sorte de poix noire. On étend un peu de cette pommade après l'avoir fait chauffer et on l'applique sur la partie malade.

Wang, fils et frère de médecin, m'en expliqua la composition. C'était un mélange d'os de tigre calcinés, de graisse d'ours, de résine et de cheveux humains coupés menu. Selon mon habitude, je contrôlai ses dires et on me les confirma. Il ne se trompait point, telle était bien l'étrange mixture que je m'étais appliquée sur les reins. Elle me fit

d'ailleurs le plus grand bien et je me redressai vite ; plus tard, j'allai, en prévision de la traversée des neiges glacées de la Sibérie et de la Russie, en acheter moi-même.

L'empirisme de la vieille médecine chinoise, on le voit, guérit quelquefois les malades.

Pourquoi après tout la graisse d'ours et la résine ne seraient-elles pas excellentes contre les douleurs et pourquoi les os de tigre et les cheveux n'auraient-ils pas de merveilleuses propriétés? En pareil cas, il est inutile d'approfondir, le résultat seul importe. En l'espèce, il fut bon. C'était le principal.

La pharmacopée chinoise en est encore aux vieux remèdes ds notre moyen âge, la corne de cerf est très employée : certains pharmaciens ont une vraie ménagerie de ces animaux. Les pharmacies sont très importantes, car les Chinois sont grands amateurs de drogues de toutes sortes et les journaux sont remplis de réclames avec portraits de gens guéris. Les étrangers introduisent aussi des produits qui commencent à être appréciés. Les Japonais surtout font beaucoup de réclame pharmaceutique et médicale par la presse et par affiches.

Quant à la médecine, elle en est encore, dans les campagnes, au vieux système de l'acuponcture. Le médecin pique une partie du corps du malade avec une longue aiguille, il sort de la blessure un peu de sang et le malade guérit ou non. Un missionnaire me disait qu'il avait été témoin de guérisons étonnantes par ce bizarre procédé.

Ceci prouve que la parole du grand chirurgien Ambroise Paré : « Je le soignai, Dieu le guérit » s'applique tout aussi bien à la médecine chinoise qu'à la nôtre.

Toutefois, là encore, on constate une évolution bien marquée. Partout où se trouvent des médecins européens, ils sont très recherchés par les gens riches de la société chinoise et les jeunes Chinois qui ont fait des études médicales en Amérique, au Japon, en Europe font prime parmi la population éclairée des grandes villes.

Mais la masse du peuple préfère toujours ses vieux médecins, dont elle se sert tout en les plaisantant, comme faisait Molière des nôtres.

Un résident européen, en Chine depuis de longues années, me disait que, somme toute, avec leurs remèdes bizarres, avec l'emploi de plantes et leurs cornes de cerf, les médecins chinois ne tuent pas plus leurs malades que les fils d'Esculape de nos contrées, mais ce résident était sans doute un vieux sceptique.

*
* *

Grâce à ce bienfaisant emplâtre, ayant repris ma souplesse, je pus aller passer, le 2 novembre, non pas avec mon parapluie à la main, mais simplement avec ma canne, la revue dans les casernes de la garde impériale.

C'était le résultat d'une erreur; mon neveu et compagnon de voyage portant le même nom que moi, venait de rentrer en France et c'était lui qui avait été convié.

Cela me valut, par un temps froid merveilleux, l'avantage d'assister en compagnie de l'attaché militaire de notre légation, le distingué capitaine Collardet, et du capitaine Defontaine, à des exercices de tir debout, couché, etc., à des prouesses de gymnastique, de jiu-jitsu dont je ne puis rien dire en raison de mon incompétence. Je constatai seulement que certains de ces soldats portaient encore la natte enroulée sous leur casquette ou sous un bonnet qu'ils mettaient pour pratiquer le jiu-jitsu. Les casernes étaient d'une remarquable propreté, aussi bien les bâtiments dans lesquels nous pénétrâmes que les cours où évoluaient les soldats.

Au repas que nous offrit le général commandant et auquel assistaient beaucoup d'officiers, on porta les toasts obligés et l'on cria : « Vive la République chinoise ! » et « Vive la France ! ». Le colonel, M. Tang Paotchao, chevalier de la

Légion d'honneur, qui était venu en France, nous adressa, en français, un petit speech bien tourné.

On disait tous les officiers de la garde dévoués à l'ancien régime, ou, du moins, n'aimant guère l'élément parlementaire. Cela était fort possible, car, en aucun pays, les armes ne le cèdent bénévolement à la toge.

Ceux au milieu desquels nous étions passaient avec autant de vraisemblance pour ne point aimer Yuen Chekai qui avait poussé dehors la dynastie et avait traité avec les républicains ; mais il était permis de supposer qu'en l'absence d'une restauration monarchiqne qui paraissait impossible, ils pencheraient pour un gouvernement autoritaire et militaire.

En novembre, la situation politique et générale était toujours la même; les discussions continuaient avec le consortium; le 12, on apprenait que le ministre des affaires étrangères, au moment de signer le fameux contrat, avait renouvelé l'exploit de Tang Chao-y; comme lui, il s'était enfui.

Les élections allaient seulement commencer, la convocation du Parlement, qui devait voter la constitution définitive, était remise à une époque lointaine; je décidai de quitter Pékin pour rentrer en France en passant par la Sibérie et en m'arrêtant en Russie, où j'ai de la famille et des amis et où les observations intéressantes à faire ne manquent pas.

Je commençai donc mes visites d'adieu et je pus revoir encore l'évêque de Pékin, qui revenait de faire une grande tournée pastorale dans les montagnes du Nord. Sept mois étaient passés depuis notre premier entretien.

— Quel est l'état d'esprit des régions que vous avez visitées? demandai-je à Mgr Jarlin. Que pensent les paysans du régime nouveau?

— Les paysans, me répondit-il, comptent que le nouveau régime leur apportera plus de justice que l'ancien. Ils disent : « C'est maintenant la République, on ne pourra

plus nous exploiter, nous faire payer tant d'impôts qui restaient dans le sac du mandarin. »

Et l'évêque nous illustre son récit de détails; ainsi, un paysan qu'il connaissait était propriétaire d'une mine. Le mandarin l'avait, sous l'ancien régime et sous un prétexte quelconque, mis en prison afin de lui faire verser cinq mille taëls, soit près de dix-huit mille francs, pour rachat de sa liberté. La révolution vint et il sortit de prison sans rien payer. L'état de choses nouveau apparut comme une ère de libération pour les paysans.

Avant la République, les propriétaires de mines et de carrières n'osaient pas exploiter, de peur du « squeeze », mot anglais employé par tous les étrangers et qui signifie « presser le citron », ce à quoi s'entendaient si bien les mandarins, qui arrivaient à exprimer le plus clair des profits des gens du peuple. Or, maintenant, ceux-ci relèvent la tête, les exploitations se rouvrent en raison de la confiance qu'inspire la disparition de l'ancien personnel administratif et de ses pratiques.

Aussi, un ancien préfet, qui avait adhéré à la République, croyant pouvoir continuer comme par le passé, disait-il mélancoliquement à Mgr Jarlin qu'il se voyait obligé de donner sa démission, le peuple ne voulant plus se laisser tondre; sa charge lui faisait perdre 800 taëls, soit trois mille francs par mois environ. Il préférait se lancer dans le commerce ou les affaires. Il faut dire que les préfets chinois payaient eux-mêmes le personnel des fonctionnaires subalternes de leur yamenn.

En somme, le chef de ce grand diocèse rapportait de son voyage l'impression que la République apparaissait aux populations paysannes qu'il avait visitées, comme l'avènement d'une ère de justice telle qu'elles n'en avaient point connue jusque-là.

Pourtant ces populations agricoles septentrionales, depuis des siècles courbées sous le joug de la dynastie mandchoue

et surtout de ses fonctionnaires vénaux et oppresseurs, n'ont pas autant d'esprit d'indépendance, de sentiments démocratiques que leurs frères du Sud qui ont si souvent tenté de s'affranchir.

C'est pourquoi ces constatations ont une importance particulière, au regard de ceux qui cherchent à lire dans l'avenir. La longue expérience des Chinois du vénérable évêque de Pékin, toute une vie passée à leur contact quotidien, la connaissance de leur langue, son caractère même, donnaient à son témoignage une valeur que ne peut avoir celui de tant de résidents absorbés par la poursuite de la fortune à faire dans un court délai et qui riaient de la prétention des Chinois à vouloir changer quelque chose, ou qui les déclaraient radicalement impuissants à faire fonctionner un régime de liberté. Ce n'était pas l'avis de Mgr Jarlin. A ses yeux, la transformation à laquelle nous assistions avait une importance capitale, et la Chine ne reviendrait plus en arrière; tous les efforts qu'on pourrait faire dans ce sens n'auraient pour résultat que d'amener les plus grands maux. Cette Assemblée provisoire, dont tant d'Européens se moquaient, lui paraissait un fait acquis qui établissait, pour le régime parlementaire en Chine, une possession d'état légitime; sans doute, la révolution n'était pas terminée et la Chine aurait à passer par bien des épreuves; le passé, le présent et l'avenir se heurteraient peut-être en de sanglants conflits, mais le régime nouveau était un fait acquis et les principes d'égalité et de liberté, de garantie de la personne humaine, entrés dans les lois, ne pourraient plus en être arrachés que pour un temps et avec combien de douleurs!

Telles étaient les vues, auxquelles les événements ultérieurs devaient donner un caractère prophétique, d'un des hommes de race blanche les plus capables et les plus qualifiés de toute la Chine pour formuler une opinion sur les choses de ce pays.

Après lui avoir fait mes adieux et avoir quitté pour une dernière fois cette ruche verdoyante du Pétang que ne gardaient plus nos sentinelles, je me hâtai de regagner notre ruelle pour consigner précieusement les paroles du vieil évêque, afin de n'en rien oublier, et faire mes préparatifs de départ.

Celui-ci eut lieu quelques jours plus tard. A la gare, le dernier Chinois qui vint nous souhaiter bon voyage fut l'aimable conservateur avec lequel nous aimions tant à discuter, M. Kouo Houming, dont les fourrures sous la soie, la calotte à bouton et la longue natte étaient un vivant anachronisme figurant la vieille Chine qui ne voulait pas mourir.

CHAPITRE XVII

L'EMPRUNT INCONSTITUTIONNEL

Les élections. — L'assassinat de Song Kiaojen, leader des républicains. — La majorité s'affirme. — La position des puissances. — La signature nocturne de l'emprunt inconstitutionnel, — L'appel du docteur Sun Yatsen à l'opinion publique et aux Parlements étrangers.

Les mois de décembre et de janvier furent consacrés aux élections, qui prirent un certain temps parce qu'elles avaient lieu à deux degrés. Les lois électorales, en effet, confiaient à un corps d'électeurs primaires, composé ainsi que nous l'avons déjà dit, le soin de choisir des délégués qui, eux, nommaient directement le député.

En l'absence d'une statistique sérieuse du nombre des électeurs pour tout le pays, on peut évaluer celui-ci à un million environ par province, en se basant sur les chiffres les plus sûrs de certaines provinces, ce qui donne environ vingt millions d'électeurs primaires pour les vingt-deux provinces, soit environ le vingtième de la population totale.

La condition principale pour être électeur étant de payer deux dollars, soit cinq francs d'impôts directs, et la vie familiale groupant sous le même toit, autour de l'aîné de la branche aînée, de vingt à trente personnes en moyenne, dont le chef payait l'impôt, l'ensemble de la population se trouvait ainsi représenté selon un mode conforme aux coutumes patriarcales du pays.

A Changhaï, par exemple, les électeurs inscrits furent

51 042, ce qui représente un peu plus du vingtième des habitants de la circonscription électorale.

Le résultat d'une telle consultation offrait le plus grand intérêt. Il allait permettre de reconnaître le sentiment réel de la nation et cela d'autant mieux que le Chinois est peut-être le peuple du monde le plus habitué aux groupements sociaux, à la formation de corporations, de groupes, de syndicats, à la délégation volontaire de l'autorité à des représentants (1).

Sur qui allaient se porter les suffrages? Quel était le parti qui l'emporterait?

Les Européens prévoyaient le succès de Yuen Chekai; l'argent, disaient-ils, en Chine, a raison de tout. Bien que Yuen n'ait que peu de fonds, il saura bien, en empruntant à droite et à gauche de petites sommes, s'en procurer assez pour faire les élections à son profit. Le système de l'élection à deux degrés, en limitant son effort, lui rendra la chose plus facile. D'ailleurs, les républicains, ses adversaires, n'étaient point des gens sérieux; ce parti de Sun Yatsen et de Hoang Hing ne se composait que de jeunes gens turbulents, singes copistes maladroits de ceux des peuples occidentaux qui donnent dans le travers des idées démocratiques. Si le parti de gauche devait remporter quelques succès, ce serait seulement dans le Sud et cela n'aurait pas de portée, car les provinces du Nord donneraient sûrement la majorité aux candidats de l'homme qu'elles redoutaient.

(1) Ces mœurs sociales du Chinois, qui le rendent éminemment propre à faire fonctionner une république démocratique, sont extrêmement remarquables dans les colonies, comme en Indochine par exemple. Là, les Chinois se forment d'eux-mêmes en « congrégations » qui élisent leurs chefs, adoptent leurs statuts et règlements, ont même leurs tribunaux d'arbitrage pour trancher les différends entre eux et surtout se soumettent à l'autorité sociale du groupe et respectent ses décisions, sans que jamais celle-ci fasse appel à la puissance coercitive du dehors. Si bien que dans toutes les colonies où résident des Chinois en nombre, l'administration trouve toujours avantageux de s'entendre avec les chefs élus de ces groupements, qui leur garantissent le bon ordre et acceptent les responsabilités.

Comme toujours, ces prédictions furent démenties par les événements, et la nation envoya, tant à la Chambre qu'au Sénat élu par les assemblées provinciales, une majorité de républicains véritables. Ces élections étaient un triomphe pour le parti de Sun Yatsen et de Hoang Hing qui voyaient ainsi, couronnés par la nation elle-même, leurs efforts de la révolution et leur programme de relèvement du pays.

Les partis allèrent à la bataille électorale sous quatre bannières et le Chinois étant très parleur et très amateur de beaux discours, il se tint de nombreuses réunions électorales où l'on discuta d'une façon passionnée.

Le parti *Kouominntang,* ou parti du peuple, avait adopté comme programme l'établissement d'une Constitution définitive semblable à la Constitution française, le président de la République n'ayant que des pouvoirs analogues à ceux du nôtre, la direction gouvernementale se trouvant dans un cabinet de ministres, responsables devant les Chambres. Le programme comportait le vote préalable de la Constitution définitive, la nomination du chef de l'État ne devant venir qu'après que la Constitution eût nettement défini et délimité ses pouvoirs.

Le parti *Minntchoutang*, ou démocratique, se rapprochait beaucoup du premier, il était au parti du peuple ce que le parti radical socialiste est chez nous au parti socialiste. Il représentait les idées déjà vieillies du groupe de Kang Youwei et de son ami Liang Kitchao, les réformateurs de 1898, exilés au Japon. Beaucoup de lettrés y adhéraient. Ce parti avait d'abord cru à la sincérité de Yuen Chekai, qui en avait pourtant trahi les chefs quatorze ans auparavant; mais le meurtre nocturne du général Tchang Tchennou et de Fangwei l'avait écarté de lui. Les idées politiques de ses membres n'étaient pas très nettes. Certains regrettaient qu'il fût impossible d'établir une monarchie constitutionnelle comme en Angleterre. Le *Minntchoutang* ne pouvait

espérer compter que comme appoint du premier, dans lequel il se fondrait quelque jour.

Tout autre était le parti *Konghouotang*, ou républicain, composé de fonctionnaires de l'ancien régime et de ceux qui se trouvaient alors en place, imbus des vieilles méthodes. Ses adhérents comptaient qu'un pouvoir fort leur garantirait les anciens avantages sous une forme quelconque, ils espéraient pour cela en Yuen Chekai et, en bons politiciens parlementaires qui commencent à connaître l'importance des mots, ils abritaient leurs désirs sous le nom républicain.

Le parti *Konghouotang* voulait naturellement concentrer toute la puissance gouvernementale entre les mains du président, lui laisser le choix des ministres, et il demandait que le chef d'État fût d'abord élu avant qu'on votât la Constitution définitive, procédure qui eût eu pour effet de rendre illusoire la Constitution provisoire, toujours en vigueur.

Enfin, le parti *Tong-y-Tang*, ou de la centralisation, qui était peu nombreux et soutenait nettement Yuen Chekai. Il comptait des appuis parmi les militaires de Pékin.

En somme, la lutte électorale n'existait vraiment qu'entre le parti du peuple et le parti républicain, le second n'ayant de républicain que le nom et soutenant une future dictature.

Dès les élections primaires, les nouveaux citoyens se prononcèrent nettement et nommèrent des délégués dont 60 pour 100 étaient favorables au parti de gauche; ces délégués, malgré toutes les tentatives de pression et de corruption, élirent une même proportion de députés.

Mais la Mongolie et le Thibet étant en un demi-état de guerre et ne pouvant nommer des députés, ceux-ci furent désignés d'autorité par le président, ce qui affaiblit d'une quarantaine de voix la majorité républicaine à la Chambre.

Les Assemblées provinciales, de leur côté, nommèrent au Sénat une majorité de gauche encore plus forte.

En somme, les idées républicaines, dans toute leur rigueur essentielle, remportaient la victoire dans tout le pays, car non seulement le Sud mais aussi le Nord, donnait ses suffrages aux candidats de Sun Yatsen dont on entrevoyait déjà l'élection à la présidence de la République.

Le parti du peuple avait en effet la majorité absolue, non seulement dans la province de Canton, sa forteresse, mais aussi dans celle du Yunnan, près du Tonkin, au Seutchoenn, la grande province de l'Ouest qui compte environ 70 000 000 d'habitants, confinant au Turkestan, puis à l'Est, à l'autre bout du pays et dans la Mandchourie, qui fut le berceau de la dynastie.

La Mandchourie compte trois provinces; or, celle de Kirin nomma des adhérents du parti de gauche dans la proportion de six sur dix; celle de Hélong-Kiang en nomma huit sur dix et enfin celle de Moukden, la capitale de cette région, en élut quinze sur seize.

Ces élections étaient une grave défaite pour Yuen Chekai; son élection comme chef de l'État à titre définitif pouvait être gravement compromise, même dans le cas où il jugerait habile de se soumettre à la Constitution que voterait la majorité.

Nous disons compromise et non pas ruinée, car, parmi les nouveaux élus du parti de gauche, un certain nombre, suivant l'influence de Sun Yatsen, politique prudent, étaient disposés à élire encore Yuen.

Ce groupe de républicains se rendaient compte de l'importance de ménager l'étranger qui voulait que Yuen fût président; les mêmes raisons qui avaient empêché le parti de lui déclarer la guerre après le meurtre de Tchang Tchennou et de Fangwei militaient encore suffisamment à leurs yeux pour les faire voter pour le président provisoire. En mars 1913, on pouvait donc croire que celui-ci avait les plus grandes chances d'être élu et de détenir légitimement le pouvoir pour plusieurs années.

Malheureusement pour la Chine, cet homme du passé se trouvant devant une situation si nouvelle, commit la faute suprême qui devait jeter son pays dans une deuxième guerre civile.

*
* *

L'homme politique qui avait fait la plus féconde campagne pendant les élections pour le parti *Kouominntang* était Song Kiaojenn. Révolutionnaire de la première heure, il avait collaboré jadis avec Sun Yatsen au plan d'action et au programme qui devaient mener les républicains à la victoire. Lors du premier ministère, il avait été nommé ministre de l'agriculture. Song était un orateur ardent, très écouté des foules, d'une grande intégrité de caractère et très estimé dans son parti où sa parole avait un grand poids.

Versé dans l'étude des questions constitutionnelles, c'était lui qui avait rallié tous les suffrages des hommes politiques républicains à l'instauration d'une Constitution semblable à la Constitution française. En maints discours et notamment dans une grande réunion qui se tint à Changhaï après les élections et qui réunissait plus d'une soixantaine de membres des plus représentatifs du Parlement, il avait exposé ses idées avec une grande clarté.

Celles-ci étaient fort remarquables et elles révélaient chez M. Song une profonde connaissance de son sujet.

La Chine, disait-il, n'était pas composée, comme la grande République américaine, d'États séparés, mais de grandes provinces, qui, depuis de longs siècles, obéissaient à un seul gouvernement. Le système fédératif n'était donc pas en harmonie avec l'évolution historique du pays. Il l'était d'autant moins que celui-ci avait le plus grand besoin de l'unité qui est une condition de la force. Pourquoi avait-on renversé la dynastie? Parce que l'ignorance et la

corruption de celle-ci l'avaient laissée impuissante à créer un bon système de centralisation administrative qui eût fait circuler la vie des extrémités au cœur de l'État. De là, sa faiblesse devant l'étranger; de là, les humiliations que la nation subissait continuellement. Pour que la République répondît aux vœux du peuple, elle devait avoir un gouvernement qui, tout en respectant le plus possible la liberté des provinces, rassemblât sous son autorité les administrations de la guerre, de la marine, de la justice, des finances.

Mais un tel système de centralisation offrait le grave inconvénient de favoriser, si l'on ne prenait les précautions nécessaires, les tentatives de pouvoir personnel et d'amener la tyrannie; il fallait donc que plus l'administration serait centralisée, plus le chef de l'Etat fût sous un contrôle étroit des représentants du peuple. C'est pour cela que la Constitution qui convenait le mieux à la Chine était la Constitution française. Il fallait que la nation fût gouvernée par un cabinet de ministres responsables devant les Chambres et que le président de la République n'eût que des pouvoirs limités comme ceux du chef de l'Etat français.

L'esprit délié des Chinois est éminemment propre à comprendre de tels arguments, cela explique le succès que rencontra Song Kiaojen dans sa campagne.

Devant les principaux parlementaires du Sud, réunis à Changhaï d'où ils devaient partir pour la capitale, l'orateur insista encore et prenant texte des empiétements successifs de Yuen Chekai, fit ressortir la nécessité de ne pas remettre dans ses mains un pouvoir sans contrôle.

Le général Hoang Hing prononça à son tour un discours véhément où il dit que le Parlement devait à tout prix créer un régime vraiment libéral. Il faudrait lutter au besoin jusqu'à la mort pour conquérir la « liberté complète et non pas seulement son ombre » ; les assistants enflammés jurèrent de sacrifier leur vie pour une telle conquête et de

reprendre les armes s'il le fallait pour s'opposer à une dictature qui serait la ruine de tous les efforts et de tous les sacrifices passés.

Les chefs républicains venaient de prononcer là, dans cette réunion, leur condamnation.

En effet, au moment même où, quelques jours après, les principaux d'entre eux allaient prendre le train qui devait les emmener à Pékin, à onze heures du soir, le 20 mars, dans la gare même, plusieurs coups de revolver étaient tirés sur leur groupe et Song Kiaojen tombait blessé à mort. Ses amis le recueillirent dans leurs bras et le transportèrent vers une voiture, tandis que le sang du malheureux coulait sur le sol de la gare. Song mourut le lendemain, non sans avoir écrit une lettre au président de la République, à Yuen Chekai lui-même, dans laquelle il lui dit qu'il mourrait heureux si son sang répandu devait avoir pour vertu de profiter à la fondation d'une République libre.

L'assassin fut vite arrêté sur la concession française : c'était un simple sbire qui avait reçu mille dollars pour faire le coup. On arrêta également le 25 mars l'instigateur immédiat du crime, un nommé Yng Koéihinn ; c'était un homme de la police au service du gouvernement. Il était en correspondance suivie avec le premier ministre, Tchao Pingkiun, le bras droit de Yuen Chekai.

Chez Yng Koéihinn on trouva toute une correspondance établissant la nature politique du crime ; le policier avait reçu 50 000 dollars, soit 125 000 francs, pour faire disparaître les chefs des républicains.

Les juges chinois de Changhaï lancèrent un mandat d'amener contre le premier ministre, mandat qui, naturellement, ne fut pas exécuté. Yuen Chekaï publia un décret pour innocenter celui-ci, contre toute évidence.

Le meurtre de Song Kiaojen causa une profonde sensation dans toute la Chine. Il était donc vrai que les vieux procédés de gouvernement allaient renaître, que le chef

provisoire de la République, ne pouvant concevoir l'existence des partis, allait faire disparaître par l'assassinat, les uns après les autres, tous ceux qui, s'appuyant sur la volonté populaire, s'apprêtaient à lui disputer le pouvoir.

C'était donc le groupe de Hoang Hing et les irréductibles qui avaient été les clairvoyants. Ainsi la situation apparaissait aux républicains sous les plus sombres couleurs.

Déjà, la plus grande partie d'entre eux était arrivée à Pékin, le reste suivait; la plupart portaient à la boutonnière une petite médaille où était frappé le portrait de Song Kiaojen, avec ces mots en exergue : « A celui qui est mort pour nous. »

*
* *

C'est dans ces conditions que s'ouvrit, le 8 avril 1913, le Parlement, sous l'égide de la Constitution provisoire, qui devait, en vertu de son article 54, demeurer en vigueur tant qu'une Constitution définitive ne serait pas promulguée. On pense dans quelles dispositions d'esprit se trouvaient les nouveaux élus, quel orage grondait!

Tout de suite, Yuen Chekai s'efforça de paralyser l'action de ce Parlement hostile. On lui avait donné le conseil, dont il n'avait d'ailleurs nul besoin, de le réduire par la corruption. Il essaya de l'achat des consciences et de tous les moyens de séduction et d'intimidation en son pouvoir.

Les élections aux bureaux des deux Assemblées allaient être une pierre de touche lui permettant de juger la somme de docilité des huit cent soixante-dix parlementaires qui, forts des suffrages de la nation, prétendaieut compter pour quelque chose.

Au Sénat, toutes les tentatives de pression échouèrent complètement. Dans cette Assemblée, 129 voix contre 77 s'affirmèrent nettement pour soutenir les idées et les hommes du parti du peuple. Le président et le vice-président

furent naturellement des membres de ce parti ; le premier, M. Tchangki, était un homme du Nord, natif de la province de Pétcheli, qui avait fait des études à Paris ; le second, M. Wang Tchengting, plus connu des étrangers sous le nom de C.-T. Wang, était un gradué de l'Université de Yale (Amérique), ancien vice-ministre du commerce dans le premier cabinet. Leur valeur intellectuelle et leur énergie les avaient fait élire, bien qu'ils comptassent parmi les plus jeunes membres du Sénat, qui exige trente ans comme minimum d'âge des sénateurs.

A la Chambre, les manœuvres présidentielles avaient réussi à affaiblir la majorité hostile, surtout à cause du choix par le président des députés de la Mongolie et du Thibet.

Là, après cette manœuvre, le parti du peuple, qui possédait la majorité réelle dans le pays, se trouvait ne constituer que la moitié de l'Assemblée, si bien que les élections du bureau furent très difficiles ; on finit par s'entendre sur le nom de M. Tang Hoalong qui avait joué un rôle important dans la révolution et qui appartenait au parti démocratique ou *Minntchoutang*.

Seul, le vice-président de la Chambre, M. Tchenn Kouotsiang, appartenait au parti de droite, le *Konghouotang*.

En somme, dès leur premier acte, les deux Assemblées affirmaient leur hostilité à Yuen Chekai. On parla aussitôt de mettre en accusation Tchao Pingkiun, le premier ministre, et de l'obliger à comparaître devant le tribunal de Changhaï pour y répondre du meurtre du leader républicain.

La situation se dessinait très nette. Si les choses se poursuivaient normalement et légalement, rien que par le jeu de la Constitution, le pouvoir allait échapper à Yuen Chekai, la Chine allait devenir une république parlementaire comme la France. Appuyé sur la volonté de la nation dans sa partie la plus éclairée, son Parlement allait pouvoir

entreprendre sa grande œuvre : créer le système administratif qui manquait au pays, établir des impôts en s'inspirant des principes et des systèmes fiscaux éprouvés d'Occident, établir et voter un budget, mettre de l'ordre dans les finances, examiner et discuter les contrats avec les étrangers.

Etant données la nature de l'esprit chinois et sa formation historique et sociale qui l'avaient habitué depuis des siècles aux mœurs contractuelles et représentatives, seul un Parlement était capable d'entreprendre cette tâche immense et difficile; parce que délégué du peuple il ne se heurterait plus à la force d'inertie opposée par cette masse humaine gigantesque qui avait toujours considéré l'impôt comme ce qu'il était en réalité, un tribut payé à des maîtres qui s'en servaient pour leur satisfaction personnelle.

Mais devant cette perspective se trouvait un terrible obstacle : la volonté du grand ambitieux qui ne concevait le pouvoir que comme la possession absolue et sans contrôle des biens et des vies de toute la nation.

Pendant cinquante-quatre années, il n'avait pas eu d'autre conception. Ce n'était pas à son âge qu'il allait changer pour obéir à ces hommes retour d'Europe avec des idées et des pratiques que des Européens eux-mêmes, et des plus qualifiés, lui disaient n'être que des billevesées ne méritant que le fouet.

*
* *

Quelle allait être l'attitude des représentants des puissances et des banquiers? Qu'allaient décider les différents groupes d'hommes d'affaires qui considéraient déjà la Chine comme un domaine appartenant à leur activité, appuyée sur une force extérieure imposant leur volonté au pays.

Le consortium était maintenant réduit d'une unité. Le nouveau président de la République des Etats-Unis,

M. Wilson, dès le 20 mars, le jour même de l'assassinat de Song Kiaojen, estimant qu'il ne convenait pas qu'une république participât à la politique suivie par le groupe, fit savoir aux banquiers qu'il considérait celle-ci comme attentatoire à l'indépendance de la nation chinoise et qu'elle n'aurait plus l'appui officiel. Les banques américaines se retirèrent et l'on annonça que le gouvernement des Etats-Unis se préparait à reconnaître la République, ce qu'il fit en effet peu de temps après.

Le consortium ne comprenait donc plus que cinq puissances, dont deux, l'Allemagne et le Japon, avaient une attitude assez effacée et expectante. Sa vie et son action se trouvaient concentrées dans le groupe de la Triple Entente : Angleterre, France et Russie.

Qu'allait-on faire?

Ce Parlement qui apparaissait ainsi, contrairement à toute attente, comme devant dès l'abord suivre une politique indépendante et personnelle, qui vraisemblablement ne nommerait pas président définitif celui que la majorité accusait d'avoir fait tuer son chef aimé, était une force nouvelle qui allait s'opposer de tout son poids aux combinaisons diplomatiques et financières si péniblement élaborées depuis un an et qui toutes reposaient sur la personne de Yuen Chekai.

La petite assemblée provisoire des 126 délégués des provinces avait lutté avec une extraordinaire ténacité pendant près d'une année pour ne pas se laisser imposer les conditions du consortium; un Parlement de près de neuf cents membres, nouvellement élus par toute la République, devait logiquement faire une opposition plus forte encore aux projets depuis si longtemps discutés. Le succès de l'emprunt devenait de plus en plus problématique.

D'autre part, en dehors du consortium lui-même, un groupe s'était formé comprenant des Français, des Anglais et d'autres étrangers, avait constitué une banque et lié partie

avec le gouvernement chinois, en l'espèce Yuen Chekai, pour l'exploitation financière et industrielle de la Chine.

On attendait de cette affaire d'énormes bénéfices. J'entends encore un des personnages les plus importants de cette entreprise me dire avec enthousiasme, devant la perspective des profits futurs accumulés : « Ce sera une des plus belles affaires du monde ! »

Or, le Parlement approuverait-il un contrat qui donnait en réalité à des étrangers le droit de « prendre ou donner à bail, reprendre ou rétrocéder tous immeubles, concessions, services de travaux publics, exploitations industrielles, commerciales, agricoles, forestières ou minières » et surtout « de percevoir tous revenus de quelque nature qu'ils soient et à quelque titre qu'ils soient perçus pour le compte de toutes collectivités publiques ou privées ; encaisser toutes recettes et tous produits d'exploitations publiques ou privées pour le compte des intéressés ».

N'allait-il pas voir là, la mainmise par des étrangers, non seulement sur les richesses du pays, mais aussi sur son administration, et la perte des droits souverains de la nation ?

D'autre part, nul n'ignorait que le parti qui allait saisir le pouvoir n'était pas favorable aux achats de matériel d'armements, achats qui, dans l'état d'inorganisation fiscale du pays, ne pouvaient se faire qu'au moyen d'emprunts.

Maintes fois, des membres de ce parti m'avaient dit : « Nous n'avons pas besoin d'une si grande armée ; nous ne voulons faire la guerre à personne ; et comment pourrions-nous payer tout cela puisque nous n'avons pas de ressources disponibles ? La première tâche, c'est de nous organiser, de nous faire une administration, après nous verrons ; mais vouloir acheter tant de canons et de fusils quand on n'a pas d'argent, c'est se mettre de plus en plus, au moyen des emprunts, dans les mains des étrangers pour enrichir les fabriques d'armes d'Europe. »

Or, celles-ci considéraient la Chine comme un vaste champ qui leur était ouvert et la transformation de ce pays devait se traduire pour elles par de fortes commandes.

Les fabriques d'armes allemandes, anglaises et françaises ne pouvaient voir d'un bon œil la venue au pouvoir de ces parlementaires qui contrarieraient leurs intérêts. Elles aimaient mieux un soldat.

Enfin, les craintes politiques de la Russie n'avaient aucune raison de diminuer, au contraire, car un Parlement où la majorité avait un programme républicain si arrêté, et où les dirigeants de cette majorité étaient au courant de la politique occidentale et de ses méthodes, pouvait, malgré la difficulté de l'entreprise, fonder la République sur des bases solides et faire rayonner jusqu'en Sibérie l'esprit démocratique. Les élections n'avaient-elles pas démontré combien la population de Mandchourie elle-même était gagnée par l'esprit nouveau?

Telle était donc la position des divers groupements d'intérêts étrangers en présence de la situation nouvelle de la politique chinoise.

Cette situation était telle, les passions étaient si vives, que nul ne pouvait douter qu'une lutte allait s'engager entre le terrible jouteur qu'était le président provisoire et la majorité qui arrivait la haine au cœur contre un homme en qui elle voyait déjà le destructeur possible de la liberté.

Qui soutiendrait-on dans la circonstance? La neutralité des puissances assurait le triomphe final du parti du peuple, ou nationaliste, les *Kouominntang*, qui composait la majorité républicaine.

Yuen Chekai ne pouvait combattre ses adversaires sur le terrain politique, où ils avaient l'avantage, il ne disposait que de la force brutale pour violer cette Constitution dont le fonctionnement normal devait, comme mécaniquement, l'expulser du pouvoir. Mais pour faire un coup d'État, pour imposer son autorité par la force des armes sur un

pays si vaste où une résistance se produirait certainement, il lui fallait des ressources abondantes; il lui fallait le moyen de payer les troupes mercenaires qu'il avait depuis des mois enrôlées dans la province du Honan, et tous les frais considérables que nécessitent de grandes opérations militaires.

Sans argent, sa dictature était impossible et il eût été obligé de capituler avant d'avoir combattu.

Le sort de la République se trouvait ainsi entre les mains du consortium. Son abstention assurait sa vie; son intervention en faveur de Yuen Chekai devait être sa mort, sinon apparente, du moins réelle.

De son côté, le président provisoire s'apercevait que sans appui extérieur, sans argent, il ne pouvait rien; le moment était venu d'accepter toutes les conditions que lui proposait le consortium qui l'attendait là.

Il lui fallait se mettre dans ses mains ou renoncer pour toujours à ses projets de domination.

L'entente se fit facilement entre des intérêts concordants et bientôt on apprit que le groupe des banques, conduit par les diplomates, allait mettre à la disposition de Yuen Chekai les sommes nécessaires pour débarrasser le terrain des parlementaires encombrants qui voulaient gouverner leur pays selon les procédés occidentaux.

La diplomatie russe se servit d'abord en lui faisant signer une convention reconnaissant l'indépendance sous le contrôle russe de la Mongolie extérieure, territoire qui a environ cinq fois l'étendue de l'empire d'Allemagne, et l'on s'apprêta enfin à signer le contrat du fameux emprunt.

Pour cela il fallait violer la Constitution. Cette signature devait être le premier acte d'un coup d'Etat.

Le but de l'emprunt, tel qu'on l'avait primitivement et intelligemment conçu : favoriser la réorganisation de la Chine, administrativement et économiquement, afin que ses richesses pussent être mises en valeur au profit de tous,

disparaissait, l'œuvre de vie avait dévié; elle n'allait plus être qu'un instrument de destruction et de guerre civile.

*
* *

Lorsque les républicains chinois s'aperçurent que les puissances allaient fournir leur appui à Yuen Chekai, ils ne purent d'abord se résigner à le croire. Ils espéraient que les représentants des peuples libéraux, tels que la France et l'Angleterre, reculeraient au dernier moment et ne voudraient pas prêter les mains à leur destruction. Mais bientôt il fallut se rendre à l'évidence. Le sort en était jeté, l'emprunt allait être signé; toutes les forces du monde se préparaient à les accabler.

Cela du moins ne se ferait pas sans que, avant le premier acte de la tragédie terrible qu'on pouvait prévoir, ne s'élevât une protestation.

Le président et le vice-président du Sénat furent chargés de l'exprimer. Ils se rendraient près des signataires et là, les mettraient une dernière fois en face de la violation de la Constitution et de ses conséquences.

Mais le consortium tenait soigneusement caché le lieu où devait se signer le contrat. On craignait en effet un coup de désespoir. Une bombe eût pu faire sauter tous ensemble, ministres chinois et financiers européens.

D'ailleurs le ministre des finances, M. Tchéou Hioshi, était particulièrement menacé. Les violents, ne pouvant atteindre Yuen Chekai, considéraient son ministre des finances et instrument comme une sorte d'otage. Maintes fois il avait voulu résigner ses fonctions. Yuen ne le lui avait jamais permis; finalement, sentant venir l'heure critique, il s'était enfui à Tientsinn. Des émissaires du président l'y avaient suivi et ramené en train spécial à Pékin, car il fallait en finir vite, chaque jour qui passait laissait aux parlementaires le temps de se concerter, d'organiser

une résistance à la future dictature dont nul ne doutait plus.

Dans la journée du 26 avril, les chefs du parti du peuple apprirent que le contrat serait signé dans la nuit, mais ils ne savaient où. Aussi ce même soir vers onze heures, le président Tchangki parcourait-il Pékin en compagnie d'un Français, et dans la petite auto qui nous avait si souvent transportés, cherchant quelque indice qui pût lui indiquer le lieu où se tenait caché le groupe des signataires.

Dans la ville tartare, des soldats étaient apostés en certaines rues, car on craignait une attaque contre le premier ministre, Tchaopingkiun.

Après bien des courses du côté des divers ministères, le véhicule pénétra dans le quartier des Légations. Ce ne pouvait être que là, sous la protection étrangère, que s'accomplirait l'acte fatal.

Dans quelques instants, le jour de Pâques allait commencer pour les Russes; ceux-ci, suivant leur coutume, étaient assemblés dans leur chapelle pour une cérémonie nocturne. Les chants religieux s'élevaient dans le silence de la nuit pour célébrer l'Homme-Dieu qui avait chassé, le fouet à la main, les vendeurs du temple, et prêché aux hommes le détachement des biens de ce monde dans la fraternité et l'amour.

Devant l'édifice en briques grises qui abrite la succursale de la Hongkong and Shanghaï Banking Corporation, la voiture s'arrêta. Il était minuit. Dans la rue sombre on distinguait un mafou, tenant en main deux chevaux blancs connus pour appartenir au ministre des finances. C'était bien là. Des rais de lumière filtraient des fenêtres dans la cour dont la porte était ouverte à cette heure insolite; un sikh montait la garde.

A l'intérieur se trouvait en effet le groupe des représentants des banques et ceux de Yuen Chekai. Sir Hillier qui, malgré sa cécité, dirige la succursale anglaise, M. de

Hoyer pour la Banque russo-asiatique, M. Mazot, pour celle d'Indochine, MM. de Saint-Pierre, Cordes, Odagiri, un Japonais, étaient présents. Ces personnages ne jouaient en la circonstance que le rôle de chargés d'affaires, les acteurs véritables se trouvaient dans les chancelleries des grandes capitales de l'Europe.

Le groupe chinois, venu à onze heures, comprenait M. Lou Tchengsiang, le ministre des affaires étrangères, Tchéou Hioshi, le ministre des finances et le premier ministre, Tchao Pingkiun, contre lequel un mandat d'amener était en vain lancé de Changhaï, en raison de l'assassinat de Song Kiaojen. Ces trois hommes représentaient Yuen Chekai, installé désormais dans le palais impérial et n'en sortant plus par prudence.

Depuis une heure on lisait les documents et on signait des actes, lorsque le président du Sénat arriva devant la maison. Comme il cherchait le moyen de pénétrer, une ombre sortit de la cour et lui dit : « Je suis là! » C'était M. Wang Tchengting, le vice-président; d'autres ombres surgirent, le gardien s'alarma, rentra et revint avec trois employés anglais. Le président allait s'élancer pour pénétrer à l'intérieur, mais la porte se referma. Toutefois, M. C.-T. Wang avait fait parvenir sa carte : on vint lui dire qu'il pouvait entrer.

Lorsqu'il eut pénétré dans la salle, en présence des signataires, il formula avec une émotion contenue, et dans la langue anglaise qu'il possède parfaitement, la protestation qu'il avait mission d'exprimer. Il déclara, au nom de tout le peuple, que le contrat n'étant pas soumis au Parlement, comme le voulait la Constitution, il serait nécessairement nul, que la nation chinoise ne reconnaîtrait pas les engagements pris en son nom par des hommes qui n'avaient pas le droit de traiter pour elle.

Tous ses auditeurs restèrent muets. Qu'auraient-ils pu répondre en effet? Ils ne pouvaient ignorer la nature de

l'acte dont ils étaient les instruments. Plus d'un même en entrevoyait peut-être avec un secret émoi les conséquences funestes.

Après avoir rempli sa mission, M. C.-T. Wang salua ces hommes silencieux et se retira avec le calme apparent sous lequel les Asiatiques cachent leurs émotions les plus profondes. Il venait d'avoir l'impression que tout était fini, qu'il ne fallait plus compter sur l'esprit de justice des hommes de race blanche qui dirigeaient la politique des peuples. Tous les beaux discours qu'il avait entendus en Amérique sur la supériorité morale de la civilisation occidentale lui revenaient à l'esprit et ne faisaient que mieux ressortir à ses yeux le caractère immoral de l'acte contre lequel il venait de protester.

Comme Sun Yatsen, M. Wang était en effet un chrétien ; il avait reçu la profonde empreinte des grandes doctrines qui sont l'âme de notre civilisation. Qui plus est, c'était un puritain rigoriste, secrétaire général de l'Association chrétienne de Chine.

Du temps où il détenait le portefeuille du commerce, un jour, nous dînions tous ensemble dans l'hospitalière maison de la rue de la Douce-Pluie, chez M. Van Lerberghe ; on lui proposait devant moi d'organiser une grande loterie nationale qui aurait pu fournir au trésor chinois démuni des ressources considérables.

Il en fut comme blessé.

« Si nous faisions une chose pareille, disait-il avec vivacité, ce serait immoral. Nous qui voulons rénover notre pays, nous ne pouvons employer de tels moyens. Mieux vaut que la Chine pauvre souffre encore que de se procurer de l'argent par des procédés illicites, en encourageant le jeu pour lequel mes compatriotes n'ont que trop de penchant. » Et, comme on le pressait encore, il terminait la discussion sur ces paroles, toujours présentes à ma mémoire : « On n'a jamais le droit de faire le mal pour procurer le bien. »

Quelle rencontre des choses!

C'était ce puritain de race jaune que le Destin dressait devant les hommes de race blanche, au moment même où ceux-ci participaient à une violation du droit qui laissera, dans l'histoire, une trace ineffaçable.

*
* *

Quand les signataires se séparèrent, il était trois heures du matin. On était au dimanche 27 avril 1913; ce qui venait de se passer dans ces murs du quartier des Légations avait une importance capitale, plus grande peut-être encore pour l'avenir de la politique mondiale que la défaite des Russes par les Japonais dans les plaines de la Mandchourie.

Le mardi 29, le Sénat se réunit et le discours de M. Wang, qui rendit compte de sa mission, fut couvert d'applaudissements frénétiques. Il le termina ainsi :

« Il n'en reste pas moins certain que, si nous proclamons aujourd'hui, nous membres du Sénat, seuls et réels représentants du pays, que le gouvernement n'avait pas le droit de signer le contrat, celui-ci, qu'on le veuille ou non, devra être considéré comme nul. On ne pourra nous en imposer l'exécution que par la force. On nous tuera, c'est bien, mais tant que nous serons vivants, nous aurons le droit et le devoir de crier que le contrat est nul parce que le gouvernement n'avait pas le droit de le signer. »

Et l'Assemblée vota, par 107 voix contre 64, l'ordre du jour suivant : « Le Sénat considère l'action du gouvernement signant le contrat d'emprunt sans avoir fait passer le projet de loi devant l'Assemblée nationale comme anticonstitutionnelle et, en conséquence, le contrat est nul. »

Quatre jours après, le 5 mai, la Chambre des députés votait un ordre du jour semblable par 223 voix contre 149. C'était bien la nation tout entière qui protestait par ses repré-

sentants, contre l'illégalité du premier acte du coup d'État.

Le contrat était signé, mais il fallait quelques jours pour que les banques pussent commencer à remettre les fonds à Yuen Chekai. Celui-ci les attendait impatiemment pour commencer la lutte. Un de ses familiers m'écrivait en français, à la date du 3 mai : « Comme vous devez le savoir, l'emprunt est conclu, il en est résulté un violent tapage; on ne parle rien moins que de guerre. Le Sud prétend mobiliser contre Yuen Chekai. Ici tout est prêt. Les contingents armés bien au point, entraînement satisfaisant et finances, l'emprunt d'hier. La partie est perdue pour les sudistes. S'il y a rébellion, ce sera l'extermination cruelle et définitive du parti qui pourtant contient de bonnes têtes et des intelligences dont le pays pourrait bénéficier. »

Cruelle, certes! mais définitive! C'était la vieille méthode, toujours en défaut, des pouvoirs qui veulent être absolus et qui croient détruire des idées en faisant tomber des têtes!

Cette signature inconstitutionnelle, c'était la guerre déclarée entre le président et le parti qui représentait réellement le peuple; mais on avait encore un espoir. Tant que Yuen Chekai n'avait pas d'argent, il était impuissant. Peut-être, les représentants des nations étrangères, en présence de la volonté si clairement exprimée des représentants du peuple, allaient-ils modifier leur politique, et donner aux banques l'ordre de surseoir à la remise des fonds?

Les républicains se demandaient si les peuples d'Europe et particulièrement le peuple français, ce grand prêteur d'argent, voudraient commettre froidement une si grande injustice? Cela ne leur paraissait pas possible. Il fallait les éclairer, il fallait qu'une voix autorisée vînt leur dire quelle était la situation réelle et l'usage qu'on allait faire de leurs deniers. Aucune voix ne pouvait être plus autorisée que celle du docteur Sun Yatsen, le premier président de la République, celui-là même qui s'était volontairement effacé devant Yuen Chekai pour ne pas compromettre l'unité du pays.

Celui-ci envoya donc, pour qu'il fût communiqué aux Parlements européens et à la presse européenne, l'appel suivant :

« D'après le résultat de la minutieuse enquête faite par les fonctionnaires désignés par le gouvernement sur l'assassinat du patriote Song Chiaojen à Changhaï, il est établi à l'évidence que le gouvernement de Pékin est compromis dans ce crime. En conséquence, la situation est devenue si grave que la nation est actuellement à la veille de la crise la plus dangereuse qu'elle ait jamais connue.

« Le gouvernement, sûr de sa culpabilité, conscient de la force du mouvement d'indignation qui secoue toute la nation à cause de son acte criminel, et persuadé que cela va le mener à sa perte, a soudainement et inconstitutionnellement conclut un emprunt de 25 000 000 de livres sterling avec le quintuple groupe, malgré les vigoureuses protestations des représentants de la nation assemblés à Pékin.

« Cet acte tyrannique et inconstitutionnel du gouvernement a augmenté l'intense indignation causée par le meurtre de Song Chiaojen, de sorte qu'à l'heure actuelle la colère du peuple est portée à son comble.

« Une révolution terrible apparaît inévitable. Il n'est que trop vrai que cette crise aiguë peut éclater en une désastreuse conflagration à tout moment.

« Depuis la naissance de la République, j'ai tout fait pour la paix, l'unité, la concorde et la prospérité du pays.

« J'ai appuyé Yuan Shikai pour la présidence parce qu'il paraissait qu'en agissant ainsi l'unité de la nation et le début d'une ère de paix et de prospérité seraient par là assurés ; et depuis, j'ai fait tout ce que j'ai pu pour ramener l'ordre et sortir le gouvernement du chaos créé par la révolution.

« Mon plus vif désir est de sauvegarder la paix dans la république, mais mes efforts seront rendus inefficaces si les financiers fournissent à Pékin un argent qui serait, et

probablement sera, employé à faire les frais de la guerre contre le peuple.

« Si le pays se voit jeté dans la guerre civile, cela infligera des souffrances extrêmes au peuple à peine sorti des maux de la révolution.

« Pour l'établissement de la République, il a fait les plus grands sacrifices et il est résolu à la conserver à tout prix.

« Si le peuple est obligé de combattre à mort pour la conservation de la République, non seulement il en résultera de terribles souffrances pour les masses, mais, inévitablement, les intérêts de tous les étrangers en Chine seront atteints.

« Si le gouvernement de Pékin n'a pas de fonds, on pourra espérer un compromis entre lui et le peuple, tandis que l'effet immédiat d'une remise d'argent qu'on lui fera sera de nous précipiter dans un terrible et désastreux conflit.

« Au nom et pour le salut de l'humanité, que la civilisation considère comme sacrée, je vous demande d'exercer toute votre influence en vue d'empêcher les financiers de fournir au gouvernement de Pékin les fonds qu'il utilisera sûrement pour une guerre civile.

« Je fais appel à tous ceux qui ont au cœur un véritable amour de l'humanité, pour nous accorder, à cette heure critique, leur assistance morale, afin d'éviter que le sang ne coule sans nécessité, et pour protéger mes compatriotes contre le triste sort qu'ils n'ont absolument rien fait pour mériter.

« SUN YATSEN. »

Cet appel parut dans un journal anglais, la presse française ne le publia point. Les membres de notre Parlement, auxquels il était adressé également, l'ignorèrent et bientôt on vit paraître dans les journaux les réclames ordinaires annonçant l'émission de l'emprunt chinois et vantant au public cette opération financière.

CHAPITRE XVIII

LE COUP D'ÉTAT

La déception du consortium. — Les responsabilités gouvernementales. — Les conseils de la presse européenne à Yuen Chekai. — Le coup d'État. — La déchéance de Yuen prononcée par les assemblées provinciales. — La deuxième guerre civile. — Têtes de républicains mises à prix. — Le Japon intervient. — Les massacres de Nankin. — La comédie de l'élection présidentielle. — La suppression de la liberté de la presse. — L'avenir de la dictature. — La faillite et le partage de la Chine. — La démocratie future.

Le prêt consenti à Yuen Chekai était d'une durée de quarante-sept ans, la somme, 25 millions de livres sterling, soit environ 625 millions de francs, devant rapporter aux prêteurs 5 pour 100 d'intérêt.

Comme un État tel que la Chine, sans organisation et en révolution, n'offre aucun crédit sérieux par lui-même, il avait fallu nécessairement une garantie spéciale qu'on pût présenter au public des souscripteurs. Celle-ci était le produit de la gabelle. Mais la vente en gros du sel, jusqu'ici monopole d'État, est organisée de telle sorte que, pour que la garantie pût donner tout ce qu'on en attendait, il fallait en réformer complètement le système.

Le sel était, depuis des siècles, revendu dans les provinces par des marchands qui traitaient avec les mandarins; ils achetaient leur clientèle et la réforme allait les gêner considérablement. Celle-ci devait être poursuivie de concert avec des étrangers pour créer une administration sur le modèle des Douanes maritimes, ou tout au moins dirigée de haut par les étrangers. C'était la mainmise des blancs sur

toute une série de transactions concernant la vie journalière des Chinois et devant susciter, en pratique, d'infinies difficultés. En réalité, la garantie offerte était surtout l'espérance du bon fonctionnement d'une future organisation ; mais le gouvernement chinois n'en avait pas d'autre à offrir.

Les 625 millions devaient être employés de la façon suivante :

Remboursement des emprunts faits par le gouvernement central et par les provinces, arrivant à terme.	300	millions.
Réforme du monopole du sel.	50	—
Dépenses courantes de l'État pendant six mois.	125	—
Renvoi des troupes dans leurs foyers.	75	—
	550	millions.

le reste, 75 millions, représentant les remises, frais de commissions aux intermédiaires, etc., etc...

L'emploi de ces fonds devait être surveillé par un bureau de contrôleurs, désignés en partie par les gouvernements étrangers ; les fonds étaient déposés dans les banques étrangères prêteuses qui ne les versaient que sur le visa des contrôleurs.

On devait remettre au gouvernement chinois 12 millions et demi par semaine, sur explication fournie par lui de l'emploi des fonds, au moyen d'un chèque visé, que le ministère allait toucher dans les banques.

Ainsi, on s'assurait que Yuen Chekai ne pourrait pas se servir de l'argent prêté pour faire, contre les Russes, une expédition en Mongolie. On comptait le tenir en bride.

En somme Yuen ne pouvait disposer, pour la réalisation de ses projets, que de 200 millions, représentant les dépenses courantes et le licenciement des troupes, le reste demeurant dans la caisse des banques pour la réforme future de la gabelle et pour rembourser les dettes échues ou sur le point d'échoir.

Yuen Chekai, en diplomate qui connaît le procédé

d'opposer les uns aux autres les partenaires adverses, avait pris ses précautions pour ne pas dépendre si étroitement du consortium.

Le 10 avril, quinze jours avant la signature du gros em prunt, il avait, dans le plus grand secret, et par l'intermédiaire de la légation d'Autriche, passé deux contrats d'emprunt, à 6 pour 100, avec des groupes germaniques, derrière lesquels se trouvait, dit-on, la puissante maison Krupp. Il devait recevoir une quarantaine de millions dans les quarante-cinq jours. Une option pour un emprunt de 500 millions était également envisagée.

En échange, Yuen donnait la promesse de commandes d'armes considérables et la deuxième hypothèque sur la taxe de transmission des terres, impôt qui n'était d'ailleurs pas encore perçu. Dans le cas où ce revenu ferait défaut, il donnait le produit de la gabelle, qu'il devait également promettre quinze jours plus tard au consortium.

Cette opération qui se révélait ainsi expliquait un peu le rôle silencieux des Allemands dans le groupe.

Grand désarroi chez celui-ci. On croyait tenir les commandes d'armement, elles échappaient; on s'apercevait de plus que la garantie de la gabelle allait devoir être partagée.

Briserait-on tout? Reprendrait-on la signature donnée en arguant de la duplicité de Yuen Chekai et de son chef de secrétariat, Liang Cheu-y, qui menait toutes ces machinations.

Le quintuple groupe avait déjà fait des avances, qui les payerait?

L'embarras était grand. Aussi, le correspondant à Pékin du *Daily Telegraph* pouvait-il télégraphier à son journal, le 21 mai, cette nouvelle fort vraisemblable : « Les conversations que j'ai eues en divers milieux m'ont convaincu que les légations ne comprennent plus rien du tout à la situation, et qu'elles sont maintenant complètement désorientées. »

Ces contrats autrichiens étaient tout aussi illégaux, tout aussi inconstitutionnels que celui passé avec le quintuple groupe, et le Parlement devait élever contre eux des protestations semblables à celle qu'il avait fait entendre déjà. Mais ceci n'était pas pris en considération par la diplomatie et la finance, considérant les représentants du peuple chinois comme inexistants, pour plus de commodité dans les combinaisons.

Le consortium prit rapidement son parti de cette situation nouvelle. Les reproches qu'il put faire à Yuen demeurèrent platoniques. La direction de la politique internationale à son égard ne fut point changée. Il restait l'homme nécessaire. Qui aurait-on pu trouver d'autre que lui pour refouler l'esprit nouveau soufflant à travers le pays?

Ainsi, l'habile joueur qu'est Yuen Chekai, avait réussi a attacher à sa fortune le deuxième groupement des puissances, et il avait maintenant partie liée avec les dirigeants de la politique internationale de l'Angleterre, de la France, de la Russie, de l'Allemagne et de l'Autriche. Tenant en main des atouts aussi formidables, il allait pouvoir établir hardiment sa dictature.

*
* *

En Europe, la nouvelle de la protestation du Parlement chinois contre le caractère inconstitutionnel de l'emprunt avait mis en émoi les financiers engagés dans cette aventure. Ils s'apercevaient qu'on allait leur faire lancer sur le marché un emprunt dont le contrat fondamental était nul en droit. Certains s'inquiétaient d'une telle opération, à cause de la confiance aveugle du public des souscripteurs. Ceux-ci, en effet, ne pouvaient connaître les événements, la Constitution chinoise. Ils viendraient, à l'appel des établissements de crédit, apporter leur argent, sans se douter que le papier qu'on allait leur remettre en échange n'au-

rait aucune valeur juridique, puisqu'il représentait le titre d'une dette que les représentants légitimes du pays ne reconnaissaient pas et même contre laquelle ils protestaient.

Si une telle opération était nécessaire aux intérêts politiques des nations à l'extérieur, il fallait au moins que ceux qui avaient charge de ces intérêts prissent leurs responsabilités et couvrissent les financiers. C'est ce que pensèrent les banques françaises. Elles se tournèrent donc vers notre chancellerie et lui demandèrent de s'engager.

Mais il ne suffisait pas que l'on couvrît nos établissements de crédit : l'opération étant internationale, on devait faire de même à l'étranger.

A en croire *le Figaro* du 19 mai, qui prétend soulever un coin du voile recouvrant les tractations diplomatiques de l'affaire, ce serait la chancellerie anglaise qui, ne voulant pas prendre la responsabilité de faire déclarer légal et valide un contrat qui ne l'était pas, aurait poussé le quai d'Orsay à en prendre l'initiative (1).

(1) Voici ce qu affirme M. Armand Yvel, dans l'article dont il s'agit :

« Mais les Anglais, qui ont des intérêts considérables en Chine et qui tiennent par-dessus tout à conserver leur action prépondérante, ont entraîné derrière eux, bon gré, mal gré, la finance française, qui a fini par se laisser ébranler. Il leur est venu alors une idée qui nous ferait éclater de rire, si elle ne pouvait pas avoir des conséquences aussi tristes : « Faisons déclarer « par les puissances que l'emprunt est régulier et constitutionnel ! »

« Mais, qui va attacher le grelot?

« Heureusement que nous avons, à notre département des affaires étrangères, un petit clan, une sorte d'école préparatoire pour conseils d'administration. Il faut le faire marcher.

« Et voilà le quai d'Orsay en route, à l'insu tout d'abord de son chef, à l'insu du gouvernement tout entier, qui ignore encore les détails et les risques de cette opération hasardeuse. On assure même que, bien avant que le ministre fût prévenu, une lettre fut adressée aux cabinets des affaires étrangères de toutes les puissances contractantes, leur annonçant que la France considérait l'emprunt en question comme étant suffisamment gagé en vertu de principes constitutionnels que notre ministère des affaires étrangères déclarait valables ; et on mettait une hâte particulière à demander aux autres départements étrangers de le reconnaître avec nous, ce qui est une chose accomplie. Détail

En tout cas, les journaux français publièrent la lettre suivante du ministre des affaires étrangères, lettre adressée au directeur de la Banque de l'Indochine :

« Paris, le 7 mai 1913.

« Monsieur le Directeur,

« Vous m'avez prié de vous faire connaître si le gouvernement chinois avait notifié à la légation de la République à Pékin la signature de l'emprunt de réorganisation de 25 millions de livres. Vous m'avez demandé en même temps si cette notification avait été faite dans les conditions convenues, c'est-à-dire si le gouvernement chinois déclare que ce contrat constitue, au point de vue légal, un engagement liant le gouvernement chinois et ses successeurs, si le gouvernement français a pris acte de cette déclaration et s'il est d'accord avec le gouvernement chinois en ce qui concerne le caractère de l'engagement pris par ce dernier.

« En réponse à cette demande, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la notification de l'emprunt de réorganisation a été effectuée le 29 avril dernier à la légation de France à Pékin, et accompagnée par le gouvernement chinois d'une déclaration d'après laquelle ce contrat constitue un engagement liant le gouvernement chinois et ses successeurs; que le gouvernement français en a pris note et est d'accord avec le gouvernement chinois en ce qui concerne le caractère de l'engagement pris par ce dernier.

« Agréez, etc.....

« S. Pichon. »

Des lettres semblables furent adressées aux banques

comique! le gouvernement français n'a même pas encore reconnu l'existence légale de son emprunteur et il autorise l'emprant! Telle est la comédie qui va se jouer! »

étrangères par les diverses chancelleries des gouvernements intéressés.

Le document ci-dessus, on le voit, ne parle pas de la Constitution chinoise qui confère pourtant, par son article 19, au Parlement chinois, des droits financiers analogues à ceux de nos Chambres et dont le quatrième paragraphe de cet article dit expréssement : « L'Assemblée vote les emprunts publics. »

Étant donnée la politique suivie, on ne pouvait en effet y faire même allusion sans aller à l'encontre du but que l'on voulait atteindre.

On se contentait d'affirmer que Yuen Chekai, consulté, répondait qu'il avait bien le droit d'agir comme il le faisait. Il eût été vraiment étonnant qu'il eût répondu autrement.

Tout de suite, les établissements financiers français prirent acte de cette lettre officielle et insistèrent dans leurs organes pour en faire remarquer la portée; la *Cote de la Bourse et de la Banque*, du 20 mai 1913, tient visiblement à bien mettre en lumière le caractère politique de l'emprunt afin de dégager la finance.

« Il y a eu, dit ce journal, des pourparlers entre les gouvernements, on s'est partagé l'emprunt par tranches assez jalousement parce que le lien financier doit avoir pour corollaire des liens politiques; c'est si vrai que l'Amérique s'est retirée par scrupule politique. Il y a donc une connexité étroite entre la politique et la finance, celle-ci ne faisant, si l'on peut dire, que coucher là où celle-là a fait son lit. Quand les gouvernements ont dit aux financiers de marcher, ceux-ci ont marché dans la voie où les politiques leur assuraient qu'ils pouvaient avancer. »

Et, après avoir cité la lettre de M. Pichon, l'organe financier ajoute : « Le document, insistons bien sur ce point, *figure au prospectus*. »

« Il résulte bien de cette lettre que c'est vis-à-vis du gou-

vernement français, qui l'a noté, que l'autorité chinoise a pris figure d'emprunteuse. Et on l'a fait savoir au public, qui doit donc conclure que le gouvernement a tenu l'engagement pour valable. »

C'est dans ces conditions que le fameux emprunt fut lancé sur le marché français. La presse publia les réclames habituelles en pareil cas. Nul ne parla de la violation de la Constitution, de l'emploi qui vraisemblablement allait être fait de l'argent versé.

Les souscripteurs, confiants, ne se doutaient guère que l'argent des citoyens français devaient servir à payer les frais de l'écrasement des républicains chinois et qu'il était en somme assez aventuré, puisque le gouvernement français, qui ne garantit point les emprunts étrangers, n'entendait nullement garantir celui-là.

*
* *

Dès qu'il eut reçu les premières sommes, Yuen se prépara au combat, car il était déjà visible que les chefs du parti républicain n'allaient pas se laisser supprimer sans lutte. Il prit ses dispositions militaires, sûr d'avoir l'approbation des représentants des puissances et des banques dans son entreprise de réduire à néant les occidentalisés, désignés comme des fauteurs de désordre. Ces hommes, en effet, qui voulaient qu'on respectât la Constitution, n'étaient plus, dans la terminologie des journaux qui conseillaient publiquement le gouvernement chinois, que des révolutionnaires bons à abattre.

Le journal *le Temps* de Paris, qui puise ses renseignements aux bonnes sources, disait en effet dès le 13 mai : « Si, contrairement à cette attente, l'agitation des milieux révolutionnaires persiste et s'aggrave, il estimera que le moment est enfin venu d'agir. L'argent qu'on vient de lui prêter, en lui en fournissant le moyen, lui en créera aussi

l'obligation, car il est certain qu'un tel appui financier n'a pu lui être consenti qu'à la condition que l'ordre et la tranquillité seraient énergiquement maintenus... C'est du reste, en de telles conjonctures, ce qui pourrait arriver de mieux, aussi bien à l'immense population laborieuse de Chine qu'aux intérêts considérables que les étrangers possèdent dans ce pays. »

The Economist, exprimant les vues des groupes anglais, était plus clair encore, et, pour que Yuen n'ignorât pas ses conseils, ceux-ci étaient reproduits en français, le 22 juin, dans le *Journal de Pékin*, organe officieux des légations française et russe, qui est suivi avec soin et traduit chaque jour, au secrétariat du président : « Elles lui ont avancé de l'argent personnellement pour l'aider à réorganiser le gouvernement et sans doute ne chercheront-elles pas trop à savoir comment il a été dépensé. Même, s'il entre dans ses mesures de restauration d'évincer quelques-uns de ses concurrents, c'est là une contingence à laquelle il ne faut pas trop regarder. Il ne faudrait pas trop s'étonner si certaines conceptions chimériques de Sun Yatsen étaient balayées par les hommes sérieux qui savent ce qu'affaires veut dire. »

Plus tard, le 6 juillet, *le Temps* consacrait tout un supplément à la Chine. Après avoir parlé des mouvements des troupes du Nord qui commençaient et des assassinats politiques, le journal termine sur ces mots :

« Certes ce sont là des mœurs politiques assez déconcertantes pour une République et ces débuts du parlementarisme sont plutôt faits pour surprendre ceux qui ne connaissent que superficiellement la Chine; mais, quoi que nous pensions de pareilles méthodes de gouvernement, il n'en est pas moins vrai qu'elles sont de nature à rendre à la Chine la tranquillité à l'abri de laquelle elle pourra poursuivre son développement normal. »

En somme, tout le monde comptait sur celui qu'on

croyait être « l'homme sérieux qui savait ce qu'affaires veut dire » pour déblayer le terrain de ces gens opposés aux combinaisons. Pourquoi aussi ceux-ci avaient-ils la prétention d'établir dans leur pays le règne de la loi au lieu de celui de l'arbitraire et du meurtre? On faisait donc savoir clairement à Yuen qu'on ne regarderait pas au choix des moyens. Il pouvait se servir de ceux qui lui étaient habituels : faire ou non tuer ces hommes gênants, c'était son affaire; l'essentiel était qu'il les fît disparaître. On lui répétait qu'en agissant ainsi, il rendrait un grand service à la fois à la Chine, aux étrangers, et jouerait « un grand rôle historique ».

D'ailleurs, la prétention des républicains chinois de vouloir faire de lui un président comme celui de la République française était insoutenable. C'était vouloir l'abaisser au rôle de « marionnette » ou de « mannequin ». Le véritable chef d'État n'obéit point à un Parlement, il commande.

Voici un spécimen des conseils qu'on lui donnait indirectement sur ce point, encore le 7 août, par le canal du *Journal de Pékin :*

« Les Sun Yatsen, les Hoang Hing et autres, s'étaient en effet rendu compte, quoique un peu tard, que Yuen Chekai ne consentirait jamais à être le mannequin qu'ils avaient voulu en faire, ils avaient eu plusieurs occasions de constater qu'il gouvernait en véritable chef d'État; la conclusion de l'emprunt leur eût suffi, s'il leur était resté quelque doute. »

Envisageant le triomphe final de la dictature, l'article terminait en exposant, dans un raccourci saisissant, le portrait du gouvernant tel qu'on le désirait.

« Et, délivré de tout souci, à l'extérieur comme à l'intérieur, véritable représentant et seul dépositaire des coutumes, des traditions, des conceptions propres à ce pays, en un mot, de tout ce qui est chinois et que les autres ont voulu renverser. Yuen Chekai pourra gouverner, n'ayant plus d'autre souci que celui des souverains qui le précé-

dèrent : diviser pour régner et veiller à ce que nul ne s'élève jusqu'à se placer devant lui en adversaire. »

Telle était la conception du chef de l'État, vraiment digne de ce nom, qu'on présentait à Yuen Chekai, dans notre langue française qui dit si bien ce qu'elle veut dire.

Soutenu de ces approbations et de ces encouragements, sûr de l'appui des diplomates, cet homme d'un autre âge pouvait se lancer hardiment dans la voie qui, croyait-il, devait le mener à la toute-puissance, et, au besoin, noyer dans le sang toutes les résistances à son ambition.

Pendant tout le mois de mai, il prit ses dispositions militaires en vue de se rendre maître d'une révolte dans le Sud, car il ne suffisait pas de triompher dans le Nord.

Quelle eût été sa situation, en effet, si une République du Sud eût pu se constituer, si la majorité du Parlement, se réfugiant là, eût continué de protester contre l'illégalité de l'emprunt et la violation des lois?

Les hommes qui avaient fait la révolution sentaient s'approcher la tempête.

Sun Yatsen, avec son habituel esprit politique, considérant les forces du monde presque entier liguées pour l'écrasement de son parti, faisait dans les groupes des efforts considérables d'apaisement; il voulait que l'on usât de tous les moyens pour ne pas livrer un combat si inégal.

Hoang Hing, convaincu que l'on ne pourrait échapper à la nécessité de recourir aux armes, voulait que la résistance fût concentrée au-dessous du fleuve Bleu; les trois ou quatre provinces les plus fortes, les plus riches, suffisaient pour constituer une République indépendante, à laquelle chacune des autres provinces viendrait s'adjoindre au moment propice.

Le Parlement voulait mettre en accusation le gouvernement, mais il était réduit à l'impuissance. Yuen ne tenait nul compte de ses votes, de ses protestations contre la violation de la loi. Il suivait les conseils qui lui étaient donnés

et dont voici l'esprit tel que l'exprime encore le *Journal de Pékin* : « Le Parlement qu'il a tenu à conserver devra être entre ses mains un instrument docile, sous peine de disparaître, encore que le président n'ait aucun motif de supprimer cet organe. A quoi lui servirait une dissolution des Chambres? A rien, évidemment. »

Il valait même mieux conserver une sorte de Douma que l'on pourrait présenter au public prêteur d'argent d'Europe, comme représentant la volonté du peuple pour légaliser les emprunts et les actes de bon plaisir du pouvoir, absolu dans la réalité.

Les républicains frémissaient, les violents ne pouvaient comprendre qu'on supportât plus longtemps une telle dictature; les conseils de patience leur semblaient une trahison.

Depuis le meurtre nocturne de Tchang Tchennou et de Fang Wei, les hommes qui avaient fait la révolution dans le centre, à Hankéou et à Outchang, nourrissaient contre Li-Yuenhong, pour eux traître à la République, une haine mortelle. Celui-ci se débarrassait de ses ennemis par des exécutions sommaires, toujours insuffisantes, qu'il fallait recommencer chaque jour.

Dans cette région, le mépris de la Constitution par Yuen Chekai causa une profonde colère, des comités s'organisèrent secrètement en vue d'une prochaine résistance. Des ouvriers de l'arsenal de Hanyang, conduits par un Cantonais nommé Liang, ayant demandé une augmentation de salaire, le vice-président en prit texte pour réprimer, à la vieille mode asiatique, toute tentative de révolte en se saisissant des suspects. En un seul jour, on décapita, en deux fournées, cinquante, disent les communiqués officiels, des centaines, disent d'autres sources de renseignements, de républicains ou d'ouvriers. Bien entendu, de jugement, il n'en était point question. Des femmes même étaient décapitées.

A Outchang, ce fut une vrai boucherie, les soldats inexpérimentés hachaient les cous pour trancher les têtes. Les corps furent jetés en dehors des portes de la ville, en proie aux chiens errants et aux porcs, crime sacrilège au regard de la religion des ancêtres. Il semblait que ces horreurs eussent pour but de pousser à bout les républicains et de leur faire lever l'étendard de la révolte, afin d'avoir à la réprimer.

Des malheureux s'étant réfugiés au consulat d'Allemagne, les Allemands les livrèrent : ils furent tués aussitôt. La foule menaçante entoura le consulat et l'on put craindre un instant que le peuple ne se portât aux dernières extrémités contre les étrangers.

Au mépris des traités, des policiers envahirent même la concession française pour se saisir des soi-disant conspirateurs. Le consul de France, lui, à l'honneur de notre pays, refusa de livrer au massacre les républicains qui résidaient sur notre territoire. Un journal de Pékin, à la solde de Yuen Chekai, en prit texte pour critiquer cette attitude. « Comment, lorsque la France soutenait la dictature, un de ses agents se permettait de ne pas amener sous le couteau ceux qu'on lui réclamait pour l'égorgement? Les Allemands se conduisaient mieux, ils faisaient une concurrence dont Yuen aurait pu tenir compte, en retirant son amitié aux Français! »

Ce froncement de sourcils du dictateur provoqua la curieuse note d'excuses du 23 juillet. Après avoir longuement démontré que l'extradition eût été contraire au droit international, la note terminait ainsi :

« Le droit international a ainsi parfois, pour ses adeptes, des exigences pénibles. Nos amis chinois le comprendront, ils l'ont déjà compris. Quant au gouvernement de Pékin, il y aurait ingratitude de sa part à ne pas reconnaître que les sympathies françaises lui étaient depuis longtemps acquises, qu'elles ont été les premières à aller à lui; les

sympathies rivales se font d'autant plus bruyantes qu'elles sont plus tardives et plus intéressées. »

Ainsi, les massacres d'Outchang, qui furent une orgie de sang, eurent pour résultat cette singulière concurrence.

*
* *

A Pékin, on n'eut besoin de proclamer aucune loi des suspects pour la bonne raison que la volonté du président, ne tenant nul compte ni de la Constitution ni du Parlement, était devenue la suprême loi. Là aussi fonctionna activement le coupe-coupe triangulaire que nous avions vu si souvent promener dans la ville, soit nu, soit enfermé dans son étui de cuir. On arrêta des sénateurs, mais on fit comprendre au dictateur qu'il serait de mauvaise politique de tuer ses adversaires parlementaires. Ils étaient déjà réduits à l'impuissance, cela suffisait pour le présent. D'ailleurs, un peu plus tard, un sénateur fut fusillé, d'autres sénateurs, des députés, opposés à la cession aux Russes de la Mongolie, furent enlevés et disparurent, le président du Sénat s'enfuit de Pékin, le reste de la majorité fut terrorisé.

Quant à Yuen, il demeurait toujours, tels les empereurs mandchoux, enfermé dans le palais impérial, devenu le sien. Là, un pavillon spécial était disposé pour son conseiller militaire, le colonel Brissaud-Desmaillet. Il l'avait ainsi plus facilement sous la main pour diriger les opérations contre la révolte du peuple. Yuen tient en effet les talents militaires de notre compatriote en haute estime, et c'est, paraît-il, à juste titre. Les ordres partant directement du palais, le mouvement des troupes serait conduit de haut par un habile stratège.

En mai, les divisions descendirent vers Yangtzé-Kiang dans un ordre savant ; un corps se dirigeait vers le centre par le chemin de fer de Pékin à Hankéou, un autre dans la

direction de la province du Kiang-si. Enfin, Tchanghiun, avec ses hommes qui avaient fui Nankin lors de la révolution et avec lequel Yuen avait dû entretenir des rapports secrets, surveillait la ligne du chemin de fer qui mène de Poukéou, en face Nankin, jusqu'à Tientsinn et Pékin. Ces mouvements où l'on reconnaissait les bonnes méthodes stratégiques, devaient empêcher une invasion du Sud sur la capitale, car on ne pouvait pas compter sur l'armée de Li Yuen-hong, forte de 50 000 hommes des provinces centrales et gagnée par la propagande des républicains. Un général cantonais, qui se trouvait à Pékin, fut décapité dans le milieu du mois, ce qui provoqua une profonde émotion. Les exécutions des suspects allaient leur train. La majorité du Parlement était sous le couteau; néanmoins, elle ne cédait pas.

Le 17 mai, interpellation violente à la Chambre adressée au général Toan Kijoei, ministre de la guerre, président du Conseil, pour violation des libertés publiques et de la Constitution. Celui-ci reste silencieux.

Le 6 juin, le Sénat repousse de nouveau le contrat de l'emprunt présenté à son approbation pour satisfaire les réclamations des groupes étrangers ; ceux-ci étaient désireux de se couvrir de la légalité ; ils espéraient que Yuen se ferait enfin une majorité par la corruption et la menace. Malgré les efforts de tous les ministres présents, la Chambre des députés rejetait, de son côté, le traité conclu avec la Russie au sujet de la Mongolie et invitait le gouvernement à négocier un traité plus avantageux.

C'étaient là de graves échecs.

Le correspondant du *Daily Telegraph* câblait à son journal : « Les chefs du Parlement me demandent de déclarer en Angleterre que la seule assistance qu'ils sollicitent instamment maintenant est négative : c'est de ne pas donner d'argent à la Chine, sauf les sommes nécessaires à payer ponctuellement toutes ses obligations à l'étranger. En

d'autres termes, ils soutiennent que si la politique intérieure se poursuit avec les mêmes avantages des deux côtés, cela ne pourra avoir qu'un résultat, c'est-à-dire une écrasante victoire pour le constitutionnalisme aux mains propres, finissant le présent régime pour toujours. »

Il était, pour Yuen, temps de se hâter. Il le fallait d'autant plus que, devant le commencement d'invasion, les gouverneurs du Sud se préparaient à combattre, et celui de la province du Kiangsi avait fait faire, en prévision de cette éventualité, des mouvements aux soldats sous ses ordres.

Le 9, le président fit son deuxième pas ostensible dans la voie du coup d'État. Il publia un décret, dans lequel il ordonnait à ce gouverneur de quitter son poste, de venir à Pékin, et lui désignait un remplaçant.

C'était une atteinte à la liberté des provinces, le dernier rempart contre la tyrannie. Cet acte mit le feu aux poudres et la révolte éclata simultanément dans plusieurs régions du Sud.

Le mouvement était spontané, indiscipliné, non coordonné, les chefs durent se résigner à engager une lutte si inégale. Hoang Hing se rendit, au delà du Fleuve Bleu, à la rencontre du Tchanghiun, général de l'ancien régime.

Dans le Kiangsi, le *toutou*, ou gouverneur, Li Liekiunn, révoqué, s'établit dans les forts qui se trouvent à l'entrée du lac Poyang; puis, plusieurs provinces proclamèrent leur indépendance, qu'elles voulaient garder jusqu'à ce que l'on eût châtié « le traître Yuen ».

*
* *

Dès que le coup d'État s'affirma, les assemblées provinciales, recommençant ce qui avait été fait au début de la révolution, envoyèrent des délégués à Changhaï, afin d'y délibérer librement, puisque le Parlement, dont les membres ne vivaient plus à Pékin que sous la menace, étaient ré-

duits à l'impuissance. On voulait proclamer la déchéance de Yuen Chekai et constituer à Nankin un nouveau gouvernement provisoire.

Les Chinois ne pouvaient, malgré tout, s'imaginer que les Européens qui vantaient si haut leur propre civilisation, qui vivaient sous le régime des Assemblées considéré par eux comme la meilleure garantie de la liberté des citoyens, allaient aider le dictateur à détruire la République et à rejeter la société dans les horreurs de la guerre civile. Ils envoyèrent aux représentants des puissances la déclaration suivante :

« Lorsque autrefois, en raison du mauvais gouvernement de la dynastie des Tsing, la paix fut troublée en Chine, ce fut grâce aux bons offices des puissances que les partis purent combattre à armes égales. Alors le peuple, tandis qu'il déplorait le pitoyable état du pays, était reconnaissant aux puissances de leur générosité et de la noblesse de leur conduite.

« Et lorsque le moment vint où le peuple leva l'étendard de la révolution dans le but de réformer le pays, les puissances amies, dans l'intérêt de la justice et de l'humanité, maintinrent une stricte neutralité. Leur exemple fut suivi par les autres puissances. Ce fut grâce à leur attitude correcte que l'établissement de la République fut rendu possible en si peu de temps et avec si peu de sang versé. Le peuple de Chine en a été infiniment reconnaissant aux puissances.

« Contrairement à notre attente, Yuen Chekai, en administrant les affaires du pays, a commis les fautes les plus graves. Il a violé la Constitution, amené toutes sortes de maux et tué le peuple sans pitié. Les citoyens ont souffert d'une oppression imméritée et leur patience a été mise à bout. De plus, Yuen Chekai a systématiquement excité le peuple en envoyant des troupes dans le Sud et le Kiangsi a été forcé de déclarer l'indépendance.

« A ce mouvement héroïque du Kiangsi, plusieurs provinces ont répondu, elles se sont levées pour châtier Yuen Chekai. Le seul but de ce mouvement est d'expulser ce grand traître au peuple et d'améliorer la situation politique, afin de promouvoir l'amitié avec les nations étrangères et de maintenir la paix. Ce mouvement n'a nullement pour but de troubler la paix et l'ordre et d'amener l'anarchie. Les relations internationales et toutes les obligations des traités de la Chine avec les nations étrangères seront, comme d'habitude, maintenues et observées sans exception, et la vie et les biens des étrangers seront protégés. Nous prenons la pleine responsabilité de leur sécurité.

« Le gouvernement de Yuen Chekai à Pékin est répudié par la nation tout entière; conséquemment, il ne peut plus porter plus longtemps la qualification de « gouvernement » et il est dès maintenant disqualifié pour continuer à entretenir des relations internationales avec les Puissances.

« Yuen Chekai n'a plus maintenant aucune autorité pour accorder quelque territoire ou quelque privilège que ce soit aux nations étrangères et les nations étrangères ne doivent en aucun cas fournir à Yuen Chekai de l'argent ou des munitions de guerre.

« Notre groupement est la représentation autorisée de toutes les provinces de la Chine tout entière.

« Après avoir fait aujourd'hui, 17 juillet, dans la deuxième année de la République chinoise, 1913, la présente déclaration, nous appelons respectueusement l'attention des puissances sur son contenu et nous prions instamment qu'on en prenne bonne note. Si quelqu'une des puissances étrangères fournit à Yuen Chekai, le traître à la Chine, de l'argent ou des munitions de guerre, le pays ne pourra pas assumer la responsabilité des contrats. Nous espérons sincèrement que les diverses puissances seront mues par la justice et l'humanité et qu'elles maintiendront une stricte

neutralité. Leur complaisance à exaucer notre requête, non seulement sera un bienfait pour la Chine, mais contribuera également à la paix du monde. »

En droit, Yuen Chekai était donc déchu, comme le serait le président de la République française, si les représentants des conseils généraux, à la suite de quelque acte de trahison ou de violation de la Constitution, le proclamaient tel.

Il ne représentait plus que lui-même, un homme quelconque, ne tenant aucun droit, ni de l'hérédité, ni de la tradition, ni de la volonté populaire. Il devenait le pur et simple usurpateur installé au pouvoir dans la maison d'autrui, jouissant des biens selon son bon plaisir, faisant marcher les hommes par la crainte, jusqu'au jour où quelqu'un de ceux qui ne veulent pas se laisser ainsi réduire en servitude, le tuerait.

Puis, les délégués des assemblées provinciales constituèrent un gouvernement et choisirent comme président de la République un ancien vice-roi, Tchen Tchœnnhuen, qui s'était rallié à la République. Ce choix avait été indiqué par Sun Yatsen lui-même; l'élection de ce personnage pouvait, en effet, donner satisfaction à l'esprit nationaliste chinois des gens de tous les partis.

*
* *

La révolte s'étendit rapidement et sur les divers points du territoire, au Nord, au Sud, à l'Est et à l'Ouest, des vengeurs se levaient. A Tcheufou, au Chantong, les révoltés tentèrent un débarquement; à Kaifongfou, la capitale du Honan, la province de Yuen, un arsenal sauta; le Seutchoenn, l'immense province de l'Ouest, proclama son indépendance; dans les premiers jours d'août, trente-huit Chambres de commerce de cette région avaient fait des proclamations spéciales contre la dictature. L'éloignement du Seutchoenn le mettait hors d'atteinte des troupes de

Yuen. L'immensité de sa population, le caractère indépendant et patriote de ses habitants, l'auraient rendu redoutable, si la distance si grande ne l'eût empêché de venir au secours des républicains du Centre et du Sud.

Le général musulman Fong Kouotchang, celui-là même qui avait incendié sauvagement Hankéou, descendait vers le fleuve Bleu, avec les troupes du Nord, pour le traverser et attaquer les républicains autour de Changhaï.

Des combats eurent lieu dans toute la région qui entoure Nankin, en deçà et au delà du fleuve. Il ne peut être question d'en parler ici.

Luttant contre tant de forces, les révoltés devaient être vaincus sur le champ de bataille. Ils étaient partis trop tôt, s'étaient aventurés trop loin. Cette marche sur Pékin que voulaient les violents pour aller « châtier le traître Yuen » lorsque s'avançaient à leur rencontre les troupes mercenaires bien payées du dictateur, dirigées par l'esprit européen et bien armées, était vouée d'avance à la défaite. Celle-ci fut assurée par la défection de la flotte de guerre, qui se trouvait dans le fleuve. Les marins des équipages étaient sans solde depuis longtemps. Pour qu'ils ne se prononçassent pas pour les républicains, les banques de Changhaï, sur les ordres venus de Pékin, mirent à la disposition des agents de Yuen Chekai les sommes nécessaires pour acheter le concours des marins, ce qui fut fait. L'artillerie des vaisseaux put ainsi bombarder les forts d'Ousong et soutenir l'action des troupes du Nord. Dès que celles-ci entrèrent à Changhaï, leur premier soin fut d'aller à la prison et de remettre en liberté Yng Koeihinn, l'assassin de Song Kiaojen pour le compte du gouvernement. Hoang Hing, battu et trahi, voulut se suicider ; ses amis l'en empêchèrent et il partit dans le Sud. Les principaux gouverneurs qui avaient pris part à la révolte l'imitèrent, après que leurs troupes eurent été défaites. Hoang Hing et Sun Yatsen se réfugièrent au Japon. Cette fuite, celle de Li-Liékiunn, de

Po Wenwei, gouverneur de la province de Nganhoei, causèrent une vive déception à Yuen. Il aurait voulu qu'on tuât ces adversaires déterminés qui allaient continuer au loin à déployer leur activité bien connue et mener contre lui le combat qu'ils avaient soutenu contre la dynastie.

Déjà, ses délégués dans le Sud avaient promis de grosses sommes aux assassins de bonne volonté qui rapporteraient leur tête. Cela n'était pas suffisant.

Comme s'il eût voulu faire boire jusqu'à la lie la coupe de l'amertume au groupe diplomatico-financier qui marchait avec lui, il publia, le 22 juillet, un décret mettant à prix la tête des principaux républicains.

Cette provocation directe et gouvernementale à l'assassinat provoqua tout de même un certain dégoût. A Changhaï un journal en langue anglaise ayant publié, avec majuscules et lettres grasses, une alléchante annonce dans ce sens, le corps consulaire lui fit interdiction de continuer cet appel au meurtre (1). Les diplomates de Pékin furent ennuyés lorsqu'ils apprirent l'existence du décret officiel. Ce sont là des procédés non admis.

Aussi, en présence des reproches et en spéculant sur l'ignorance des étrangers de la langue chinoise, le secrétariat de la présidence fit déclarer que jamais le président n'avait rien fait de semblable.

« Jamais, dit son envoyé au *Journal de Pékin* du 26 août, on ne trouvera dans les décrets un encouragement au meurtre. »

Or, voici ce que je lis dans le texte chinois dudit décret,

(1) Certains journaux européens en Chine, n'ayant qu'un tirage extrêmement restreint, ne vivent guère que de subventions des uns ou des autres, dont ils défendent les intérêts en présentant et déformant, quand il y a lieu, les événements selon les vues de ceux qui les soutiennent. C'est là ce qui explique qu'il est si difficile, lorsqu'on ne peut puiser directement aux sources chinoises, de savoir exactement ce qui se passe. Il va de soi que Yuen Chekai n'a pas manqué de se servir de ce moyen d'action, dès que l'emprunt lui eut permis de le faire.

publié au *Journal officiel* chinois du 23 juillet, et que j'ai sous les yeux. Ce décret vise Hoang Hing, Tchenn Kiméi, l'ancien gouverneur qui maintenait jadis l'ordre à Changhaï, et Po Wenwei, le gouverneur du Nganhoei, républicains résolus et d'une énergie indomptable.

« Ceux de leurs compagnons qu'ils ont entraînés qui trancheront la tête à Hoang Hing et aux autres et qui, par là, se rachèteront leurs propres fautes, recevront également une récompense en or; quant à ceux qui les saisiront et les ramèneront eux-mêmes, on ne recherchera pas du tout leurs crimes passés. Moi, président de la République, je considérerai seulement l'obéissance ou la désobéissance (à mes ordres) et je ne rechercherai point le parti auquel on appartiendra. Que le présent décret soit publié partout afin que tous le connaissent. » Ce sont ces lignes qui terminent le document.

D'ailleurs, la guerre civile épuisant rapidement les fonds de l'emprunt on ne pouvait payer cher pour chaque tête. Celle de Hoang Hing lui-même ne faisait gagner à l'assassin que 250 000 francs, ce qui était vraiment très peu pour un tel personnage.

On comprend que de pareilles mœurs aient provoqué quelque émotion dans le corps diplomatique, dans le personnel des banques et chez les contrôleurs étrangers.

Singulières pièces justificatives de la dépense, en effet, eussent été pour le bureau des comptes les têtes exsangues aux yeux clos des défenseurs de la légalité, tranchées et apportées par quelque traître assassin, désireux de toucher sa part de l'épargne française et anglaise!

* *

La deuxième guerre civile vint mettre en lumière, avec un grand relief, un fait d'une importance considérable pour la politique internationale : l'orientation nouvelle du Japon.

Dès le début des hostilités entre le Nord et le Sud, on signala la présence de sous-officiers et d'officiers japonais, prêtant leur concours aux révoltés. Des représentations furent même faites à ce sujet par le gouvernement de Yuen Chekai au gouvernement de Tokio.

Cette attitude était la conséquence des changements accomplis dans la politique intérieure du Japon.

La mort de Mutsuhito a été la fin d'une ère de gloire et de respect sacré pour la personne de l'empereur. Le successeur de celui-ci apparut tout à coup au peuple dépouillé du prestige surnaturel qui entourait son père ; les vieilles fictions qui demeuraient debout par convenance s'évanouirent, et le souverain ne fut plus qu'un monarque constitutionnel, obligé de lutter contre l'envahissement des idées démocratiques, destructrices de son trône.

La politique aristocratique des grands clans était, elle aussi, frappée à mort par les coups que lui portait l'esprit nouveau. Un ministère dut se retirer devant une émeute et les foules commencèrent à faire entendre leur voix.

Informées par leurs journaux des choses de Chine, le spectacle de l'Europe dirigée par la Russie, s'efforçant de mettre la main sur le continent voisin, leur apparut comme un péril menaçant la race jaune tout entière.

Les divers organes de l'opinion se retournèrent vers le gouvernement pour lui reprocher la part qu'il avait prise à cette politique.

Dès le 3 juin, les chefs de l'opposition, MM. Ozaki et Inukai, dans un banquet qui leur était offert par l'*Association pour la protection du gouvernement constitutionnel*, critiquaient vivement le gouvernement pour sa participation au consortium.

M. Ozaki faisait remarquer que 70 pour 100 du commerce japonais en Chine avait lieu avec le Sud. De plus, ajoutait-il, de nombreux patriotes du Sud ont autrefois étudié au Japon et leurs sympathies vont naturellement vers

notre pays; tandis qu'au contraire, le Japon ne doit pas oublier que Yuen Chekai nous a toujours été hostile depuis la guerre sino-japonaise. Le seul moyen d'obtenir la sympathie du Sud, c'est de l'aider, qu'il soit victorieux ou non. »

Quant à M. Inukai, il disait : « La Chine est un pays où la décentralisation a toujours prévalu, il est absolument impossible d'effectuer la centralisation du pouvoir comme le veut Yuen. Le gouvernement est allé trop loin du fait de son accord avec les puissances, il faut qu'il revienne à sa dignité et ne suive pas aveuglément celles-ci. »

Les discours de ces personnages, qui avaient pris une part prépondérante au renversement du précédent cabinet, permettent de comprendre l'attitude du Japon. L'ambassadeur à Pékin, M. Ijuin, en bons termes avec Yuen Chekai, fut rappelé et remplacé par M. Yamata, qui passe pour un ami de Sun Yatsen.

Officiellement, le Japon restait toujours dans le consortium, mais les révoltés pouvaient se vanter d'avoir l'appui de leurs frères de race.

Aussi, les troupes du Nord commirent-elles la faute grave de tuer des Japonais qui s'abritaient derrière la protection de leur drapeau. Dans le même temps, on apprenait que des assassins étaient envoyés de Chine au Japon pour tuer les leaders républicains qui s'y étaient réfugiés.

Un traitement odieux, infligé à des officiers japonais par les soldats du fameux Tchanghiun à Nankin, devait mettre le comble à la colère de ce peuple susceptible et patriote et provoquer les événements qui ont suivi. Un diplomate, le directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères, M. Abé, fut poignardé par deux de ses compatriotes qui le considéraient comme favorable à la politique de Yuen Chekai (1).

(1) En réalité, on lui reprochait d'avoir conseillé de livrer à Yuen Chekai

Mais la cause de l'intervention des Japonais en faveur des républicains est plus profonde que celle qui a déterminé ces faits accidentels. Elle réside dans l'affinité de race. Les républicains chinois sont, aux yeux de leurs voisins, les défenseurs de la race jaune sur le continent contre les empiétements de la race blanche. Ils luttent — selon l'expression japonaise — contre « l'invasion de l'or », grâce à laquelle les blancs espèrent réduire, en une servitude déguisée, le continent asiatique; c'est donc eux qu'il faut soutenir.

Le Japon a toujours rêvé de posséder l'hégémonie dans l'Extrême-Orient transformé. Il espère pouvoir un jour être à la tête de la fédération des peuples de race jaune, lorsque ceux-ci auront suffisamment évolué pour mettre leurs forces en mouvement et faire remarquer alors aux blancs

les chefs républicains réfugiés au Japon, ce qui choquait le sentiment de l'honneur des descendants des Samouraïs.

Voici la curieuse lettre d'un de ses meurtriers, qui se suicida, et qu'on trouva près du cadavre de celui-ci ; elle ouvre de suggestifs horizons sur la mentalité de l'homme du peuple japonais :

« J'ai assassiné M. Abé, dit-il, parce que je croyais qu'aussi longtemps qu'il vivrait le Japon subirait des défaites répétées dans sa politique diplomatique en Chine. C'était le 5 courant. J'ai attendu le retour de ma victime et lorsque je l'ai vu approcher de sa maison, je l'ai saisi par derrière et je lui ai plongé mon poignard dans le ventre. Il donna l'alarme comme un poltron en criant « Au voleur ! » de toute la puissance de sa faible voix.

« J'accomplissais là un acte plus important que lorsque Shimoda Ichiro assassina Okubo Toshimichi.

« Quant à moi, comme j'ai eu à choisir entre me suicider ou me livrer à la police, j'ai choisi la première alternative. J'ai attendu jusqu'à présent, seulement pour être certain que ma victime était réellement morte.

« En terminant, il y a une chose dont je ne dois pas omettre de parler. J'ai appris par les journaux que Mme Abé, avec ses petits enfants, était tombée dans un abattement et un chagrin profonds. J'ai détesté et tué ma victime en tant qu'homme public et je n'ai jamais eu l'intention d'être cruel à son égard en tant que personne privée, pas plus que d'offenser sa famille.

« Je prie, par le présent, d'offrir deux yens à sa famille affligée. C'est une grosse somme pour un homme pauvre comme moi ; j'espère que les chefs de la police seront assez bons pour transmettre cet argent. »

Une foule considérable assista aux funérailles de cet homme pour manifester contre le gouvernement et la faiblesse de sa politique étrangère.

que l'Asie doit être aux Asiatiques, car cela est dans la nature des choses et conforme aux principes de liberté que l'Europe elle-même leur a enseignés.

La grande lutte pour en arriver là est désormais commencée, et c'est pour cela que la nuit du 26 avril, où se signa le fameux emprunt, cause de la deuxième guerre civile, restera une date mémorable dans l'histoire du monde.

*
* *

Lors de la révolte constitutionnaliste, le gouvernement japonais, qui avait amené des vaisseaux chargés de troupes devant Nankin où le trop fameux Tchanghiun mettait tout à feu et à sang, paraissait vouloir, poussé par le peuple, prendre la défense des républicains chinois.

A ce moment, en effet, il semblait qu'une bande de bêtes féroces se fût abattue sur cette malheureuse cité. Tchanghiun, vieux Mandchou, tenait à se venger d'avoir été expulsé une première fois, près de deux ans auparavant, de cette place, et il en avait promis le pillage à ses hommes. Aussi, dès que les défenseurs, n'ayant plus ni argent ni munitions, eurent été vaincus, dès que les soldats de Tchanghiun se furent emparés de la ville, il s'y passa d'indicibles horreurs; on pilla, on brûla, on incendia, on tua avec une véritable ivresse de carnage les malheureux habitants dont la plupart, n'étant point combattants, n'avaient aucune part dans la révolte; on viola jeunes filles et femmes sous les yeux de leurs époux et de leurs pères. On larda de coups de baïonnette les enfants encore à naître dans le sein de leur mère. Tout fut incendié et détruit. La dévastation fut plus complète que celle qui résulta de la grande insurrection des Taïpings. C'est ainsi que « l'ordre fut rétabli ».

Les notables de Nankin ravagé adressèrent un appel aux puissances pour leur demander vainement l'éloignement de Tchanghiun « le boucher ».

Le Japon, qui voulait intervenir, dut se tenir sur la réserve devant l'attitude hostile de la diplomatie russe, considérant une intervention japonaise comme un acte anti-amical et une atteinte possible au principe de l'intégrité de la Chine.

Tchanghiun fut félicité, récompensé, décoré; tout ce que le gouvernement japonais put obtenir fut, finalement, en raison de l'injure grave qui lui avait été faite par le meurtre de ses nationaux s'abritant sous leur drapeau, l'assurance que Tchang ne resterait pas gouverneur de Nankin et de la région. Cela eut pour effet de causer une profonde irritation dans le peuple japonais contre les blancs en général et les Russes en particulier.

La tragédie sanguinaire de la deuxième guerre civile eut son épilogue prévu par tout le monde, un simulacre d'élection qui consacrait Yuan Chekai président définitif.

Les principaux concurrents étaient en fuite ou avaient leur tête mise à prix; des assassins les guettaient; les militants les plus actifs étaient ou disparus, ou emprisonnés, ou terrorisés et retenus à Pékin.

Un parlementaire, d'origine cantonaise, ayant essayé de faire passer une motion demandant la démission de Yuen Chekai, dut s'enfuir; il fut rattrapé à Tientsinn par la police du président et fusillé afin que ses collègues sussent bien ce qu'il en coûtait de faire une telle opposition.

Ce fut dans ces conditions qu'on procéda, le 6 octobre 1913, à l'élection présidentielle. Les membres du Parlement, qui, au moment du vote à huis clos, voulurent s'enfuir pour que le quorum ne fût pas atteint, furent ramenés et enfermés *manu militari* dans la salle des séances par la soldatesque et la police.

Le journal chinois le *Chountien chepao*, publié sous la protection japonaise, donne, le 7 octobre, d'abondants détails sur la physionomie de cette séance historique où les membres du Parlement furent comme emprisonnés de 9 heures du matin à 7 h. 37 du soir.

« Cette élection, dit-il, fut en réalité une œuvre de la police, tous les environs du palais n'étaient qu'une forêt de sabres et de baïonnettes; dans toute la zone, en dedans et en dehors de la porte de Chouncheu, un nombre considérable de soldats se tenaient, l'air menaçant; dès qu'on entrait dans le palais, on ne voyait qu'une nuée d'épées, de sabres, de fusils; on n'entendait que le cliquetis des armes, la salle de vote était entourée de soldats de police en uniforme; à l'intérieur même de la salle, vers midi, ils se tenaient arrogants pour terrifier les membres du Parlement; ceux-ci se trouvaient ainsi au milieu des soldats qui allaient et venaient, surveillant tous leurs mouvements, tous leurs gestes. Communiquant les uns avec les autres, leur oppression s'étendait comme un filet sur tous, d'une façon qu'on ne peut imaginer. Qu'étaient, dans tout ceci, devenues les libertés républicaines? »

Les journaux européens, en Chine, firent le même tableau.

Malgré cette terreur organisée, sur 870 membres du Parlement dont 732 étaient présents, 507 seulement se décidèrent à voter au troisième tour pour l'homme terrible dont la main cruelle n'hésitait point à écraser les obstacles. Il y en eut donc 363 qui ne se prononcèrent pas pour Yuen. Il faut croire que les chiffres ont aussi leurs destinées puisque ce nombre est exactement le même que celui des parlementaires français qui luttèrent contre les velléités de coup d'État du 16 mai 1877 et qui obligèrent le maréchal de Mac-Mahon à quitter le pouvoir.

Cette parodie d'élection consommait l'usurpation; en réalité, la République n'existait plus.

Aussitôt, les puissances formant le consortium qui jusque-là n'avaient pas voulu consacrer la République de leur adhésion s'empressèrent de reconnaître son existence. Le jour de l'intronisation du président, les ministres étrangers lui portèrent leurs vœux et, afin de conserver pour les peuples un souvenir inoubliable de cette journée historique, ils

Page 369. Photographie de *l'Illustration*.

YUEN CHEKAI ENTOURÉ DU CORPS DIPLOMATIQUE

furent photographiés tous ensemble, dans leur grand costume étincelant de dorures, autour de Yuen Chekai.

Ainsi, les représentants des gouvernements dont la mission essentielle consiste à maintenir le respect de la légalité et du droit sans lequel les nations rétrogradent vers la barbarie, formaient — suggestif tableau — comme une auréole de gloire autour de celui qui ne restait au pouvoir que par le parjure et la violation des lois.

*
* *

Malgré les menaces toujours suspendues sur leurs têtes, les parlementaires ne cédaient point; ni la séduction, ni la corruption, ni la force n'avaient pu faire ployer leur volonté.

Ce Parlement, émanation du peuple, ne voulait à aucun prix consentir à la mainmise du groupe sur le pays. Il devenait évident que jamais on ne pourrait le faire souscrire, si diminué qu'il fût, aux tractations de Yuen avec les étrangers étendant de plus en plus leur emprise sur la Chine; jamais, surtout, il ne consentirait au traité russo-mongol, qu'il considérait comme une mutilation et du territoire et de l'honneur national. Celui qui voulait l'y contraindre pour avoir l'argent et l'appui de l'étranger apparaissait à ses yeux comme le traître qui vend sa patrie.

L'opposition parlementaire demeurait donc irréductible. Les plus militants des députés et des sénateurs contre le traité étaient déjà disparus soudain. On les croyait tués dans quelque coin, mais on finit par découvrir qu'ils avaient été enlevés, transportés à Tientsinn et jetés en prison. Malgré cet acte de violence, la majorité ne capitulait pas. Elle ne voulait souscrire ni à l'emprunt, d'ailleurs dévoré, ni à l'autonomie apparente de la Mongolie.

Une telle résistance à la volonté prédominante dans le groupe devait leur être funeste. Puisque les débris de ce

Parlement ne se résignaient pas à devenir l'instrument docile qu'on espérait qu'il serait, il devait disparaître. L'heure était venue de la violence parachevant le coup d'État.

Par plusieurs décrets du 4 novembre 1913, Yuen chassait de leurs sièges 370 députés et 132 sénateurs. C'était la fin des deux assemblées, qui d'ailleurs, réduites dès le mois d'avril à l'impuissance, n'avaient en somme jamais pu faire autre chose que d'élever des protestations indignées contre la violation des lois. En fait, le vrai régime parlementaire n'avait même pas vécu un seul jour puisque les votes des Assemblées n'avaient jamais été suivis d'effet.

En même temps, les décrets déclaraient dissous, dans tout le pays, tous les comités républicains; la désobéissance à cet ordre faisait de leurs membres des rebelles, déclarés traîtres à la patrie, c'est-à-dire passibles de la peine de mort.

L'un de ces curieux documents annonçait à tous expressément que la cause principale de ce coup de force était la résistance au traité russo-mongol et à la reconnaissance de l'emprunt.

L'ancien vice-président du Sénat, M. Wang Tchengting, le courageux protestataire, ainsi que M. Tchangki, le président déjà en fuite, étaient nommément désignés comme les plus coupables.

Ces précisions faites avec ostentation pour plaire au consortium et particulièrement à la Russie, décelaient bien chez ces vieux Asiatiques, Yuen et son entourage, l'incompréhension réelle des événements, de leurs phénomènes moraux, de l'effet que pourait avoir au dehors leur retentissement, à moins que ce ne fût une habileté suprême pour compromettre officiellement les diplomates en les montrant, à la face du monde, poussant Yuen au coup d'État.

De plus, l'usurpateur s'affirmait ainsi, aux yeux de tout le peuple, comme l'homme de l'étranger.

Dans la tourmente, le dernier reste de la liberté de la presse disparut.

A Changhaï, sur la concession française, où il se croyait à l'abri de la violence, se publiait l'organe de la majorité, *The China Republican*, rédigé en anglais et en français pour faire connaître aux étrangers la politique chinoise et les vues des républicains. Il était écrit dans le langage correct que lui imposait sa présence sur une terre étrangère. Vraisemblablement, les autorités françaises n'auraient pas songé à le supprimer d'elles-mêmes.

Mais Yuen le désirait. Il demanda également qu'on lui remît le directeur, M. Ma Soo. Les autorités françaises lui accordèrent une satisfaction immédiate mais incomplète. Le consul général, M. Kahn, sur ordres reçus de notre ministre à Pékin, fit fermer le journal, mais ne put se résoudre à livrer au bourreau le journaliste qui s'était confié à la France. Il laissa partir celui-ci.

En envoyant sous enveloppe — les postes lui étant désormais interdites — sa dernière feuille à ses abonnés pour les mettre au courant de la suppression, le journal fait bien remarquer, que c'est seulement l'entente de la France avec certains États monarchiques qui est la cause de sa fin, et il ajoute :

« Ces États plus la France constituent avec une exception, c'est-à-dire le Japon, le quintuple groupe et ce sont les éléments occidentaux monarchiques de ce groupe qui sont profondément engagés dans la conspiration du silence, laquelle a pour but : 1° de soutenir Yuen Chekai et le présent gouvernement de la Chine ; 2° de duper le public souscripteur d'Europe et de lui dissimuler l'anarchie, les tripotages, le népotisme, les massacres qui ont lieu dans ce pays ; 3° d'accroître les dettes étrangères de la Chine à un tel point que la faillite nationale s'ensuive et qu'ainsi la voie soit ouverte à une turkification du pays, ce qui permettra à certaines puissances de rendre le géant de l'Orient impuissant et de

le mettre sous la griffe des grands politiciens-financiers pour toujours. »

Après avoir une dernière fois exprimé sa désillusion de l'atteinte portée en sa personne par les autorités françaises à la liberté d'opinion et à la liberté de la presse, M. Ma Soo ajoute ces lignes qui sont comme le dernier soupir de la liberté en Chine :

« Nous laissons le public éclairé juger s'il est bon pour ce pays d'éliminer toute opposition et de ne lui permettre de ne lire que les journaux d'une seule couleur politique. Yuen Chekai court un grand risque. Il est dangereux de s'asseoir sur une soupape de sûreté. Le résultat est ordinairement une explosion. Yuen Chekai donne, de ses propres mains, naissance à de dangereuses forces, il y aura quelque jour une violente éruption et il sera trop tard pour empêcher le désastre. »

Maintenant donc, aucun moyen n'existe plus aux défenseurs de la légalité de faire entendre leur voix et voilà tout le parti républicain avec ses élus et ses comités dispersés qui voulaient vivre sous le régime de la loi, revenus au temps des sociétés secrètes, des conspirations, des complots, des bombes, du régime de terreur et de barbarie que la tyrannie amène d'ordinaire avec elle.

*
* *

Les divisions intestines du consortium avaient abouti à l'échec complet des projets de monopole financier que caressaient Français et Anglais, puisque Yuen Chekai se tournait maintenant du côté des Allemands. Seuls les diplomates russes atteignaient leur but.

Fin septembre, en effet, le monopole visé par le consortium avait dû être abandonné, puisque Yuen Chekai, faisant le jeu simple de bascule, s'en était déjà affranchi. Dans la lutte de finesse avec les diplomates anglo-français, c'était

lui qui triomphait. Il avait eu l'argent pour faire son coup d'État, la bienveillance attentive des diplomates pour détruire par le fer les libertés naissantes et il ne leur laissait en échange que l'espérance d'une réforme de la gabelle et de l'administration pour toute garantie du fameux emprunt dévoré. C'était une incomparable ironie.

Mais si les diplomates allemands, qui ont eu l'avantage dans cette affaire, croient avoir beaucoup gagné en prêtant eux aussi les mains à l'écrasement des républicains chinois, ils se font bien des illusions, car la situation sociale, économique et politique de la Chine, l'état des esprits, l'immensité du pays, le caractère de la race, l'évolution historique, donnent à la dictature de Yuen Chekai un caractère d'impuissance qui doit frustrer ceux qui, jugeant sur de fausses analogies, croient qu'une dictature, dans la Chine d'aujourd'hui, peut avoir la même efficacité gouvernementale ordonnatrice, organisatrice, que ce régime a pu avoir en Europe à certaines heures de l'histoire.

La situation actuelle, en effet, n'a rien de commun avec celle de la France sous le Consulat, par exemple, ou lorsque le prince Louis Bonaparte fit le coup d'État du 2 décembre 1851. En Chine, aujourd'hui, le pouvoir est détenu par un homme enfermé dans le palais impérial, dont il ne peut sortir, de crainte d'être assassiné. Celui-ci, pour faire prévaloir ses volontés dans un pays grand comme l'Europe, et avec peu de moyens de communication rapides, dispose de troupes mercenaires peu sûres.

Comme il n'y a pas d'administration fiscale sérieuse pour percevoir les impôts, comme les ressources disponibles sont déjà engagées, le gouvernement ne peut vivre que d'emprunts usuraires, au jour le jour. Telle est la situation financière.

En outre, pour qu'un régime dictatorial puisse s'établir et durer, il faut qu'il y ait une administration habituée à faire fonctionner les services publics et disposée à obéir au

gouvernement. Or, en Chine, cette administration nationale n'existe pas; le peu qui subsistait sous l'ancien régime, et qui mourait d'épuisement, est disparu, rien ne l'a remplacé. Des ministères peuplés d'incompétents existent bien à Pékin, mais ces généraux sont sans troupes, il n'y a rien dans les provinces, plus que jamais jalouses de leur indépendance. Telle est la situation administrative.

Dans ces conditions, on se demande combien de temps pourra durer le pouvoir du dictateur et si les Allemands, qui se proposent de former et de diriger l'armée chinoise, pourront arriver à leurs fins et réduire à néant sur ce point l'habileté bien connue des diplomates russes.

Ainsi que le font remarquer ses adversaires, la dictature durera tant que les étrangers lui fourniront de l'argent, de sorte que son sort est actuellement entièrement dans les mains de la finance et dépend de la docilité de celle-ci à se prêter au jeu des combinaisons diplomatiques.

Continuera-t-on à vouloir avancer des fonds à un homme, pour maintenir son pouvoir, dans l'espoir que le peuple chinois paiera un jour cette dette qu'il répudie?

Si extraordinaire que cela puisse paraître, la chose est possible, parce qu'en continuant ces prêts, on s'imagine empêcher la faillite. Pourra-t-on l'empêcher longtemps? Là est la question.

Pour prêter encore, il faut obtenir des garanties et tout est déjà donné.

Alors, quelle sera la situation de Yuen, s'il ne peut plus payer ses troupes?

Parlant de la vénalité bien connue des soldats de l'armée de Yuen Chekai, le *Journal de Pékin,* du 10 août, pose cette question angoissante : « Et si le gouvernement qui les emploie hésitait à continuer ses largesses, ces soldats n'iraient-ils pas faire à l'opposition, momentanément écrasée, des offres de services, lui donnant ainsi l'occasion de prendre une éclatante revanche? »

L'avenir de la dictature apparaît donc comme des plus précaires.

Voici comment l'envisage le même organe ami, du 13 août 1913 : « Il est facile dès lors de prévoir l'avenir. Le gouvernement de Yuen ne connaîtra plus de repos, il lui faudra demeurer sur le qui-vive nuit et jour, épiant les mouvements et les gestes de ses adversaires à l'intérieur, non moins qu'à l'extérieur. Ce que les leaders révolutionnaires ne pourront faire eux-mêmes, ils le feront faire par leurs adeptes demeurés dans le pays. Du Japon, sans jamais courir de danger, mais toujours menaçants et luttant sans cesse, ils n'auront qu'à donner leurs ordres...

« Et tandis qu'ainsi se tramera le grand complot, tandis que le gouvernement se verra assailli d'inquiétudes, de craintes chaque jour renouvelées, incapable de pouvoir faire réellement œuvre de réorganisation sans pouvoir consolider ses bases qui se trouveront minées, les partisans de Sun Yatsen, de Hoang Hing, en un mot tous ceux qui, désireux d'abattre Yuen Chekai, auront réussi à siéger au Parlement, lutteront, eux aussi, en recourant à toutes les méthodes, sans négliger l'obstruction, faisant échec aux meilleures intentions du gouvernement afin de le mettre dans la plus difficile des situations.

« Tel est l'avenir que l'on peut prévoir ; il n'est pas, hélas ! bien brillant pour le pays. Bien des secousses ébranleront encore la pauvre Chine, elle sera encore le théâtre de nombreux et sanglants conflits. »

Ainsi est la pensée, sur ce sujet, des approbateurs eux-mêmes du gouvernement. Les lignes ci-dessus sont plus que jamais, en décembre 1913, d'actualité.

D'autre part, voici comment les républicains chinois portent leurs regards vers l'avenir. L'élévation de leur langage démontre, mieux que tout ce que l'on peut dire, la distance intellectuelle et morale qui les sépare de leur adversaire.

Le 27 octobre, quelques jours avant sa suppression, *The China Republican*, parlant de la persécution qui sévissait, des décapitations qui allaient leur train, et faisant allusion aux journaux européens en Chine qui poussaient leur clameur de haro, disait :

« Il peut bien y avoir des journaux qui le soutiendront encore, comme ils ont poussé à la mise à prix des têtes et aux exécutions d'Outchang, mais il est une chose certaine : c'est que la persécution est de peu de profit. Elle engendrera seulement les mêmes forces destructrices qui ont renversé la dynastie mandchoue, elle poussera à une gigantesque révolte, devant laquelle celle d'il y a deux ans apparaîtra comme une simple flammèche dans un incendie. En poursuivant le cours de sa politique, le gouvernement ignore les grandes leçons de l'Histoire et prépare sa propre chute. Il n'est pas douteux que le christianisme n'aurait pas eu le succès qu'il a rencontré sans les persécutions continues des martyrs chrétiens par les Néron, les Domitien, les Dioclétien et les autres empereurs à courte vue qui causèrent la chute de l'empire romain.

« Une leçon non moins frappante nous est fournie par l'histoire moderne. Peu de temps après la Révolution française, ainsi que le sait quiconque connaît l'histoire, il y eut une réaction contre la Liberté. Metternich et ses satellites dans l'Europe centrale essayèrent de supprimer par la force l'esprit nouveau, mais leurs efforts aboutirent à un échec.

« Pourquoi en serait-il autrement en ce qui concerne la Chine?

« Il apparaît bien qu'une réaction pourra, pour un temps, se donner carrière contre l'esprit qui a fait de la Révolution de 1911 un triomphe du Droit sur la Force, mais il est clair que les choses ne resteront pas longtemps dans l'état présent. Le flot montant reviendra. La persécution, en tant qu'elle veut supprimer le progrès, ne peut que l'arrêter pour un temps et celui-ci reprend sa marche avec une nou-

velle vigueur. Ce sont justement les faits de persécution dont nous parlons plus haut qui en constituent l'histoire. Ils tendent à précipiter les mouvements qui ont révolutionné les systèmes, renversé la pensée sans vie et les institutions stagnantes. Il est encore à naître, l'homme qui pourra arrêter la marche incessante du progrès et le courant irrésistible de la lutte perpétuelle de l'humanité pour le meilleur, le plus pur et le plus noble idéal. »

Ce sont de telles idées — et ces idées sont des forces — qui soutiennent le courage des persécutés d'aujourd'hui, comme elles ont soutenu celui des défenseurs et des conquérants de la Liberté dans tous les pays du monde.

On le voit, les républicains chinois n'ignorent ni la puissance du sacrifice, ni la vertu du sang versé pour une cause, ni l'indéfectible espoir que donne une claire vision des grandes lois présidant au développement de l'humanité.

C'est pourquoi le sociologue et l'historien, comparant les hommes qui ont écrit sous le glaive les lignes ci-dessus avec ceux du monde vétuste, antique, ignorant et vénal qui cherche à les écraser, doivent conclure : « L'avenir est à eux. »

*
* *

Si l'état anarchique de la Chine, impuissante sous un tyran rétrograde, est bien fait pour réjouir ceux qui ne veulent point voir une république organisée se développer, il n'en est pas de même quant aux nationaux anglais, allemands, américains, français, portugais, italiens, etc..., aux missionnaires répandus dans tout le pays, qui ont, les uns et les autres, le plus grand intérêt à la paix et à la prospérité de la nation chinoise. L'état de choses actuel, s'il peut être profitable à certains hommes d'affaires désireux de pêcher en eau trouble, est des plus préjudiciables aux étrangers. Il suspend ou arrête les transactions, ferme les débouchés, amène une insécurité générale.

Quant aux possesseurs de titres de la dette chinoise, répandus dans le monde, il n'est pas besoin de démontrer que l'anarchie latente, causée par une dictature incapable, peut gravement compromettre leurs intérêts; le crédit de l'État chinois, qui ne repose, en effet, que sur des espérances, peut sombrer demain.

Que feront les puissances si cette éventualité vient à se réaliser?

Que feront, en particulier, la France et l'Angleterre, qui ont, directement ou indirectement, prêté de si grosses sommes?

Pour se payer, s'empareront-elles du pays? Découpera-t-on la Chine comme un immense gâteau, ou, selon l'expression des journaux, la partagera-t-on comme un melon, *fenn koa?*

C'est ici que se lèvent, au point de vue international, les plus graves problèmes.

Des traités ont reconnu la nécessité de conserver l'intégrité de ce pays. Toutes les puissances consentiront-elles à les modifier? Et comment?

Le Japon ne se dressera-t-il pas en armes pour empêcher le dépècement du continent asiatique?

Il y a des gens qui, en Europe, parlent du partage de la Chine comme d'une chose facile. Visiblement, ils n'ont jamais réfléchi à la nature d'une telle opération.

Celle-ci consiste en effet à répartir, entre les puissances copartageantes, le quart de l'humanité, en tenant compte que cette masse humaine formidable habite un territoire d'une immense superficie, qu'elle a la conscience très nette de sa personnalité nationale, qu'elle ne veut pas le moins du monde passer sous une domination étrangère.

Certes, il est possible qu'une coalition militaire des grandes puissances réussisse à établir une domination momentanée sur les quatre cents millions de Chinois. Mais il faudrait ensuite créer, de toutes pièces, une administration

composée d'Européens pour diriger cette population hostile, lui faire payer des impôts, la tenir en servitude malgré les complots et les attaques incessantes contre l'envahisseur.

Putnam Weale, un des hommes les plus compétents en matière de choses chinoises, qui a publié de si excellents travaux sur la Chine, où il est né et où il vit toujours, estime qu'une telle opération coûterait aux puissances des dizaines de milliards et qu'elle serait sans lendemain.

Dans les entretiens que j'eus avec lui à Pékin, il me répéta ce qu'il avait écrit d'ailleurs à l'usage de ses compatriotes les Anglais, que le partage de la Chine lui paraissait être une conception folle de gens qui ne se doutaient point de ce que devrait être une telle entreprise.

Pour être pleinement d'accord avec lui sur ce point, je n'eus qu'à me rappeler toutes les observations que j'avais faites en Indochine sur l'état d'esprit des indigènes et sur la fragilité de notre domination.

Si donc les créanciers d'une Chine en faillite comptent sur le partage de ce pays pour rentrer dans leur argent, ils se font de grandes illusions. Les canons et les vaisseaux des puissances n'auront pas le pouvoir magique de faire rentrer dans leur caisse les sommes depuis longtemps dépensées.

Ainsi, sans même tenir compte des traités par lesquels les diverses puissances se sont engagées mutuellement à respecter l'intégrité du pays, le partage apparaît comme une opération ruineuse que, vraisemblablement, aucun Parlement européen ne sanctionnerait.

Si les événements tournent de telle sorte que la Chine tombe en déconfiture, les prêteurs devront pour longtemps faire le deuil de leur argent.

Nous disons pour longtemps et non pas pour toujours, car le Chinois est, dans le monde, l'homme qui tient le plus à payer ses dettes quand il en a le moyen.

Dans la situation actuelle, ce moyen c'est de le laisser organiser son pays sur des bases modernes. Or, seuls les

républicains qu'on pourchasse actuellement pouvaient le faire, parce que seuls ils avaient, avec la confiance de la nation, le personnel capable de commencer une tâche aussi difficile, d'aussi longue haleine.

L'ancien personnel qui entoure Yuen Chekai — sauf quelques hommes jalousés ou faibles dont la voix est sans écho — est un vieux résidu du régime mandchou; il a fait surabondamment la preuve de son incapacité et de son impuissance pour qu'on ne puisse rien attendre de lui.

Ceux qui voudront profiter des avantages qu'offrira aux étrangers une Chine rénovée devront rechercher les hommes nouveaux qui, seuls, conviennent à une situation nouvelle.

Bien mal renseignés et bien mal inspirés sont ceux qui ont cru que leur destruction pourrait servir les intérêts des combinaisons européennes.

Pensant naïvement s'emparer indirectement de tous les avantages économiques de cet immense pays, en soutenant un dictateur qu'ils tiendront en main, ils s'exposent à tout perdre et à être ainsi châtiés, par les événements mêmes, de leur cupidité.

*
* *

Au point de vue économique, les événements de ces deux dernières années ont démontré le caractère illusoire de coalitions comme celles du consortium.

Cette dernière, qui dans le domaine politique rappelle en quelque manière celle des puissances hostiles à la Révolution française d'il y a cent vingt ans, a obtenu un indéniable résultat : la dispersion momentanée de l'élément républicain.

Combien de temps durera son succès? Celui-ci peut-il être fécond?

L'avenir peut seul permettre de répondre à la première question.

Pour répondre à la deuxième, le sociologue ne doit pas oublier qu'il y a des mouvements dans la vie des nations qui ont la puissance irrésistible des forces de la nature. Il nourrirait des conceptions vieillies et dépassées par l'évolution économique, intellectuelle et morale du monde, s'il ne comprenait pas que la compénétration des intérêts, amenée par la rapidité des communications, que l'interdépendance des nations d'aujourd'hui sur toute la surface du globe doit faire désirer la prospérité de tous les peuples.

Or, comme la situation de la Chine est telle que seul un pouvoir jouissant de l'adhésion de toutes ses parties et s'appuyant sur la volonté et la confiance des citoyens peut assurer son avenir, combattre l'évolution que le peuple chinois a commencée pour en arriver là, c'est nuire à l'humanité tout entière en retardant son progrès sur un point.

D'autre part, les idées morales qui règnent dans les sociétés modernes s'opposent à la destruction systématique des hommes qui revendiquent le droit de vivre selon les lois considérées comme supérieures par les nations civilisées. Bon gré, mal gré, la notion de fraternité universelle a envahi toute la terre, et la politique barbare qui voit dans l'homme d'une autre race un ennemi et une proie n'a plus l'audience du monde.

Aussi, nul n'admettra plus, dans ces grandes foules humaines de l'Europe où bat réellement le cœur des nations, qu'il soit licite et intelligent d'empêcher de monter un peuple qui veut s'élever vers la vie et vers la lumière, et pour cela de soutenir la tyrannie.

Ces mœurs, qui autrefois n'étaient pas rares dans la politique internationale, ne sont plus de notre époque. L'humanité s'est élevée d'un degré dans le domaine moral, elle ne redescendra pas. C'est à ce point de vue que se placera désormais l'histoire pour juger la politique actuelle des puissances en Chine; elle louera l'attitude du président de la République des États-Unis qui a trouvé incompatible

avec les principes républicains, et avec la morale, la participation de son gouvernement à une telle politique.

D'autre part, il est vain de croire que les efforts intéressés pourront arrêter définitivement la poussée des Chinois vers la liberté et l'indépendance.

Le flot qui emporte ceux-ci n'est qu'une vague du grand courant entraînant tous les peuples vers les formes démocratiques de la société. De plus en plus, les hommes veulent que le pouvoir soit le serviteur de la multitude et non pas son maître.

Que l'on s'en réjouisse ou qu'on s'en afflige, c'est un fait universel que l'observateur est bien obligé de constater.

La conception qui l'engendre travaille aujourd'hui les esprits dans toute l'Asie; elle mine l'autorité des Anglais dans l'Inde, des Français en Indochine, du gouvernement de Pétersbourg en Sibérie, du mikado au Japon. Elle a pénétré maintenant dans l'esprit de l'élite de la nation chinoise, elle y demeurera et fera chaque jour des adeptes nouveaux dans la foule, dussent tous les chefs républicains périr sous les coups des assassins ou par le glaive du bourreau.

C'est pourquoi les efforts pour étouffer les aspirations qu'elle suggère ne peuvent avoir d'autre résultat que d'augmenter les maux inséparables d'une révolution et d'obliger, plus longtemps encore, un peuple immense à poursuivre son ascension dans les larmes et dans le sang.

Telle est la conclusion des observations, des études, des enquêtes auxquelles je me suis livré pendant mon long voyage en Extrême-Orient.

ANNEXES

I

Déclarations du président de la République chinoise aux nations d'Occident, parues dans le Journal *à Paris, le* 27 *octobre* 1912.

Le chef de l'État nous reçoit dans l'ancien ministère de la guerre, devenu le palais présidentiel où il demeure, gardé par des soldats fidèles.

De taille moyenne, de forte corpulence, l'aspect du président annonce la vigueur physique et morale. Il a dépassé la cinquantaine, ses cheveux sont gris, sa tête est ronde comme celle de César, il vous regarde de ses yeux clairs, bien en face. Vêtu du costume national ancien : robe de soie, surtout de velours, il nous fait les honneurs d'un salon moderne meublé sobrement.

Un ami commun, un Chinois éminent, nous présente, et voici la conversation qui s'engage, tandis que les serviteurs apportent le thé et le champagne.

— On s'est étonné, nous dit le président, du refus continuel opposé par le gouvernement chinois au consortium des banques; mais celui-ci, appuyé par les diplomates, nous demandait, comme condition du prêt d'un milliard et demi de francs devant nous servir à panser les plaies de la révolution et à organiser la république, de prendre en main, d'une façon indirecte par le contrôle de nos dépenses, le gouvernement même de notre pays.

« Tous les Chinois ont considéré cela comme une atteinte à notre liberté et à notre dignité nationales, et c'est là, tous le savent, la cause de l'émotion soulevée dans le peuple il y a

quelques mois et qui a donné tant d'inquiétude aux étrangers en Chine et au gouvernement lui-même.

« Jamais la Chine, avec ses quatre cents millions d'hommes, n'aura le sort de l'Égypte! Il y a chez elle, malgré l'état où nous a laissés l'ancien régime, une réserve de force et de vie, un sentiment patriotique grandissant, qui lui permettront, malgré tout, de conserver son indépendance!

— Mais, monsieur le président, les puissances n'ont pas voulu attenter à l'indépendance de la Chine; elles étaient surtout soucieuses de fournir au public, devant prêter une si forte somme, l'assurance que celle-ci ne serait pas dissipée par une mauvaise administration. De là, la condition exigée du contrôle de vos dépenses.

— Le contrôle! le contrôle! peut-il donc s'exercer sur les dépenses d'un Etat sans que la liberté d'action de son gouvernement ne soit supprimée?

« Accepter le contrôle des dépenses publiques nous eût obligés à soumettre nos actes aux délégués des six puissances chargées de ce contrôle, et ainsi les étrangers seraient devenus, par là même, les chefs indirects mais réels de la Chine. Etait-ce possible?

« Quant à la mauvaise administration que l'on redoute pourquoi imputer à l'avenir ce qui appartient au passé? Pourquoi ne pas faire crédit du temps nécessaire pour se relever à une nation qui dispose, selon l'avis de tous les économistes occidentaux et de tous les étrangers en Chine, d'immenses ressources que nous voulons mettre en valeur?

« Pour faire la révolution on a dû lever, armer, équiper huit cent mille hommes, aujourd'hui en grande partie licenciés. Cet effort, ainsi que le désordre inévitable qui suit un changement de régime, a épuisé momentanément les ressources financières disponibles des républicains; d'autre part, le gouvernement précédent laissait le Trésor en déficit; mais aujourd'hui l'ordre est rétabli, les quelques troubles qui se manifestent encore ne sont plus qu'une fumée s'élevant après un grand incendie éteint. Le Nord et le Sud, loin de se diviser, se sont unis, et maintenant toute la Chine industrieuse veut la réorganisation du pays pour prospérer et pour faire face à ses engagements.

« Est-ce que le Chinois n'est pas renommé dans les affaires pour la fidélité avec laquelle il observe les contrats qu'il a volontairement passés? C'est justement parce que cette fidélité est un trait de notre caractère national que nous ne voulons pas prendre d'engagements sans en avoir mûrement pesé toutes les conséquences.

« Vous pouvez, monsieur, le dire aux lecteurs du *Journal* et au public occidental qui compte tant de nos créanciers. Ceux-ci peuvent être sûrs que la dette de la Chine, d'ailleurs relativement faible, est reconnue par tous les Chinois en république, comme elle l'était par les anciens empereurs, et que nous méritons toujours leur confiance.

« Il y a une chose qui a révolté le peuple, c'est de voir le groupe des capitalistes soutenu par les États vouloir nous interdire d'emprunter à d'autres qu'à lui-même. Pouvions-nous accepter de laisser ainsi enchaîner notre liberté? »

Tandis que parlait le grand homme d'État que d'aucuns appellent le Bismarck chinois, son œil clair s'illuminait d'un vif éclat.

— Ah certes! reprit-il, nous n'eussions pas demandé mieux que de nous entendre avec le groupe des six puissances.

« Dans les cercles chinois et étrangers beaucoup ont cru voir, dans l'attitude des capitalistes du consortium, non pas le désir de nous aider dans notre œuvre de réforme et de mise en valeur du pays, mais bien celui de profiter de la situation particulière d'un État en voie de transformation politique, pour s'emparer, au détriment des autres, des avantages économiques que ceux-ci sont en droit d'espérer du relèvement de la Chine. C'est là ce qui a permis la constitution d'un syndicat indépendant, lequel nous a prêté deux cent cinquante millions de francs pour commencer notre œuvre de réorganisation, syndicat approuvé par l'opinion en Occident.

« L'empressement que le public anglais a mis à souscrire cet emprunt, malgré la mauvaise volonté des gouvernements, nous montre que les peuples comprennent maintenant notre véritable situation.

« Nous espérons que les capitalistes du consortium sauront la comprendre également: ils peuvent toujours nous faire, s'ils le jugent utile, des conditions acceptables.

« Notre situation est bien claire. Elle est semblable à celle de la France après dix ans de révolution, avec cette différence que notre révolution, qui n'a pas duré une année, a causé ici bien moins de maux qu'ailleurs.

« Quand naissent les républiques, elles ont toujours des ennemis : votre pays en a fait l'expérience autrefois. Il faut tenir compte de cela. Mais aussi il faut espérer que les nations libérales de l'Occident voudront seconder les efforts d'une autre nation en marche vers la liberté et qui veut s'organiser suivant leurs propres principes.

« C'est aux peuples à apprécier la justice de notre cause et de nos aspirations.

— Monsieur le président, les graves paroles que prononce Votre Excellence dans les circonstances actuelles vont avoir un grand retentissement. Ne pensez-vous pas que les cercles diplomatiques trouveront étrange que le chef d'un si grand État livre directement son opinion au public ?

— Vous oubliez que la République chinoise n'est pas encore reconnue par les gouvernements ; bien que l'on ait discuté diplomatiquement pendant de longs mois avec nous pour nous faire accepter le grand emprunt, nous n'avons pas d'existence juridique. Nous sommes donc libres de faire directement appel à la sympathie des peuples libéraux et aux parlements qui les représentent sans violer les usages diplomatiques. D'ailleurs, ne dit-on pas, en Europe et en Amérique, que les banquiers et les diplomates ne sont pas les maîtres des nations, mais en sont les serviteurs. Ce sont là les mœurs de la démocratie qui progresse dans le monde entier. Elle naît en Chine.

« Peut-être aurait-on reconnu la République si nous avions accepté les conditions rigoureuses des capitalistes du consortium?

« Verrons-nous s'éloigner encore le jour de cette reconnaissance qui nous serait si utile?

« Pourtant, l'ordre est rétabli, une assemblée régulière, représentant le peuple, siège à Pékin : l'empereur a publié en faveur de la République un décret d'abdication : l'ancienne dynastie elle-même, dans la personne de ses chefs, les princes, a reconnu le nouveau régime et s'y est ralliée. La République est maintenant si bien acceptée par tous, que son gouvernement peut, sans crainte

de réaction, traiter la famille impériale avec des égards qui ont fait si souvent défaut aux familles souveraines déchues dans les autres pays.

« Que faut-il de plus?

« Aussi nous espérons que, lorsque les peuples d'Occident connaîtront la situation réelle de la Chine, ils feront entendre leur voix, par la presse et par la tribune, pour que la république chinoise soit admise dans le concert des nations où elle veut parcourir avec elles les voies du progrès. »

Après avoir écouté cette si importante déclaration, nous n'avions qu'à l'enregistrer pour la transmettre fidèlement, selon le désir du président de la République. Ce que nous fîmes en remerciant, pour *le Journal*, et pour nous-même, Son Excellence Yuan She Kaï de la marque de confiance qu'il nous donnait ainsi.

Fernand Farjenel.

Pékin, 1er octobre 1912.

II

Constitution provisoire de la République chinoise, publiée au Journal officiel chinois du 15 *mars* 1912 (traduit du chinois par Fernand Farjenel).

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. — La République chinoise est constituée par le peuple chinois.

Art. 2. — Le pouvoir souverain, dans la République chinoise, appartient au peuple tout entier.

Art. 3. — L'autorité territoriale de la République chinoise

s'étend aux vingt-deux provinces, à la Mongolie intérieure et extérieure, au Thibet et au Tsinghai.

Art. 4. — Dans la République chinoise le pouvoir est exercé par un Sénat, un président provisoire de la République, des ministres et des tribunaux.

TITRE II

DES CITOYENS

Art. 5. — Dans la République chinoise tous les citoyens sont égaux devant la loi, sans distinction de race, de clans, de degrés ou de religion.

Art. 6. — Les citoyens jouissent des droits et des libertés exposés ci-après :

I. La personne des citoyens, sauf en se référant à la loi, ne peut être appréhendée, incarcérée, jugée ou punie.

II. La propriété des citoyens, sauf en se référant à la loi, ne peut être envahie ou l'objet de recherches.

III. Les citoyens ont la liberté de posséder en toute sûreté des biens et d'exercer une profession.

IV. Les citoyens possèdent la liberté de la parole, de la publication d'écrits, de réunion et d'association.

V. Les citoyens possèdent la liberté du secret de la correspondance.

VI. Les citoyens possèdent la liberté du domicile et du déplacement.

VII. Les citoyens possèdent la liberté religieuse.

Art. 7. — Les citoyens possèdent le droit d'adresser des pétitions aux Assemblées.

Art. 8. — Les citoyens possèdent le droit de réclamer contre les actes des administrations.

Art. 9. — Les citoyens possèdent le droit d'intenter des procès devant les tribunaux et d'être jugés par eux.

Art. 10. — Les citoyens, en présence d'actes par lesquels des fonctionnaires auront violé la loi, porté atteinte au droit, possèdent le droit de les accuser devant le tribunal administratif suprême.

Art. 11. — Les citoyens possèdent le droit de concourir pour les fonctions publiques.

Art. 12. — Les citoyens possèdent le droit d'élire et d'être élus aux assemblées publiques.

Art. 13. — Les citoyens, conformément à la loi, sont astreints à l'obligation de payer les impôts.

Art. 14. — Les citoyens, conformément à la loi, sont astreints à l'obligation du service militaire.

Art. 15. — Les droits des citoyens, tels qu'ils sont définis dans le présent titre, si cela est reconnu nécessaire pour le progrès du bien public, le maintien de la paix, ou, en cas de nécessité urgente et extraordinaire, pourront être limités en se référant à la loi.

TITRE III

DU SÉNAT

Art. 16. — Le droit de légiférer, dans la République chinoise, est exercé par le Sénat.

Art. 17. — Le Sénat est constitué par les sénateurs délégués régionalement ainsi qu'il est déterminé par l'article 18.

Art. 18. — Quant aux sénateurs, chacune des provinces, la Mongolie extérieure, le Thibet en délèguent cinq ; le Tsinghai en délègue un. Le mode de délégation est déterminé par les régions elles-mêmes.

Lors des délibérations du Sénat, chaque sénateur aura une voix dans les votes.

Art. 19. — Les pouvoirs du Sénat sont les suivants :

§ 1er. Il vote toutes les lois.

§ 2. Il vote les budgets et les comptes du gouvernement provisoire.

§ 3. Il vote les impôts, les règlements monétaires, ainsi que la détermination des poids et mesures pour tout l'État.

§ 4. Il vote les souscriptions d'emprunts publics ainsi que les conventions qui entraînent une charge pour le Trésor public.

§ 5. Il sanctionne les affaires visées aux articles 34, 35 et 40.

§ 6. Il répond aux communications du gouvernement provisoire.

§ 7. Il reçoit et donne suite aux pétitions des citoyens.

§ 8. Il peut communiquer au gouvernement ses délibérations et ses avis concernant les lois et les autres affaires.

§ 9. Il peut interpeller et questionner les ministres et les prier de répondre dans la séance.

§ 10. Il peut demander au gouvernement provisoire d'enquêter sur les actes de prévarication ou contraires à la loi, commis par les fonctionnaires.

§ 11. Le Sénat, lorsqu'il sera établi que le président provisoire de la République projette des actes de rébellion (contre la Constitution), pourra le mettre en accusation. Pour cela, plus des quatre cinquièmes des membres devront être présents à la séance et le vote devra réunir les trois quarts des voix.

§ 12. Le Sénat, en cas de forfaiture ou de violation des lois, de la part des ministres, pourra, à la majorité des deux tiers des voix sur les trois quarts des sénateurs assistant obligatoirement à la séance, les mettre en accusation.

Art. 20. — Le Sénat peut lui-même se convoquer, ouvrir et fermer ses sessions.

Art. 21. — Les séances du Sénat sont publiques. Toutefois, à la demande des ministres ou de la majorité des sénateurs, elles pourront être secrètes.

Art. 22. — Les décisions du Sénat sont promulguées et exécutées par le président provisoire de la République.

Art. 23. — Lorsque le président provisoire de la République n'approuve pas un vote du Sénat, il peut provoquer une seconde délibération dans le délai de dix jours. Si le Sénat, comprenant en séance plus des deux tiers de ses membres, maintient sa première délibération, celle-ci est exécutée, conformément à l'art. 22.

Art. 24. — Le président du Sénat est élu parmi les sénateurs, au scrutin public et à la majorité des voix.

Art. 25. — Les membres du Sénat ne pourront être rendus responsables, en dehors de l'assemblée, des discours ou des votes qu'ils auront prononcés ou émis au sein de l'assemblée.

Art. 26. — Les sénateurs, en dehors des crimes dont on cons-

tate le flagrant délit ainsi que des crimes de rebéllion à l'intérieur ou à l'extérieur, ne peuvent être arrêtés qu'après autorisation du Sénat.

Art. 27. — Le règlement du Sénat est fixé par lui-même.

Art. 28. — Le Sénat, le jour où se réunira le Parlement, sera dissous et ses pouvoirs passeront au Parlement, qui les exercera.

TITRE IV

DU PRÉSIDENT ET DU VICE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Art. 29. — Le président et le vice-président provisoires de la République sont élus par le Sénat, aux deux tiers des voix exprimées par les membres présents, qui devront être au moins les trois quarts du nombre total des sénateurs.

Art. 30. — Le président provisoire de la République représente le gouvernement provisoire concentre en lui l'administration et promulgue les lois.

Art. 31. — Le président provisoire de la République est délégué à l'exécution des lois et à leur maintien. Il peut publier des décrets, il peut également les faire publier.

Art. 32. — Le président provisoire de la République a le commandement en chef des armées de terre et de mer pour tout le pays.

Art. 33 — Le président provisoire de la République peut fixer des règlements et des statuts pour les fonctionnaires, mais il doit les soumettre au vote du Sénat.

Art. 34. — Le président provisoire de la République peut nommer et révoquer les fonctionnaires civils et militaires, mais pour nommer les ministres, les ambassadeurs, les ministres plénipotentiaires, il doit obtenir l'adhésion du Sénat.

Art. 35. — Le président provisoire de la République peut, avec l'adhésion du Sénat, déclarer la guerre, contracter des alliances et conclure des traités.

Art. 36. — Le président provisoire de la République peut, en se référant à la loi, proclamer l'état de siège.

Art. 37. — Le président provisoire de la République repré-

sente l'État entier pour recevoir les ambassadeurs et les envoyés des pays étrangers.

Art. 38 — Le président provisoire de la République peut provoquer la délibération des projets de lois au Sénat.

Art. 39. — Le président provisoire de la République peut conférer des décorations et d'autres titres honorifiques.

Art. 40. — Le président provisoire de la République peut proclamer une amnistie générale ou spéciale, diminuer des pénalités, restituer des droits; mais, pour l'amnistie générale, il doit obtenir l'adhésion du Sénat.

Art. 41. — Après que le président provisoire de la République a été mis en accusation par le Sénat, il appartient aux magistrats de la plus haute juridiction judiciaire, siégeant au complet, d'élire, parmi eux, neuf membres qui constituent une Cour spéciale pour le juger.

Art. 42. — Le vice-président provisoire de la République, dans le cas où le président provisoire pour une cause quelconque quitte sa fonction, ou s'il ne peut plus suivre les affaires, exerce à sa place les pouvoirs de sa charge

TITRE V

DES MINISTRES

Art. 43. — Le directeur général des affaires de l'État ainsi que les chefs des administrations sont appelés : ministres.

Art. 44. — Les ministres assistent le président provisoire de la République dans l'exercice de sa charge.

Art. 45. — Les ministres, lorsque le président provisoire de la République met un projet de loi en délibération, promulgue une loi, ou bien publie un décret, contresignent ces actes.

Art. 46. — Les ministres ainsi que leurs délégués peuvent assister aux séances du Sénat et y prendre la parole.

Art. 47. — Lorsque les ministres ont été mis en accusation par le Sénat, le président provisoire de la République doit les révoquer de leur charge, mais il peut transmettre l'affaire au Sénat pour une deuxième délibération.

TITRE VI

DES TRIBUNAUX

Art. 48. — Les tribunaux sont constitués par les magistrats nommés par le président provisoire de la République et par le ministre de la justice. Les statuts des tribunaux et la compétence des magistrats sont fixés par la loi.

Art 49. — Les tribunaux, en se référant aux lois, jugent les causes civiles et criminelles; toutefois, en ce qui concerne les procès administratifs et les autres procès spéciaux, la loi en dis pose autrement.

Art. 50. — Les audiences des tribunaux doivent être publiques mais, s'il est reconnu que cette publicité présente un danger pour la paix ou le bon ordre publics, elles pourront être privées.

Art. 51. — Les magistrats jugent en toute indépendance, ils ne subissent pas l'immixtion de l'autorité supérieure.

Art. 52. — Les magistrats en fonctions ne peuvent être ni diminués d'appointements ni changés de charge. Si, sans qu'on se soit référé à la loi, ils sont accusés de crimes ou révoqués, cela ne pourra pas leur faire perdre leur charge. Les règles de la répression sont fixées par la loi.

TITRE VII

RÈGLES SUPPLÉMENTAIRES

Art. 53. — Après que la présente loi conventionnelle aura été rendue exécutoire, dans le délai de dix mois, le président provisoire de la République convoquera le Parlement; la composition du Parlement et les lois électorales sont fixées par le Sénat.

Art. 54. — La Constitution de la République chinoise sera fixée par le Parlement. Avant que cette Constitution ne soit rendue exécutoire, les effets de la présente loi conventionnelle seront égaux à ceux de la Constitution.

Art. 55. — La présente loi pourra être modifiée par une majo-

rité de plus des deux tiers des sénateurs, ou bien sur la proposi tion du président provisoire de la République par une majorité des trois quarts des membres votants dans une séance où assisteront les quatre cinquièmes des membres du Sénat.

Art. 56. — La présente loi conventionnelle est exécutoire du lour de sa publication et la législation précédemment faite par le gouvernement provisoire cesse le jour de la mise à exécution de a présente loi conventionnelle.

De la République chinoise, le troisième mois, jour.

Le Sénat

FIN

TABLE DES GRAVURES

Pages.

Le général Tsai Ngo, dictateur du Yunnan 49

La plantation de l'arbre de la liberté 105

Le docteur Sun Yatsen, premier président de la République... 121

Yuen Chekai, président de la République 129

S. Ex. Soun Paoki, ministre des affaires étrangères, ancien ministre à Paris 145

Le quai fortifié des concessions étrangères de Hankéou..... 161

Le général Hoang Hing, défenseur de la Constitution 177

L'avant-porte de Tsienmenn à Pékin 185

Dames tartares dans une rue nouvelle de Pékin..... 193

Sur la grande muraille..... 273

M. Ma Siang-Pé, conseiller provincial du Kiangsou, conseiller du président de la République..... 291

Yuen Chekai entouré du corps diplomatique..... 369

TABLE DES MATIÈRES

Préface I

CHAPITRE PREMIER

LES CHINOIS EN INDOCHINE

De Marseille en Malaisie. — Les Chinois à Singapore. — Saïgon et ses boutiques. — « Commande qui qu'on veut. » — Les écoles chinoises. — Cholon ville chinoise. — La valeur du sol. — L'enthousiasme révolutionnaire. — Les manifestations pour la République. — En Annam. — Les Chinois au Tonkin. — La fête de la révolution à Hanoï. — La femme chinoise quitte sa réclusion millénaire 1

CHAPITRE II

LA GENÈSE DE LA RÉVOLUTION

Un peu d'histoire. — La Chine ancienne. — La société politique. — Le gouvernement des Mandchoux. — Décadence. — Le plan des révolutionnaires. — Rousseau et Montesquieu. — Le rôle de la presse. — Le mouvement constitutionnel. — Les capitulations de la Cour. — La pétition sanglante. — Les troubles et les grèves du Seutchoenn. — Le début de la révolution 12

CHAPITRE III

LA RÉVOLUTION AU YUNNAN

Le chemin de fer du Yunnan. — Laokay et le *foutoupan*. — Mongtzeu en révolution. — Amitchéou. — L'ascension jusqu'à Yunnanfou. — « La révolution, même chose Napoléon. » — Le dictateur et les massacres. — La fuite du vice-roi. — Les idées des révolutionnaires. — Un dîner sous les baïonnettes. — Une course dans la nuit 28

CHAPITRE IV

DANS LA CHINE DU SUD

Sur le *Sikiang*. — La révolution à Kouangtchéouwan. — Hongkong et ses Chinois. — La révolution à Canton. — Un habile politicien. — L'œuvre de la bombe. — Les Cantonaises soldats et députés. — Le féminisme chinois..... 55

CHAPITRE V

LA RÉVOLUTION A CHANGHAÏ

Arrivée à Changhaï. — La guerre aux nattes de cheveux. — La prise de l'arsenal. — Les incendies. — Une entrevue avec un Robespierre chinois. — Au milieu des soldats révolutionnaires. — La révolution au théâtre. — A la première cour d'assises..... 69

CHAPITRE VI

LES ÉTRANGERS A CHANGHAÏ

Les concessions étrangères. — L'esprit religieux. — La vie chinoise chez les Européens. — Les pompiers de Changhaï et les milices. — Jésuites et révolutionnaires. — Zikawei et son Université. — Les orphelinats. — L'Observatoire et les typhons. — Université chinoise. — Préjugés de race et préjugés politiques. — La Révolution française enseignée par les Chinois. — L'arbre de la liberté..... 91

CHAPITRE VII

LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE NATIONALE

A Soutchéou, la Venise chinoise. — Un colonel qui jette des bombes. — Une cité tartare incendiée. — La *Marseillaise* chinoise. — La révolution à Nankin. — Les femmes soldats. — L'Assemblée nationale. — Le premier président de la République..... 110

CHAPITRE VIII

LA CONSTITUTION

L'embarras de la Cour. — Yuen Chekai, son caractère, sa vie. — Les partis en présence. — La Constitution provisoire. — L'abdication impériale. — Yuen président de la République. — Le départ de Sun Yatsen. — Le premier président du Conseil, M. Tang Chao-y. — Le ministre des finances. — La situation à Changhaï..... 128

CHAPITRE IX

DANS LA CHINE CENTRALE

Le fleuve Bleu. — Le paysan chinois et les notables. — Les bords du Yangtsé et les soldats ravisseurs. — Hankéou détruite. — Les courses. — Les combats du « kilomètre 10 ». — La défense des concessions. — L'incendie de Hankéou. — La fin de la lutte..... 149

CHAPITRE X

LES GÉNÉRAUX RÉVOLUTIONNAIRES

A Outchang. — Le général Li Yuenhong. — La vie du général Hoang Hing. — Ses luttes. — Les sociétés secrètes. — La traversée du fleuve. — Les soldats dans les trains. — Le vent jaune. — Arrivée à Pékin..... 171

CHAPITRE XI

L'ASSEMBLÉE A PÉKIN

Pékin et ses quatre villes. — La cité tartare. — Notre maison chinoise. — Le quartier des Légations et sa garde internationale. — La rébellion des soldats, pillages, incendies. — Une séance au Parlement. — Déclaration ministérielle. — Le temple du Ciel et le grand sacrifice. — L'emprunt des six puissances. — Le patriotisme irrité des Chinois..... 187

CHAPITRE XII

L'ÉTAT D'ESPRIT DES CHINOIS.

Inquiétants propos dans la nuit. — La grève de la police. — Sentiments anti-russes des révolutionnaires. — Les mystiques : la Société des Huit Vœux. — Un théologien gardien du patron des murailles. — Le sain préfet guérisseur. — Les moines. — La fuite du premier ministre. — Les conseillers étrangers. — Une visite au palais impérial..... 210

CHAPITRE XIII

LA VIE A PÉKIN

Le Pétang. — Le patriotisme des Chinois. — Le Palais d'été. — Le 14 juillet à la Légation de France. — On voit poindre la dictature. — La déception et les projets des républicains. — Une entrevue avec le nouveau président du conseil des ministres..... 231

CHAPITRE XIV

MOEURS CHINOISES ET EMPRUNT

A Tientsinn. — Un pas dans le sang vers la dictature. — Un type de conservateur original. — L'emprunt Crisp et le monopole. — Dîners chinois; les chanteuses. — Sur la grande muraille. — Aux tombeaux des Ming 248

CHAPITRE XV

LES PROJETS CHINOIS

Mon entrevue avec le docteur Sun Yatsen : ses projets. — Le prince régent et Sun Yatsen. — Arrivée de Hoang Hing à Pékin. — Une grande réunion publique. — Les nouvelles lois électorales. — Une administration impuissante. — En présence de Yuen Chekai et de ses conseillers..... 273

CHAPITRE XVI

LA FÊTE NATIONALE

Pourquoi on ne reconnaît pas la République. — Le nouvel enseignement primaire. — La première fête nationale et le Bouddha vivant. — La pharmacopée chinoise. — L'opinion de l'évêque de Pékin sur les sentiments du peuple 296

CHAPITRE XVII

L'EMPRUNT INCONSTITUTIONNEL

Les élections. — L'assassinat de Song Kiaojen, leader des républicains. — La majorité s'affirme. — La position des puissances. — La signature nocturne de l'emprunt. — L'appel du docteur Sun Yatsen à l'opinion publique et aux parlements étrangers..... 318

CHAPITRE XVIII

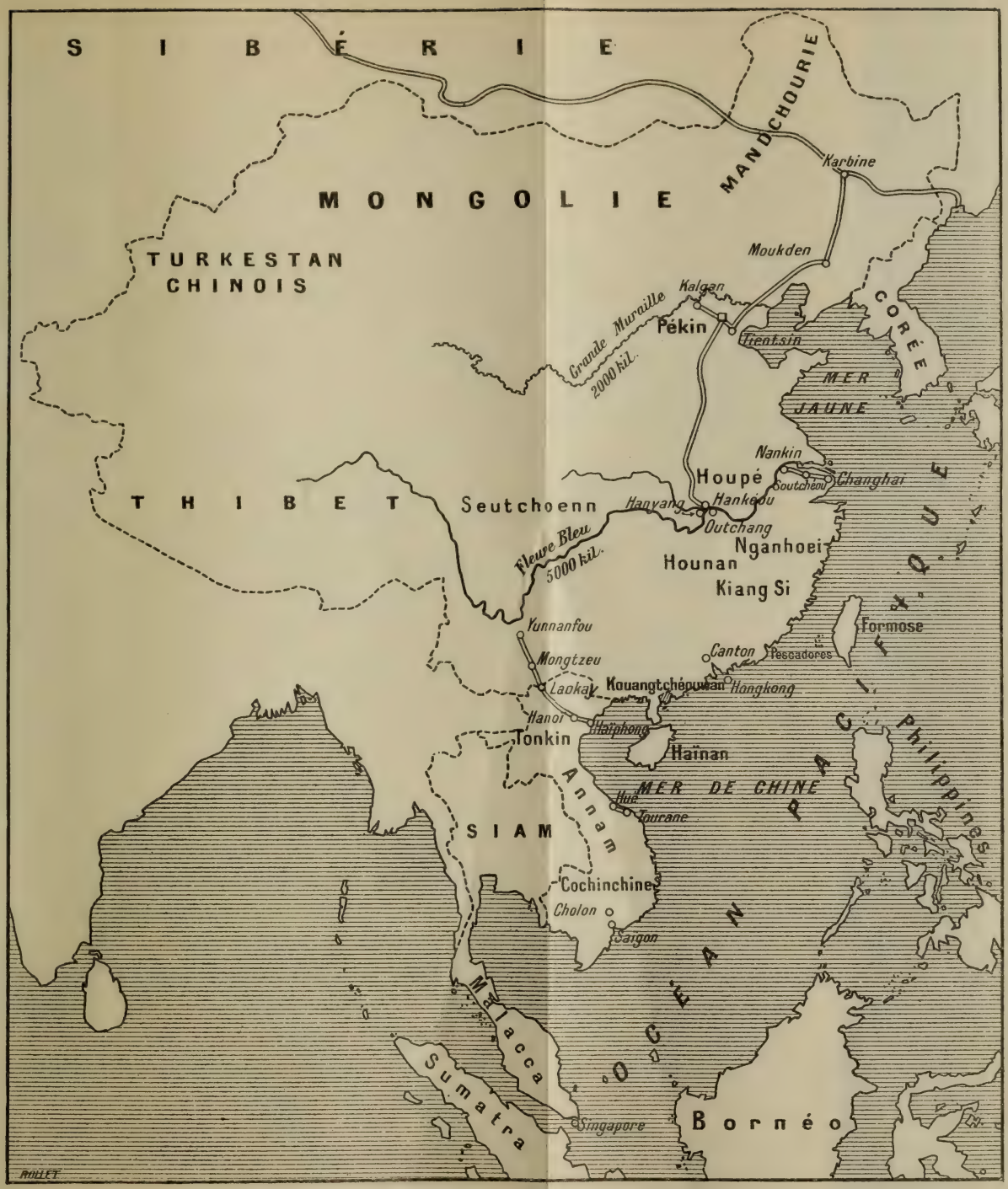
LE COUP D'ÉTAT

La déception du consortium. — Les responsabilités gouvernementales. — Les conseils de la presse européenne à Yuen Chekai. — Le coup d'Etat. — La déchéance de Yuen prononcée par les assemblées provinciales. — La deuxième guerre civile. — Têtes des républicains mises à prix. — Le Japon intervient. — Les massacres de Nankin. — La comédie de l'élec-

tion présidentielle. — La suppression de la liberté de la presse. — L'avenir de la dictature. — La faillite et le partage de la Chine. — La démocratie future..... 341

ANNEXES

I. — Déclarations de Yuen Chekai..... 383
II. — La Constitution chinoise..... 387



Fernand Farjenel. — *A travers la Révolution chinoise.*

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie

Rue Garancière, 8

A LA MÊME LIBRAIRIE :

Le Far-West chinois. — **Deux années au Setchouen.** Récit de voyage ; étude géographique, sociale et économique, par le Dr A.-F. LEGENDRE, médecin-major de 1re classe des troupes coloniales, directeur de l'Ecole de médecine impériale de Tchentou (Setchouen). 3e édition. Un volume in-16 accompagné d'une carte et de gravures. . . . . 5 fr.

Le Far-West chinois. — **Kientchang et Lolotie,** *Chinois, Lolos. Sifans.* Impressions de voyage, étude géographique, sociale et économique, par le Dr A.-F. LEGENDRE. 2e édit. Un fort vol. in-16 avec une carte et 8 gravures. . . . . 5 fr.

(Couronné par l'Académie française, prix Montyon.)

Au Yunnan et dans le massif du Kin-Ho (Fleuve d'Or), par le Dr A.-F. LEGENDRE, médecin principal des troupes coloniales. Un volume in-8° écu avec 16 gravures et une carte. . . . . 5 fr.

La Chine contre l'étranger : **les Boxeurs,** par le baron D'ANTHOUARD. 3e édition. Un vol. in-16 avec 22 gravures et 3 plans. Prix. . . . . 4 fr.

Les Marins en Chine. **Souvenirs de la colonne Seymour,** par Jean RUFFI DE PONTEVÈS, enseigne de vaisseau, chevalier de la Légion d'honneur. 7e édit. Un vol. in-16 illustré de dessins de Henri ROUSSEAU, de photographies et de croquis. 4 fr.

(Couronné par l'Académie française, prix Montyon.)

La Chasse en Indochine, par Lucien ROUSSEL. Un volume in-16 avec 18 gravures hors texte . . . . . 4 francs

Seconde Mission Hourst. **Dans les Rapides du fleuve Bleu.** Voyage de la première canonnière française sur le haut Yang-Tse-Kiang, par le lieutenant de vaisseau HOURST. Préface de M. Jules LEMAITRE. Dessins originaux de l'enseigne de vaisseau Térisse, membre de la mission. Un volume in-8° illustré de 50 gravures dans le texte et hors texte et d'une carte du Se-Tchouen . . . . . 10 fr.

(Couronné par l'Académie française, prix Sobrier-Arnould.)

Journal d'un commandant de « la Comète ». *Chine — Siam — Japon* (1892-1893), par le commandant Louis DARTIGE DU FOURNET. Ouvrage accompagné de gravures. Un vol. in-18. Prix. . . . . 4 fr.

(Couronné par l'Académie française, prix Furtado.)

Chine et Extrême-Orient, par le baron G. DE CONTENSON, ancien attaché militaire en Chine. Un vol. in-18. . . . 3 fr. 50

Chez les Jaunes, Japon, Chine, Mandchourie, par J. LECLERCQ. 2e édition. Un vol. in-16 avec 16 gravures hors texte. 4 fr.

Le Tour d'Asie, par Marcel MONNIER. I. *Cochinchine, Annam, Tonkin.* 4e édition. Un vol. petit in-8° accompagné de 38 gravures d'après les clichés de l'auteur et d'une carte-itinéraire . . . . . 5 fr.

— II. **L'Empire du Milieu.** Un vol. petit in-8° accompagné de 61 gravures, d'un plan et d'une carte-itinéraire. . . . 5 fr.

(Couronné par l'Académie française, prix Marcelin Guérin.)

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 19637.

BINDING SECT.

OCT 6 1972

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DS
773
F3
1914

Farjenel, Fernand
A travers la revolution
chinoise

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 10 12 08 14 006 2